

# LE MONDE

Prix : 5 F

Algérie : 5,00 DA  
Canada : 1,50 \$ c.  
Espagne : 40 pes.  
Italie : 600 lire

Morocco : 3,00 dir.  
Royaume-Uni : 50 p.  
Suisse : 3 F.S.  
Tunisie : 500 mill.

Abonnements : voir tarif page 5.

Publication mensuelle

5, rue des Italiens, 75427 Paris, Cedex 09

## diplomatie

JANVIER 1976

N° 262 - 23<sup>e</sup> année

Lire pages 2 à 4 :

L'ÉGYPTÉ  
d'Anouar El Sadate

Le Monde diplomatique  
présente à ses lecteurs  
ses meilleurs vœux pour 1976.

### Propagandes

Par CLAUDE JULIEN

L'EFFET de propagande peut-il justifier des actes de violence et de terrorisme ? L'attaque d'un arsenal par des guérilleros argentins et l'enlèvement des ministres et députés de l'OPEP, à Vienne, ont sans doute obtenu le succès publicitaire que leurs auteurs pouvaient en attendre. Un vacarme, des victimes, de grands titres de journaux, l'attention publique un instant tenue en suspens : et après ? Croit-on encore que l'histoire se réduise au bruit et à la fureur d'un « conte dit par un idiot » ? En quoi le rapport de forces a-t-il été modifié par deux actes plus spectaculaires qu'efficaces ?

Un résultat a pourtant été atteint : il est de plus en plus largement admis que toute condamnation de la violence reste vaine aussi longtemps que, pour certains, cette violence reste le seul moyen de se faire entendre. Le réalisme conseille alors de donner la parole à quiconque a des griefs légitimes à formuler. Ainsi conçue, la liberté d'expression devient la meilleure de toutes les soupapes de sécurité. Elle ne menace pas l'ordre établi. Elle le conforte en lui épargnant l'épreuve de brutales explosions.

DEUX moyens d'expression contestataires se manifestent ainsi selon que les régimes ou les situations permettent ou non la liberté de communication. Mais, discours légal ou violence illégale, comment ne pas voir leurs communes limites, leur constante pauvreté et, bien souvent, leur stérilité parce qu'ils se contentent d'effleurer la réalité sans parvenir à la décrire, à l'analyser en profondeur ? La complexité des problèmes actuels semble décourager l'effort de recherche et de compréhension. La parole contestataire se réduit alors à un cri — de rage ou d'espoir — qui peut toucher les sensibilités déjà éveillées mais qui reste impuissant à convaincre. Ce cri, c'est l'appel, l'insulte, le slogan, l'imprécation qui, même appuyés par la mitraille, la bombe ou la prise d'otages, sont incapables de corriger une injustice et n'ont, hélas ! d'autre vertu que thérapeutique pour ceux qui ne peuvent s'empêcher de la dénoncer.

Voyageant dans un sujet à l'autre, le cri contestataire s'épuise à changer de thème. En France, depuis dix ans, il mobilise sans cesse les mêmes individus, ou leurs semblables, autour d'une infinie variété de mots d'ordre : depuis les « comités Vietnam », qui frayèrent la voie à mai 1968, jusqu'aux droits des appelés, en passant par le refus des cours magistraux, la critique de la société de consommation, la liberté sexuelle, Lip, la pollution, le sort des O.S., la condition des immigrés, etc., c'est une incroyable effervescence qui témoigne sans doute de l'extrême diversité des causes de malaise mais aussi de l'absence d'une stratégie ordonnée sur des bases cohérentes en vue d'un objectif clair. Ce bouillonnement tumultueux n'inquiète plus personne ; il touche l'opinion même qu'on ne voudrait le faire croire, et il laisse ses propres auteurs : combien d'« égarés » de 1968 sont aujourd'hui parfaitement « rangés », plus ou moins égarés, plus ou moins rangés ?

Le spectacle est le même aux États-Unis, où les grandes campagnes pour les droits civiques, ou milieu des années 60, ont dépeint au profit de mouvement écologique et de manifestations contre la guerre du Vietnam, le tout rejeté dans l'ombre par l'étonnante cascade de révolutions sur la Watergate, puis sur la C.I.A., en attendant, demain, une autre passion tout aussi éphémère.

VERSATILITÉ de militants qui découvrent chaque année une nouvelle croisée qui a fait de rejeter la précédente dans l'oubli. Tout n'est sans doute pas perdu : chaque campagne apporte sa contribution, ajoutant une préoccupation à une autre, comme de minces couches sédimentaires qui se superposent dans l'esprit des insatisfaits.

Malgré les problèmes restant, et l'ordre établi n'en est pas moins fort. Car, souligné ou non par des gestes de violence, le discours contestataire se préoccupe davantage de frapper l'imagination que de convaincre. Peut-être n'a-t-il pas de plus proche parent que le discours officiel qui, lui aussi, relève de la propagande plus qu'il ne cherche à persuader en vue de mobiliser pour une œuvre de longue haleine. Quelque chose changera le jour où un effort soutenu, patient, probablement discret, se substituera à cette activité bruyante et bruyante qui n'a entraîné aucun privilège, ébranlé aucune structure, modifié aucun rapport de forces.

### Le nouveau défi cubain

Par notre envoyé spécial  
BERNARD CASSEN

« **N**OUS ne nous croisons pas les bras quand nous voyons un peuple africain attaqué par l'Afrique du Sud. Nous ne nous croisons pas les bras et nous ne nous croisons pas les bras. Nous nous croisons les bras et nous nous croisons les bras. » En une fraction de seconde, sans que quiconque ait eu le temps de déclencher les applaudissements, les trois mille délégués au premier congrès du parti communiste de Cuba s'étaient spontanément dressés et balançaient frénétiquement des mains en scandant : « An-go-la. An-go-la. An-go-la. »

Dans son discours de clôture du 22 décembre, Fidel Castro venait pour la première fois d'affirmer sans aucune équivoque ce que tout le monde savait. Enfin, l'émotion intense, mais retenue, qui s'était déjà exprimée cinq jours plus tôt dans le théâtre Karl-Marx lorsque, dans son rapport central de onze heures, Fidel Castro avait, en termes généraux et à plusieurs reprises, évoqué les « devoirs internationalistes » qu'avaient remplis et que remplissent encore les Cubains devant le million de personnes rassemblées place de la Révolution, Fidel Castro, certes, a chauffé « par les cris répétés de « Fidel, na-ya, na-ya » sur les « Panfles », revenant sur le même thème avec encore plus d'ampleur et de vigueur.

Il fallait se rendre à l'évidence : le combat pour l'Angola devenait publiquement la « nouvelle frontière » de la révolution cubaine. Au passage, Fidel Castro avait confirmé l'envoi d'une aide militaire de son pays en hommes et en matériel à certaines autres nations. « Ce n'est un secret pour personne qu'à un moment donné, lorsque la République de Syrie était menacée, nous avons envoyé à Damas des avions et des avions en Syrie. » (Selon des sources américaines et israéliennes, plusieurs milliers d'entre eux s'y trouveraient d'ailleurs encore, en première ligne aux côtés des forces syriennes, face au Golan.) Le cas de l'Algérie fut évoqué en termes identiques. Dans une formulation moins nette, mais ne laissant néanmoins place à aucun doute, furent avancés les noms d'autres pays :

Congo, Guinée, Guinée-Bissau, Somalie, Sud-Yémen. En privé, certains responsables ajoutèrent Oman à la liste, une délégation du Front populaire de libération d'Oman et du golfe arabe (F.P.L.O.G.A.) étant d'ailleurs présente au congrès. De manière symbolique, Fidel Castro avait annoncé, quelques instants plus tôt, l'élection au comité central de Pedro Rodriguez Peraltas qui avait combattu aux côtés du P.A.I.G.C. en Guinée-Bissau et qui, fait prisonnier, avait passé plusieurs années dans les prisons portugaises.

L'Angola qui, dans la rue, était déjà le sujet de toutes les conversations, malgré le silence officiel maintenu jusqu'au congrès, a désormais droit de cité sur les panneaux aux murs de La Havane et suscite un engagement aussi net qu'autrefois le « Vietnam héroïque (1) », comme le souligne d'ailleurs la résolution sur la politique internationale : « Les communistes cubains, qui expriment la voix de notre peuple et s'inspirent toujours de l'exemple internationaliste de Che Guevara, défendent la promesse du camarade Fidel Castro faite au Vietnam, et nous disons que nous sommes prêts à verser notre sang pour la liberté de l'Angola. »

« Internationalisme », le mot revient automatiquement dans toutes les conversations. Pour les dirigeants de la révolution cubaine, comme nous le disait Lucio Lara, membre du bureau politique du M.P.L.A., il ne s'agit pas d'une abstraction, le terme a un contenu concret : « Chaque fois que Cuba a pris position face à une agression, il s'est agi d'une position de soutien concret et sans ambiguës. » Évoquant la période réalisée au sud de son pays par une puissante colonne blindée sud-africaine et par des mercenaires portugais entraînés en Namibie (et qu'il estime à deux mille hommes), le dirigeant angolais exprime la surprise de ses camarades

devant le changement de nature de la guerre : « Il ne s'agitait plus de groupes armés mais d'une armée. Nous avions déjà des instructeurs cubains à ce moment-là. Après l'avance sud-africaine, il a fallu faire un appel pressant pour recevoir du matériel plus puissant. » Avec discrétion, le dirigeant du M.P.L.A. ne parle pas des soldats.

Les relations étroites entre le M.P.L.A. et Cuba ne datent pas d'hier, comme on le rappelle constamment à La Havane. Elles remontent aux débuts de la lutte armée, en 1961 ; de nombreux cadres angolais ont fait leurs études à Cuba, ce qui a créé des liens humains, importants comme dans tout pays latino-américain. Si l'aide matérielle et humaine de La Havane n'a donc jamais fait défaut au M.P.L.A., son ampleur a été fonction des besoins. L'escalade sud-africaine et le S.O.S. du M.P.L.A. l'ont portée récemment à un très haut niveau d'engagement. Les chiffres varient de deux mille à six mille hommes selon les sources, le matériel étant tout fourni par l'Union soviétique. Ce qui est sûr, c'est qu'il s'agit de troupes et de spécialistes d'élite, recrutés sur la base du volontariat, en règle générale parmi les membres du parti communiste et des jeunes communistes. (Une bonne dizaine d'entre eux au moins avaient été élus délégués au congrès et leurs sièges restèrent vides. Sur le terrain, leur efficacité s'est révélée déterminante puisqu'ils ont réussi sur le front du centre à arrêter la « colonne blanche » sud-africaine. Leur présence n'aurait pas non plus été étrangère au sévère échec subi par le F.N.L.A. à Cabinda, où en un seul combat il aurait perdu plus de cent hommes, « que nous avons enterrés nous-mêmes », nous précise Lucio Lara. La stabilisation, puis l'amélioration de la situation militaire des FAPLA — avec les conséquences diplomatiques positives qu'elle entraîne pour le gouvernement de Luanda — sont, dans une grande mesure, le résultat de l'aide cubaine.

#### Un moteur de la révolution

CES premiers succès, coïncidant avec la tenue du premier congrès, expliquent largement le moment choisi par Fidel Castro pour dire tout haut ce que tout le monde murmurait déjà. Ce qui reste moins évident aux yeux de certains, c'est le « pourquoi » de cette aide maintenant massive, de ce qui apparaît comme un nouveau défi cubain. Le premier secrétaire du P.C. soviétique a répondu : « Certains impérialistes se demandent pourquoi nous aidons les Angolais, quels intérêts nous avons là-bas. Ils sont habitués à penser que lorsqu'un pays fait quelque chose, c'est parce qu'il cherche du pétrole, du cuivre, des diamants ou d'autres ressources naturelles. Non ! Nous ne poursuivons aucun intérêt matériel... Si les impérialistes veulent comprendre pourquoi nous aidons l'Angola, qu'ils lisent un manuel d'internationalisme prolétarien ! » C'est aussi une réponse à ceux qui accusent l'Union soviétique d'utiliser les Cubains comme « chair à canon » en Angola pour servir ses intérêts propres. Il est évident, en effet, que l'internationalisme et la lutte anti-impérialiste sont des composantes essentielles d'un moteur fondamental de la révolution cubaine. Il existe un rapport dialectique entre l'opposition aux diverses formes d'agression perpétrées contre la révolution par les États-Unis et les efforts de cette révolution pour prendre corps, aller de

l'avant et s'institutionnaliser. Ce rapport s'affirme en particulier dans la terminologie militaire utilisée dans toute l'activité politique, économique et idéologique, dans l'évocation constante du « Che », de Camillo Cienfuegos et d'autres héros révolutionnaires pour valoriser « l'héroïsme quotidien » du travail. C'est donc à une nécessité interne de la révolution que répond d'abord le militantisme internationaliste.

(Lire la suite page 14.)

#### AVANT LE XXV<sup>e</sup> CONGRÈS DU P.C. SOVIÉTIQUE

### Cinq ans d'efforts pour la paix

Par SPARTAK BEGLOV \*

IL y aura bientôt cinq ans que, au printemps de 1971, le XXIV<sup>e</sup> congrès du parti communiste de l'Union soviétique a défini les orientations fondamentales de l'activité de l'État soviétique dans l'arène internationale. Ce faisant, les tâches suivantes furent jugées prioritaires : liquidation des foyers de guerre et règlement politique équitable en Asie du Sud-Est et en Proche-Orient, réorientation vers la paix et la coopération sur le continent européen, application d'un vaste ensemble de mesures tendant à freiner la course aux armements et à créer les prémisses réelles pour le passage à des mesures pratiques de désarmement, liquidation des régimes coloniaux subsistant dans le monde et lutte contre le racisme et l'apartheid, instauration et développement d'une coopération pacifique multilatérale entre les États sur la base des principes de la coexistence pacifique.

Il convient tout de suite de souligner la continuité des orientations de politique extérieure définies par les congrès du parti. Leur base de départ, immuable, est constituée par les principes engendrés par la Révolution de 1917 et découlant de la nature même du nouveau régime social. Développant ces principes, la plateforme de politique extérieure du XXIV<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S. a réuni en un ensemble cohérent toute une série de priorités dans les affaires internationales, et elle a spontanément reçu le nom de programme de paix.

Dans le cadre du quinquennat écoulé, les années de réalisation de ce programme de paix ont coïncidé avec l'introduction

de la notion de « détente » dans les usages internationaux. L'équivalent russe de cette notion sous-entend « affaiblissement de la tension internationale ». C'est « détente » a été lancé en Occident. C'est une sorte de compliment à la langue française. Et, dans une mesure encore plus grande, cela fait honneur à l'U.R.S.S. et à la France, leur mérite commun étant de s'être engagées les premières, il y a dix ans, dans la voie de la normalisation des relations et de la coopération, établissant les points de repère nécessaires pour ceux qui les ont suivies.

La notion de « détente » n'est pas simplement un symbole. Les discussions se poursuivent encore sur la question de savoir quelle en est l'étendue, si elle conserve toujours sa portée dans les processus désordonnés de la recherche de la paix, de la sphère de la recherche de la solution des problèmes fondamentaux de la paix, du désarmement et de la sécurité à la sphère des processus sociaux, des transformations internes et des préroga-

tives souveraines de tel ou tel peuple. En sollicitant les textes on ne peut que démontrer que la détente, en tant que norme dans les relations internationales, doit aussi déterminer l'alignement des régimes des pays non capitalistes sur les normes bourgeoises. Que la détente, en tant que moyen de prévenir les conflits internationaux, doit aussi remplir le rôle de « sauf-conduit » contre les conflits sociaux, contre les changements provoqués par la dynamique interne de certains pays et peuples.

Tous les phénomènes du monde en mouvement qui ne répondent pas à ces « conditions » sont déclarés incompatibles avec cette interprétation de la détente : le mode de vie et de pensée socialiste, le rôle des communistes en tant que facteur de révolution politique au Portugal (« la faillite du fascisme, c'est la faillite de la détente »), en Italie, en R.F.A. et dans d'autres pays d'Europe, le succès du mouvement de libération en Angola, etc., toute défaite de la réaction et du colonialisme, ou même tout nouveau spasme de l'économie capitaliste malade, sont utilisés pour appuyer la thèse stupide selon laquelle « la détente est une rue à sens unique ».

Certains indices montrent que cette tendance sort déjà du cours d'une discussion ordinaire et, par les efforts de certains sénateurs, congressmen et « faiseurs d'opinion » d'Otan-Océan et de leurs complices de l'OTAN et de Pékin, se transforme en plate-forme politique de l'antidétente.

(Lire la suite page 21.)

\* Journaliste soviétique.

#### Dans ce numéro :

Portugal : vers la normalisation économique (page 7)

PORTO-RICO : la lutte pour l'indépendance (pages 8 à 12)

Economie et répression au Chili (page 13)



**RIVES**  
LA GRANDE MAROQUINERIE  
DE PARIS

SA PRESTIGIEUSE  
COLLECTION DE SACS  
EN CROCODILE

156, rue de Rivoli  
MÉTRO : LOUVRE

# L'ÉGYPTE D'ANOUAR EL SADATE

## Ouverture à l'Ouest, isolement dans le monde arabe

### Les paradoxes d'un régime libéré de l'héritage nassérien

Par MARIE-CHRISTINE AULAS

DEUX ans après la guerre d'octobre, la scène du Proche-Orient paraît s'être figée au niveau d'un règlement éventuel du conflit israélo-arabe, laissant par ailleurs libre cours aux différends internes.

La crise libanaise traduit pourtant la gravité de la situation et, face à l'absence de violence manœuvrées dans lequel est précipité le « malin » le plus faible du monde arabe, on ne peut que s'interroger sur le silence des « pays frères ». Un absent remarqué : l'Égypte, seul pays de la région susceptible, sinon d'imposer une solution, du moins de mettre un terme à cette lutte fratricide. Comme ce fut le cas en d'autres temps, les affrontements libano-palestiniens de 1969 trouvèrent une solution dans l'accord du Caire. Aussi, comment expliquer le silence actuel de l'Égypte ?

Deux ans après avoir porté les espoirs de la nation arabe, une déroute les vainqueurs de la ligne Bar Lev, l'Égypte se retrouve aujourd'hui curieusement absente. Répétée dans un isolement et un mutisme manifestes, elle a dû, lors de la réunion en octobre dernier au Caire des ministres arabes des affaires étrangères, demander la médiation du Koweït pour tenter d'apporter une solution à la crise libanaise.

Ce repli sur soi est une donnée fondamentale de la nouvelle stratégie régionale. Car, pour la politique égyptienne, cet isolationisme doit mener à d'autres formes d'alliance devant, en principe, permettre au pays d'affronter désormais ses propres problèmes. Par un curieux paradoxe, cette position de retrait s'inscrit dans la « politique d'ouverture » du président Sadate.

Initialement (ouverture), ce mot d'ordre aux accents magiques lancé par le président Sadate au lendemain de la guerre d'octobre, symbolisait les espoirs de l'Égypte qui venait de reconquérir sa fierté et son unité nationale après la sombre période de « ni guerre ni paix ». Ce slogan, qui voulait être l'expression de la renaissance de l'Égypte, traduisait aussi la philosophie du président. Pour la première fois, Anouar El Sadate, qui avait conquis une stature de chef d'État à la suite des succès d'octobre, pouvait enfin affirmer ouvertement sa propre politique sans être hanté par celle de Nasser. En mai 1971, il s'était déjà libéré de la présence au pouvoir des tenants de la ligne nassérienne ; désormais, il pouvait se détacher totalement de l'idéologie.

L'essentiel des principes proposés par Sadate à travers l'initiale consistait à mettre en question l'expérience antérieure sans chercher pour autant à analyser les raisons fondamentales de ses difficultés ou erreurs.

L'initiale avait deux buts : politique et économique. Au niveau politique, le rapprochement avec les États-Unis devait permettre de résoudre rapidement le conflit israélo-arabe et, par là même, de sortir l'Égypte de l'état de guerre. Au niveau économique, l'Égypte devait abandonner la voie du « socialisme nassérien » (1) pour s'engager dans celle du développement capitaliste. Par une relation de cause à effet, ce choix allait attirer les capitaux étrangers et apporter par là même un sang nouveau à l'économie égyptienne.

### Les principaux dispositifs de l'ouverture

arabe et internationale - et un amendement de la loi sur les investissements et prévenant les nationalisations.

Cette dernière loi, jugée insuffisante, était émise en juin. Les entreprises investissant dans les zones franches du canal seraient exemptées de taxes et d'impôts. Sur le reste du territoire égyptien, les nouvelles entreprises n'auraient à payer aucun impôt sur les bénéfices durant une période allant de cinq à huit ans. Les banques d'affaires et d'investissements étaient exemptées du contrôle des changes (2).

Parallèlement à ces mesures d'urgence, le président Sadate proposait le 15 avril 1974 à l'Assemblée du peuple et à l'Union socialiste arabe (part uni-

En fait, ces principes de base étaient déjà sous-jacents dans la politique de Sadate bien avant la guerre d'octobre. Dès son accession au pouvoir, le président égyptien n'avait pas caché ses tentatives de rapprochement avec les États-Unis. L'élimination d'Ali Sabri (chef de file de la tendance nassérienne pro-soviétique), le 2 mai 1971, à la veille de l'arrivée au Caire de M. William Rogers, en était la préface. Le renvoi des experts militaires soviétiques (18 juillet 1972), présenté alors comme un geste de nationalisme, confirmait la tendance en donnant, sans concession réciproque, un gage supplémentaire de la volonté du gouvernement égyptien de s'orienter vers les États-Unis.

Au cours de l'été 1973, Sadate avait invité les organes de la nation à réfléchir au « dialogue démocratique » (« al-hawadith al-dimuqratiyya »). Les lignes directrices de ce document de travail devaient préparer à une transformation de l'Égypte. L'accent était mis, entre autres, sur la nécessité de développer le secteur privé, d'encourager les investissements étrangers, de libéraliser l'économie. Le président demandait un amendement à la charte nationale de 1962 (qui faisait office de Constitution à l'époque nassérienne) pour la débarrasser de « certaines interprétations marxistes ». L'ouverture n'avait plus qu'à s'affirmer franchement.

Dans les milieux d'extrême gauche hostiles à Nasser, comme dans les milieux de droite proches de Sadate, certains considéraient que l'actuelle politique d'ouverture se situait dans le prolongement de la politique nassérienne. Selon eux, c'est Nasser qui a introduit les États-Unis en Égypte en acceptant le plan Rogers (23 juillet 1970) ; c'est aussi lui qui a amorcé les mesures de libéralisation économique avant sa mort. Un débat sur ce thème a récemment été lancé dans la presse égyptienne par le professeur Fouad Zakkariah (professeur de philosophie à l'université d'Ain Chams). Pour lui, Nasser ayant commencé cette politique, ce sont les communistes qui sont aujourd'hui responsables des difficultés de l'initiale. En fait, ces interprétations hâtives méritent d'être corrigées, car, quelles qu'aient été les erreurs du régime nassérien, le choix du plan Rogers par Nasser paraît d'une position politique tactique à l'égard des États-Unis. L'Égypte, à l'époque, ne pouvait poursuivre la guerre d'usure. Au niveau économique, il est certain que le leader égyptien avait été amené, après la défaite de 1967, à accepter des facilités à la bourgeoisie nationale mais c'était dans le but de s'attacher sa confiance pour renforcer l'unité du front intérieur.

Après les succès de la guerre d'octobre, l'Égypte, décomplexée, se lançait vers l'âge nouveau de l'initiale. Les journaux titraient : « Le dollar frappe à la porte de l'Égypte », et, chaque jour, la presse se faisait l'écho des promesses de prêt qui s'annonçaient ici et là.

Le gouvernement dirigé par le docteur Hegazi depuis le 27 mars 1973 (Sadate étant premier ministre) restait au pouvoir pour mettre en œuvre la nouvelle politique et préparer le terrain aux investissements des capitaux étrangers qui devaient arriver dans le pays.

Le 10 février 1974, le président Sadate promulguait trois décrets ayant trait à la création d'un « Conseil supérieur pour la coopération économique internationale », d'un « Organisme pour la coopération économique » et d'un « Comité pour la coopération économique ».

Le 15 mai, par un référendum populaire, le « document d'octobre », qui est un habile plaidoyer pour sa nouvelle politique. Par ce biais, il engageait les dirigeants et le peuple à approuver sa politique en participant à la phase de construction.

Au mois de juillet 1974, le gouvernement metait au point un plan inédit de dix-huit mois, dit « plan de traversée économique » (en référence à la traversée du canal), qui devait préparer le terrain au plan quinquennal 1976-1980. Ce plan prévoyait une croissance moyenne de 12,8 % par an avec des investissements d'un montant de 1 466 millions de livres égyptiennes (3) pour la seule année 1975. Dans le cadre de ces investissements, les ressources locales étaient estimées à 368 millions de livres. Et, tandis que l'on comptait sur 1 100 millions de ressources extérieures, celles-ci se sont limitées à 468 millions et n'étaient pas disponibles au début du plan (4).

L'échec du « plan de traversée économique », coincé entre les prétentions et la faiblesse de ses moyens, a été très vite manifeste. Si l'on continue à parler du plan quinquennal, qui doit, en principe, commencer en janvier 1976, rien jusqu'à présent n'a été préparé par les organismes compétents.

Les investisseurs étrangers, venus, à l'époque, étudier les possibilités que leur offrait l'Égypte, participaient, par leur

présence, à l'engouement général. Beaucoup, cependant, quittaient le pays en laissant plus de promesses que d'assurances concrètes. Au-delà des menaces de guerre qui planaient toujours, l'infrastructure dégradée du pays, la vétusté ou l'absence de moyens de communication rapides, le manque de télécommunications modernes, constituaient de sérieux handicaps. Si l'on ajoute à cela les tracasseries de la bureaucratie égyptienne et les risques de nationalisation, toujours présents à l'esprit des capitalistes, peu de choses incitaient le capital étranger à se lancer sur le marché égyptien, d'autant que la conjoncture économique internationale était en régression.

Les investisseurs arabes tenaient le même raisonnement et se montraient plus soucieux d'assurer la rentabilité de leurs capitaux dans les banques et entreprises européennes ou américaines que de tenter le risque égyptien. Certains, cependant, attirés par la vie caennaise, faisaient quelques opérations dans l'immobilier (la loi limite à quatre-vingt-dix ans l'acquisition de biens immobiliers par les étrangers) ou l'hôtellerie de la capitale.

Le rapprochement spectaculaire avec les États-Unis fut la conséquence la plus rapide de la politique d'ouverture. Grâce à la guerre d'octobre, le président Sadate était parvenu à faire d'un adversaire un « allié ». Cette alliance qu'il avait longtemps recherchée était, selon lui, la seule pouvant permettre de trouver une solution au conflit. Tel-Aviv n'était-il pas totalement dépendant de Washington ? Il suffisait de ce dernier de faire pression sur l'État hébreu pour que le conflit israélo-arabe trouve progressivement une issue.

Cette alliance avait, d'autre part, toutes les chances de succès, car le monde arabe était sorti de la crise en position de force économique grâce à l'arme du pétrole. Il offrait donc au partenaire des avantages sérieux dont le leadership égyptien

### Le capital national et international

Evidemment, l'appareil économique hérité du passé est concerné au premier chef. Comment concevoir, en effet, un développement capitaliste à partir de structures économiques favorisant le secteur public ?

Jusqu'alors, le gouvernement Hegazi, qui avait été chargé de l'exécution de la politique d'ouverture, avait essentiellement mis l'accent sur les possibilités offertes par l'investissement extérieur sans considérer les conditions locales. C'est donc vers une accélération des mesures internes visant à faciliter l'ouverture économique que va s'orienter le nouveau gouvernement mis en place le 15 avril. On note toutefois que le nouveau cabinet, dirigé par M. Mamdouh Salem, qui était ministre de l'intérieur depuis le 15 mai 1971, ne comprend ni technocrate ni spécialiste de l'économie, comme c'était le cas jusque-là. Avec le départ du docteur Hegazi, ancien professeur à l'université d'Ain Chams, le docteur Ismail Sabri Abdallah, ministre de la planification, connu pour ses approches marxistes, abandonne son poste.

Le nouveau ministère a donc pour tâche d'adapter les structures de l'économie égyptienne à la politique d'ouverture, ce qui implique une transformation globale de cette économie et de son appareil législatif. Les décisions se doivent d'être rapides pour pouvoir endiguer au plus tôt les difficultés. Pour M. Mamdouh Salem, « la politique d'ouverture s'est heurtée à deux obstacles dangereux : les gens qui se réclament du mot d'ordre de socialisme et les complications administratives et bureaucratiques », et, allant plus loin : « La base fondamentale, c'est de donner libre cours à l'investissement ; tout obstacle est une fermeture ».

Depuis la guerre d'octobre, les lois présentées par le gouvernement et votées par l'Assemblée du peuple concernaient essentiellement les facilités accordées aux capitaux étrangers. En juin 1974, une loi sur les investissements leur avait ouvert les domaines de l'industrie, de la métallurgie, des banques, des assurances, qui étaient jusque-là nationalisés. Des privilèges comparables étaient accordés au capital local par des mesures de désamortissement à l'égard des anciens foyers et des grands capitalistes égyptiens. Une autre loi, dite « loi sur la représentation étrangère », votée au même moment, permettait aux Égyptiens de représenter des

firmes étrangères, ce qui, par là même, supprimait le monopole du secteur public dans le domaine des importations. Dès juillet 1975, la machine législative va beaucoup plus vite. Une loi légalise les importations par les individus et les sociétés privées, sous prétexte d'établir un équilibre entre secteur privé et secteur public.

Une première faille apparaît au niveau du « front intérieur ». Jusque-là un derrière le président, lorsque M. Hassanin Heykal, rédacteur en chef d'Al-Ahram, lança, dans son éditorial du 1<sup>er</sup> février 1974, une mise en garde contre les risques de la nouvelle politique. L'officier journaliste, considéré jusque-là comme le chef de file de la tendance pro-américaine du régime nassérien, faisait de sérieuses réserves quant à l'orientation systématique vers l'Ouest, et prônait au contraire une politique d'équilibre entre les deux blocs. Dès le lendemain, M. Heykal était démis de ses fonctions journalistiques.

Une campagne antinassérienne commençait, tant dans la presse, où Ali Amine (journaliste chassé d'Égypte par Nasser pour collusion avec la C.I.A.) devenait rédacteur en chef d'Al-Ahram, que sur les écrans, où l'on autorisait la projection de films jusque-là censurés comme *Al Qus-tour* (Le Moineau, film dénonçant le régime nassérien), de Youssef Chahine, et *Zar el Fagr* (Les Visiteurs de l'aube, relatant les pratiques des services secrets à l'époque nassérienne), de Memdouh Choukry.

Dans les rues, des flambées de violence anarchiques éclataient en plusieurs occasions sous la pression des difficultés de la vie quotidienne qui s'aggravaient. Au mois de septembre 1974, les ouvriers d'Héliouan entamèrent une grève pour des revendications strictement économiques. Le 1<sup>er</sup> janvier 1975, ces mêmes ouvriers descendaient au Caire pour présenter leurs doléances à l'Assemblée du peuple. Il s'ensuivit une émeute qui allait être réprimée, comme le sera celle des usines de textiles à Méhalla-El-Kobra le 21 mars 1975.

Quelques jours après l'échec des négociations avec M. Henry Kissinger, fin mars 1975, le président Sadate doit faire face aux problèmes intérieurs devenus de plus en plus graves. Le 14 avril, à la radio égyptienne, il prononce un discours de quarante minutes entièrement consacré à la situation intérieure, où, pour la première fois, il considère l'échec de la politique d'ouverture économique. Il déclare : « Les changements que je désire introduire ne sont pas des changements de personnes mais des changements de méthodes. Je ne veux pas apporter de modifications dans la forme mais dans le fond. » Le président ne remet donc pas en question le principe de la politique d'ouverture mais s'attache à expliquer l'échec de cette politique par ce qui, en Égypte, en bloque le processus.

firmes étrangères, ce qui, par là même, supprimait le monopole du secteur public dans le domaine des importations. Dès juillet 1975, la machine législative va beaucoup plus vite. Une loi légalise les importations par les individus et les sociétés privées, sous prétexte d'établir un équilibre entre secteur privé et secteur public.

Années	Déficit de la balance commerciale (En millions de livres égyptiennes)	Service des dettes	Total
1972	192	353	545
1973	285	457	662
1974	392	762	1 154
1975	1 361	1 235	2 596

A titre de comparaison, il convient de rappeler que le déficit de la balance des opérations courantes entre la guerre de 1967 et 1972 n'a pas dépassé 200 millions de livres égyptiennes (7).

Ces chiffres, dénotant la gravité de la situation économique, traduisent les risques de la politique d'ouverture qui semble accélérer la tendance au déficit. Si l'on considère par ailleurs les nombreux prêts étrangers accordés, on note aussi le danger que comportent pour l'économie les conditions dont ils sont assortis. Ainsi, le prêt de 50 millions de dollars à 8 % d'intérêt accordé par la Banque mondiale (où les États-Unis sont majoritaires) à la Compagnie du canal de Suez impose à celle-ci d'« embaucher les conseillers et les spécialistes dont les expériences, les compétences et les conditions de désignation conviennent à la Banque » (Assemblée du peuple, 1<sup>er</sup> chapitre, 4<sup>e</sup> session, procès-verbaux de la 79<sup>e</sup> séance, 1974). En d'autres termes, le prêt donne à la Banque le droit d'attribuer la compétence de la Compagnie.

Un accord comparable a été signé entre le gouvernement égyptien et la BIRD pour un prêt de 40 millions de dollars à 8 % d'intérêt en vue de l'extension de l'usine de ciment (secteur public) de Thora (située à environ 30 km au sud du Caire). Cet accord oblige le gouvernement égyptien

Dès lors, on est en complète contradiction avec la charte nationale de 1962, qui avait instauré la prépondérance du secteur public au sein de l'économie égyptienne.

Déjà atteint, le secteur public sera de plus en plus entamé par une série de lois votées au cours de la même période et qui vont en faire un domaine au service du capitalisme tant égyptien qu'international, en d'autres termes un service public comparable à ceux qui existent en France et en Grande-Bretagne. Le secteur public de l'économie, qui, du temps de Nasser et plus précisément lors du premier et seul plan quinquennal (1960-1965), avait amorcé le décollage économique du pays, allait donc être dépourvu de ses moyens et buts initiaux.

Le 28 juillet 1975, une loi abolit les institutions publiques qui constituaient l'appareil de coordination et de contrôle dans le cadre du plan quinquennal. Désormais, elles seront remplacées par des conseils suprêmes des secteurs qui n'auront qu'un rôle consultatif, sans lien avec l'éventuelle planification et sans pouvoir budgétaire. D'autre part, on transforme les conseils d'administration des compagnies du secteur public en y incluant un certain nombre d'experts du secteur privé. On donne l'autonomie aux différentes compagnies du secteur public, qui élaboreront leurs projets, leurs plans et leurs budgets sans organisme centralisateur pour orienter leur politique. Le ministre des finances, M. Ahmed Abou Ismail, a d'ailleurs précisé que « la gouvernance s'est orientée vers la politique d'ouverture. Une des premières choses a été d'annuler les institutions publiques et de donner libre cours aux unités économiques pour réformer l'administration sans obstacle ni entrave dans la réalisation de cet objectif. Chaque unité qui n'atteindra pas ces buts sera liquidée, parce que considérée comme un fardeau ».

Ces différentes mesures visent à créer une stimulation de type capitaliste basée sur la concurrence et le profit entre les unités du secteur public. Dans une économie aussi faible et vulnérable que celle de l'Égypte, cette tendance laisse la porte ouverte à toute l'exploitation que le capitalisme national et international peut tirer du secteur public.

Pour affirmer le rôle de l'ouverture économique, une loi permet la vente par actions des compagnies du secteur public aux individus, sous prétexte de donner le goût de la propriété privée aux ouvriers. En fait, chacun sait, en Égypte, qu'aucun ouvrier n'est financièrement en mesure d'acheter une seule action...

Cette série de lois (5) rendent toute planification économique de type socialiste impossible, et l'abolition de la socialisation des banques ne fait que confirmer la tendance.

L'économie égyptienne se veut donc désormais une économie de type capitaliste où le secteur public ne sert que d'appoint au secteur privé et au capital international. Les Égyptiens doivent donc être à même d'affronter la concurrence extérieure, mais comment ?

Actuellement, le produit national de l'Égypte est incapable de subvenir aux deux tiers des besoins du pays, ce qui conduit à faire des demandes de prêt de l'ordre de 53 % du produit national (chiffres de 1975). Tandis que les importations ont atteint cette année 2 000 millions de livres égyptiennes, les exportations stagnent aux alentours de 800 millions de livres égyptiennes, contre 1 000 millions prévus. D'où un déficit chronique de la balance commerciale qui ne cesse de s'aggraver tout en s'accumulant d'une année à l'autre. Quelques chiffres (en millions de livres égyptiennes) éclairent la situation (6) :

Années	Déficit de la balance commerciale (En millions de livres égyptiennes)	Service des dettes	Total
1972	192	353	545
1973	285	457	662
1974	392	762	1 154
1975	1 361	1 235	2 596

à suivre une politique précise, conforme à celle de la Banque mondiale, sur toutes les opérations concernant le ciment en Égypte. Dans le cadre de l'accord conclu entre la BIRD et la Compagnie nationale des chemins de fer égyptiens.

(1) Le terme de socialisme a été utilisé par Nasser dès les années 1955-1956, à la suite de la nationalisation du canal de Suez et de l'agression tripartite. Tout au long du régime nassérien, il n'a été qu'un concept pratique exprimant une réalité concrète sans avoir un sens théorique. Il exprimait en fait une indépendance nationale qui n'allait pas forcément dans le sens généralement donné à la révolution socialiste puisqu'il ne supprimait pas la classe bourgeoise antérieure.

(2) Cérès Wissa Wassef, « Le Développement économique de l'Égypte », *Magreb-Machrek*, n° 66, novembre-décembre 1974, Paris.

(3) Une livre égyptienne égale 3 francs au prix « d'encouragement », 13 F au prix officiel, selon le cours des devises publiés dans les journaux quotidiens.

(4) Fouad Morsi, « La conception du développement économique », 2<sup>e</sup> partie, El Taifa, novembre 1973, Le Caire.

(5) Fouad Morsi, « La conception du développement économique », 1<sup>re</sup> partie, El Taifa, octobre 1973, Le Caire.

(6) Adal El-Samir, « Pour que les données extérieures ne menacent pas notre indépendance économique », El Taifa, octobre 1975, Le Caire.

(7) Fouad Morsi, op. cit., 2<sup>e</sup> partie.

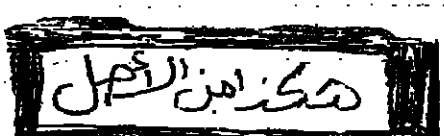
**GROSPIRON**  
RAOULT GROSPIRON SUC

DÉMÉNAGEMENTS  
EMBALLAGE  
GARDE-MEUBLES  
EXPÉDITIONS

49, Rue de la Fédération XV

734-02-66

Service Administratif





tians pour un prêt de 37 millions de dollars à 8,5 % d'intérêt, garanti par le gouvernement égyptien, il est précisé que la Compagnie n'a pas le droit, sans l'accord de la Banque, de vendre ou de disposer des biens ou matériaux que la Banque juge nécessaires aux travaux. Ces conditions, qui limitent sérieusement l'indépendance de l'économie égyptienne, sont assorties d'un droit de séquestration des propriétés publiques pour s'assurer du remboursement des dettes.

Les pays arabes « frères » suivent une politique similaire, puisqu'ils accordent

des prêts aux mêmes conditions que la BIRD. Ainsi Abou-Dhabi a accordé un prêt de 132 millions de dirhams E.A.U. (intérêt de 3,5 %) à la Compagnie du canal de Suez avec garantie du gouvernement. L'Arabie Saoudite a fait un prêt de 175 millions de rials saoudiens (intérêt de 3,5 %) à la même Compagnie, et dans les mêmes termes. Le Fonds arabe de développement (Kowelt) s'est intéressé à la Compagnie de ciment de Thora dans les mêmes conditions que la BIRD et sous la protection de celle-ci, prêtant 6,7 millions de dinars koweïtiens (intérêt de 6 %) (8).

## Difficultés en ville et à la campagne

On commence à dire, dans le pays, que l'Egypte est en cours de dénationalisation, certains ajoutant, selon le traditionnel humour, que « Le Caire va être loué meuble ». En effet, les privilèges accordés aux capitaux étrangers incitent à penser que l'Egypte est en train de revivre une certaine période de son histoire : à la fin du dix-neuvième siècle, lors de la construction du canal de Suez. Le pays avait été pris en charge et mis progressivement en tutelle par le capital étranger au nom des exigences du développement. (...) Le lourd accroissement de la dette égyptienne avait contraint le khédive Ismaïl à se soumettre au contrôle financier franco-britannique (9).

Depuis que l'Egypte s'est engagée sur la voie du développement capitaliste, elle est amenée, pour avoir des ressources complémentaires, à faire appel à des facilités bancaires payables à court terme avec un intérêt situé entre 8 et 19 %.

Jusqu'à là, l'aide accordée par les pays de l'Est ne dépassait pas un intérêt de 2,5 %. A l'heure actuelle, le part des dettes au bloc de l'Est européen s'élève à 30 % de l'ensemble.

Dans le domaine de l'agriculture, le nouveau gouvernement s'est attaché à suivre un schéma de transformation comparable à celui de l'industrie. Là aussi, la politique d'ouverture impliquait une remise en question de la législation nassérienne pour faciliter le retour en force de la terre au grand capital égyptien jusqu'alors freiné par les réformes agraires. Outre les mesures de déséquestration entamées avant la guerre d'octobre, et qui n'ont cessé de s'accroître depuis, l'Assemblée du peuple a voté le 23 juin 1975 des amendements à la loi de la réforme agraire qui en annulent totalement les acquis. Ainsi :

1) « Le foyer doit être égal à sept fois le montant des taxes », ce qui va conduire à une augmentation de 20 à 25 % des loyers.

2) « Le propriétaire et le paysan sont autorisés à avoir un contrat local en nature, et pas seulement en termes monétaires » : ce qui était strictement interdit depuis 1952.

3) « Le propriétaire est autorisé à chasser le paysan de la terre qu'il lui loue si celui-ci ne paye pas son loyer dans les deux mois qui suivent la fin de l'année locative » : depuis 1952, le délai était de trois ans.

4) « Les tribunaux civils sont chargés de juger tous les différends concernant les questions relatives aux loyers » : depuis 1952, il existait des comités de village plus proches des paysans, plus rapides et par ailleurs gratuits, qui étaient chargés de résoudre ces problèmes (10).

Cette loi, proposée par M. Abou Wafia, grand propriétaire terrien, président de la commission commune à l'Assemblée du peuple chargée de s'occuper de la politique d'ouverture, et M. Ahmed Younes, président de la Fédération générale des coopératives agricoles, a suscité de nombreux remous chez les paysans, comme en témoignent les lettres de lecteurs publiées dans la tribune libre du quotidien *Al Goumhouriya*.

Un million et demi de paysans vivent, en effet, de la location de 2 500 000 feddans (11), soit 43 % des terres cultivées. A l'image du secteur industriel et commercial, le secteur agricole doit être adapté à une concentration de la propriété et à une plus grande rentabilité par le biais de la concurrence et de la liberté des prix.

Devant le retour en force du grand capital rural retrouvant ses positions semi-féodales, la campagne égyptienne, qui occupe 50 % de la main-d'œuvre du pays, risque de connaître tôt ou tard des luttes sociales aiguës. Le film *Al Ard (la Terre)*, de Youssef Chahine, aura-t-il un regain d'actualité ?

A la campagne comme à la ville, cette orientation nouvelle de l'économie se traduit pour l'instant par des conditions de vie de plus en plus difficiles pour 95 % de la population. Outre l'inflation galopante que l'on situe à environ 30 % par an, la limitation des salaires, les difficultés accrues de la vie quotidienne rendent le climat lourd et pesant.

Comment vivre avec 12 livres égyptiennes par mois (12) ? Comment se loger lorsque la ville est saturée, que les appartements se vendent à plus de 800 livres le mètre carré (contre 100 livres il y a trois

ans) (13) et que les loyers atteignent 2 000 livres par mois, dans les quartiers « chic » des bords du Nil il est vrai ? Comment se rendre à son travail lorsque les transports et les rues sont engorgés ? Comment se nourrir lorsque les produits de première nécessité manquent (le kilo de viande est passé de 0,80 livre à 1,40 livre en trois ans), qu'il faut attendre des heures interminables pour avoir un litre d'huile ou un kilo de sucre ? Et comment accepter tout cela lorsque l'on voit des *happy few* conduire d'énormes voitures étrangères, trouver tout ce qu'il leur convient aux prix du marché noir, sortir dans les cabarets qui fleurissent le long de la route conduisant aux Pyramides ? En un mot, pour quel est l'ouverture ?

En prônant cette nouvelle orientation, la conception du pouvoir égyptien était, semble-t-il, de permettre à la bourgeoisie d'Etat héritée du nassérisme d'élargir au domaine de l'économie ses assises politiques nées de la révolution de 1952. Ainsi, les petits bourgeois issus de la décolonisation se transformant progressivement en petits capitalistes à l'image du modèle occidental. Ce n'est pas un schéma propre à l'Egypte, puisqu'on le retrouve dans beaucoup de pays en voie de développement. En créant une classe capitaliste, le pouvoir espère aussi établir ses assises populaires qui ne sont plus fondées sur des revendications nationales, comme ce fut le cas pendant la période de décolonisation. Mais ce qui fait problème en Egypte, c'est que le marché intérieur est trop pauvre pour permettre l'épanouissement d'une telle classe.

Au contraire, on assiste aujourd'hui au développement d'une classe « parasitaire » qui réalise des profits colossaux dans le domaine non productif des services. Grâce à la politique de l'ouverture, les activités d'import-export augmentent considérablement en dilapidant le capital national car les ventes de ces officines privées en Egypte même se font en dollars. Outre ces activités réalisées aux dépens du pays, on note une corruption de plus en plus large : certains n'hésitent pas à parler à ce propos de « vietnamisation », faisant ainsi allusion aux pratiques en cours à Saigon avant mai 1975. Cette classe marginale, que l'on découvre uniquement au Caire, vit en dehors de la réalité égyptienne.

Aux capitalistes nationaux qui n'avaient jamais cessé de gérer leurs biens dans les limites de la liberté de tous temps laissée au secteur privé, la politique d'ouverture pose aussi de graves problèmes. Jusqu'à là, la production du secteur privé égyptien était favorisée par des droits de douane élevés et la restriction des importations. La plupart d'entre eux avaient noué des relations commerciales avec les pays de l'Est sans subir les fluctuations des cours du change comme c'est le cas aujourd'hui. En outre, la concurrence sur le marché local des produits d'importation occidentaux est en train d'aggraver leur situation économique, au détriment du capital national et des possibilités d'emploi.

Ainsi, de quelque côté que l'on se tourne, il se manifeste un mécontentement quasi général, doublé d'une accélération des tensions sociales que les algans patriotiques ne peuvent plus endiguer depuis la signature des deux accords de dégelage.

Le pouvoir a conservé les structures de l'Etat nassérien avec toute la force centralisatrice que l'on donne, en Egypte, au terme d'Etat, hérité d'une conception militaire.

Du « complot » avorté du 15 mai 1971 au succès de la guerre d'octobre, le président Sadate est parvenu à assoir son pouvoir sur l'ensemble du régime, comme le fit son prédécesseur. Il semble cependant qu'il ne soit pas investi d'un charisme analogue, en dépit d'un souci de se rapprocher de la population en faisant de fréquentes apparitions sur les antennes de la radio-télévision et en accordant de nombreuses interviews à la presse écrite.

Se séparant progressivement du courant nassérien, il n'a pas su profiter d'un sentiment populaire qui lui était favorable après la guerre d'octobre pour offrir aux Egyptiens une ligne politique aux accents nationalistes qu'ils affectionnent.

Au sein du gouvernement actuel, aucun membre n'est représentatif d'un courant populaire. Tous par contre, appartiennent à la même classe sociale issue du grand capital, qu'il soit ancien — comme avec NIM Ismaïl Fahmi (ministre des Affaires étrangères), Ahmed Abou Ismaïl (ministre des finances) — ou nouveau — comme avec M. Osman Ahmed Osman (ministre

de l'habitat et de la reconstruction), le plus grand entrepreneur de travaux publics du monde arabe.

Le président Sadate, fils de paysan du delta du Nil, a lui-même montré par ses alliances familiales sa nouvelle appartenance de classe en mariant ses deux premières filles aux fils des féodaux Abdel Gaffar et Sayed Marei. Au mois d'octobre,

il a lancé la dernière au fils d'Osman Ahmed Osman. Au sein du gouvernement, lui seul est rompu au jeu politique, les ministres semblant confinés dans des rôles de simple exécution.

L'Assemblée du peuple, qui jouit d'une certaine importance en raison du rôle législatif que lui demande de jouer le gouvernement dans le cadre de la politique d'ouverture, compte quelques personnalités du régime, parmi lesquelles son président, M. Sayed Marei, présenté à une époque comme le futur successeur de Sadate.

Le parti unique, l'Union socialiste arabe, qui fut la pierre angulaire du régime nassérien, a perdu son crédit auprès des masses, qu'elle est pourtant chargée de représenter selon le principe des « cinq forces du peuple travailleur » (travailleurs, paysans, petite bourgeoisie nationale, syndicats, armée). Actuellement, une tentative de rénovation de l'Union socialiste arabe est en cours pour répondre à la soit de démocratie qui existe dans le pays depuis 1968, et surtout pour satisfaire aux revendications de la droite égyptienne favorable à une image plus libérale de la vie politique.

Ainsi des « tribunes » doivent être créées qui représenteront les différents courants politiques du pays : leurs présidents « devront être membres du comité central de l'Union socialiste arabe ». Sur les trente et une demandes déposées au siège de l'Union pour la création de « tribunes », deux avaient été acceptées fin octobre : la « tribune » des « sociaux-démocrates » dirigée par M. Abou Wafia, qui réunit les deux tiers des membres de l'Assemblée du peuple, et celle des « sociaux-libéraux » de M. Moustapha Kamel Mourad, président de la commission parlementaire des affaires économiques. Parmi la gauche, M. Khaled Mohieddine, ancien membre du Conseil supérieur de la révolution du 23 juillet, a demandé la création d'une tribune de la « gauche nationale progressiste », dont le programme est proche de la charte de 1962.

La création de ces différentes tribunes au sein de l'Union socialiste arabe vise à orienter progressivement la vie politique du pays vers une pluralité de partis. Elles permettent de légaliser l'opposition en lui donnant la possibilité de s'exprimer ouvertement. Mais, pour le moment, la question des tribunes reste soumise à un nouvel examen, car le président Sadate a sérieusement critiqué les programmes annoncés par quelques-unes d'entre elles lors de la réunion du comité central de

## Armée, religion et extrême gauche

L'armée, par contre, a un rôle beaucoup plus pratique et concret. C'est elle qui est à l'origine de la révolution, comme des autres d'octobre. A l'issue de la défilé de 1967, elle est en train de prendre à nouveau une part active dans la vie de la nation. A plusieurs reprises, on l'a vue cette année sortir de ses casernes pour être présentée aux membres du gouvernement et participer au colloque international sur la guerre d'octobre, qui s'est tenu au Caire en présence de trois cents experts étrangers (27-30 octobre 1975). L'événement mérite d'être souligné, car c'était la première fois que l'on demandait à l'armée de s'exprimer en public. Parallèlement, d'anciens officiers sont de plus en plus nombreux à être nommés à des postes de responsabilité dans les différents organes du pouvoir. Le choix du général Hosni Moubarak comme vice-président de la République a évidemment retenu l'attention par l'importance accordée soudainement à un membre de l'armée jusqu'à l'inconnu, quoique certains, aujourd'hui, limitent la signification de cette nomination (16).

Mais le débat sur le rôle politique de l'armée en Egypte reste toujours ouvert. Est-elle politisée, comme l'affirment certains ?

Elle semble en fait, refléter les différents courants politiques de la nation, de par les assises populaires de son recrutement, sans que l'on puisse parler d'un courant homogène autre que proprement militaire. Par ailleurs, c'est une classe privilégiée sur le plan financier, écartant sa propre idéologie, qui n'a souvent rien de politique. En fait, l'armée égyptienne serait plutôt apolitique, jouant le rôle qu'elle est confié par le pouvoir. Quelques velléités, orientées vers la droite, ont vite été enrayerées par le régime, que ce soit celles du maréchal Amer en 1968 ou du général Sadate en 1972.

Un seul point de friction existe apparemment entre l'armée et le gouverne-



l'Union socialiste arabe, le 20 novembre dernier.

La libéralisation de la presse et la levée de la censure, annoncées par le régime au lendemain de la guerre d'octobre, n'ont pas, jusqu'à présent, été traduites dans les faits, sauf en ce qui concerne les correspondants de la presse étrangère. En Egypte, la censure existe toujours et ne se limite pas seulement, comme la loi l'indique, aux informations militaires. Les profonds bouleversements qui ont atteint la rédaction des grands journaux en ont totalement changé la nature. La nomination, à la tête des principaux quotidiens, de journalistes proches du pouvoir — les frères Amine à *Al Akhbar*, Ihsan Abdel Kouddous à *Al Ahram*, Abdel Monem El Sawi à *Al Goumhouriya* — donne un ton monocorde à l'information. Seul l'hebdomadaire *Rose El Youssef* se permet quelques critiques très voilées à l'égard du régime, comme la revue mensuelle théorique *Al Tali'a*.

Les journalistes ont toujours été considérés comme les « bêtes noires » du président Sadate, qui n'a d'ailleurs pas hésité à les classer récemment parmi ses cinq principaux ennemis (discours du 28 septembre au Caire, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la mort de Nasser). Pourtant, si Sadate a quelques raisons de craindre la presse comme facteur de polarisation de l'opposition, force est de constater que ce corps d'élite de l'intelligentsia égyptienne n'a jamais eu qu'un rôle passif dans la vie politique de la nation (14).

s'était orienté vers les pays de l'Est. Qu'en sera-t-il aujourd'hui ?

Le facteur religieux retrouve à nouveau une certaine importance dans la vie politique. D'une part, et cela depuis la guerre d'octobre, les cérémonies officielles commencent par la *Fatwa* (la sourate la plus importante du Coran, qui symbolise l'appartenance à l'islam), ignorant en quelque sorte l'existence d'une forte minorité chrétienne. D'autre part, la secte des Frères musulmans, durement réprimée à l'époque nassérienne, a retrouvé une large audience populaire. Si elle a eu l'occasion de manifester son hostilité lors du débat sur le statut personnel qui a eu lieu à l'Assemblée du peuple en mars 1974, on ne peut pour autant en conclure à une activité politique. De toute façon, cette secte a toujours manifesté sa bienveillance à l'égard de la grande bourgeoisie tout en luttant contre les forces progressistes (16). Approuve-t-elle cependant la politique officielle ? Ce serait omettre sa conception du panarabisme, qui va à l'encontre de la tendance isolationniste actuelle de l'Egypte. (Lire la suite page 4.)

- (8) Adel Hussein, *op. cit.*
- (9) Jean Lacouture, « Le Canal de Suez a cent ans », *Le Monde*, 18 novembre 1969.
- (10) *Al Goumhouriya*, 24 juin 1975. Le Caire.
- (11) Feddan égyptien 0,42 hectare.
- (12) Salaire de base d'un fonctionnaire du gouvernement.
- (13) *El Hawadess*, bureau du Caire.
- (14) Une révolution dans le domaine de la planification est annoncée dans le n° 968, 9 octobre 1975, Beyrouth.
- (15) Pour la période nassérienne, voir Anwar Abdel Malek in « Egypte, société militaire », chapitre III : « La crise des intellectuels », Ed. du Seuil, Paris, 1962. Pour la période actuelle, voir aussi Salim Abou : « La pensée politique égyptienne après la guerre d'octobre », in *Derassat Arabiyya*, novembre 1974, Beyrouth.
- (16) Vice-président Mubarak, graduated near the bottom of his class at Egypt's Air Force Academy : « Officers who have dealt with him have not been dazzled », *Newsmag*, 13 octobre 1975.
- (17) Cf. Eliazar Haryiga, premier volume, septembre 1974, Beyrouth.

## Bulletin hebdomadaire LA PRESSE ARABE

Première partie : Traduction des journaux de langue arabe.

Deuxième partie : L'actualité dans le monde arabe : articles de fond sur les problèmes arabes. Nouvelles. Echos. Spécimen sur demande.

13, boulevard des Batignolles, 75008 PARIS. Tél. : 387-45-65. Abonnement : 3 000 F par an.

## de l'Afrique à l'Afrique, sans changer de compagnie.



14 pays desservis en Afrique. A partir d'Alger, mais aussi de Paris, Londres, Bruxelles, Francfort, Prague ou Moscou. Au rythme de vos affaires.

**Air Algérie vous transporte au carrefour des nouveaux échanges.**

الخطوط الجوية الجزائرية

**AIR ALGERIE**



محنا من الوطن

(Suite de la page 3.)

Aujourd'hui, la gauche égyptienne se partage en deux courants : les nassériens et les communistes. Écartés des centres de décisions, le courant nassérien reste très vivace au sein de la population, en particulier chez les étudiants et les ouvriers. La politisation de certaines couches de la population au temps de Nasser reste cependant marquée par sa faiblesse idéologique. C'est dans ce contexte que se situe souvent l'alliance avec les communistes : dépourvus de bases populaires réelles, ceux-ci servent de « catalyseurs » aux nassériens, grâce à leur pratique idéologique. Le pouvoir est conscient de ce rôle moteur joué par les communistes au sein de l'opposition et cherche à les éliminer en leur offrant un rôle de médiateurs entre le régime et les initiatives souvent parallèles aux tensions qui existent dans les relations avec l'U.R.S.S. Ainsi l'annulation du voyage de M. Brejnev en Égypte (30 décembre 1974) a-t-elle été suivie par l'intermède de nombreux éléments communistes (1<sup>er</sup> janvier 1975), aujourd'hui libérés.

À côté de ces communistes orthodoxes, héritiers du parti communiste, qu'il s'agit lui-même dissous en 1965, un parti communiste clandestin a annoncé sa formation (1<sup>er</sup> mai 1975) dans un message adressé à tous les partis communistes et ouvriers du monde et a rendu public son message par son organe clandestin *Al Intissar* (le Victoire). Depuis, ce parti est resté silencieux.

Une extrême gauche a fait son apparition au moment des premières émeutes estudiantines du régime Sadate. On sait qu'elle a été suivie, depuis, par une frange de la classe ouvrière et qu'elle a joué un certain rôle dans les événements de mars 1975 aux usines textiles de Méhalla-El-Kobra. Sa représentativité sociale reste toutefois très minoritaire.

Les étudiants égyptiens ont toujours joué un rôle important comme fer de lance de l'opposition. Après avoir sévèrement jugé le régime de Nasser (mars 1968), ils ont été les premiers à critiquer celui de Sadate. Dernièrement, ils furent les seuls à exprimer ouvertement leur hostilité aux accords de désarmement, lors d'un colloque organisé à l'université d'Al-Fayoum à l'occasion du cinquième anniversaire de la mort de Nasser. Aussi le régime, qui craint qu'une nouvelle agitation estudiantine ne provoque une émeute dans la vie politique, n'hésite-t-il pas à suspendre les cours sous différents prétextes et veille-t-il à éliminer tout désordre en envoyant de nombreux membres de sa police parallèle dans les universités.

Quant à la classe ouvrière, qui repré-

sente 12 % de la population active, elle est devenue, depuis l'époque nassérienne, un élément important de la vie politique. Aujourd'hui, cependant, les ouvriers n'ont plus la possibilité de s'exprimer à travers les unités de base de l'Union socialiste arabe puisque celles-ci n'ont plus de rôle à jouer. Face aux difficultés économiques, la tension se traduit par des grèves localisées dans les secteurs industriels, le régime se contentant traditionnellement d'y répondre par la répression ou des avantages économiques minimes et éphémères.

## Le monde arabe et les blocs

combattre avec succès Israël sans une participation effective de l'Égypte (17). Peut-on parler d'un accord militaire, comme l'a annoncé le président égyptien ?

Le Sinaï reste occupé à 94 %, les dépenses affectées à l'armée s'élèvent à 1 000 millions de livres égyptiennes (18) pour la seule année 1975, et l'on envisage la transformation de l'armement. Les accords de désarmement, reconnus en fait comme politiques, barrent la route à une solution au conflit, puisqu'ils n'abordent pas le problème de fond et laissent toujours subsister de graves risques de crise.

L'Égypte ainsi isolée des pays du champ de bataille, on voit apparaître des axes antagonistes au sein du monde arabe. Les pays progressistes tentent de réaliser une alliance pour former un front commun contre l'ennemi. Une éventuelle reprise des hostilités n'est pas exclue, et si elle devait survenir l'Égypte aurait à sortir de sa neutralité. Aussi son isolement actuel la prive des avantages politiques et économiques d'une concertation avec ses alliés naturels, tout en la laissant engagée sur le plan militaire.

Paradoxalement, Le Caire est dans la même situation d'isolement face aux pays arabes de la péninsule. On a déjà remarqué combien ces États riches en pétrole avaient déçu les espoirs égyptiens en matière d'investissement économique. Aujourd'hui, un sentiment analogue se dessine au plan politique. Alors que Le Caire s'était rapproché de Riad en adoptant ses vues, l'Arabie Saoudite hésite aujourd'hui à suivre la ligne égyptienne, qui dépasse ses propres conceptions. Si les nouveaux dirigeants saoudiens ne sont peut-être plus aussi sou-

Mals, surtout, qu'en est-il de la grande masse des paysans, souvent ignorés des milieux dirigeants de la capitale ? Depuis les dernières mesures favorisant le retour en force du grand capital, une alliance est en train de s'opérer entre paysans et petits propriétaires fonciers. Jusque-là investis d'une certaine autorité politique dans le cadre des unités de base de l'Union socialiste arabe, pour faire échec au retour des grands féodaux. Mais cette alliance d'intérêts pourrait-elle si des conflits sociaux éclataient au sein de la campagne égyptienne ?

L'Égypte jouit au sein du monde arabe d'une position capitale qui en fait le chef de file de l'équilibre régional. Toutefois, depuis le « sommet » de Salzbourg, suivi de la signature des accords de désarmement, on assiste à son isolement, qui ne lui permet plus d'initiatives politiques dans la région, conformément à la stratégie américaine ainsi résumée par M. Kissinger devant les leaders démocrates et républicains du Congrès : « Si l'on choisit de se concentrer sur un accord israélo-égyptien, c'est parce que l'on veut gagner du temps, éliminer du conflit israélo-arabe le plus puissant, le plus influent État arabe. Surtout que ni la Syrie, ni la Jordanie et encore moins l'Irak ne sont militairement équipés de manière suffisante pour empêcher l'Égypte d'être la première à signer un accord avec Israël. » (17).

Jérusalem, ils restent fidèles à la ligne islamique et républicain et se laissent entraîner sur la voie isolationniste de l'Égypte. Aussi voit-on l'Arabie Saoudite se rapprocher de ce que l'on pourrait considérer comme l'axe Nord (Palestine-Syrie-Irak) en engageant pour la première fois des relations d'amitié avec les capitales du monde arabe progressistes et, au-delà, en envisageant une ouverture diplomatique vers les pays de l'Est. Idéologiquement proche des États-Unis, l'Arabie Saoudite tient à garder une autonomie politique et à jouer un rôle régional en prenant le flambeau du panarabisme, que l'Égypte ne défend plus.

Une transformation socio-économique se réalise actuellement en Arabie Saoudite. D'un part, on remarque que la bourgeoisie technocratique est en train d'accéder au pouvoir politique. Ainsi, dans le nouveau gouvernement mis en place fin octobre 1975, les deux tiers des membres ne font pas partie de la famille royale. D'autre part, les dirigeants mettent l'accent sur une technologie de très haut niveau pour assurer l'avenir de l'économie en suppléant au manque d'hommes.

L'Arabie Saoudite sera-t-elle le futur « grand » de la région ? C'est l'avenir de l'Égypte qui le dira.

Le président Sadate, qui, par sa politique d'ouverture à l'Ouest, espérait trouver une solution à ses problèmes politiques, économiques et militaires, se trouve engagé dans une dépendance à l'égard des États-Unis sans avoir obtenu les résultats qu'il espérait. Loin d'avoir pu limiter l'alliance étroite entre Washington et Jérusalem, l'Égypte se trouve prise au piège du jeu américain dans la région, qui consiste à faire du Proche-Orient un enjeu tournant face aux incertitudes politiques de l'Europe du Sud, du sous-continent indien et à l'évolution récente en Asie du Sud-Est.

L'Égypte réduite au rang de pion, isolée et affaiblie : cette vision n'est pas nouvelle, à en juger par les propos que tenait dès 1956 John Foster Dulles, revenant à l'engagement d'aider Nasser à construire le barrage d'Assouan : « Tous ceux qui ne comprennent pas que le cœur du monde arabe est en Égypte, que sa force est située dans la vallée du Nil, ne comprennent jamais rien à la région. C'est en brisant le cœur que nous finirons par contrôler cette région. Le rapprocher de nos idéaux démocratiques, empêcher qu'elle ne succombe à la domination soviéto-communiste et assurer la survie et le renforcement de la puissance israélienne. »

L'Égypte a perdu de son importance politique : elle connaît de graves difficultés économiques que l'aide américaine et la voie de développement capitaliste ne sont probablement pas en mesure de résoudre ; elle va affronter un problème d'équipement militaire dans lequel les États-Unis ne semblent pas disposés à s'engager. Pour beaucoup d'Égyptiens, leur pays est en train de prendre la voie réservée aux satellites américains sur l'échiquier mondial.

Avec les pays de l'Est européen, les signes de refroidissement déjà sensibles avant la guerre d'octobre sont aujourd'hui devenus manifestes. Le président Sadate n'hésite plus à attaquer ouvertement l'Union soviétique. Anticommuniste, son hostilité à l'Union soviétique paraît procéder aussi d'un réflexe nationaliste car, selon lui, l'Égypte offre plus d'avantages à Moscou que l'inverse. Aussi, n'hésite-t-il pas à « bécotter » l'ancien partenaire pensant pouvoir le manipuler à son gré.

Certes, l'Union soviétique est en position de faiblesse relative par rapport aux États-Unis quant à une solution éventuelle du conflit du Proche-Orient. Cependant, M. Heykal, dans son dernier éditorial de *Al Ahrar*, jugeait illusoire et imprudent de la part de l'Égypte de se détacher du bloc de l'Est.

D'autre part, une alliance de vingt années, qui a permis au pays tant de s'industrialiser que de franchir la ligne Suez-Lev, laisse des traces dans de nombreux domaines. Outre le fait qu'actuellement tout l'équipement économique et militaire de l'Égypte provient des pays de l'Est, les conditions de paiement, si décriées par la presse égyptienne, présentent des avantages sans commune mesure avec celles des pays capitalistes. Les prêts ne dépassent pas un intérêt de 2,5 % et l'amortissement est de 20 % moins cher que celui de l'Ouest. Les milieux officiels égyptiens à Moscou s'accrochent à dire que la plupart des prêts adressés par le président Sadate à l'Union soviétique ne sont pas fondés. Ainsi le problème du remboursement des dettes tient-il au fait que l'Égypte souhaite supprimer les délais de paiement pratiqués dans les contrats. Quant aux questions d'armements, les critiques que l'on relève dans les discours du président égyptien concernent uniquement les additifs aux contrats. Selon le général Gamassi, ministre égyptien de la défense, « l'armée égyptienne est à présent cinq fois plus forte qu'en 1973. » (19).

Les Soviétiques n'en poursuivent pas moins l'induction des contrats conclus avec l'Égypte, ils ont achevé en octobre dernier le complexe d'aluminium de Mag-Hammadi, en Haute-Égypte, et ils continuent d'importer du riz égyptien au prix contractuel, aujourd'hui supérieur à celui du marché international.

« Je ne suis pas communiste, je suis nationaliste. Dans la situation actuelle, l'Égypte n'a pas la possibilité de choisir, si bien qu'être nationaliste revient à être pro-soviétique », ainsi s'exprimait en mai 1973, à l'occasion d'un colloque en l'honneur du colonel Kadhafi, au Caire, le grand romancier égyptien Naguib Mahfouz. La question est là, en effet. Quel que soit l'éventail des opinions en Égypte, toutes sont liées à un nationalisme, spécifique à la vallée du Nil, qui est une composante permanente de la vie du pays. Basé sur une conception millénaire de l'État, le nationalisme égyptien est apparu à travers les siècles comme un moyen de lutter contre les diverses formes d'oppression, enrichi plus récemment par la notion de panarabisme.

La politique d'ouverture répondra-t-elle à ces aspirations, qui sont le gage de l'indépendance du pays ?

MARIE-CHRISTINE AULAS.

(17) *Afrique-Asie*, n° 82, 23 septembre 1975.(18) *Fouad Morsel*, op. cit., deuxième partie.(19) Interview au quotidien koréien *Rei Et Aem* de Hattat El Assan, qui cite le général Gamassi. Cf. *Le Monde*, 18 octobre 1975.

## TURQUIE

### Concentration des terres au nom de la productivité

## Une réforme agraire adaptée à l'économie de dépendance

La question de la réforme agraire avait été mise à l'ordre du jour en Turquie dès 1937, sous Atatürk, comme un moyen d'intégrer la paysannerie au marché national et pour assurer le succès de la politique de sécularisation du pouvoir. Après de nombreuses tentatives, depuis 1945, ce n'est qu'en 1973 qu'une loi de réforme agraire fut adoptée. Sa mise en œuvre, qui permettrait d'accroître la production et de rentabiliser les investissements, reste hypothéquée par l'opposition des agrariens, car la grande propriété foncière n'a cessé de se développer.

Dès 1950, grâce aux crédits du plan Marshall en échange de l'alliance militaire avec l'Occident (1), l'économie turque fut orientée vers la fourniture à bas prix des produits alimentaires et des matières premières nécessaires à la reconstruction de l'Europe occidentale. En contrepartie, elle s'ouvrit à l'afflux des biens d'équipement importés d'Europe et des États-Unis. Par le biais des projets et des programmes de financement, l'aide publique extérieure, coordonnée par le Consortium d'aide à la Turquie, permit l'implantation des firmes étrangères et le contrôle des entreprises semi-publiques, tandis que, pour faire face aux échéances des prêts échelonnés sur vingt ans, le gouvernement turc devait s'engager dans une politique de développement planifié. Mais l'utilisation des crédits à long terme n'empêcha pas la dette et le déficit des échanges de s'aggraver (2).

En 1970, au moment de l'entrée dans la phase provisoire de l'association Turquie-C.E.E., conçue dans la perspective d'une politique agricole commune, la Communauté préconisa la mise en route, dans les plus brefs délais, de la réforme agraire (3). L'agriculture est de plus en plus orientée vers l'extérieur : dans le total des exportations turques, quatre produits agricoles comptent pour 57 % (coton, tabac, fruits à coque et fruits secs).

Les crédits fournis par la Banque de l'agriculture et les caisses de producteurs favorisent l'achat des moyens de production modernes nécessaires au développement des cultures d'exportation. Mais les cultures vivrières (le blé, à lui seul, occupe 40 % des surfaces cultivées) sont en pleine stagnation. Des terres arides ont bien été mises en culture dans les années 60, au détriment des zones de pâturage, mais les productions animales et céréalières restent déficitaires (4). En 1974, pour tous les produits de la consommation, plusieurs milliers de tonnes de blé, payées comptant, ont dû être importées des États-Unis. Les Américains avaient aussi mis sur pied, en 1967, un programme de culture des

espèces de blé à haut rendement, afin d'aider le pays — dont pour 60 % la population active est occupée dans l'agriculture — à combler le déficit de sa production destinée à la consommation intérieure. Mais, soucieux avant tout de rétablir leur position financière internationale, ils ont décidé, en 1972, d'arrêter toute livraison de blé subventionné (au titre de la loi P.L. 480) et de rentabiliser directement l'aide, tout en retirant progressivement l'infrastructure officielle américaine en Turquie. La révolte verte, tandis que celles qui ont précédé la vente du matériel américain John Deere, engrais, produits chimiques, etc.) l'implantation durable de l'agrobusiness américain. Après le déboisement des crédits gouvernementaux destinés à l'agriculture (5), le plateau anatolien devient le théâtre d'activités de recherche et de promotion pour la culture des céréales entrées dans des sociétés spécialisées (6). Mais la production de blé n'a pas augmenté depuis 1969 : en 1974, elle était inférieure à celle de 1950.

La structure sociale du monde rural est directement liée à l'inégalité de la répartition des terres. Si l'on prend pour base la superficie moyenne des exploitations des crédits gouvernementaux de terre arable et 5,1 de pâturages), on s'aperçoit que 60,36 % des exploitations ont 3 hectares ou moins de terre fertile, tandis que celles qui dépassent 10 hectares représentent 20 % du total, concentrant 70 % de la terre arable. Cette situation est la conséquence de l'appropriation privée des terres de l'État depuis la loi foncière du Tanzimat en 1838. Les chefs féodaux et les notables ont pu constituer d'immenses propriétés, exploitées par des tenanciers et des métayers qui leur versent, à titre de rente, au moins 50 % des récoltes, le plus souvent en nature. L'introduction de la monoculture d'exportation et l'implantation des cultures vivrières dans certaines régions ont ruiné les fermiers, contraints de s'employer comme travailleurs saisonniers ou d'émigrer. Une partie importante du revenu agricole est consommée hors des villages par les propriétaires absents. Dans la plaine cotonnaire d'Adana, la moitié des terres sont cultivées par deux mille huit cents propriétaires, le reste étant partagé entre cent cinquante mille familles. Pour les exploitations familiales de moins de 2 hectares, dont le nombre s'accroît, le morcellement des terres (en 1963, 24,3 % des exploitations avaient plus de neuf parcelles, conséquence de l'accroissement démographique) et la diminution de la superficie cultivée font obstacle à la modernisation.

Depuis 1963, toutefois, la concentration des terres est favorisée par la pratique de la location, au bénéfice des exploitations de 5 hectares et plus. Les locataires ont aussi mis sur pied, en 1967, un programme de culture des

76,5 % de la terre en location, tandis que les tenanciers et les métayers se contentent du reste, soit 23,5 %. L'appropriation des petites propriétés est notable dans les régions où la taille moyenne des propriétés est déjà supérieure à 10 hectares et où la mécanisation est peu avancée. Jusqu'à présent, les terres à l'exportation, ou aux cultures intensives et mécanisées du pourtour méditerranéen, la grande propriété tend aussi à s'impo-

Par PATRICK VEILLEROT \*

ser dans l'agriculture céréalière (région de Konya).

En fait, l'exploitation moyenne capitaliste est un phénomène résiduel, car la structure agraire est basée sur l'appropriation de la rente foncière. Loin de s'opposer, les deux secteurs de la production — pour le marché intérieur et pour l'exportation — sont partie d'un même tout, l'économie de dépendance. Grâce à l'exportation, les gros agrariens reconvoient leurs propriétés en unités de production ultra-mécanisées. Mais les cultures du commerce extérieur et du cours des produits de base, ils ne peuvent développer leur rente que si le niveau des salaires est très bas, ainsi que celui des prix internes. Quant aux cultures vivrières, elles relèvent encore de la petite propriété paysanne, qui survit grâce à la rente foncière élevée. Lié par le contrat de fermage ou le métayage, le fermier s'endette pour subvenir à ses dépenses courantes.

Ce qui explique que l'usage et la spéculation prennent des proportions importantes au bénéfice des agrariens, qui, seuls, sont à même d'investir dans les moyens de production modernes, renforçant encore leur position économique et sociale (7).

La modernisation de l'agriculture, dans un sens véritablement capitaliste, suppose le recours à une réforme agraire qui élimine les formes d'exploitation arriérées. Une dizaine de projets de loi avaient vu le jour depuis 1945, sans parvenir à une réforme que les organes gouvernementaux et législatifs puissent accepter : considérée comme contraire à l'ordre social du pays, l'article 16 du projet de 1945 (8), qui limitait la propriété foncière à 500 hectares, avait été écarté par les députés. On s'est alors bati à un saupoudrage des terres vacantes de l'État et des collectivités locales. Depuis 1961, chaque gouvernement s'est fait un devoir de mettre au point une propre réforme, sans qu'aucune dépasse le stade législatif. Après la révision constitutionnelle de 1971 (9), la question trouve un regain d'actualité et il est créé un

\* Assistant (au titre de la coopération) à l'Institut de droit, de sciences politiques et administratives de l'université d'Alger.

sous-secrétariat à la réforme agraire sous l'autorité du premier ministre.

Pour faire pièce au projet de la commission Demirel, soutenu par le parti républicain du peuple (R.P.P.), les partis de droite feront voter, en juillet 1973, la loi de réforme agraire actuellement en vigueur. Il s'agit d'un texte très modeste, dont l'objectif est de ménager la grande exploitation et d'assurer, notamment par un système d'indemnisation, le transfert du capital foncier immobilisé sans profit vers le secteur industriel (10). Le nouveau statut des petites et moyennes exploitations, dont la taille ne saurait dépasser 30 hectares en terre aride et 100 hectares en terre irriguée, est déterminé par le principe de l'exploitation familiale et personnelle de la terre (11). Au nom de la productivité, la loi accorde de nombreux avantages aux paysans moyens : ils auront la possibilité de faire irriguer leurs terres sur une frange de 12 à 30 hectares, et disposeront d'une priorité pour le remembrement et l'organisation des coopératives et des petites propriétés. Au contraire, pour « régler les problèmes structurels dans l'agriculture », on maintient la couche des petits paysans au niveau

de la survie. Les garanties de sûreté et l'obligation de rembourser sur vingt-cinq ans à l'État la valeur des terres attribuées permettront-elles d'éviter de nouveaux mouvements d'occupation des terres, comme ceux qui agitent les campagnes avant 1971 ?

Devenu premier ministre après les élections d'octobre 1973, M. Bilent Ecevit avait choisi la région d'Urfa, une des plus arriérées, comme banc d'essai de la réforme. Il pensait alors que les ambitions de la loi lui laisseraient le moyen, grâce à la procédure des décrets d'application, de l'utiliser dans un sens progressiste.

Depuis, la coalition a été renversée et la réforme, qui devait être terminée à Urfa en octobre 1976, est systématiquement sabotée. Il est à craindre que le groupe de pression des agrariens, très puissant au Parlement et dans les principaux partis au pouvoir, n'obtienne définitivement son abrogation. De toute façon, dans l'ensemble du pays, c'est une petite partie des quatre cent mille paysans sans terre qui pourront bénéficier de la loi.

new agricultural technology on the Anatolian plateau, some preliminary findings, U.S.A.I.D., Rockefeller Foundation, Economic paper n° 11, janvier 1973, dans l'état actuel des contrats, il faudrait que le produit net dans l'agriculture céréalière soit augmenté de 50 % pour que les fermiers aient intérêt à acquiescer à la réforme et la technologie moderne ne soit utilisée que pour faire porter l'effort maximum auprès des gros propriétaires fonciers : « 50 % des gens de ville possèdent les exploitations les plus grandes, elle dispose d'un capital à la recherche de possibilités d'investissement. »

(8) Proposé par le parti républicain du peuple, la loi pour la redistribution des terres aux paysans et l'établissement des exploitations familiales a été à l'origine de la constitution du parti démocratique dirigé par le grand propriétaire foncier, M. Adnan Menderes.

(9) Après le putsch de 1971, le Comité d'union nationale place la réforme agraire en tête des priorités et fait adopter un amendement constitutionnel qui permet de lever l'obstacle du règlement de l'indemnisation.

(10) La surface des propriétés est limitée à un plafond (entre 20 et 300 hectares) déterminé par des critères techniques, mais les fermes modèles, dont la définition est vague, ont la possibilité d'en conserver le double. Les exceptions d'enregistrement se multiplient à la faveur des privilèges reconnus par le Parlement (notamment pour les industries agricoles alimentaires).

(11) Les terres attribuées devront assurer le revenu d'une famille de cinq personnes, sinon on prévoit l'octroi de crédits d'État en compensation.

(12) Les « acheteurs » du Sud se sont détachés contre la réforme lorsqu'ils ont vu que le taux de la valeur déclarée pour la terre foncière était inférieur aux prix des ventes de terres. C'est l'abandon des deux représentants d'Urfa qui a permis la formation en avril dernier du gouvernement Demirel.

مركز البحث



# L'ESPAGNE ET LA STRATÉGIE AMÉRICAINE EN MÉDITERRANÉE

## Bases militaires et stabilité politique

Par WILLIAM  
BRAASCH WATSON \*

L'UN des problèmes soulevés par la mort du général Franco et par la transmission de son héritage au roi Juan Carlos est de savoir quel rôle vont jouer les Etats-Unis. Leur politique en Espagne va-t-elle se modifier à la suite d'un changement de régime ? La réponse est simple : Washington continuera de manifester une indifférence fondamentale aux changements politiques en Espagne aussi longtemps qu'ils ne mettront pas en cause les activités de leurs bases militaires dans ce pays. Cette attitude essentielle a prévalu dans les relations hispano-américaines depuis la signature du premier accord sur les bases en 1953, et, tant que ces bases resteront un élément de la position stratégique américaine en Europe, il y a de bonnes raisons de croire que rien ne changera.

L'indifférence américaine à l'égard de la politique espagnole est tellement manifeste qu'il n'est nul besoin de démonstration savante. Le gouvernement de Washington a gardé le silence quand le général Franco a fait exécuter cinq « terroristes » en septembre ; pour les porte-parole du département d'Etat, il s'agissait d'une affaire espagnole. Les Etats-Unis ont fourni pendant des années une aide militaire et économique substantielle (plus de 4 milliards de dollars à ce jour) à une dictature répressive de style fasciste sans que cela suscite la plus modeste réaction de la part du peuple américain. Pas plus que la politique de l'Espagne, en contradiction flagrante avec « les principes de démocratie, de liberté individuelle et les règles du droit » pour la défense desquels l'OTAN fut fondée, n'a ralenti les efforts de l'Amérique pour faire entrer ce pays dans l'Organisation du traité de l'Atlantique nord.

Cette indifférence procède en partie du système politique américain, en particulier de la manière autocratique avec laquelle la politique étrangère est menée, par des présidents forts, peu gênés par les commissions du Congrès. Certes, le Vietnam a quelque peu changé cette structure, mais la conduite de la politique étrangère reste encore éloignée des préoccupations de la plupart des Américains. Et si le Congrès prête attention à la politique étrangère, c'est essentiellement en raison d'une situation de crise, tout en abandonnant presque entièrement la définition des principes directeurs à l'exécutif.

L'Espagne en donne une bonne illustration. Lorsque le président Eisenhower décida en 1953 d'entreprendre des négociations avec Madrid en vue de la construction de quatre grandes bases navales et aériennes, il ne consulta qu'une poignée de sénateurs et de représentants. L'accord signé n'a jamais été soumis à l'approbation du Congrès et, chaque fois qu'il fut renouvelé, les négociations étaient menées et conclues en secret en dépit du fait que cet accord avait créé une

alliance militaire *de facto* avec l'Espagne, ainsi qu'une présence militaire américaine de quelque vingt-huit mille personnes. Une raison plus fondamentale explique cette indifférence de l'Amérique à l'égard de ce qui se passe en Espagne : les intérêts des Etats-Unis n'ont pas grand-chose à voir avec le pays lui-même, sauf dans la mesure où il constitue un élément de la stratégie globale américaine. Une stratégie conçue dans les années qui suivirent immédiatement la seconde guerre mondiale et dont les objectifs visant à contenir l'influence et la domination soviétiques n'ont pas substantiellement changé ces trente dernières années, bien que les moyens de l'appliquer aient varié, de la confrontation armée à la détente. Au plus fort de la « guerre froide », en 1953,

### Technologie et politique

C'est donc pas ce qui se passe à l'intérieur de l'Espagne qui pourrait déterminer un changement dans la politique américaine à l'égard de ce pays, mais plutôt une certaine évolution de la capacité et des intérêts stratégiques des Etats-Unis en Europe, spécialement dans la région méditerranéenne. Est-ce du domaine possible ? La question n'est pas si simple. D'une part, les modifications intervenues dans la capacité stratégique de l'Amérique ces quinze dernières années ont rendu les bases espagnoles pratiquement périmées. Mais, d'autre part, l'appareil de planification des positions stratégiques des Etats-Unis en Méditerranée a donné une importance plus grande que jamais.

Le déclin de l'intérêt stratégique des bases espagnoles est la conséquence de trois facteurs indépendants : 1) l'évolution de la technologie des avions, des missiles et des sous-marins ; 2) les contraintes politiques croissantes imposées par les Espagnols pour l'utilisation des bases ; 3) le déplacement progressif des opérations de la VI<sup>e</sup> Flotte américaine vers la Méditerranée orientale.

L'apparition du bombardier intercontinental, du missile balistique intercontinental et du sous-marin nucléaire dans les années 60 a complètement modifié les fonctions stratégiques des bases américaines en Espagne. Construites à l'origine pour accueillir le bombardier à moyen rayon d'action B-47, sur lequel reposait alors la stratégie nucléaire américaine, ces bases furent adaptées vers la fin des années 60 à d'autres fonctions, manifestement secondaires. En revanche, la base navale de Rota prit de l'importance avec l'arrivée des sous-marins à propulsion nucléaire équipés de missiles balistiques, quoique la production des dernières années de missiles à plus longue portée ait déjà eu pour effet de réduire le nombre des sous-marins à Rota de neuf à quatre ;

L'Espagne est devenue un maillon de cette stratégie de l'endiguement (containment), car les Etats-Unis cherchaient à consolider le périmètre des bases et des Etats clients entourant l'Union soviétique. Il paraît ainsi très peu vraisemblable que Washington abandonne ses bases, ou revise les priorités qu'elles imposent à sa politique en Espagne, sans qu'il ait été modifié auparavant la stratégie de l'endiguement qui avait initié les Etats-Unis à rechercher d'abord, et avant toute autre chose, la coopération du général Franco.

Les bases espagnoles avaient aussi pour vocation de soutenir les actions militaires unilatérales des Etats-Unis dans la Méditerranée. Cette vocation subsiste, mais l'instrument a perdu de son efficacité en cas de conflit israélo-arabe, car les Espagnols y opposent des contraintes politiques de plus en plus fortes. C'est l'Amérique qui envoya des navires marins au Liban en 1958, les bases avaient pu être utilisées sans restriction pour soutenir les opérations aériennes et navales. Pendant la guerre de 1967 entre Israël et les Arabes, cependant, le gouvernement espagnol refusa qu'on les utilise à de telles fins. Et durant la guerre d'octobre, en 1973, il interdit même le ravitaillement en fuel des avions survolant la Méditerranée à partir de tankers basés en Espagne. Enfin, le déplacement progressif des opérations de la VI<sup>e</sup> Flotte américaine vers la Méditerranée orientale est, lui aussi, venu réduire l'importance de la base navale de Rota.

Certes, les bases américaines conservent certaines fonctions de patrouilles anti-sous-marines, de communications ou d'expérimentation des appareils, mais il s'agit là d'activités qui, pour la plupart, peuvent fort bien se dérouler ailleurs, y compris aux Etats-Unis. Aucune n'est essentielle à la capacité stratégique américaine. Etant données les limitations budgétaires qui pèsent sur les dépenses de l'armée aux Etats-Unis, le Congrès manifeste une ten-

\* Professeur associé d'histoire à l'Institut de technologie du Massachusetts. Boursier en Espagne de la Fondation Fulbright en 1967-1968, auteur au cours de son séjour de deux ouvrages, d'un livre intitulé : « Spain : Implications for U.S. Foreign Policy », à paraître en janvier chez Greylock Publishers, Stanford, Conn.

dance de plus en plus grande à faire la distinction entre les bases jouant un rôle essentiel et celles qui offrent de simples facilités.

Dependant les intérêts stratégiques de l'Amérique ne peuvent s'évaluer simplement en termes militaires. Les bases d'Espagne trouvent une autre fonction, peut-être plus importante, dans le calcul de puissance globale en vertu duquel les Etats-Unis apprécient leurs intérêts en politique étrangère. Elles sont alors un signe tangible de leur détermination de maintenir une position stratégique en Méditerranée. Tout indice de faiblesse à cet égard apparaîtrait comme un geste dangereux de nature à susciter presque à coup sûr une réponse provocante de l'Union soviétique dont la marine — le peuple américain en a été averti — est en train de conquérir la Méditerranée. Dans ces conditions, il n'est pas question de prendre une quelconque décision sur le sort des bases en Espagne sans en peser les conséquences pour la position stratégique globale des Etats-Unis.

Comme cette position stratégique semble se détériorer dans la région méditerranéenne sous l'action de forces qui échappent au contrôle des Etats-Unis, les bases espagnoles pourraient prendre une nouvelle importance. En deux ans, les Etats-Unis ont dû fermer, en Turquie, certaines bases qui servaient à collecter des renseignements, à la demande d'Ankara qui entendait protester ainsi contre l'embargo imposé par le Congrès à la suite du conflit chypriote. Le même conflit a amené indirectement le gouvernement d'Athènes à limiter les activités de certaines bases américaines, et à refuser aux navires de la

VI<sup>e</sup> flotte les facilités d'escale que leur avait accordées la Junta militaire. En Italie, où de nouvelles bases ont été installées au cours des cinq dernières années, la progression électorale des communistes pourrait conduire assez rapidement, si elle se poursuit, à leur participation au gouvernement, et cette éventualité pose le problème de la sécurité des bases américaines à long terme. Enfin au Portugal on a aussi frôlé le risque qu'un gouvernement de gauche jette les Américains hors des bases des Açores pour offrir à la marine soviétique des facilités portuaires et, peut-être même, certains droits de stationnement qui auraient sérieusement compromis la stratégie américaine dans la Méditerranée aussi bien que dans l'Atlantique.

Sur cette toile de fond troublée, les bases d'Espagne apparaissent soudain comme des instruments sûrs et crédibles pour servir les intérêts stratégiques plus vastes qui gouvernent la politique étrangère américaine. Il faut aussi tenir compte de la conviction de M. Kissinger, selon laquelle il n'est possible de négocier avec l'Union soviétique qu'en position de force manifeste : toute érosion de la position stratégique des Etats-Unis risque alors de porter préjudice aux autres objectifs majeurs de négociation de la part des Etats-Unis. Dans un tel contexte, il est difficile de voir comment un changement du climat politique en Espagne pourrait exercer une influence significative sur la politique étrangère américaine dans ce qu'elle a de plus fondamental. Que les bases aient perdu de leur intérêt stratégique ne change rien au fait que les Etats-Unis ont encore de bonnes raisons pour les conserver.

### Les risques d'intervention

L'VIDEMENT cet intérêt persistant pour les bases, combiné à une indifférence politique à l'égard de ce qui se passe à l'intérieur de l'Espagne, ne va pas sans poser certains risques. Pour le moment, le danger reste apparemment éloigné. Dans le même esprit, les Etats-Unis vont aussi certainement s'efforcer d'améliorer les chances du nouveau régime grâce à une aide militaire et économique et en soutenant sur la scène diplomatique les efforts de l'Espagne pour se faire admettre à l'OTAN et dans le Marché commun. Si Juan Carlos ne parvenait à préserver son pouvoir et si une rupture avec le passé se révélait inévitable, la C.I.A. chercherait à atténuer, comme au Portugal, les effets de cette discontinuité sur les intérêts américains en soutenant l'opposition la plus modérée et en ruinant, si possible, les forces qu'elle juge hostiles. En bref, pour Washington, seules les modalités de la politique d'intervention peuvent changer, selon le cours des événements à l'intérieur de l'Espagne.

## Correspondance

### Vers un exécutif unique des oppositions espagnoles

M. E. Ruera Clarille, délégué général de presse du gouvernement de la République espagnole en exil, nous adresse une longue lettre dont voici les principaux passages :

L'historien catalan Josep Sanjaume nous disait souvent que, sans « le Monde », on ne pourrait pas connaître l'histoire véritable de la Catalogne et de l'Espagne pendant les longues années de la dictature franquiste. Je viens de lire, dans « le Monde diplomatique » de décembre, l'article intitulé « Démocratie », de Claude Julien, qui confirme l'opinion élargissante de mon ami barcelonnais. C'est une analyse en profondeur, la plus lucide et la plus réaliste d'une situation délicate dans la lutte pour la démocratie. C'est un commentaire cru, sans complaisance, qui fait jaillir sang et larmes. Les profondes contradictions de l'opposition espagnole constituent le meilleur atout pour Juan Carlos IV. C'est terriblement vrai, mais ce n'est pas tout. Cet article appelle un commentaire parce qu'il est l'analyse indiscutable d'un moment, de ce moment historique, précis,

rigé, cristallisé. Mais la résistance démocratique, après avoir été bloquée, bâillonnée, pendant la longue traversée du désert, jaillit en multiples formes, avec de riches profils, avec diverses motivations et une dynamique convergente vers la longue marche pour la victoire de la liberté.

Ces oppositions que Claude Julien décrit avec le signe trinitaire de « démocratiques, clandestines et divisées » ont justifié jusqu'à hier en ordre dispersé, chacune avec son idéologie, son drapeau, ses points d'appui logistiques et socio-culturels différents. Mais aujourd'hui elles ont commencé les grandes manœuvres de concentration. (...) Dans cette marche vers l'intégration, toutes les oppositions démocratiques de tous les pays hispaniques ont abouti à l'acceptation unanime de cinq points fondamentaux qu'il est bon de signaler :

- 1° La lutte pour l'annulation totale avec le retour des exilés politiques ;
- 2° La reconnaissance des droits humains et politiques fondamentaux d'association, de manifestation, de liberté de presse, de pluralisme syndical ;
- 3° L'acceptation des statuts autonomes

de la Catalogne et du Pays basque déjà reconnus dans la Constitution de la République, ainsi que ceux des autres régions hispaniques qui en manifesteraient leur volonté démocratique ;

4° L'établissement d'un gouvernement provisoire avec participation de toutes les forces de l'opposition ;

5° L'engagement formel de procéder à une consultation électorale libre et sincère avec toutes les garanties. (...) Ces objectifs unitaires sont si forts et cohérents, ils sont acceptés d'une manière tellement majoritaire, que toutes les autres questions sont secondaires. Même le caractère des moyens qui permettraient la démocratie de recouvrer ses droits est, à notre avis, de l'ordre subsidiaire. Parce que la lutte pour la reconnaissance de la liberté signifie une guerre politique et culturelle, une guerre sans fin, à moins qu'elle ne soit réglée par un choix préliminaire ne suffit pas. Il faut surtout une utilisation rationnelle et coordonnée de diverses armes, de divers moyens, de diverses tactiques. (...) Voilà le problème d'aujourd'hui, de ce moment qui nous crie avec passion et avec urgence qu'il faut rallier l'espoir du peuple à la bataille décisive. Le problème de ce moment politique est la création de cet état-major d'opposition démocratique.

Le problème est ailleurs. L'opposition démocratique authentique est en train de créer un organisme exécutif unique, crédible, possédant la personnalité internationale, avec l'accord des institutions représentatives. C'est ainsi que se sont dernièrement constitués le Conseil politique catalan et le Conseil d'unité démocratique des diverses familles politiques de l'opposition. (...) Quels que soient les noms des organismes que nous verrons apparaître les jours prochains sur la scène mouvante et passionnée de la politique espagnole, il est clair et sûr qu'en fin de compte, tous vont reconnaître, face au défi de l'histoire, l'intégration croissante et couronnée de toutes les volontés politiques au service de la liberté.

### La peur du terrorisme en Allemagne fédérale

M. Klaus Croissant, l'un des associés exclusifs du procès de la « Bande à Baader » à Stuttgart, apporte des précisions à l'article du professeur Gerald Gruenwald (le Monde diplomatique, décembre 1975) :

L'auteur de l'article critique sévèrement les graves restrictions des droits de la défense et, par là, des droits de tout citoyen pouvant être l'objet d'une procédure pénale. Il a complètement raison d'attaquer une législation répressive que le rapport du comité international des juristes, à Genève, estime être « sans exemple » dans le système de droit. La République fédérale d'Allemagne est citée, dans ce rapport du 13 décembre 1975, parmi les sept pays qui menacent les principes d'un état de droit. L'état ouest-allemand se voit ainsi rangé avec le Chili, l'Inde, l'Indonésie, la Rhodésie et l'Espagne, à cause d'une législation d'exception qui est l'expression d'un Etat fasciste ou d'une dictature militaire (...).

En réalité, ce n'est pas le commencement de la lutte anti-impérialiste par la Fraction armée rouge — l'attitude du quartier général européen des Etats-Unis à Heidelberg a eu lieu en mai 1972, au plus fort de la guerre du Vietnam — qui pourrait être déclaré responsable de la liquidation des principes d'un état de droit par des lois d'exception.

Déjà dans les années 50, sous le gouvernement d'Adenauer, après la prohibition du parti communiste, des milliers de communistes et socialistes ont été mis en prison parce qu'ils se refusaient à renier leurs convictions politiques. C'étaient les mêmes — et presque les mêmes — personnes qui avaient résisté sérieusement au nazisme sous Hitler.

En janvier 1972, l'ancien chancelier Brandt et les ministres présidents des Länder ont signé le fameux « Radikalisierung », un accord contre les prétendus radicaux de la fonction publique. Les communistes et les socialistes à gauche du parti social-démocrate ne sont plus admis ou tolérés dans les services publics sans passer un examen de fidélité. La menace est un climat de soupçon, de peur, de terreur intellectuelle.

Les nouvelles lois allemandes décrites par le professeur Gruenwald démontrent le fait que le système actuel n'a pas de légitimation réelle et morale. Ce n'est pas la population qui a peur des actions

### La situation en Tunisie

La distribution du numéro de décembre 1975 du Monde diplomatique, qui comportait un reportage sur « La Tunisie, vingt ans après », a été interdite dans ce pays. En revanche, l'article nous a valu de la part de Tunisiens vivant en Europe occidentale, de nombreuses lettres d'approbation auxquelles nous remercions de ne pas pouvoir répondre individuellement. D'autre part, le reportage citant les propos du ministre tunisien de l'intérieur mettant en doute les rapports d'Amnesty International sur la répression des représentants de cette organisation en Allemagne fédérale nous ont envoyé le télégramme suivant :

A la suite de votre reportage sur la Tunisie, Amnesty International étire une énergique protestation contre les propos incohérents du ministre tunisien de l'intérieur à l'égard de notre organisation. Au vu de l'expérience que nous avons eu avec de nombreux détenus politiques tunisiens, nous vous assurons de la convergence des conclusions de votre reportage avec nos propres enquêtes sur la Tunisie.

**CITE UNIVERSITAIRE**  
**< PAVILLON DU LAC >**  
Bâtisse, Bonlieux, 68000 Colmar.  
Ouvert les jours, Terrasse chauffée  
23, rue Gassan (Parc Montsouris)  
59-39-32  
Salle pour banquets, 10 à 40 couverts.

**LE MONDE DIPLOMATIQUE**  
Directeur de la publication : Jacques FAUVET  
Rédacteur en chef : Claude JULIEN  
Rédacteur en chef adjoint : Michelus FAUNET  
Prix de l'abonnement annuel (en francs) :  
VOIE NORMALE  
France, DOM. TOM. ex-colonies sauf Algérie ..... 55  
Etranger ..... 75  
PAR AVION (abonnement et taxes) :  
Europe (y compris Turquie d'Asie, Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Egypte, Syrie) ..... 101  
Amérique, Chine, Corée, Hongkong, Japon, Indonésie, Malaisie, Thaïlande, Philippines, Singapour, Taïwan, Timor, Thaïlande, Vietnam du Nord, Australie, Nouvelle-Zélande, autres pays d'Océanie ..... 110  
Autres pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique, d'Océanie ..... 121  
(Chèque postal : Paris n° 4207-22)  
Rédaction et administration : 5, rue des Italiens, 75421 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 770-01-29  
Adresse télégraphique : Jourmond, Paris. Télé : Le Monde 650-572 Paris

محمان الفصل

## LE JEU DES ÉTATS-UNIS AU PORTUGAL

« **ENFIN, les bons l'ont emporté** » : ainsi le magazine *Time* titrait-il son article sur l'échec de la révolte des militaires gauchistes au Portugal en novembre. Attribué à un « *diplomate occidental non désigné* », ce sentiment exprimait clairement le soulagement des milieux officiels de Washington. La victoire de ceux qu'on appelle les « *modérés* » venait donner sa justification à une politique soigneusement orchestrée en Amérique en vue de contenir ce que *Time* avait dénoncé un peu plus tôt, sous une couverture d'un rouge éclatant, comme « *Le péril rouge au Portugal* ».

Le soulèvement révolutionnaire du 25 avril 1974 symbolisait le spectre du marxisme que l'on voyait planer sur une partie de l'Europe. Pour M. Henry Kissinger et son équipe, il apportait un dangereux élément d'instabilité dans une stratégie globale déjà en difficulté en Asie et en Proche-Orient, d'autant que, comme des responsables de la C.I.A. l'ont expliqué devant le Congrès, les services de renseignement avaient mésestimé les risques d'un renversement du régime Cas-

tano qui, jusqu'à sa dernière heure, bénéficia du soutien américain.

Pour Washington, les enjeux étaient à la fois simples et multiples : si le Portugal basculait à gauche, jusqu'où irait-il ? Les communistes pouvaient-ils, et allaient-ils, prendre le pouvoir ? Quelles en seraient alors les conséquences pour la politique de détente ? Dans quelle mesure cela affecterait-il les positions de défense de l'OTAN, les bases aériennes américaines et les facilités navales stratégiques dont jouissaient les États-Unis dans les Açores ? Politiquement, il fallait aussi envisager l'impact de la situation nouvelle en Europe occidentale, compte tenu des gains communistes en France et en Italie puis des incertitudes de l'Espagne après la mort de Franco, et pour finir, qu'advendrait-il dans les colonies portugaises d'Afrique, en particulier dans l'Angola riche en ressources naturelles ? Une décolonisation rapide allait-elle altérer l'équilibre stratégique en menaçant la stabilité économique et le statu quo politique en Afrique australe ?

## Deux options

ES responsables de la politique américaine eurent du mal à définir ce que devrait être la réaction de Washington à une participation du parti communiste au gouvernement portugais. Pour M. Kissinger, c'était une perspective impensable, inacceptable et il fallait s'en tenir à cette ligne. Mais comment ? Les débats à ce sujet firent bientôt apparaître deux conceptions conflictuelles qui s'emportèrent tour à tour, au gré de l'évolution intérieure au Portugal. M. Kissinger était à ce point pessimiste qu'il donnait la préférence à une ligne dure impliquant une politique d'ostracisme à l'égard de la gauche et d'isolement de la révolution. Les mesures qu'il chercha à faire appliquer étaient du même ordre que celles qui furent utilisées contre le gouvernement Allende, au Chili, mais il n'y eut point parvenu.

M. Kissinger se heurta à l'opposition de plusieurs hauts fonctionnaires et de deux ambassadeurs, qui estimaient qu'il fallait soutenir davantage les forces anticomunistes, pensant qu'elles pourraient s'imposer à leurs amis le jour venu. Préconisant une aide occulte et publique, ils se fondaient sur des sondages effectués à l'intérieur du Portugal et selon lesquels une politique à la chilienne produirait des résultats opposés à ceux qu'on attendait, favorisant peut-être même une progression du communisme. C'est finalement cette conception qu'il emporta et, pour le moment, il semble qu'elle ait atteint son but à court terme.

En réalité, ces deux attitudes procédaient du même souci de combattre la révolution. La seule différence tient au fait que les diplomates américains sur le terrain perçurent assez bien les contradictions et les clivages au sein du processus révolutionnaire portugais, tandis que M. Kissinger et son équipe étaient obsédés par les apparences. Il semble que ce fut aussi le cas de la presse américaine, qui ne cessait de réduire le conflit à une lutte entre communistes totalitaires et démocrates épris de liberté, alors que la réalité n'était pas si simple.

## Un ambassadeur et un syndicaliste

La première tâche, pour Washington, était de recueillir des renseignements sûrs. La seconde, de trouver les moyens d'influencer la situation. Il revint à la C.I.A. et au département d'État de choisir les options. Deux semaines après le coup d'État, l'Amérique envoyait sur place son plus éminent spécialiste en matière d'intervention dans le monde du travail, M. Irving Brown, syndicaliste de l'A.F.L.-C.I.O. qui a dirigé une série de manœuvres anticomunistes financées par la C.I.A. au sein de syndicats européens et

africains depuis la seconde guerre mondiale. M. Vernon Walters, directeur adjoint de la C.I.A., fit son apparition à Lisbonne en mai, et au mois de septembre, une fois en septembre. Avec d'autres informations glanées par les services de renseignement, la description qu'ils rapportèrent ne fut pas considérée comme des plus brillantes : la gauche l'emportait, le centre était faible et la droite s'effrayait ; en outre, l'influence des États-Unis était limitée.

A Washington, la réaction fut rapide.

Par DANIEL SCHECHTER \*

M. Kissinger révoqua l'ambassadeur américain, M. Stuart Nash Scott, qui n'était pas en poste depuis un an, lui reprochant, dit-on, de ne pas avoir eu une attitude assez ferme face à l'influence croissante des communistes. Tandis que le diplomate faisait ses bagages, une équipe d'inspection du département d'État, composée de quatre hommes et munie de pouvoirs élevés, arriva au Portugal avec la mission d'établir un rapport personnellement destiné au secrétaire d'État. Un nouvel ambassadeur fut nommé, qui parlait portugais : M. Frank Carlucci, vétérinaire de la « manipulation des crises » et des interventions au Congo et au Brésil. Dur et rusé, il fut choisi précisément en raison de ces qualités. *Vida Mundial*, mensuel portugais, annonce que les effectifs de l'ambassade américaine avaient presque triplé à cette époque.

C'est aussi à ce moment-là que M. Kissinger commença à évoquer ce qu'il appelle, sans grande originalité, le « *déclin de la civilisation occidentale* ». Les journaux parlèrent de « *théorie des dominos en Europe méridionale* » dans leurs articles sur le Portugal et la Grèce, et sur les revers politiques dans cette région. Bientôt, de grands journaux d'opinion libéraux, comme le *New York Times* et le *Washington Post*, se mirent à endosser des appels invitant les États-Unis à prendre l'initiative pour faire face à la menace d'une résurgence de la gauche. Ayant contribué à créer un climat favorable à la politique d'intervention, M. Kissinger chargea la C.I.A. de mener des opérations occultes au Portugal. Selon Tad Szulc, le très secret « *comité quarante* tint une série de réunions à la fin de 1974 et approuva un certain nombre d'opérations au Portugal et en Angola ».

Les partis de droite portugais, qui devaient se disputer la suite à cause

des relations qu'entretenaient nombre de leurs principaux chefs avec l'ancien régime, furent, de ceux qui reçurent des fonds. À la fin de 1974, M. Kissinger doutait encore, apparemment, que le parti socialiste portugais ou son leader, M. Mario Soares, aient la capacité de remporter une bataille politique contre la gauche. Dans sa brève étude historique sur la politique américaine, Tad Szulc révèle qu'un déjeuner privé, jusqu'à présent silencieux, réunit, le 16 octobre 1974, M. Kissinger, le président Costa Gomes et celui qui était alors son ministre des affaires étrangères, M. Mario Soares. Tad Szulc rapporte l'entretien en ces termes :

S'adressant à Soares, le socialiste, Kissinger dit : « *Vous êtes un Keresky. Je crois à votre sincérité, mais vous êtes naïf.* »

Selon un observateur, Soares lui répondit : « *A coup sûr, je ne veux pas être un Keresky.* »

Kissinger dit :

« *Keresky non plus ne le voulait pas.* »

On a rapporté que M. Soares trouva M. Kissinger impoli à son égard, mal informé des affaires portugaises, et partageait davantage d'affinités avec des conservateurs comme le général Antonio de Spínola. Selon M. Victor Cunha Rego, adjoint du chef du parti socialiste, M. Kissinger, au cours d'une de ses rencontres avec M. Soares, se référait avec admiration à Spínola, qu'il considérait comme « *un vrai homme fort* ». M. Cunha Rego a rapporté à un journaliste du *Phoenix*, de Boston, leurs audiences privées avec le secrétaire d'État américain. Il est intéressant de noter qu'il déclara aussi avec candeur que la C.I.A. était l'agence la mieux informée au Portugal, qu'il avait rencontré des gens de la C.I.A. et qu'il admirait leur analyse. Il insista aussi sur le fait que les socialistes ne recevaient aucune aide financière de l'agence.

## Le nerf de la guerre

QUELQUES semaines plus tard, le *New York Times* et l'*Associated Press* annonçaient que, depuis des mois, la C.I.A. consacrait plus de 10 millions de dollars par mois au renforcement des mouvements portugais d'opposition, y compris le parti socialiste. Les officiels américains se référaient à ces groupes en parlant de « *forces démocratiques* », ou simplement de « *modérés* ». Les socialistes furent les premiers bénéficiaires de cette assistance, par le truchement de partis politiques d'Europe occidentale qui y ajoutaient leurs propres contributions non négligeables.

Les partis de droite ont également reçu un soutien extérieur. J'eus l'occasion d'assister à Lisbonne, à la fin du mois d'août, à une conférence de la jeunesse financée par le Conseil de l'Europe. Elle réunissait des représentants de vingt groupements de jeunesse conservateurs et de droite, venus de toute l'Europe, avec deux représentants africains du Conseil de l'Europe des États-Unis, un moment financé par la C.I.A. (pour l'occasion, c'est le département d'État qui leur avait payé le voyage sans faire de secret). La conférence, qui décida de soutenir les « *démocrates du Portugal* », était l'hôte du Centre démocratique et social (C.D.S.), la formation la plus à droite dans l'éventail politique portugais. Des affiches du C.D.S. furent distribuées aux délégués, avec d'autres à la gloire du mouvement anticomuniste Unita, en Angola.

La plus importante personnalité de droite aujourd'hui est toujours le général Antonio de Spínola, exilé. On sait qu'il dirige maintenant ce qu'il appelle le Mouvement démocratique pour la libération du Portugal, qui agit de l'extérieur et que l'on dit lié à l'armée de libération portugaise (E.L.P.).

\* Directeur des Informations à la W.B.O.N.-F.M., chaîne de radiodiffusion indépendante, Boston (Mass.).

force de droite établie en Espagne qui se serait livrée à des actes de terrorisme et de sabotage. Tad Szulc rapporte que les projets de Spínola, qui aboutirent à son coup d'État manqué du 11 mars 1975, étaient connus de la C.I.A. et que celle-ci est depuis lors restée en contact avec lui. Dans une conférence de presse à Boston, en novembre dernier, le général nia avoir reçu un appui de la C.I.A. Il parut même surpris de cette idée et tout en niant l'aide de la C.I.A., il invita les États-Unis à soutenir leurs amis aussi généreusement que les Soviétiques le faisaient pour les leurs. S'exprimant devant des émigrants portugais de droite, venus pour la plupart des Açores, le général insista avec force sur les projets de conspiration soviétique visant à utiliser le Portugal comme tremplin pour susciter une Union des Républiques socialistes ibériques.

La tournée du général Spínola, y compris ses allocutions devant le Conseil des relations étrangères et des affaires étrangères, aurait eu pour objectif de recueillir des subsides. Selon Tad Szulc, les services de renseignement utiliseraient la collaboration de certains membres de la communauté portugaise en Nouvelle-Angleterre, où s'est attardé le général Spínola lors de sa visite. L'Eglise catholique est un autre canal emprunté par la C.I.A. Un ancien agent, Philip Agos, a accusé la C.I.A., début août, d'avoir contribué à susciter la vague de manifestations anticomunistes dans le nord du Portugal. Il donna aussi des détails sur un certain nombre d'opérations spécifiques, invitant les Portugais à la vigilance devant la pénétration des milieux politiques et militaires par l'agence. Dans son article, Tad Szulc se montre plus prudent, car les preuves lui manquent, mais il note cependant : « *L'été dernier, la C.I.A. a eu de larges contacts avec des*

groupes au nord du Portugal, où des sièges du parti communiste furent brûlés et détruits par une foule en colère. On ignore si ces émeutes ont été financées par des subsides de la C.I.A. ; mais, ce que l'on sait, c'est qu'elle avait pu pénétrer certaines organisations conservatrices en se servant de membres de l'Eglise catholique romaine. Certaines de ses contacts avec l'Eglise portugaise furent établis à Washington par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs prêtres américains et des émissaires du clergé venus du Portugal. »

Comme d'habitude lorsqu'il s'agit d'interventions secrètes, le gouvernement américain n'a évidemment pas confirmé officiellement ses agissements. En l'occurrence, les fonctionnaires ont fait preuve d'une délicatesse totalement nouvelle : ils affirmèrent que les enquêtes en cours au Congrès sur les activités de la C.I.A. empêchaient les États-Unis de jouer le rôle qui lui revenait. Dans des termes différents, mais curieusement à double sens, le président affirma que les États-Unis souhaitaient engager davantage d'opérations secrètes qu'ils ne le pouvaient. M. Ford déclara à l'hédomadaire conservateur *U.S. News and World Report* : « *Je trouve que c'est tragique. Nous ne pouvons pas participer à l'aide qu'accordent d'autres pays d'Europe occidentale à nos amis sociaux-démocrates du Portugal.* » Par la suite, des informations devaient confirmer que la C.I.A. avait effectivement entrepris d'aider ses amis sociaux-démocrates plusieurs mois déjà avant cette déclaration. M. Mario Soares a répondu avec indignation toute allusion au soutien de la C.I.A., mais, dans une lettre privée, l'ex-agent Philip Agos suggère que l'origine des fonds fut sans doute dissimulée délibérément grâce à l'entremise de terrores parés pour que les dénégations soient encore plus plausibles.

A bien des égards, ces aspects secrets de la politique américaine ont sans doute au moins d'impact que la concertation officielle entre les États-Unis et l'Europe occidentale pour utiliser les programmes d'aide comme instruments de pression politique et aggraver la crise économique au Portugal. Tant que le parti communiste joue un rôle important dans le gouvernement, l'aide américaine doit maintenir à un niveau minimal — 25 millions de dollars pour l'année fiscale 1976. Les États-Unis ont fait savoir publiquement que le critère qui guidait l'attribution de crédits était celui du changement politique. Les neuf pays de la Communauté économique européenne ont eu recours aux mêmes promesses d'aide pour forcer l'évolution intérieure du Portugal. L'aide économique n'a commencé à arriver qu'après le remplacement du cinquième gouvernement radical par le régime modéré en place actuellement. Lorsqu'il rencontra M. Kissinger au début septembre, le général Melo Antunes, actuel ministre des affaires étrangères, lui promit alors de confier la gauche et de stabiliser son gouvernement.

Des sociétés privées américaines, comme l'I.T.T., ont aussi menacé de retirer leurs ressources du Portugal dès que des ouvriers militants se mirent à contester leur droit à exercer un contrôle total sur les lieux de travail. Parfois, comme aux chantiers navals de Lisnave — où les militants communistes étaient particulièrement actifs, — les commandes de l'étranger ont commencé à se tarir après que les ouvriers eurent mis en place leurs propres commissions chargées de contrôler la situation du travail. Ce sabotage économique ne pouvait qu'aggraver la détérioration de l'économie.

Pour l'instant, Washington ne semble pas mécontent du cours pris par les événements au Portugal. Le gouvernement modéré semble solidement installé, les intérêts stratégiques des États-Unis sont en sécurité, les hommes d'affaires américains peuvent agir, la gauche est progressivement éliminée. Le Portugal ne fait plus les premières pages des journaux. Mais un autre « *péril rouge* » s'est levé à l'horizon, dans un pays nommé Angola...

## REPÈRES

## LE MENSUEL DU CERES

## Au sommaire du N° 28 :

- P.C.F. : avant le 22<sup>e</sup> Congrès
- Portugal : la réaction en liberté
- Angola : vers un nouveau Vietnam ?
- Le C.E.R.E.S. : un autoportrait

En vente dans les kiosques

Abonnement : (80 F)  
aux Editions Jacques Mandrin,  
5, rue Payenne, 75003 PARIS

## Dans les revues...

■ Dans *ESPÉRIT*, J.-J. Lenz s'attache à dissiper les illusions que tendrait à créer le thème glorifiant de la « mondialisation ». Il rappelle qu'il n'y a pas de « *monde* » d'où l'on puisse s'élever au-dessus des tensions et des conflits et le conciliateur mondial ; et que la mondialité ne supprime nullement les conflits : c'est même par et à travers eux qu'elle se manifeste. (Décembre, mensuel, 14 F. - 19, rue Jacob, Paris 6<sup>e</sup>.)

■ La revue *PROJET* fête son centième numéro. A cette occasion, le directeur Philippe Laurent rappelle les principes qui ont animé l'équipe dans son « *projet* » pour transformer la société à l'aide de recherches et de réflexions élargies à tous les domaines de la vie et au monde entier. Dans le même numéro, Georges Burdoux livre ses réflexions sur la « *fragilité du pouvoir politique dans la société industrielle* », article que suit une étude d'histoire médiévale sur « *Le libéralisme de Giscard* ». (Décembre, mensuel, 9 F. - CERES, 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

■ Il faut signaler la revue luxembourgeoise *N-S* (qui signifie « *Nouvelle Europe* » dans les sept langues des Neut) : elle mérite bien son titre : lieu de rencontre de la culture européenne sous toutes ses formes littéraires, artistiques, scientifiques ; ce qui ne saurait aller sans le support de la pensée politique au sens propre. Dans le dernier numéro, Max Kosterkamp, président de l'Institut universitaire européen qui vient de voir le jour, présente une « *Université pour l'Europe* » ouverte à Florence. (N° 22, trimesial, abonnement : 25 F. - N.O. Box 112 Luxembourg.)

■ Dans les *ETUDES*, Henri de Lavallée analyse les « *théologies politiques* » et définit leur impact. Non seulement la plus connue, celle de l'école allemande, mais aussi les « *théologies de la libération* » nées en Amérique du Sud, et la « *théologie marxiste* ». (Décembre 1975, mensuel, 10 F. - 15, rue Monsieur, Paris 6<sup>e</sup>.)

■ La quatrième partie de l'ensemble consacré par *REVUE FRANÇAISE D'ETUDES POLITIQUES AFRICAINES* à l'Afrique australe comporte une intéressante analyse de J. Leguina sur la « *révolte de la nation soumise* ». (N° 2, mensuel, 20 F. - 22, rue de Valenciennes, Paris 10<sup>e</sup>.)

■ *LE FUREUR*, qui s'était d'abord voué aux recherches ethno-culturelles propres à l'étude des relations inter-ethniques, des problèmes de minorités, et de la question nationale où qu'elle se pose. Dans le dernier numéro, Maxime Rodinson analyse les rapports racisme-ethnisme. (N° 2, trimesial, 6 F. - 6, rue de Tournon, Paris 6<sup>e</sup>.)

■ *INTERROGATIONS*, revue internationale de recherche anarchiste (en quatre langues) (N° 2), publie une étude de David Thoreau Wicks, « *The Negativity of Anarchism* », où l'auteur distingue les idéologies (anarchistes) des idées ; ce sont celles-ci qui inspirent l'anarchisme. Il résume les définitions contrastées réduisant l'anarchie à un état d'esprit ou à « *société libérale* ». Il pense que se « *négativité permanente* » la condition même de la création. (Décembre, trimesial, 10 F. - 22, passage du Désir, Paris 18<sup>e</sup>.)

■ Sous le titre « *De la liberté en Chine* », *CONTREPOINT* publie de larges extraits d'un débat télévisé auquel participèrent Pierre Jorj, Jean-Pierre, Roland, G. Lapouge, C. Clavier, autour de Jean Paulquini, ce technicien français qui est le seul jusqu'à présent à avoir été libéré des « *campes chinois de travaux forcés* » et qui apporte sur cette rude expérience un témoignage non dénué de sérénité et d'humour. (N° 19, trimesial, 25 F. - 1, rue du Mail, Paris 1<sup>er</sup>.)

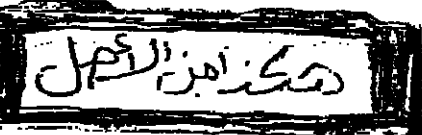
■ Partant de la constatation qu'il n'y a plus de « *monnaie populaire* », une nouvelle publication, *LES REVOLUTIONS LOGIQUES*, entend de restituer la pensée d'un « *lun* » à travers la présentation des textes et des revues existantes du passé. Dans ce premier numéro, en particulier, un chapitre consacré à la lutte des femmes au dix-neuvième siècle dresse l'état de leurs revendications à l'aide de textes publiés dans la *Voix des femmes* ou de déclarations devant les clubs. (N° 1, hiver 1975, trimesial, 15 F. - 1, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris.)

■ Publiée à Téhéran, la *REVUE TRANS-ASIA* des relations internationales (N° 4) s'ouvre sur problèmes de droits de l'homme, avec la publication d'un article de Pierre Jorj qui reprend le texte d'une conférence donnée à l'université de Téhéran. Droits de l'homme non pas à l'Asie, certes, mais, en l'an 2000, le texte n'en est pas moins un exposé intéressant des problèmes engendrés par le développement technologique. (Automne 1975, articles en anglais ou en français, 2 dollars. - Centre des hautes études internationales, 63, avenue Amsterdam, France, Téhéran.)

■ Les « *avantages* » de la standardisation des armements au sein de l'alliance atlantique (réduction des coûts, augmentation de l'efficacité des forces) sont l'objet d'un plaidoyer de John L. McLaughlin, secrétaire d'État pour les forces armées des États-Unis, dans la *REVUE DE L'OTAN* (N° 6). La démonstration s'appuie sur l'exemple du chasseur de combat sériel F-16, qui doit être produit en commun par les États-Unis et quatre pays européens. (Décembre, bimestriel. - Service d'information de l'OTAN, 1110 Bruxelles.)

■ La part de l'augmentation des impôts dans les fortes hausses des prix de détail des produits pétroliers en 1973-1974 fait l'objet d'un article de Katherine W. Saito dans *FINANCIAL DEVELOPMENT* (vol. 12, N° 4). Le commentateur se fonde essentiellement sur les résultats d'une enquête portant sur sept-vingt-quatre pays. (Décembre, publication mensuelle gratuite. - International Monetary Fund, Washington D.C. 20431.)

■ Les perspectives d'une reprise économique dans le monde capitaliste sont l'objet d'une analyse critique de l'économie marxiste Ernest Mandel, dans la revue *INFERNO* (N° 41), publiée par le secrétariat central de la 2<sup>e</sup> Internationale. La même livraison fait aussi le point de la situation économique en divers pays européens, notamment en Grande-Bretagne, où Alan Jones montre comment les travailleurs sont appelés à faire les frais de la politique actuelle de réduction des dépenses. (N° 41, décembre, bimestriel, 60 francs belges. - rue Antoine-Demassé, Bruxelles 1050.)





# révolution domestiquée

## VERS LA NORMALISATION ECONOMIQUE ?

Par YVES BARON \*

L'AUTOMNE 1975 a marqué un tournant au Portugal. Après le 11 mars 1975 et la vague de nationalisations qui a suivi, les questions d'orientation économique ont été posées. Quelle orientation future de l'appareil productif adopter ? Qui décide et comment ? Comment élargir l'alliance de classes ? Du fait de la crise de l'Etat et de la vacance du pouvoir, il n'y a pas eu de réponse globale à ces questions. Comme l'a souligné Martins Pereira, ex-secrétaire d'Etat à l'Industrie : « Nous avons nationalisé les banques, par exemple, mais nous avons continué à les utiliser de la même façon que les capitalistes, et nous n'avons rien fait pour améliorer la situation des classes sociales. Les crédits ont été donnés sur la base des critères traditionnels (rentabilité, etc.) ou liés d'un autre instrument actif d'une politique économique différente. »

Ces insuffisances rendent difficile le développement d'une véritable unité populaire et les pressions exercées par l'Europe capitaliste ont permis aux « modérés » de reprendre les rênes du pouvoir. En s'attaquant avec succès aux militaires révolution-

naires, ils viennent de faire un pas vers la normalisation de la situation. Mais les problèmes auxquels ils sont confrontés sont nombreux, notamment sur le plan économique. La situation n'avait cessé de se dégrader depuis le début de l'année. A partir du moment où ce n'est plus la construction du socialisme qui est à l'ordre du jour, on fait un pas de côté et se réajuste, les contradictions économiques risquent fort de réapparaître au premier plan.

Pour éclairer celles-ci il paraît utile d'analyser plus précisément l'évolution de l'économie portugaise au cours des derniers mois. Ce n'est pas chose facile dans un pays où l'appareil statistique, de toute façon très fruste (pas d'indice de la production industrielle, évaluation extrêmement grossière du chômage, indices des prix variant énormément d'une ville à l'autre, comptes nationaux peu fiables et publiés avec beaucoup de retard) est en complète désorganisation depuis quelques mois. Trois aspects méritent particulièrement l'attention : la production industrielle et agricole, les salaires et les prix, et enfin, les échanges extérieurs.

### Recul de la production

EN 1974, la production nationale a augmenté, et cela malgré les forts mouvements de grève du second trimestre. En 1975, il n'y a pas non plus de chaos de l'économie, mais un ralentissement sensible, en particulier dans l'industrie : on évalue à 6 ou 8 % la baisse de la production industrielle pour l'ensemble de l'année. Les chiffres n'apparaissent pas catastrophiques dans la situation de crise mondiale ; l'enquête sur le niveau d'activité dans l'industrie portugaise même une légère amélioration en septembre, après la forte dégradation du début de l'année (cf. tableau I). C'est, en particulier, dans le secteur de biens de consommation courante que la situation n'est pas mauvaise.

dans l'évolution du pouvoir d'achat des travailleurs de l'industrie et des transports (cf. tableau V). Pendant les derniers mois du régime fasciste, l'inflation était très rapide (+ 37,1 % en rythme annuel au cours des six derniers mois pour les prix à la consommation à Lisbonne) et, de fait, les salaires réels étaient en régression. Après le 25 avril 1974, tout s'inverse : au travers des mouvements revendicatifs, en particulier au second trimestre, de fortes hausses salariales sont arrachées ; l'introduction en mai d'un salaire minimum mensuel pour les travailleurs de l'industrie va entraîner de nombreux rehaussements de salaires ; le contrôle des prix va s'avérer assez efficace et va permettre de ramener

l'inflation à un taux d'environ 15 % ; au total, les gains de pouvoir d'achat seront considérables, en particulier au second et au troisième trimestre 1974. Alors que les loyers étaient bloqués et même révisés en baisse, ce sont les produits alimentaires qui ont augmenté le plus rapidement : entre le premier trimestre 1974 et le premier trimestre 1975, alors que l'indice général augmentait de 16,5 %, les prix des loyers baissent de 28,1 % et ceux des produits alimentaires augmentent de 33,3 %.

Depuis le quatrième trimestre 1974, les salaires réels se sont stabilisés (ce qui, dans un contexte de crise mondiale, est déjà un bon résultat) et il n'y a pas eu de nette reprise de l'inflation. A l'avenir, les tensions inflationnistes pourraient cependant s'avérer, en particulier du fait des problèmes financiers : niveau élevé de la masse monétaire (plus du double de la valeur tendancielle), énorme déficit budgétaire pour 1975 (plus de 15 milliards d'escudos selon les prévisions). L'éventualité des salaires s'est réduite progressivement : ainsi le salaire des

hommes des filatures, qui représentait, au deuxième trimestre 1975, 31 % du salaire des compositeurs à la machine de l'imprimerie, en représente 55 % au deuxième trimestre 1975. Cela a permis d'amortir l'influence, proportionnellement plus forte pour les bas revenus, de la très vive hausse des prix alimentaires. Il faut souligner cependant que les travailleurs ruraux ont moins profité de ce mouvement de redistribution (cf. tableau VII). C'est dans le domaine des échanges extérieurs que la situation est la plus inquiétante, l'ensemble des difficultés se cristallisant sur la détérioration de la balance des paiements. Les importations ont vivement progressé entre le premier trimestre 1974 et le premier trimestre 1975 (cf. ta-

bleau IV) d'une part à cause de la hausse des prix mondiaux de pétrole et de matières premières, d'autre part à cause de la réduction de la production intérieure. Par la suite, le contrôle des importations, et en particulier l'introduction d'une surtaxe de 30 ou 50 % concernant 45 % des importations et tout spécialement les biens de consommation non essentiels, va s'avérer efficace. Quant à l'évolution de la valeur des exportations, elle correspond à des pertes sensibles de parts du marché à l'étranger, liées bien évidemment au blocus extérieur qui s'est mis en place sur une grande échelle depuis le 11 mars dernier. Au total, la balance commerciale reste déficitaire, même s'il y a une sensible amélioration depuis quelques mois.

Pour expliquer le déficit, il faut insister tout particulièrement sur certains facteurs structurels, comme le retard du secteur agricole, qui oblige à importer beaucoup (le quart des importations totales), au moment où les prix mondiaux des produits alimentaires sont en forte hausse. L'examen des importations de céréales (cf. tableau VII) montre de plus l'extraordinaire dépendance à l'égard des Etats-Unis, qui sont de très loin le principal fournisseur, même s'il y a, en 1974, un début de diversification grâce, notamment, aux exportations françaises.

Au déficit commercial, il faut évidemment ajouter d'autres effets défavorables : les recettes du tourisme ont décliné, mais moins qu'on aurait pu le craindre puisque le taux d'occupation hôtelière s'est situé en juillet et août derniers, à moins de 10 % en dessous du niveau de 1974. Par contre, les envois des immigrants ont chuté très vivement, conséquence de la crise dans les pays occidentaux et de l'incertitude économique et politique à l'intérieur. Au total, et compte tenu de la fuite des capitaux, le déficit de la balance des paiements s'est creusé tout au long de l'année, obligeant les autorités à utiliser les devises dont le stock est maintenant épuisé. Reste évidemment l'or, dont le montant cor-

respond à deux années environ de couverture du déficit : à condition, bien sûr, de la vendre sur le marché libre, avec toutes les difficultés que cela représente. En attendant, le Portugal peut évidemment obtenir un certain nombre de prêts : crédits et facilité pétrolière du Fonds monétaire international, prêts gagés sur l'or des pays amis. On a vu, dans le passé récent, combien cette situation de dépendance pouvait entraîner d'ingérences intérieures et de chantages. Dans ce contexte, l'escudo s'est dévalué modérément mais régulièrement : de janvier 1974 à septembre 1975, il s'est déprécié par rapport au dollar d'environ 10 %. On peut, dès lors, se demander si une dévaluation franche n'aurait pas été préférable au flottement régulier à la baisse et à l'introduction de surtaxes à l'importation. L'effet sur les exportations

serait l'échec de la tentative de Melo Antunes et d'une partie du P.S.P. Leur marge de manœuvre est d'autant plus étroite que le potentiel militaire des forces qui sont à leur gauche n'a pas encore été vraiment atteint et que, de l'autre côté, la droite relève la tête : le parti démocratique-chrétien, interdit avant les élections, vient de tenir son congrès. Quant au P.P.D., il a le vent en poupe et pourrait jouer un rôle essentiel dans les prochains mois. Le P.S.P. n'a-t-il servi comme beaucoup le prévoyaient depuis longtemps, que de marchepied à la droite ?

De toute façon, un tel plan va se heurter à des contradictions profondes qui risquent de rendre difficile toute mise en œuvre progressive et insidieuse. Par rapport aux gains de pouvoir d'achat enregistrés en 1974 et à la stabilisation de 1975, c'est un recul qui est envisagé. Cette austérité pour tous ne sera pas facilement acceptée, comme le montrent les récentes manifestations de travailleurs, même si, comme partout, on utilise l'arme indirecte de l'inflation. Il sera encore plus difficile de justifier la volte-face qui consiste à renier le pouvoir de nouveau l'immigration, qu'à se lier encore davantage à l'étranger, et les remises en cause des pratiques de contrôle ouvrier dans l'économie.

Mais, pour normaliser la situation, il faudra inévitablement aussi remettre en cause la réforme agraire et certaines nationalisations. C'est là que résidera la difficulté principale pour la droite qui vient de rétablir la discipline dans l'armée, et qui prépare maintenant les élections. Ces mesures ne pourront pas, en effet, se faire en douceur et sans affrontements. C'est certainement par rapport à ces enjeux économiques que se noueront les prochaines échéances politiques, échéances que les travailleurs aborderont sans nul doute dans des conditions défavorables.

TABLEAU I. — NIVEAU D'ACTIVITE DANS L'INDUSTRIE

	Avril 1974	Avril 1975	Novembre 1974	Mai 1975	Septembre 1975
— Au-dessous de la normale	22 %	37 %	42 %	68 %	56 %
— Normal	33 %	36 %	46 %	28 %	41 %
— Au-dessus de la normale	20 %	7 %	12 %	3 %	3 %

Sources : C.E.P.

TABLEAU II. — PRODUCTION ET IMPORTATIONS DE BLE

Campagne	1972-73	1973-74	1974-75	1975-76
Superficie (1 000 hectares)	511	458	442	462
Rendement moyen (q/ha)	11,9	9,8	12,1	13,7
Production (1 000 tonnes)	611	448	534	632
Importations totales (1 000 tonnes) (1)	129	343	469	343
— en provenance des U.S.A.	103	286	316	—
— en provenance de la C.E.E.	—	156	153	—

(1) Blé et farine de blé.

Sources : Conseil international du blé.

Quant aux carnets de commandes, ils restent mal garnis pour 55 % de l'industrie. La situation de l'agriculture apparaît plus favorable puisque, pour la plupart des cultures, la récolte 1975 est supérieure à la récolte de 1974 (cf. tableau III). Pourtant, en raison de la sécheresse prolongée, des difficultés importantes sont apparues, en particulier pour ce qui concerne les cultures non irriguées. L'exemple du blé est particulièrement intéressant (cf. tableau II) : contrairement à certaines prévisions pessimistes, l'application de la réforme agraire n'a pas suscité de désorganisation, en 1975, des surfaces moyennes à l'hectare sont en augmentation ; les rendements restent évidemment très bas, en particulier par rapport aux rendements européens moyens qui étaient, en 1974, de 33 quintaux à l'hectare et sont plutôt comparables à ceux des pays sous-développés ; cette année, le recours aux importations a dû être moindre, les parts de marché des divers pays exportateurs restant globalement stables.

Ainsi l'économie a continué à fonctionner sur ses jambes, sans investissements nouveaux et en recourant massivement au crédit bancaire. Par contre, dans le même temps, la situation de l'emploi s'est dégradée plus massivement : sans compter les réfugiés d'Angola, le seul des quatre cent mille chômeurs (soit 12 % de la population active) a été atteint fin 1975 alors que, en avril dernier, il n'y en avait que deux cent cinquante mille (et deux cent mille en avril 1974). Ce ne sont pas d'abord les licenciements qui sont responsables de cette situation, mais plutôt les retours des immigrants des pays européens touchés par la crise et les restrictions apportées par ces pays à l'immigration. L'évolution politique des deux dernières années se lit très clairement

(1) Cf. Le Monde diplomatique, octobre 1975, « Portugal : crise économique et transition au socialisme ».

Edité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Gérants : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.  
Imprimerie du « Monde »  
5, rue de Valenciennes  
75001 PARIS-12<sup>e</sup>  
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications : n° 28376.

TABLEAU III. — INDICES DE L'ETAT DES CULTURES ET DES PREVISIONS DE RECOLTE POUR 1975

Périodes de référence	Mai	Sept	Avril	Oct	Mai non irrigué	Mai irrigué	Femmes de terre irriguées	Femmes de terre non irriguées	Blé	Tournesol	Orge
100 = Production en 1974	124	101	120	126	85	102	76	90	103	117	109
100 = Production moyenne sur la période 1965-1974	110	94	120	121	96	109	80	87	106	—	60

Sources : Bulletin mensuel de statistiques.

TABLEAU IV. — EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE

Milliards d'escudos - Moyennes mensuelles

	1973	1974	1975	1 <sup>er</sup> tr.	2 <sup>e</sup> tr.	3 <sup>e</sup> tr.	4 <sup>e</sup> tr.	1 <sup>er</sup> tr.	2 <sup>e</sup> tr.	3 <sup>e</sup> tr.
— Exportations	2,92	3,23	4,83	4,72	4,43	4,48	5,51	7,74	4,93	3,71
— Importations	4,96	6,12	5,56	6,94	8,89	9,29	11,27	19,38	7,74	6,03
— Solde commercial	-2,04	-2,89	-0,73	-2,22	-4,46	-4,81	-5,76	-11,64	-2,81	-2,32

Sources : Indicateurs économiques, O.C.D.E.

bleau IV) d'une part à cause de la hausse des prix mondiaux de pétrole et de matières premières, d'autre part à cause de la réduction de la production intérieure. Par la suite, le contrôle des importations, et en particulier l'introduction d'une surtaxe de 30 ou 50 % concernant 45 % des importations et tout spécialement les biens de consommation non essentiels, va s'avérer efficace. Quant à l'évolution de la valeur des exportations, elle correspond à des pertes sensibles de parts du marché à l'étranger, liées bien évidemment au blocus extérieur qui s'est mis en place sur une grande échelle depuis le 11 mars dernier. Au total, la balance commerciale reste déficitaire, même s'il y a une sensible amélioration depuis quelques mois.

Pour expliquer le déficit, il faut insister tout particulièrement sur certains facteurs structurels, comme le retard du secteur agricole, qui oblige à importer beaucoup (le quart des importations totales), au moment où les prix mondiaux des produits alimentaires sont en forte hausse. L'examen des importations de céréales (cf. tableau VII) montre de plus l'extraordinaire dépendance à l'égard des Etats-Unis, qui sont de très loin le principal fournisseur, même s'il y a, en 1974, un début de diversification grâce, notamment, aux exportations françaises.

Au déficit commercial, il faut évidemment ajouter d'autres effets défavorables : les recettes du tourisme ont décliné, mais moins qu'on aurait pu le craindre puisque le taux d'occupation hôtelière s'est situé en juillet et août derniers, à moins de 10 % en dessous du niveau de 1974. Par contre, les envois des immigrants ont chuté très vivement, conséquence de la crise dans les pays occidentaux et de l'incertitude économique et politique à l'intérieur. Au total, et compte tenu de la fuite des capitaux, le déficit de la balance des paiements s'est creusé tout au long de l'année, obligeant les autorités à utiliser les devises dont le stock est maintenant épuisé. Reste évidemment l'or, dont le montant cor-

\* Economiste.

	1973				1974				1975			1972	1973	1974
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III			
Salaires dans l'industrie et les transports à Lisbonne (indice en fin de période) .....	+ 2,4	+ 4,3	+ 4,3	+ 2,6	+ 7,2	+ 14,9	+ 9,6	+ 2,2	+ 2,9	+ 3,9		+ 8,5	+ 11,8	+ 32,3
Prix à la consommation à Lisbonne .....	+ 4,9	+ 2,5	+ 3,2	+ 6,3	+ 10,2	+ 4,3	+ 5,4	+ 0,9	+ 5,1	+ 3,1	+ 3,3	+ 10,7	+ 12,9	+ 25,1
— dont : loyers .....					+ 16,7	+ 8,9	+ 4,1	+ 20,1	+ 0,8	+ 6,2	+ 10,8	+ 18,2	+ 18,2	+ 9,7
— alimentation .....					+ 8,9	+ 7,7	+ 9,5	+ 6,5	+ 5,2	+ 4,1	+ 2,3	+ 9,2	+ 9,2	+ 32,6
Salaires réels à Lisbonne (déflétés par l'indice des prix à la consommation) .....	- 2,4	+ 1,8	+ 1,1	- 3,5	- 2,7	+ 10,2	+ 4,0	+ 1,3	- 2,1	+ 0,8		- 2,0	- 1,0	+ 5,8

Sources : Bulletin mensuel de statistiques et principaux indicateurs économiques, O.C.D.E.

TABLEAU VI. — EVOLUTION DES SALAIRES DANS QUELQUES BRANCHES

	Augmentation entre 1973 et le 1 <sup>er</sup> semestre 1975	Salaire journalier en escudos 1 <sup>er</sup> semestre 1975
Salaires ruraux (travaux généraux)		
— Hommes	+ 60,6 %	152,8
— Femmes	+ 66,7 %	101,7
Construction civile (Lisbonne)		
— Mécaniciens	+ 91 %	222,5
— Manœuvres	+ 62,7 %	156,2
Industries métallurgiques et métal-mécaniques (Lisbonne)		
— Electriciens	+ 53,6 %	273,5
— Fondeurs	+ 64,4 %	206,6

Sources : Bulletin mensuel de statistiques.

TABLEAU VII. — IMPORTATIONS DE CEREALES

Campagnes	Etats-Unis	France	Argentine	Total (2)
1972-1973 Total	717,6	7,5	196,3	1 005
Dont :				
Blé (1)	121	—	—	121
Maïs	496	—	123	619
1973-1974 Total	1012	147,6	475,8	1 346
Dont :				
Blé	193	94,3	—	271
Maïs	499	18,7	179	773

(1) Blé farine de blé.  
(2) Le total en ligne ne correspond pas à la somme du fait des discordances entre les dates de campagne et des écarts entre importations et exportations déclarées.  
Sources : F.A.O.

# PORTO-RICO

## La lutte pour l'indépendance

Base militaire de l'empire américain  
vitrine d'un colonialisme "moderne"  
l'île connaît à la fois  
la croissance et une misère  
que l'émigration ne résorbe pas.

Reportage de PIERRE DOMMERGUES

« QUE PUERTO RICO ! » se serait exclamé, en 1509, Juan Ponce de León, le soldat de la reine Isabelle devant la richesse de l'île dont il est le premier gouverneur. Un paradis dont l'envers se révèle vite : aujourd'hui, comme hier, le Portoricain est pauvre : au marché, on se rencontre, on bavarde — en espagnol, car l'anglais est la langue officielle de l'envahisseur, mais on achète peu : par rapport aux Etats-Unis, les prix sont supérieurs de 25 %, les salaires inférieurs de 50 %, le taux de chômage double ou triple selon les indicateurs retenus.

Données officielles : territoire de 160 kilomètres de long sur 50 de large ; superficie de 8 903 kilomètres carrés si l'on inclut les petites îles de Vieques et de Culebra, tournées vers l'Atlantique, et l'île de Mona à l'ouest ; 2 600 kilomètres de New-York, 1 700 de Miami, 800 de Caracas (1 000 de Cuba). Population : 2 912 000 habitants. Capitale : San-Juan, 800 000 habitants. Gouvernément : un Commonwealth « associé » aux Etats-Unis dont le statut ressemble à celui des cinquante autres Etats : un gouvernement élu et deux Chambres. Pourtant les Portoricains ne participent pas à l'élection du président des Etats-Unis ; ils n'ont pas de représentants à la Chambre, ni au Sénat ; seulement un commissaire résident à Washington, élu mais dépourvu du droit de vote. L'île partage la citoyenneté, la défense, la monnaie, le système judiciaire des Etats-Unis. Les citoyens de Porto-Rico sont protégés à la fois par la Constitution des Etats-Unis et par celle de Porto-Rico. Ce statut place l'île hors du système électoral, et l'exempte de l'impôt fédéral. Il en résulte, présentent les documents officiels, que les entreprises étrangères qui s'installent à Porto-Rico ne paient pas l'impôt fédéral, ni les impôts locaux (dont elles sont de surcroît exonérées). Population active : 921 000 personnes. Nombre des entreprises américaines : 2 748. Population scolaire : 807 456 dans le primaire et le secondaire et 80 475 dans le supérieur. Nombre d'automobiles immatriculées : 812 000.

Elément amis : comme la plupart des îles des Caraïbes, Porto-Rico est isolée des autres Antilles par une politique qui privilégie les rapports entre la colonie et sa métropole présente ou passée (Etats-Unis, Pays-Bas, Grande-Bretagne, France) — évitant ainsi la formation d'un mouvement de libération pan-caribéen. Les îles ont pourtant une histoire commune : colonisation par l'Espagne dont le relais est assuré par les puissances impérialistes successives ; génocide des populations indigènes (les Indiens Taïnos à Porto-Rico) ; traite des Noirs et révoltes d'esclaves, plus violentes aux Caraïbes qu'aux Etats-Unis ; luttes anticoloniales et antiracistes. Malgré la pratique divisionniste du pouvoir colonial, des liens étroits s'établissent entre les révolutionnaires cubains (José Martí) et les nationalistes portoricains (Ramon Emeterio Betances) qui organisent ensemble pendant près de vingt ans des campagnes d'éducation dans les Caraïbes, en Amérique latine et en Amérique centrale. En 1865, ils créent la Société républicaine de Cuba et de Porto-Rico, dont le siège est à New-York. En 1868, l'insurrection de Lora (où est proclamée la très brève république de Porto-Rico) suscite la révolte de Yara, à Cuba. « Cuba y Puerto Rico son de un peñero las dos alas », dit le poète Lola Rodríguez, né à San-Juan en 1834, mort à La Havane en 1924, « Cuba et Porto-Rico sont les deux ailes d'un même oiseau, ils résolvent les fleurs ou les bêtes dans le même cœur ».

### « L'île aux profits, U.S.A. »

L'EXONERATION FISCALE A 100 %. Aux Etats-Unis, une seule région vous la garantit : Porto-Rico. Pas d'impôts sur les revenus des sociétés, ni sur la propriété. Pas de taxes locales, ni municipales. « Telle est la manchette d'une des nombreuses publicités que l'Administration pour le développement économique (I.E.D.A.) publie dans les grands journaux financiers — le Wall Street Journal, notamment.

« Cent mille ouvriers immédiatement disponibles à un salaire inférieur à la moyenne américaine » — un graphique montre que le salaire horaire moyen à Porto-Rico est de 2,24 dollars contre 4,23 aux Etats-Unis (200 000 dollars d'économie par an si vous employez cent ouvriers).

Pour les investisseurs encore hésitants devant la « récession », le gouverneur Hernandez Colon crée en 1974 un programme de formation professionnelle (Pre-Employment Training, P.E.T.), totalement financé par le gouvernement, qui forme les futurs employés selon les directives spécifiques des futurs patrons (étrangers). En mai 1975, il propose de subventionner pendant

deux ans, et à raison de 25 %, les salaires des futurs employés, à condition que les firmes s'installent dans les seize mois, qu'elles investissent d'importants capitaux, et qu'elles emploient au moins trois cents personnes. Prévenant les inquiétudes des industriels devant l'éveil du mouvement ouvrier, le gouverneur ajoute : « J'ai personnellement engagé le dialogue afin d'établir un plan du Commonwealth, un conseil tri-partite représentant les travailleurs (le gouverneur ne parle pas des syndicats), l'entreprise et le secteur public. Nous espérons que ce mécanisme, inspiré par celui qui fonctionne harmonieusement aux Pays-Bas, amènera une meilleure compréhension entre les trois parties. »

« COMPAREZ VOS PROFITS. Textile : 16,17 % à Porto-Rico net d'impôt, 2,5 % aux Etats-Unis après l'impôt ; électronique, 31,5 % à Porto-Rico, 3,9 % aux Etats-Unis ; produits chimiques, 31,5 % à Porto-Rico, 3,9 % aux Etats-Unis — soit 23,7 % DE BENEFICES NETS



Le père de cette politique d'industrialisation est Luis Muñoz Marín, surnommé El Voto (le Vote), dont l'histoire retiendra moins les talents politiques que le pragmatisme ambigu. Né en 1898, l'année de l'invasion de Porto-Rico par les troupes américaines, il dénonce en 1929 — le colonialisme économique en des termes qui n'ont rien perdu de leur actualité : « L'île devient une usine (agricole) dont les travailleurs sont les péons, les propriétaires des industries absents, les cadres des politiciens locaux. C'est le sweat-shop de rechange de l'Onclé Sam. Un atelier qui possède son propre magasin de vente — les Etats-Unis. Les dollars américains payés aux péons sont autant de plans remboursables exclusivement sur le marché américain, à des prix gonflés par les tarifs douaniers. Les tarifs qui protègent le prix du sucre et du tabac, contrôlés par une minorité, font monter en flèche les prix des biens de consommation utilisés par tous. Porto-Rico vend ses produits bruts à des prix protégés et achète ses produits de consommation à des prix protégés. L'apparence de justice est préservée, mais la réalité est celle du préteur sur gage. »

L'analyse que Muñoz fait de l'impérialisme culturel dans ce même discours est aussi implacable et aussi juste aujourd'hui qu'hier : « L'américanisation, précise-t-il, est plus insidieuse encore. Elle agit pendant que vous dormez. Elle modifie l'expression de votre regard, la forme de votre bedaine, le ton de votre voix, votre conception du paradis — sans vous donner l'occasion de réagir, ni même le choix de réagir ou de ne pas réagir. (...) Le drapeau américain a trouvé un Porto-Rico sans le sou et satisfait. Il flotte maintenant sur une usine prospère qui fonctionne avec des esclaves qui ont perdu leurs terres et qui vont peut-être un jour perdre leurs guitares et leurs chansons. »

Dans la foulée du New Deal, qui apporte quelques bribes de « bien-être social », Luis Muñoz Marín forme le P.P.D. (Parti démocrate populaire), gagne les élections de 1940, garde le pouvoir pendant vingt-huit ans, et se perd dans des compromis sans retour. Il finit par faire le jeu — sur le plan industriel — du colonialisme qu'il a dénoncé dix ans plus tôt sur le plan agricole. En 1942, il lance la fameuse « opération Bootstrap » (mot à mot « languette de botte ») : c'est par ses propres moyens que Porto-Rico se tirera d'affaire ; l'île va « enfiler ses bottes » toute seule — sans l'aide des Etats-Unis. Dans une première phase qui va jusqu'à la fin des années 40, le gouvernement portoricain crée quelques usines fabriquant des produits de base : du ciment pour construire ses routes et ses maisons, du verre pour mettre son rhum en bouteille, du carton pour emballer ses exportations ; il achète quelques entreprises électriques et de la terre, il crée une agence de planification et une banque de développement économique, bref il adopte une politique libérale avancée à la frontière d'un para-socialisme. Mais les obstacles s'accumulent : le capital se reproduit trop lentement ; l'absence de technologie indigène se fait sentir, et surtout l'opposition

SUR LES VENTES ET 23,4 % SUR LES REVENUS D'ACTIONS. » En avril 1974, le gouvernement insère dans *Fortune* un supplément publicitaire de cinquante-quatre pages ; en 1975, il réalise un court métrage — au titre approprié : « Profit Island, U.S.A. » (l'île aux profits, Etats-Unis) — qui chacun peut visionner dans son entreprise en en faisant la demande à l'un des centres de l'I.E.D.A. situés à San-Juan, New-York, Boston, Philadelphie, Chicago, Atlanta, Houston, Los Angeles, Tokyo et, depuis 1974, à Frankfurt.

La majorité des entreprises implantées à Porto-Rico sont des multinationales « nord-américaines » (les Portoricains, qui se considèrent comme appartenant aux Caraïbes et à l'Amérique latine, insistent sur ce qualificatif). Les services officiels sont fiers de constater que le nombre des investisseurs figurant sur la liste des « cinq cents grands » publiée dans *Fortune* augmente chaque année : cent cinquante au dernier compte, sans parler des micro-monopoles qui se

concentrent les uns et les autres dans l'industrie pétrochimique (Union Carbide, Phillips Petroleum, P.P.G., CORCO, Sun Oil), pharmaceutique (Abbott, Bristol-Myers, Squibb, Sterling Drug...). Porto-Rico est aujourd'hui la « capitale pharmaceutique du monde », électrique et électronique (General Electric possède quatorze usines, Westinghouse douze et R.C.A. deux). Le capital américain contrôle, dès 1968, 77 % du secteur actif de l'industrie, 78 % du commerce de détail, 65 % de la construction des maisons individuelles, 60 % des opérations bancaires, 90 % des polices d'assurances. Selon des estimations, 90 % des bénéfices sont exportés. Quelques entreprises étrangères, non-américaines, commencent à se laisser tenter : elles introduisent ainsi, sans droits de douanes, sur le marché américain, les produits qu'elles ont fabriqués dans l'île : Matsushita (Japon) dont les appareils sont vendus sous le label « Panasonic », Nestlé (Suisse), Schlumberger (France), Schulte et Dieckhoff (République fédérale d'Allemagne).

## « Vivre comme des anges, produire comme des démons »

se déchaîne au Congrès contre cette « expérience socialiste » en territoire américain. Soumis aux pressions publiques et privées, le gouvernement vend ses entreprises (un certain Ferré, qui deviendra gouverneur de 1968 à 1972, se porte acquiescent des cimenteries), et s'engage irrévocablement dans la voie d'un réformisme à la Roosevelt : l'Etat « accorde » et « occultera l'accumulation du capital, tout en développant de façon « raisonnable » les services sociaux. En 1948, Muñoz devient le premier gouverneur élu de l'île et le demeure jusqu'à sa retraite en 1964.

C'est en 1950 que commence la seconde phase d'industrialisation, cette fois en termes clairement nord-américains et avec des capitaux nord-américains : l'I.E.D.A., mieux connu localement sous le nom de « Fomento » (« promotion » en espagnol), fait de Porto-Rico, en moins de vingt-cinq ans, « l'île aux profits ». Son administrateur général, Teodoro Moscoso, insiste volontiers sur le succès de cette « révolution silencieuse ». « La transformation s'est effectuée sans verser de sang, sans altérer nos institutions démocratiques. Cet extraordinaire effort pour vaincre les attraits de la pauvreté, développer les moyens de survie, produire dans le monde moderne, a été couronné de succès malgré de sérieux handicaps. Nous n'avions pas de ressources minérales connues à cette époque, pas de réserves forestières, pas de grandes plaines favorables à l'agriculture. Tout ce que nous avions, c'était des gens. Nous étions — et nous sommes encore — un des pays ayant la plus forte densité de population du monde. »

A lire les statistiques gouvernementales, on pourrait croire que s'est réalisé le rêve de Theodore Roosevelt Jr, nommé gouverneur de l'île en 1929 ; il voulait faire de Porto-Rico « la vitrine démocratique de l'Amérique latine », le modèle de développement pour les pays sous-développés : entre 1950 et 1974, le P.N.B. passe (en dollars courants) de 755 à 6 806 millions, une croissance moyenne de 10,5 % par an. Le revenu moyen par personne passe de 297 à 1 913 dollars, et par famille de 1 500 à 8 222 dollars. L'espérance de vie monte de soixante et un à soixante-dix ans. Le nombre d'enseignants progresse de 8 727 à 25 464 ; le budget de l'éducation de 84 à 1 499 millions.

Mais la lecture de ces statistiques conduit aux observations suivantes : 1) de 27 % en 1950, le budget de l'éducation atteint 33 % en 1970 et redescend à 27 % en 1974 ; 2) les exportations passent de 235 à 3 217 millions, mais les importations de 344 à 4 261 millions dans le même temps, le déficit commercial s'accroissant en chiffres relatifs et absolus ; 3) le pourcentage officiel du chômage est pratiquement inchangé : 12,9 % contre 12,3 % ; 4) ainsi que le nombre des émigrés (34 000 à 36 000 par an) ; 5) selon le rapport du Comité de planification économique de 1974, 45 % des familles sont au-dessous du seuil officiel de pauvreté et 75 % au-dessous du niveau des « défavorisés » ; selon *El Mundo*, un quotidien conservateur de San-Juan, 850 000 Portoricains nécessitent un reçu, en 1974, des tickets d'alimentation (« food stamps ») ou des surplus agricoles américains.

Comment le gouverneur de l'île et son régisseur réussissent-ils encore à masquer les questions fondamentales : à qui profite le développement de Porto-Rico, et qui le paie ? La confusion est systématiquement entretenue entre le progrès en chiffres absolus (réel malgré l'inflation) et la régression en chiffres relatifs — accroissant ainsi la polarisation entre riches et pauvres. Le fanatisme de la croissance ne tient compte ni de la hausse des prix, ni du chômage, ni du déséquilibre des échanges, ni de l'hypersensibilité de l'île au marché américain.

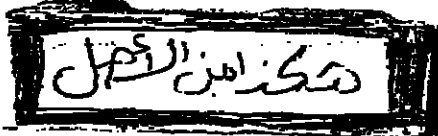
Au cours des deux dernières années, le gouverneur rachète à l'I.T.T., pour un prix trois fois supérieur à sa valeur marchande, la compagnie de téléphone de l'île qui est au seul du non-fonctionnement, il confie à l'acheteur (ainsi qu'à T. & T.) la maintenance et la coûteuse remise en état de la compagnie, il lui laisse le monopole profitable des communications avec le continent, et proclame bien fort qu'il ne s'agit pas d'une nationalisation mais de la mise au service des investisseurs étrangers d'un système de communication indispensable à leurs activités économiques.

Peu après, le gouverneur rachète les trois compagnies de navigation américaines dont l'augmentation des tarifs risque de décourager les industriels qui dépendent des transports maritimes pour 92 % de leurs transactions. Ce sont toujours les Portoricains qui paient. Enfin, dans son dernier message, le gouverneur annonce, pour 1976, une réduction de 14 % des dépenses de l'Etat (sauf dans le domaine de l'aide à l'investissement) et une augmentation de 5 % des impôts locaux — dont sont exemptées les sociétés étrangères...

En système capitaliste, l'infrastructure est toujours financée par l'Etat et elle profite toujours plus aux industriels ; dans une île, l'infrastructure c'est la route, le rail, mais aussi le transport maritime, le téléphone et, comme ailleurs, l'éducation, la formation professionnelle, bref ce qui favorise l'accumulation du capital. Ce qui distingue Porto-Rico, c'est la concentration ultime du processus et le sacrifice exorbitant imposé au peuple. C'est un peu comme si les Portoricains étaient contraints de participer à un effort de guerre permanent. « Vivre comme des anges, produire comme des démons », telle était déjà la consigne de Luis Muñoz Marín...

### Un cheval de Troie financier

L'AMBITION du gouvernement s'oriente généralement trop tard dans des directions qui auraient pu favoriser un développement indépendant de l'économie. Ainsi envisage-t-on de convertir la base aérienne désaffectée de Ramey en un « centre technologique ». « L'occasion serait ainsi donnée, précise le rapporteur du projet, de réduire l'actuelle dépendance à l'égard des importations de produits sophistiqués et du hardware technologique, de créer des nouveaux produits finis spécialement adaptés aux possibilités industrielles de l'île, de développer des ressources technologiques de haute qualité égales ou supérieures à celles que l'on trouve ailleurs. » L'intention est louable mais, outre que la réalisation du projet est d'abord perçue par le





gouvernement comme la relance de la construction, l'objectif essentiel ne pourra pas être atteint : les monopoles vont investir des fonds exorbitants d'impôts pour inventer des produits finis ou semi-finis qui ne seront fabriqués à Porto-Rico que si leur coût de fabrication sur place est profitable ; sinon les brevets seront exportés dans d'autres « sweatshops » en Asie ou en Afrique. Les firmes américaines pratiquent l'habituel chantage à la fermeture des usines locales si le gouvernement colonial ne poursuit pas sa cour effrénée aux multinationales. « Porto-Rico, dit-on fréquemment est la maîtresse choyée de l'Amérique » et l'on ajoute que, en période de récession, les courtisanes doivent savoir faire des concessions.

« La source de capital la plus immédiatement disponible pour l'investissement dans l'économie portoricaine, précise le vice-président de Blyth Eastman Dillon & Co, est constituée par les bénéfices non redistribués et exonérés d'impôts des filiales locales des firmes américaines. Dans le passé, cet argent quittait Porto-Rico pour être réinvesti en euros (4 milliards de dollars au cours des deux dernières années). Porto-Rico n'avait pas encore les instruments d'investissements convenables pour garder cet argent dans l'île. » C'est ainsi que Porto-Rico est amené à se lancer dans la troisième phase de son processus de « modernisation ». Après la phase libérale-réformiste des années 40 où les

promoteurs de l'opération « Bootstrap » sont contraints de vendre au secteur privé leurs entreprises para-sociales, après la phase de collaboration industrielle où l'Etat s'efforce d'attirer des capitaux américains dont les profits sont exportés, s'ouvre une troisième phase où le gouvernement local tente d'intégrer Porto-Rico dans l'ordre économique international en développant la recherche appliquée sur son territoire, en favorisant le réinvestissement des bénéfices dans des affaires locales, en tentant de transformer Porto-Rico en centre de distribution du capital dans l'ensemble des Caraïbes et, pourquoi pas, en Amérique latine. Porto-Rico n'est plus seulement l'île aux profits industriels, elle est en passe de devenir le cheval de Troie du capital américain dans les Caraïbes.

Pour encourager le réinvestissement local, les exonérations fiscales réservées au secteur industriel sont élargies à partir de 1974 à l'immobilier ; les banques américaines spécialisées dans l'hypothèque affilient : Cameron Brown, Trust Mortgage Co, International Charter Mortgage. Le gouvernement colonial voit deux avantages : la relance de la construction (donc la création d'emplois) ainsi que la solution au problème du logement (plus de 25 % des logements sont insalubres). Mais le gouvernement ignore que : 1) la dépendance hypothécaire va s'ajouter à la dépendance industrielle ; 2) les bénéfices accablés seront inévitablement investis dans des opérations immo-

bilaires de haut standing, inabordable pour la masse des mal-logés.

Aussi parle-t-on d'un nouveau développement du tourisme industriel : à Palmas-del-Mar, sur la côte du sud-est, un énorme complexe touristique de plus de 500 millions de dollars sera achevé en 1981 par Sea Pines Co, les constructeurs du Hilton Head Island en Caroline du Sud. L'imagination ne perd pas ses droits : devant la réticence du gros capital, on courtise le petit capital en lançant sur le marché des formules populaires : le « condohotel », un hôtel en copropriété avec une multitude d'acheteurs ; vous fournissez l'apport personnel, vous vous engagez à rembourser l'hypothèque, vous gardez le droit d'occuper votre appartement pendant vos vacances, vous confiez la gérance à un organisme qui loue votre « port » d'hôtel aux touristes.

Le gouvernement a récemment demandé au Congrès l'autorisation de participer à la Banque de développement des Caraïbes, créée en 1970 avec le concours du Royaume-Uni et du Canada. La réponse, vraisemblablement favorable, permettra aux Américains d'accroître leur contrôle sur le développement de l'agriculture, des mines et du tourisme dans les Caraïbes. Sont déjà membres de ce nouvel organisme : la Colombie et le Venezuela, les pays du CARICOM (Communauté économique des Caraïbes) ainsi que les Bahamas, les îles Vierges britanniques, les îles Caïcos et Turk, Haïti et la République dominicaine sont fortement intéressées.

En 1939, alors que l'on craint que la France ou la Grande-Bretagne ne brade une ou deux Caraïbes aux puissances de l'Axe, F.-D. Roosevelt débloque soudain 3 millions de dollars pour l'île. Et ce n'est qu'en 1952, après que les Nations unies eurent été officiellement saisies de la situation coloniale à Porto-Rico, que le Congrès décide de lui accorder le statut d'Etat libre associé.

## « Le devoir de chaque homme qui se respecte »

AUJOURD'HUI, les installations militaires américaines comprennent la base navale de San-Juan, Fort-Buchanan, Fort-Allen, Sabana-Seca, les huit mille soldats de la garde nationale portoricaine, et le complexe naval de Roosevelt Roads — l'une des installations les plus vastes du monde : 15 000 hectares d'une valeur de 300 millions de dollars. Avec ses filiales de l'Atlantic Fleet Weapons Range (implantées dans les îles Culebra et Vieques), cette base est un centre d'essai et d'entraînement hautement sophistiqué. C'est là que sont expérimentées les nouvelles armes utilisées au Vietnam et au Cambodge, et entraînées les troupes lancées contre Saint-Domingue en 1965 et les mouvements de libération en Amérique latine. C'est là que sont stockées des armes nucléaires. Les relations de Porto-Rico avec sa métropole sont nées sous le signe de la répression militaire : les troupes qui ont débarqué en 1898 étaient commandées par le général Nelson A. Miles, le responsable du massacre des Indiens à Wounded-Knee.

Les luttes se multiplient contre la présence américaine : en mars 1975, à l'occasion des manœuvres annuelles (« Operation Springboard ») organisées par les forces navales des Etats-Unis et de l'OTAN, le P.S.P. (parti socialiste portoricain), l'autre parti indépendantiste, organise des manifestations de résistance non violente : il élève une chapelle sur l'île de Culebra (toujours habitée par des Portoricains) que la marine et l'aviation américaine utilisent comme champ de tir. Incarcéré à San-Juan, il explique :

« J'écris d'une prison à Porto-Rico, dernière colonie classique d'Amérique latine. La relation du maître à l'esclave, quelle qu'en soit l'expression, n'est ce qui sépare l'être humain de l'animal : la liberté. (...) Dans un pays où 13 % de la terre cultivable est occupée par une armée étrangère qui transforme notre territoire en un vaste arsenal atomique ; où la jeunesse est contrainte de se battre dans des guerres déclarées par une nation étrangère, innocent presque l'historique cri « l'impôt sans représentation n'est que tyrannie » ; où les lois d'un parlement étranger s'appliquent sans le consentement des gouvernés, ridiculisant ainsi les règles de la représentation démocratique, le combat pour la libération nationale est devenu le devoir de chaque homme et de chaque femme qui se respecte. »



Par sa situation géographique, Porto-Rico est vouée depuis sa « découverte » à une destinée militaire. Le Conseil des Indes la considérait moins comme un territoire à coloniser que comme l'avant-poste stratégique du système de défense des Caraïbes espagnols, aussi essentiel à l'Ouest que l'est le port d'Acapulco sur la côte du Pacifique dans le commerce avec la Chine. Construite en 1509, la forteresse d'El Morro domine la baie de San-Juan. Les Anglais, puis les Hollandais, essaient de s'emparer de l'île. En 1579, l'évêque de San-Juan écrit : « L'île n'est pas économiquement profitable, mais elle a une valeur stratégique sur le plan militaire et commercial ; c'est l'un des principaux ports-voies pour la flotte aux Indes. Parce qu'elle produit trop peu pour financer son système militaire, une allocation, la « situado », lui est accordée par le Mexique. » Au seizième siècle, Porto-Rico était déjà envieux, courtisé, entretenue.

A la différence des autres Caraïbes, Porto-Rico ne devient pas, sous l'empire espagnol, une colonie à sucre comme les Barbades ou Saint-Domingue. L'économie est soumise au militaire. A la fin du siècle dernier, moins de 20 % des terres arables sont cultivées ; la moitié du budget est consacrée à l'armée, à la marine et à l'Eglise qui se voit attribuer des fonds trois fois supérieurs à ceux de l'éducation ; l'industrie est pratiquement inexistante et il n'y a que deux ou trois routes et quelques kilomètres de chemin de fer. La société est dominée par une classe militaire-ecclésiastique qui s'appuie sur la classe commerciale et les propriétaires terriens. Le prolétariat est constitué par des travailleurs de la canne à sucre dépossédés de leurs terres dans les plaines et par les « jibaros » (paysans) des montagnes qui cultivent le café. Les lois espagnoles sur la conspiration interdisent tout développement du syndicalisme parmi les travailleurs agricoles.

## « Deux appendices naturels »

A peine débarquée à Plymouth-Rock, les pères Pèlerins s'intéressent aux Caraïbes, il est vrai pour des raisons strictement commerciales. Les prétentions nord-américaines ne deviennent franchement agressives qu'au dix-neuvième siècle, mais avant que ne se ferme la « frontière de l'Ouest ».

1822 : le président Monroe écrit à son ambassadeur à Madrid : « Cuba et Porto-Rico sont les deux appendices naturels des Etats-Unis. »

1853 : le président Pierce précise que si son offre d'acheter Cuba (et Porto-Rico) est refusée, « nous serons justifiés dans notre volonté d'arracher ce territoire à l'Espagne. »

1885 : l'historien John Fiske dans son essai sur la race anglaise lorsqu'elle a colonisé l'Amérique du Nord doit se poursuivre jusqu'à ce que toutes les terres sur la surface du globe qui ne sont pas déjà le siège d'une civilisation ancienne (sic) deviennent anglaises de langue, de religion, de tradition politique. »

1891 : le secrétaire d'Etat rappelle au président Harrison : « Il n'y a que trois territoires qui valent la peine d'être pris ; l'un est Haïti et les deux autres sont Cuba et Porto-Rico. »

1895 : le sénateur Henry Cabot Lodge : « Du rio Grande à l'océan Arctique, il ne devrait y avoir qu'un seul drapeau et un seul pays. L'Angleterre a hérité les Antilles de places fortes qui menacent notre flanc atlantique. Nous devrions avoir au moins une puissante base navale dans ces îles. »

4 juillet 1898 : le révérend de l'Eglise presbytérienne de Brooklyn : « Et Jésus s'empara de toute la terre, et le terre fut libérée de la guerre. (...) La mission suprême de notre République est d'en finir avec la domination espagnole en Amérique, et si, pour ce faire, il faut planter le drapeau américain à Cuba, à Porto-Rico, aux Philippines, nous nous en chargerons. »

Nombreuses sont les voix, aux Caraïbes et aux Etats-Unis, qui s'élèvent contre cet impérialisme naissant. Le soldat Carl Sandburg, qui participe à la capture de l'île, remarque : « C'est une petite guerre qui devait avoir des conséquences incommensurables. Les événements sont parfaitement synchronisés : aux Etats-Unis, les graves se multiplient, notamment à Chicago où la police et l'armée chargent les manifestants. Les crimes commis par la cruauté espagnole à l'encontre des peuples des Caraïbes deviennent soudain intolérables pour la presse libérale et les dirigeants nord-américains.

## Une base stratégique dans les Caraïbes

La guerre est déclarée le 15 avril 1898 ; six jours plus tard, la flotte espagnole est anéantie à Manille ; le 3 juillet, Santiago-de-Cuba est « libérée » par les troupes américaines. L'Espagne fait savoir qu'elle est prête à signer la paix ; mais le message se perd et les troupes américaines débarquent le 25 juillet à Porto-Rico, qui se rend quelques jours après. Il est apparu aux stratèges que Porto-Rico et les Philippines devaient être occupées avant la fin de la guerre, sinon il serait difficile de justifier leur annexion auprès des puissances européennes. D'Europe, où il est réfugié contre le bruit et la fureur de ses ouvriers mécontents, Andrew Carnegie câble : « Presque Porto-Rico d'abord, afin d'éviter les effets néfastes en Europe. » Dès le mois de mai, Theodore Roosevelt, alors secrétaire à la marine, termine une lettre personnelle au sénateur Henry Cabot Lodge par ces mots : « Bons sois à Nannie, et surtout n'oubliez pas de prendre Porto-Rico. »

Porto-Rico est victime d'une des premières manipulations de style international orchestrées par les Etats-Unis. A la suite d'insurrections (notamment celle de Lora en 1868) et de négociations menées à Madrid, les Portoricains



étaient dépourvus de sa substance, une néo-colonie dont le gouvernement fantoches va au-devant des désirs des monopoles et du Congrès nord-américain. Deux éléments auraient pu alléger son statut colonial et néo-colonial : jusqu'à une date très récente, Porto-Rico ne disposait pas de ressources naturelles immédiatement exploitables ; et, depuis l'invasion de 1898, Porto-Rico entre-temps avec la métropole des rapports « particuliers » qui ne sont ni ceux d'un cinquième et unième Etat ni ceux d'un gouvernement néo-colonial simulat l'indépendance nationale.

En fait, l'absence de matières premières amène l'investisseur américain à utiliser le territoire portoricain comme le lieu privilégié de la pollution : il y importe le pétrole brut qui — une fois raffiné — est ré-exporté au stade intermédiaire dans la métropole où s'effectuent la finition et la semi-finition, moins polluantes et génératrices d'un plus grand nombre d'emplois. Quant au statut particulier de l'île, il exclut toute tentative, si timide soit-elle, d'établir des relations avec d'autres pays sans l'accord explicite du gouvernement des Etats-Unis.

Porto-Rico est une colonie au sens classique, même si les circonstances historiques et géologiques lui donnent un caractère « moderniste » : 1) tout le pouvoir réel est situé hors de l'île ; le pouvoir législatif est au Congrès, l'exécutif à la Maison Blanche et le judiciaire à la Cour suprême ; 2) l'économie de l'île est rééquilibrée par les monopoles nord-américains qui décident de son orientation selon les intérêts du moment : de 1898 à 1940, l'économie est centrée sur la monoculture de la canne. Dans les années 50, l'industrie légère domine l'île — le vêtement, le sous-vêtement (Porto-Rico est à l'époque la « capitale mondiale des soutiens-gorge »), les appareils électriques. A partir des années 60, la main-d'œuvre asiatique, moins coûteuse, rend l'industrie légère moins profitable ; alors le capital américain réoriente pour la troisième fois l'économie, cette fois vers l'industrie lourde, à capital intensif, générateur de peu d'emplois : les raffineries, les industries pétrochimiques et chimiques ne créent que sept mille huit cents emplois pour un investissement d'un milliard et demi de dollars à la fin des années 60 et au début de la décennie suivante ; 3) Porto-Rico est l'un des principaux débouchés des Etats-Unis : elle est, en chiffres absolus, le cinquième client des Etats-Unis (après le Canada, le Japon, le Royaume-Uni et la République fédérale d'Allemagne) et, par habitant, son premier client, assumant ainsi plus de cent quarante mille emplois sur le continent...

Porto-Rico est par ailleurs prototype de l'état néo-colonial engagé dans un processus de « modernisation » dont l'objectif n'est pas l'indépendance à terme, mais, au contraire, l'enfacement dans une dépendance qui n'apporte au peuple que des avantages dérisoires. Luis Muñoz Marín a réalisé son rêve : aujourd'hui, chaque

avaient obtenu de l'Espagne, un an et demi avant l'invasion américaine, une charte d'autonomie qui leur accordait non point l'indépendance, mais un statut que les Etats-Unis lui refusaient encore après trois quarts de siècle de colonisation : certes, le Parlement élu était soumis au veto de l'Espagne, mais il pouvait proposer et approuver ses propres lois, déterminer ses impôts, signer des traités avec des nations étrangères.

La plupart des « concessions » arrachées aux Nord-Américains l'ont été à des moments de crises internationales lorsque l'importance stratégique de Porto-Rico est plus manifeste : en 1916, le ministre allemand des affaires étrangères Zimmermann envoie à son ambassadeur au Mexique un télégramme où il propose que le Mexique et l'Allemagne « fassent ensemble la guerre et signent ensemble la paix » ; il promet en récompense une aide financière qui permettra au Mexique de « reconquérir les territoires perdus du Nouveau-Mexique, du Texas et de l'Arizona ». L'année suivante, le Congrès accorde aux Portoricains la citoyenneté américaine (Jones Act).

## Le colonialisme écologique

« Jibaro » possède une paire de souliers. Mais, comme le remarque Ruben Berrios, si son sort est de rompre à genoux, à quoi lui servent ces souliers ? Le gouvernement néo-colonial coordonne et subventionne l'industrialisation anarchique des monopoles étrangers, assurant ainsi le relais de l'Etat américain. Il encourage l'accumulation du capital étranger dans les industries lourdes fortement spécialisées ou dérivant d'industries de transformation diversifiées et mieux adaptées aux ressources locales. Ainsi fabrique-t-on dans l'île 40 % du paroxylène utilisé aux Etats-Unis, 30 % du cyclohexane, 26 % du xylène, 23 % du propane... Il favorise la concentration non seulement dans l'industrie mais dans l'importation (Commerce contrôle 75 % du lait importé), la distribution (1 % des supermarchés assure 44 % des ventes), le bancaire (les familles locales Ferré, Carrion, Bird et Garcia sont soumises aux oligarchies continentales), la propriété de « mille soixante exploitations regroupent 46 % des terres arables).

On pourrait croire que Porto-Rico est une

nation moderne, avec les forces et les faiblesses d'un quelconque Etat capitaliste dans le monde libre. En réalité, Porto-Rico est totalement dépendante : sa production est entièrement intégrée à l'économie américaine ; sa consommation complètement soumise à la production américaine (elle importe 90 % de sa nourriture) ; les décisions qui la concernent sont prises hors de son territoire. Le capital appartient à des propriétaires anonymes et absents. Les Portoricains produisent ce qu'ils ne consomment pas et consomment ce qu'ils ne produisent pas.

Dans un discours aux Nations unies, Juan Mari Bras, secrétaire du parti socialiste portoricain (P.S.P.), remarquait en août dernier que les capitaux nord-américains se distribuent presque également entre les « investissements financiers » (6 822 millions de dollars en 1974) prêtés au gouvernement colonial pour améliorer l'infrastructure nécessaire à l'expansion des firmes étrangères, et les « investissements directs » (6 112 millions), concentrés dans l'industrie.

(Lire la suite page 10 J)

## Mgr Antunio Parrilla Bonilla : « Je condamne le capitalisme et son alliée, la hiérarchie »

« O N m'a fait évêque après Vatican II. Je suis en relation avec les prêtres progressistes d'Amérique latine. Je rends visite aux prisonniers politiques. Pendant la guerre de Corée, je me suis efforcé de réconcilier les vrais héros, ceux qui refusaient de servir dans des guerres impérialistes. J'ai reçu diverses visites du pape, mais je ne me suis pas laissé impressionner ; maintenant, on me laisse en paix. »

« Je m'oppose au super-port et à l'exploitation des mines, parce que, sous-jacente à cette politique coloniale, se profile la volonté de déporter la population portoricaine, afin qu'elle s'assimile à la population américaine aux Etats-Unis, et qu'elle perde son identité dans l'île. Les « Etats » américains n'ont pas plus d'autonomie que vos départements ; et Porto-Rico est soumis aux mêmes lois fédérales que les Etats du continent. Nous sommes en train de nous désintégrer en tant que nation. Ce qui peut nous arriver de mieux, c'est que les « yanquis » rentrent chez eux, avec leur arsenal atomique. »

« Je considère que nous avons le droit d'utiliser tous les moyens nécessaires — même la violence — pour acquérir notre indépendance et notre souveraineté. Je ne dis pas qu'il faille le faire actuellement, car nous ne serions pas suivis par les masses. Pour l'instant, il faut poursuivre le processus d'éducation. Accroître la conscience. Dire la vérité. Mobiliser le peuple. Je crois en la morale et je crois que la violence n'est pas immorale. C'est un phénomène sociologique. On ne recourt à la violence que parce que la violence est utilisée contre vous. L'Evangile ne dit rien sur la violence. Le Christ n'était pas un homme politique, mais il a donné des principes et vécu selon des principes, que nous devons suivre pour réaliser le royaume de Dieu, ici, sur terre. Nous combattons pour la

justice pour tous et partout. Un prince fidèle à l'Evangile est au-dessus de l'idéologie. Trop souvent, on se rabat sur l'idéologie, parce que c'est satisfaisant d'un point de vue intellectuel. »

« Je condamne le capitalisme. Je ne suis pas marxiste, mais transcendantaliste. Le capitalisme est un système d'exploitation. L'incarnation de l'Antéchrist, le Diable fait structure. Il pille les ressources naturelles, il exploite les travailleurs, il leur vend des produits manufacturés à des prix exorbitants. Je crois en un monde sans classes ; mais celui où l'on vit est dominé par la lutte de classes. Certains régimes socialistes oppriment le peuple. Si je vivais dans l'un d'eux, je serais en prison. Mon eschatologie dépasse cette terre. »

« Comment voulez-vous croire en une Eglise qui est aux côtés du pouvoir, de l'oppression et de la richesse. Je condamne le capitalisme et son allié, la hiérarchie. On pourrait imaginer une « hiérarchie » opposée au capitalisme ; mais combien de lèthes devraient tomber ? Combien d'évêques aller en prison ? L'esprit de Dieu est en moi, il est en vous, nous sommes à égalité. Les évêques devraient être élus par le peuple, les prêtres aussi, et les enseignants — ou du moins que le peuple ait son mot à dire. La prise de décision est un processus collectif. Ce n'est pas parce que je suis évêque que je dois décider seul. J'ai enseigné à l'université de Porto-Rico pendant deux ans les principes du système coopératif ; je pense que ce type de fonctionnement peut aider à transformer notre monde. »

« Mon espoir c'est que, des ruines du capitalisme, s'élève une forme de socialisme où le peuple pourra — véritablement — participer, où il sera le premier, où les gens compteront plus que les choses. »

(Suite de la page 9.)

Ces investissements directs représentent 5,5 % de l'ensemble des investissements américains dans le monde entier, 40,3 % des investissements en Amérique latine, et ils sont plus élevés que dans tout autre pays, à l'exception du Canada et de l'Allemagne fédérale.

Quant aux profits, ils sont, en chiffres relatifs et absolus, les plus élevés du monde : à lui seul, Porto-Rico a fourni 1 345 millions de dollars de profits en 1974. Seul le Canada atteint (ou même dépasse légèrement) ce chiffre, mais avec un investissement quatre fois plus élevé, et un profit moyen de 3,6 % contre 16,3 % à Porto-Rico. L'île génère le dixième des profits du capital nord-américain dans l'ensemble du monde, la moitié des profits de toute l'Amérique latine, plus que les pays du Marché commun réunis, quatre fois plus que le Japon, deux cents fois plus que l'Argentine.

Par contre, alors que Porto-Rico fournit 15 % des bénéfices en provenance des pays sous-développés, elle ne reçoit que 11,1 % des crédits et dons « destinés à ces mêmes pays ». Telle est donc la fameuse « aide » que le gouvernement fédéral accorde « généreusement » à sa pupille portoricaine. De plus, lorsque l'on décompose l'aide fédérale, on s'aperçoit que 77 % des dépenses en salaires et pensions (évaluées à 24 millions) servent à rémunérer les anciens combattants. Quant aux 800 autres millions de transferts sociaux, ils sont partagés entre la santé publique (notamment les programmes de stérilisation), l'éducation publique (engagée dans un processus de « déportationnalisation »), et la répression (principalement dirigée contre les forces de libération nationale).

En 1974, les subventions fédérales sont inférieures de 100 millions de dollars aux seuls profits reportés. Si l'on rappelle que les investissements financiers servent les entreprises étrangères plus que le peuple portoricain, que les exonérations fiscales sont autant de manque à gagner pour la nation, que l'obligation d'acheter « américain » se solde par un surplus de dépense, que les intérêts payés par les particuliers que l'on incite à acheter à crédit, et par l'Etat colonial qui emprunte toujours davantage, enrichissent les banquiers de Wall Street, lorsque l'on sait que, par suite, la dette privée par personne et la dette publique par personne sont parmi les plus élevées du monde, que la balance commerciale est en déficit permanent, ainsi que la balance des paiements — alors il est difficile de ne pas reconnaître que Porto-Rico est une colonie américaine.

noies. Porto-Rico est transformée en une gigantesque fabrique de matières premières chimiques, hautement polluantes, que les habitants de la métropole refusent de voir s'installer sur leur territoire. Le pillage des matières premières est remplacé par le pillage des ressources écologiques qui permet la fabrication de matières premières artificielles, exportées en métropole.

Il ne s'agit pas d'un phénomène de hasard limité à Porto-Rico, mais d'un processus systématique de distribution de la pollution. Au début des années 70, une partie de la réserve des Indiens Navajos est transformée par Peabody & Co en un vaste centre de pollution où le charbon de la Black Mesa est exploité à ciel ouvert et transformé en énergie « propre » — l'électricité — consommée à Los Angeles. Un document des Nations unies affirme dès 1971 qu'il n'y a pas de raison « pour que les nations en voie de développement ne se spécialisent pas dans les secteurs industriels qui deviennent coûteux dans les pays développés, étant donnée l'inquiétude croissante devant la pollution ».

Tomas Morales, professeur à l'université de Porto-Rico, et Noel Colon Martinez, directeur du Conseil de la loi, sont catégoriques : « Il s'agit d'une nouvelle manifestation du colonialisme que nous appelons « colonialisme écologique ». Ce phénomène politico-économique, qui s'est développé à Porto-Rico au cours des dix ou quinze dernières années, consiste à utiliser la terre, l'eau et les ressources naturelles pour recevoir les poisons et autres polluants que produisent les grandes industries du colonialisme. Le colonialisme exporte la pollution, ainsi que le coût de la lutte contre la pollution, à l'extérieur de son territoire ; il se libère des effets néfastes d'une partie importante des résidus industriels. Le colonialisme écologique est un phénomène nouveau qui repose sur un principe ancien du pouvoir colonial : l'utilisation de toutes les ressources coloniales au profit du bien-être et de l'enrichissement du colon, au détriment des habitants des territoires colonisés ».

Provisoirement mis en veilleuse à la suite de la crise économique, le projet de construction d'un super-port sur la côte ouest de l'île constituera — s'il est réalisé — une étape sans retour dans la transformation de l'île en un atoll pétrochimique. Farouche partisan du projet, le gouverneur reconnaît néanmoins qu'un million de Portoricains (le tiers de la population) risquent d'émigrer aux Etats-Unis dans les dix prochaines

années pour trouver du travail. Les conséquences de ce choix sont implacables : 1) après le bref répit des travaux publics, le chômage va croître puisque les industries lourdes ou semi-lourdes nécessitent peu d'emplois et que la diminution des surfaces cultivables réduit le nombre des travailleurs agricoles ; 2) l'agriculture va encore décroître : au rythme actuel, la moitié des terres arables des plaines seront occupées par des constructions dans moins de vingt-cinq ans, et le haut degré de pollution rendra improductives les terres encore libres ; 3) la dépendance à l'égard de la métropole va s'accroître : la construction du super-port et du complexe pétrochimique va tripler les investissements américains ; 4) le fonctionnement de raffineries d'une capacité quotidienne de six millions de barils (vingt-quatre fois plus qu'aujourd'hui) ainsi que les facilités pétrochimiques exigeront à elles seules une quantité d'eau supérieure à la capacité totale de l'île en eau naturelle. Mais rien ne saurait ralentir les ardeurs du gouverneur qui — sous prétexte d'accroître l'indépendance de l'île — s'efforce d'obtenir du Congrès des dérogations aux lois fédérales sur la protection de l'environnement — créant ainsi ce que Ricardo Alarcon, le représentant cubain aux Nations unies, appelle ironiquement « l'autonomie pétrochimique »...

### La bataille du cuivre

Au début des années 60, AMAX (American Metal Climax) et Kennecott Copper Company découvrent du cuivre dans le centre de l'île. Dans son rapport annuel de 1966, Kennecott précise qu'un accord a été conclu avec les représentants de la Commission portoricaine des mines. L'accord doit être prochainement soumis à la Commission avant de devenir définitif. Dix ans plus tard, l'accord n'est toujours pas confirmé. Une immense campagne d'explication est organisée par les mouvements d'indépendance : des étudiants informent les habitants de Lares et d'Adjuntas des projets d'exploitation et de réhabilitation forcée qui les menacent. Des écologistes portoricains et américains étudient et diffusent largement les implications de l'exploitation des mines de cuivre à ciel ouvert. Le diocèse épiscopal de Porto-Rico apporte son soutien et demande aux Eglises d'Amérique de s'associer au mouvement.

En 1969, les compagnies américaines font une

contre-proposition : le cuivre serait exploité sur une période de trente ans et non de quinze ans, le gouvernement obtiendrait un tiers des bénéfices. Le mouvement s'amplifie néanmoins : en 1971, des « auditions publiques » organisées par les six Eglises d'Amérique recommandent l'ajournement définitif du projet en raison des dangers pour la santé et le bien-être de peuple de Porto-Rico ». En 1974, les monopoles américains jettent encore un peu de lest : les opérations d'extraction et de traitement du minerai seront entreprises conjointement avec le gouvernement du Commonwealth qui se voit garantir 51 % des bénéfices — étant entendu que ce dernier prend entièrement à son compte les frais d'infrastructure — route, eau, électricité, relogement des expulsés, logements des mineurs... A l'instar même du parti démocratique populaire, l'opposition devient plus violente, le gouverneur est isolé.

Entre-temps, Cruz A. Matos, alors secrétaire aux ressources naturelles, fait connaître ses recommandations : 1) Porto-Rico doit rester propriétaire de son cuivre et des autres minéraux récemment découverts et signer des contrats punctuels avec une ou plusieurs firmes ; 2) l'extraction du minerai ne doit pas commencer avant que soient mises en place des industries de transformation locales ; dans la période intermédiaire, le cuivre brut pourrait être importé du Chili ; 3) l'exonération fiscale doit être refusée aux firmes chargées de l'extraction et réservée aux industries de transformation. « En effet, nous confie Matos, nous devons transformer notre philosophie économique qui repose exclusivement sur l'accroissement du P.N.B. Une quantité énorme d'argent est générée à Porto-Rico, mais cela ne va pas le moindre iota sur la façon dont cet argent est redistribué. La croissance seule est insuffisante. Il faut la croissance et des emplois nouveaux. Il faut développer une politique de substitution des importations. Produire une partie plus importante de notre nourriture afin d'acquiescer un certain contrôle sur le coût de la vie. En l'an 2000, Porto-Rico sera pratiquement recouverte de ciment. Si Porto-Rico était un Etat libre, on assisterait à un phénomène d'implosion. Mais l'implosion en Amérique sort de souape de sécherie ».

Pourquoi avez-vous été révoqué par le gouverneur ? A cette question, Cruz A. Matos nous répond : « Des firmes capables de renverser le gouvernement au Chili peuvent facilement repousser mes recommandations ».

## Les contradictions de la « démocratia-C.I.A. »

Sur le plan social, il s'est passé quelque chose, en apparence au moins : une nouvelle classe sociale est née, la « classe moyenne », avec son col blanc en semaine, sa télévision le soir, sa voiture le dimanche — et ses dettes toute l'année. Une classe qui ne va plus nu-pieds, mais qui ne réussit pas à joindre les deux bouts. Elle s'est développée en même temps que l'industrie. Mais, à la différence de la bourgeoisie du dix-neuvième siècle, elle n'a pas produit l'industrialisation ; elle est au contraire le produit de cette industrialisation ; elle est l'éphémère malheureux d'une modernisation à laquelle elle ne participe pas comme acteur, mais comme spectateur à titre payant. Conçue pour soutenir le pouvoir (colonial), cette classe ne se voit pas attribuer les moyens d'accomplir sa mission historique. Economiquement, elle se prolérise. Politiquement, elle est prête à basculer. Le cercle

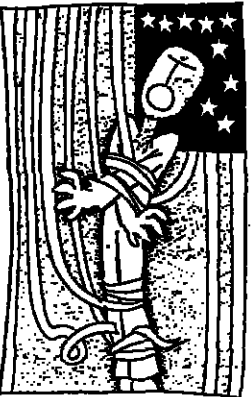
est presque bouclé : à l'origine, ses membres étaient des « jibaros » pauvres descendus à la ville pour trouver un emploi ; ils ont acquis un statut social et l'espoir illusoire de partager la nouvelle opulence ; maintenant ils découvrent qu'ils ont perdu leur identité, qu'ils sont toujours pauvres, et qu'ils risquent de perdre leur emploi.

Quelle est aujourd'hui la répartition des classes sociales à Porto-Rico ? Ironiquement, mais conformément à la logique coloniale, la classe dominante est absente de l'île. Le pouvoir réel est en métropole — au siège des multinationales, à la Maison Blanche, au Pentagone, parmi certains membres du Congrès. Une « bourgeoisie invisible » règne sur l'île. C'est elle qui contrôle non seulement l'industrie mais les services para-publics (eau, électricité, transports, etc.) par l'intermédiaire des obligations dont elle est majoritairement propriétaire.

### L'importation de la pollution

PORTO-RICO, le 15 février 1975 : neuf ouvriers de P.P.G. intoxiqués par des émanations de chlorure. Le 17 mars : la marée noire provoque des dégâts incalculables sur la côte sud-ouest, qui fournit 60 % des poissons et crustacés de l'île. Le 1<sup>er</sup> avril : des fermiers constatent que leurs pamplemousses mûrissent et pourrissent prématurément depuis l'installation du centre pétrochimique Olefins, dans la région de Guayanilla. Le 1<sup>er</sup> avril également : le Comité de la lutte contre la tuberculose relève dans cette même région un taux anormalement élevé de maladies pulmonaires (asthme et bronchite). Le 13 mai : à Juncos, dans le centre de l'île, deux cents personnes sont temporairement ou définitivement handicapées par les émanations de mercure provenant d'une fabrique de thermomètres. Le 5 août : la surutilisation d'eau par P.P.G. provoque le rationnement dans la communauté de Valle-de-Barinas, une vague d'épidémies provoquée par la contamination des eaux, des éboulements causés par des ponctions trop brutales.

Ces « accidents » s'insèrent dans la structure même de l'économie imposée par les multination-



Plus ça change, plus c'est la même chose. Les riches sont toujours plus riches, les pauvres toujours plus pauvres. Les dirigeants admettent qu'il y a, malgré tout, encore beaucoup à faire :

« Nous avons changé la pénurie générale contre une opulence dont l'injuste distribution est un défi à notre conscience. » (Muñoz, le 23 juillet 1973.) « Il y a trop de pauvreté à côté de la richesse. » (Colon, le 25 juillet 1973.) Et c'est toujours la rhétorique qui l'emporte : l'ancien promoteur de l'opération Bootstrap propose l'opération Sérénité et l'actuel gouverneur colonial inaugure l'ère de Bonne Espérance.

## L'ancien gouverneur Luis A. Ferre :

« Voilà dix ans que je prédis la fin du colonialisme »

PENDANT les quatre ans où j'ai été gouverneur, nous avons maintenu la croissance à un bon niveau en faisant un bon emploi du crédit et en invitant les capitaux étrangers — au taux brut de 13 % et de 7,5 % en tenant compte de l'inflation. Je suis un homme d'affaires, je prends des mesures pratiques, et je pense qu'on ne peut pas plaisanter avec certains principes élémentaires de l'économie : sans capital, vous ne pouvez tirer parti ni des ressources naturelles ni des ressources humaines. J'ai favorisé l'accumulation du capital. J'ai maintenu les investissements gouvernementaux à un haut niveau en empruntant et en réinvestissant. La dette publique ? Tant qu'on investit en capital productif, on peut payer la dette avec le revenu de l'argent emprunté. Mais il ne faut pas emprunter pour des dépenses de fonctionnement.

Il faut équilibrer l'industrie et l'agriculture ; j'ai proposé une subvention de 100 millions de dollars pour moderniser l'industrie du sucre ; j'ai instauré un système d'indemnités compensatrices qui élève le salaire horaire de l'ouvrier agricole de 50 cents à 1 dollar ; j'ai loué, pour une période de trois ans, les sucreries, les employés et les champs de canne à sucre. J'ai également sauvé l'industrie du café.

J'ai développé les ressources d'énergie : j'ai doublé la production électrique ; j'ai acheté une usine atomique. Une autre règle : ne pas plaisanter avec les prix : nous les avons parfois contrôlés dans certains secteurs, mais il faut toujours préserver une marge bénéficiaire, sinon il n'y a pas de réinvestissement. Se méfier des idéologies : pour redistribuer la richesse, il faut être pragmatique, sinon c'est la pauvreté que vous redistribuez. J'ai accru le pouvoir d'achat en maximisant la production et la consommation.

Je crois en l'équilibre de la vie. Ce ne sont pas les choses matérielles qui comptent le plus ; elles sont nécessaires, mais pas obligatoirement satisfaisantes. L'éducation stimule la créativité, les valeurs spirituelles, les valeurs esthétiques. D'une part, j'ai créé des écoles professionnelles, parce que l'éducation purement livresque est désolante ; d'autre part, j'ai développé des cours d'art intensif, avec des concours ouverts à deux cent cinquante mille jeunes. En quatre ans, j'ai accordé plus d'argent à la culture que mes prédécesseurs en vingt ans. J'ai créé à Ponce un musée d'une valeur de 10 millions de dollars.

Je suis un ingénieur, un scientifique, le pré-

sident des Anciens du M.I.T. : je sais les immenses ressources que nous avons dans l'île et les dangers de la technologie. On peut produire et vendre sur le marché américain, sans nuire à l'environnement. La merée noire détruit notre faune marine. Mais les lois fédérales nous protègent contre la pollution.

Le chômage ? La seule façon de le réduire, c'est d'accroître l'emploi. Pour accroître l'emploi, il faut investir davantage. Peu m'importe qu'un emploi coûte 5 000 ou 50 000 dollars. Qui, il faut également développer des industries moins coûteuses en capital ; mais il faut les choisir avec soin — des conserveries de poisson, par exemple, Porto-Rico est bien situé pour cela.

La société américaine est multi-culturelle : nous sommes une minorité parmi d'autres. Nous avons une langue différente, et la Constitution nous permet de conserver notre culture tout en ayant des droits égaux. Ce n'est pas inconciliable dans le monde moderne. Voyez l'U.R.S.S. où se côtoient vingt-deux cultures. Même en France, un des pays les plus uniformes d'Europe, vous avez vos Bretons, vos Basques et vos Corsais. En Belgique, on parle deux langues distinctes. Aux Etats-Unis, nous pouvons continuer à parler espagnol.

La redistribution des revenus ? Par l'aide directe aux pauvres. Le système des tickets de nourriture distribués proportionnellement à la pauvreté : les plus pauvres reçoivent le plus. C'est le devoir du gouvernement d'assurer la survie de ceux qui n'ont pas de ressources et de stimuler l'économie pour créer des emplois pour tous. Le gouvernement fonctionne selon des principes socialistes en ce qu'il s'occupe des pauvres. Je ne crois pas que la nation s'enrichisse si le gouvernement s'approprie la richesse. Dans une démocratie comme la nôtre, il faut imposer les grosses entreprises — sans détruire l'initiative. Les multinationales ont beaucoup apporté à l'Europe et au monde ; la technologie américaine et la mobilité du capital. Voilà dix ans que je prédis la fin du colonialisme et du néo-colonialisme : chaque pays va pouvoir emprunter le capital dont il a besoin pour son industrie. Mais — et cette fois je vous parle en tant que citoyen américain — notre intérêt n'est pas d'être propriétaire, mais de collecter les bénéfices du capital que nous avons prêtés et de la croissance commerciale qui en résulte dans le monde. Finie, l'époque des sweat-shops.

## Juan Mari Bras :

« La stratégie de la libération repose sur l'unité politique des forces patriotiques et l'unité de la classe ouvrière »

L'EQUATION qui définit notre relation économique avec les Etats-Unis repose sur une concentration des investissements américains sans équivalent dans aucun pays étranger. C'est aussi la crise fiscale qui résulte d'une économie artificielle : il fut un temps où l'apport des capitaux accroissait la production nationale. Aujourd'hui, chaque fois que sont injectés 100 millions de dollars, cela vaut dire que 30 millions sont rapatriés l'année suivante sous forme d'intérêts et dividendes. Il sort beaucoup plus d'argent qu'il n'en rentre. La Société nationale d'électricité, qui appartient — en principe — au gouvernement, reconnaît que, dans deux ans, 75 % de ses revenus nets seront absorbés par le service de la dette.

Le gouvernement prétend que nous contrôlons notre marine marchande. C'est une illusion. Nous avons acheté ou loué des navires ; mais les lois qui régissent la navigation commerciale appartiennent toujours à la commission fédérale de la marine, qui impose le consensus des compagnies de navigation américaines — c'est-à-dire leurs intérêts.

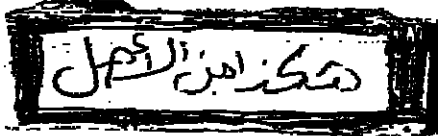
### Nationalisme et progressisme

L'AUTONOMIE qui s'est développée entre la Grande-Bretagne et son Commonwealth est irréalisable dans le cadre de la Constitution américaine, où le pouvoir des Etats est délégué au gouvernement fédéral. Un amendement constitutionnel est un processus très lourd : il prend en moyenne un quart de siècle, exige une majorité des deux-tiers au Congrès et la ratification par trois quarts des législatures d'Etat ; de plus, un tel amendement sera combattu par les Etats du Sud et du Ouest, car il serait contraire à leurs intérêts économiques. Une solution consisterait à sortir Porto-Rico de la juridiction du Congrès, lui donner son indépendance, créer une République « associée » permettant de signer des traités entre deux nations souveraines. Mais le capitalisme américain n'a pas besoin pour l'instant de ces structures néo-

libérales. Il sera toujours temps d'établir une République latine.

L'affirmation de nos valeurs nationales est un élément décisif dans la volonté de libération de notre peuple. Mais la politique gouvernementale repose sur le principe d'une culture archéologique : préserver le passé, canaliser l'expression culturelle dans le sens du statu quo, développer une mystique, introduire une petite dose de culture dans le complexe industriel. Une culture nationale vivante, en relation avec la culture extérieure, en particulier celle de l'Amérique latine, est essentielle. La pensée marxiste d'origine européenne considère trop souvent le nationalisme comme l'instrument de la bourgeoisie pour écraser le prolétariat. La situation est totalement différente en Asie, en Afrique, en Amérique latine — où le nationalisme représente les forces les plus progressistes. A Porto-Rico, le socialisme est le produit de la lutte de libération nationale. Il est vrai que les travailleurs s'identifient plus facilement au socialisme qu'à l'indépendance ; en ce sens, le socialisme leur permet de comprendre l'importance de l'indépendance. Au contraire, la petite bourgeoisie conserve sa conception idéaliste de l'indépendance, mais elle est une alliée — en tant que classe.

La stratégie de libération repose sur deux piliers : l'unité politique des forces patriotiques et l'unité syndicale de la classe ouvrière. Aux Nations unies, notre action résume le problème dans le contexte global de l'impérialisme. Nous entretenons des rapports étroits avec les gouvernements et les partis du camp socialiste : nous sommes alliés au Union soviétique, et en Chine ; comme les Vietnamiens, nous insistons pour conserver notre indépendance dans notre politique internationale. Nous sommes en liaison avec les pays non alignés et les forces progressistes en Amérique latine. Notre peuple ne lutte pas contre le peuple américain ; bien au contraire, il combat à ses côtés contre l'impérialisme ; et c'est un devoir pour tout progressiste américain de s'associer à notre lutte : en attaquant l'impérialisme à Porto-Rico, il affaiblit le capitalisme aux Etats-Unis. Porto-Rico est le bastion de l'impérialisme nord-américain, c'est aussi son point le plus vulnérable.





Malgré les affirmations libérales qui la présentent comme homogène, la société actuelle est aussi fortement stratifiée que sous la domination espagnole. Les structures féodales sont remplacées par des structures néo-capitalistes. Les individus changent de catégories, mais les castes subsistent. On distingue :

1) La « bourgeoisie intermédiaire », ainsi nommée parce qu'elle sert de relais à la bourgeoisie invisible. Constituée, à l'origine, par les descendants de la vieille aristocratie commerciale balayée par le capitalisme moderne, ainsi que par les fils des grands propriétaires terriens dépossédés de leurs terres par les firmes américaines, elle est renforcée par les nouveaux affairistes, qui savent tirer profit de l'exemple américain, et les technocrates du nouvel âge industriel et social. L'ex-gouverneur Ferré en est le prototype. Totalement dépendante du pouvoir yankee, elle administre les affaires économiques, politiques et sociales de la bourgeoisie nationale et internationale. Elle participe également à l'effort de répression — au niveau le plus élevé de la justice, de la police et de la garde nationale.

2) La « classe moyenne », les fermiers qui travaillent leur terre, les artisans, les marchands et les petits industriels. Ils utilisent eux-mêmes les moyens de production dont ils sont propriétaires, embauchent rarement des employés hors du réseau familial, et vendent leur production sur le marché capitaliste. Soumise à la concurrence des monopoles, cette petite bourgeoisie, qui assure le lien entre les modes de production précapitalistes et néo-capitalistes, ne réussit pas à accumuler le capital nécessaire à son développement. En tant que propriétaires, ses membres conservent des affinités avec la bourgeoisie intermédiaire ; en tant qu'individus, vivant de leur travail, exploités par le grand capital, leurs intérêts se rapprochent de ceux de la classe ouvrière.

3) La nouvelle « classe moyenne », dont le statut est flou, comprend les salariés du secteur non productif : ceux de l'Etat (22 %) et des entreprises para-publiques (5 %), les employés des services (15 %), du commerce (15 %) et de la banque (3 %) — soit 60 % de la population salariale, dont un dixième constitue les cadres moyens et supérieurs.

4) La classe ouvrière au sens strict : les travailleurs de l'industrie (23 %), du bâtiment (12 %) et de l'agriculture (5 %) — soit 40 % de l'ensemble des salariés. La ventilation du secteur industriel montre que 30 % sont employés dans le textile et seulement 4,5 % en pétrochimie.

5) Les chômeurs et sous-employés estimés par le gouvernement colonial à 100 000 (11 % de la population active) et à 400 000 (près de 40 %) par le gouvernement fédéral.

6) Un million de personnes de quatorze ans et plus, exclus de ces statistiques, se répartissent ainsi : 54 % employés domestiques travaillant à la maison, 28 % à l'école, 4 % invalides, 14 % oisifs.

A partir de ces données, les analyses des partis de gauche divergent : pour le P.I.P., il convient d'effectuer un regroupement à partir de la petite bourgeoisie à laquelle s'ajoute la classe moyenne et où la classe ouvrière a un rôle important. Pour le P.S.P., le regroupement se fait à partir d'un « prolétariat » qui inclut tous ceux qui « participent au financement, à la production et à la circulation des biens matériels, qui ont permis l'appropriation de la plus-value », c'est-à-dire, en plus des travailleurs manuels, le « prolétariat commercial et bancaire » — soit 63 % des salariés. Le P.S.P. considère par ailleurs que la « masse des travailleurs » comprend, en plus du prolétariat ainsi défini, les salariés de l'administration et des services.

Rappel : en 1953, le cinquième le plus pauvre de la population recevait 5 % du revenu national et le cinquième le plus riche 50,5 %. Aujourd'hui le cinquième le plus riche reçoit 51,5 % du revenu national, et le plus pauvre n'en reçoit plus que 4 %.

Les actes constitutionnels qui régissent les rapports de Porto-Rico avec les Etats-Unis sont des lois fédérales unilatéralement imposées : loi Foraker (1900), loi Jones (1917), loi 600 qui prépare le statut de « Commonwealth » de 1952. Ces textes n'affectent pas la réalité du pouvoir colonial ; mais ils réaffirment l'ambiguïté originelle de l'autonomie... dans le cadre de la route-

puissance du Congrès. Les partenaires ne sont pas égaux. Les dés sont pipés au départ.

La quasi-totalité des pouvoirs qui constituent la souveraineté nationale demeurent sous la juridiction exclusive du Congrès : politique commerciale et douanière, lois fiscales, environnement, citoyenneté, transports, communications, lois sur le travail et le salaire minimum, navigation, planification, santé, éducation, conscription, utilisation militaire de l'île sous couvert de défense commune, signature de traités avec des nations étrangères, etc. Dans le domaine de l'émigration, Porto-Rico ne peut éviter l'exportation de ses chômeurs puisqu'elle ne contrôle pas sa politique sociale, mais elle doit accepter l'importation des cadres nord-américains qui prennent leurs places et des Cubains exilés que le gouvernement fédéral encourage à s'installer dans l'île. Ces derniers monopolisent certains secteurs (hôtellerie et mass media) et se constituent en groupes proto-fascistes harcelant les mouvements d'indépendance.

Depuis 1952, Porto-Rico est un « Commonwealth », un Etat « libre associé ». En fait il n'est ni « Etat », ni « libre », ni « associé », ni la synthèse de ces trois termes qui consacrent, une fois de plus, la fiction d'un rapport constitutionnel. Inventé par Muñoz, ce concept dépolitise le rapport entre la métropole et sa colonie : la juxtaposition de mots contradictoires neutralise les oppositions irréductibles que le parti démocrate populaire veut mesurer. Les différences s'estompent et l'on oublie la réalité que rappelle le sénateur O'Mahoney, l'un des co-rapporteurs de la loi 600 : « La Constitution des Etats-Unis donne au Congrès le contrôle absolu ; rien dans la Constitution porto-ricaine ne peut modifier ce point fondamental ».

Afin d'endiguer le courant autonomiste qui se manifeste jusque dans son parti, le gouverneur Colon crée en 1973, avec le président Nixon, un comité ad hoc composé de sept Portoricains et de sept Américains, chargé d'étudier les aménagements constitutionnels. Colon demande notamment le pouvoir de déterminer quelles seront les lois fédérales qui s'appliqueront dans l'île, et réclame une délégation de la juridiction fédérale dans le domaine des communications, du développement économique, des tarifs douaniers et de l'émigration. La négociation n'aboutit pas. Colon découvre qu'il est impossible d'adopter la posture du nationalisme tout en collaborant avec le pouvoir colonial. Le gouvernement fédéral est prêt, en 1976, à accorder une « convention d'union permanente entre Porto-Rico et les Etats-Unis » qui renforcera la dépendance réelle de l'île et permettra d'affirmer à la communauté internationale que tout soutien à Porto-Rico est

une « ingérence dans les affaires intérieures des Etats-Unis ».

A plus long terme, il n'est pas impossible que l'île acquiert un statut plus souple afin de désamorcer la campagne anti-colonialiste menée aux Nations unies, et de développer des relations commerciales avec les autres Antilles susceptibles d'absorber une partie de sa production industrielle. Les deux perspectives possibles sont également dangereuses : la concession d'une partie du pouvoir politique laissant intacte la domination économique ; l'établissement d'une « république fantôme ». Plus que jamais le problème est « l'indépendance, pour quel faire ? ».

## Cinq siècles de répression

LES massacres d'Indiens. Fray Bartolomé de las Casas : « Ici, les Espagnols ont tué leurs créatures habituelles ; ils tuent, brûlent et résistent des hommes dont ils jettent les morceaux aux chiens ; ils les occident de tortures multiples et variées dans les mines d'or, comme s'ils étaient venus pour dévaster la terre de ces créatures innocentes et inoffensives. Les épées espagnoles furent si prodigieuses du sang de ces pauvres gens qu'il n'en resta plus qu'une queue de queue ; le reste a péri sans que Dieu en ait eu la moindre connaissance ».

La persécution des nationalistes. Le 23 septembre 1868, un groupe d'indépendantistes libère la ville de Larès, proclame l'émancipation des esclaves, établit la première République ; ils sont anéantis par l'armée espagnole. Le 24 février 1935, à la suite d'une fusillade, quatre nationalistes et un policier sont tués, quarante personnes blessées (c'est le massacre de Río Piedras). Le 21 mars 1937, après l'arrestation d'Albizu Campos, accusé de conspiration contre le gouvernement, la police tire « par erreur » sur la foule venue demander la libération du président du parti nationaliste : le « massacre de Ponce » se solde par vingt morts et plus de cent blessés. Le 30 octobre 1950, après que le secrétaire américain à la guerre ait obtenu du gouvernement colonial l'arrestation des leaders nationalistes, les indépendantistes s'emparent de la mairie de Jayuya où la République est proclamée pour la seconde fois ; l'armée et l'aviation américaines se chargent de la répression.

L'élimination des résistants. Les exilés cubains se chargent de l'élimination physique l'une de leurs bombes tue deux militants à Mayaguez en janvier 1975. La justice de l'élimination légale (deux cents activistes emprisonnés, ou libérés sous caution), qui épuise les fonds et l'énergie des mouvements de libération. La garde nationale harcelée les grévistes du secteur para-public qui

immobilisent l'économie coloniale pendant plusieurs mois, au cours de l'hiver dernier. Le F.B.I. lance contre les leaders de l'opposition l'un des cinq programmes spéciaux de répression contre les mouvements de gauche : « aux Etats-Unis et à l'étranger ». En tant que « territoire américain », Porto-Rico a droit au F.B.I. ; en tant que « territoire étranger », à la C.I.A. ; en tant que « Commonwealth », à une organisation spéciale, le C.I.C. (Criminal Investigation Corps).

On retrouve les habituelles méthodes : écoutes téléphoniques et perquisitions illégales, infiltration dans les milieux autonomistes, chantages, tortures, visites nocturnes... Un projet de loi coloniale proposerait de légaliser les procédures en autorisant notamment l'arrestation sur simple suspicion, l'obtention de mandats d'arrêt par téléphone, le procès en l'absence de l'inculpé.

La stérilisation des femmes. Un des objectifs du gouvernement est de réduire le chômage à 5 % dans les années 90 : en créant de nouveaux emplois, et en réduisant la croissance du secteur « survie » ; pour atteindre le second but, deux méthodes sont proposées : la stérilisation des travailleuses et l'émigration forcée aux Etats-Unis. Annulée dans les années 30, grâce au financement de la Fondation Rockefeller, la stérilisation repose sur la théorie que la pauvreté n'est pas la conséquence d'une distribution inégale mais de la surpopulation. Aujourd'hui, 35 % des Portoricaines en âge d'avoir des enfants sont stérilisées ; 92 % d'entre elles ont moins de 35 ans ; 41 % appartiennent à des familles dont le revenu est inférieur à 5 000 dollars par an. La stérilisation est assurée gratuitement dans des hôpitaux financés par le gouvernement fédéral, souvent ouverts de femmes en couches, et presque toujours sans que les intéressées aient vraiment compris les conséquences de l'opération.

L'émigration forcée. La « traite des chômeurs » est organisée avec la complicité légale du gouvernement américain : une partie des émigrés viennent grossir le sous-prolétariat des ouvriers agricoles, en majorité « chicanos », mal organisés et difficiles à syndicaliser puisqu'ils vont de ferme en ferme. La plus grande nombre s'installent en ville, la moitié d'entre eux dans les « barrios » de Bronx et du Lower East Side, à New-York. Là, ils retrouvent l'habitué ségrégation : à travail égal, salaire inférieur de 25 % à la moyenne américaine ; à compétence égale, taux de chômage deux fois plus élevé. Les Portoricains forment géographiquement deux nations : l'une située dans une île (trois millions d'habitants), l'autre sur le continent (deux millions) ; mais politiquement une seule nation — celle des sur-exploités.

## Pour un Porto-Rico libre et socialiste

Un tel nationalisme a ses limites : il dénonce l'oppression mais il partage les valeurs supérieures de l'oppression, comme si ces valeurs étaient séparables de l'oppression, comme si l'oppression était un accident dans la politique de l'oppression. Il suffit de se libérer et de mettre — réellement — en pratique ces droits fondamentaux. Ce nationalisme ne perçoit pas le lien entre l'exploitation dans la métropole et l'exploitation dans la colonie. Il n'établit pas encore le rapport entre capitalisme et impérialisme.

### Le programme presque commun de la gauche

CRÉE en 1922, à la suite d'une scission avec le parti unioniste de José de Diego, le parti nationaliste assure à partir de 1930, sous la présidence de Pedro Albizu Campos, la transition avec le nationalisme des mouvements de libération modernes qui émergent à la fin des années 60. 1) La souveraineté de Porto-Rico est un droit inaliénable, qu'il n'est pas question de négocier : Don Pedro s'oppose donc à tout référendum sur l'indépendance ; 2) C'est un problème international, qu'il est le premier à porter aux Nations unies en 1945 ; 3) La lutte implique l'organisation systématique de chaque communauté dans la vie quotidienne et dans le travail.

En dix ans, Porto-Rico a évolué plus rapidement qu'en cinq siècles : la « révolution économique » n'a pas sensiblement modifié la stratification sociale, mais elle a — objectivement — fait basculer la société du féodalisme dans la phase « post-industrielle », l'émergence politique et économique des pays dits sous-développés, la libération de Cuba, mais aussi la reprise en main par le Venezuela de ses ressources naturelles l'ont — subjectivement — préparé, malgré le fatal handicap de la concentration des capitaux américains, à la lutte pour un Porto-Rico libre et socialiste. L'Université s'est politisée : la grève de 1973 a établi un lien, qui depuis s'est renforcé, entre les travailleurs manuels et intellectuels. L'Eglise s'est clairement engagée contre l'exploitation par les monopoles américains des gisements miniers récemment découverts : l'évêque Antonio Parrilla Bontillo fait figure d'un nouveau Camillo Torres. Des manifestations populaires sans précédent sont organisées contre la création du super-port.

Les partis se sont radicalement transformés : sous la direction de Ruben Berrios Martinez, le vieux parti indépendant portoricain (P.I.P.) affiche, à partir de 1969, un socialisme qui n'a rien de commun avec le néo-libéralisme de ses prédécesseurs. Issu du Mouvement pour l'indépendance (M.P.I.), le parti socialiste portoricain (P.S.P.) devient, avec Juan Mari Bras, un parti marxiste-léniniste de masse. Plusieurs partis de gauche de moindre importance apparaissent : la Ligue socialiste portoricaine (L.S.P.) en 1973 ; le Mouvement socialiste populaire (M.S.P.) en 1974. Le parti communiste portoricain n'a qu'une existence nominale, sa clientèle potentielle s'étant répartie entre le P.I.P. et surtout le P.S.P. Quant au parti nationaliste, qui a également évolué vers le socialisme avec Juan Antonio Corrojo et Ruth Reynolds, il ne s'est pas remis de la dernière vague de répression dont il fut victime dans les années 50.

Malgré des divergences qui subsistent et parfois même s'accroissent, les deux grands partis de la gauche ont, sinon un programme commun, du moins une volonté commune d'en finir avec le

capitalisme et son prolongement historique, l'impérialisme. Ils s'opposent néanmoins dans leur interprétation de la lutte des classes, et dans leurs objectifs : le P.S.P. lutte pour une « république démocratique des travailleurs », fondée sur un parti avant-gardiste prolétarien ; les décisions sont prises dans le cadre très assoupli d'un centralisme démocratique, critique et autocritique, où la base joue un rôle essentiel. Le P.I.P. veut établir une « république socialiste démocratique » reposant sur le pluralisme des partis, le respect de la petite bourgeoisie, le soutien de la classe ouvrière, l'affirmation concrète des droits de l'homme et une discipline fondée sur l'autogestion.

Au plan stratégique, le P.S.P. n'exclut pas le principe du recours à la violence révolutionnaire, le P.I.P. s'efforce de ne pas sortir du cadre de la résistance non violente. Au plan électoral, le P.I.P. s'est déjà engagé dans une politique électoraliste dont il connaît les limites (Berrios est l'un des sénateurs de l'île) ; plus méfiant à l'égard du parlementarisme bourgeois, le P.S.P. ne présentera de candidats aux élections de 1976 que si les conditions lui paraissent favorables. Ces différences idéologiques n'empêchent pas le P.I.P. de se retrouver aux côtés du P.S.P. dans des actions nationales et internationales.

(Lire la suite page 12.)



nia Maria de Hostos, comme l'homme a le droit de lutter contre l'oppression, le devoir de libérer sa patrie.

## Ruben Berrios Martinez :

"Pour un socialisme de masse, pluriel et anti-bureaucratique"

« NOUS proposons de nationaliser les grandes entreprises industrielles et agricoles, qui seront indemnisées en fonction inverse des profits exportés. Les petites et moyennes affaires employant cinq ou six personnes resteront en propriété privée, mais avec redistribution des bénéfices et contrôle des prix. Pour briser la bureaucratie, les entreprises seront gérées par les travailleurs dans des « structures intermédiaires » assurant la participation de la base. Le plan national sera élaboré par les syndicats.

« Nous voulons conserver les droits individuels, dans la grande tradition britannique — acquis de haute lutte contre le pouvoir colonial. Un système de partis multiples est nécessaire pour garantir la constitution républicaine. Nous considérons que la pratique socialiste doit commencer dès maintenant, sans attendre l'instauration de la démocratie socialiste. Ne pas constituer un parti d'élite, chargé de faire la révolution au nom du peuple, mais créer dès le départ un parti de masse socialiste. Notre programme : indépendance, socialisme et démocratie.

« Notre agriculture est pratiquement inexistante. Soixante pour cent de nos terres cultivables sont en friche. Toute tentative se heurte à la pratique du dumping, à moins qu'elle ne soit boycottée par le gouvernement colonial : à la suite d'une expérience scientifique qui a prouvé que la culture intensive du riz — notre alimentation de base — était rentable, j'ai réussi à faire passer une loi à l'Assemblée ; mais le gouvernement ne débouche des crédits que pour 120 hectares, alors qu'avec une superficie de 1 200 hectares de terres actuellement non cultivées, et avec une subvention désastreuse, nous pourrions produire tout le riz que nous consommons. Pourquoi ? Les Américains perdraient un marché de 55 millions de dollars... »

« Quant à l'industrie, l'infrastructure est là ; il suffit de réorienter les objectifs et les expor-

tations et discuter avec les Américains : nous avons deux atouts — 20 milliards d'investissements et une dette de 3 milliards et demi. En attendant, il faut tout faire pour rendre la vie impossible — grèves générales, pressions internationales, désobéissance civile — tout, sauf la violence. Mais lorsque nous aurons un vaste soutien populaire, alors nous dirons comme Zapata : Plutôt mourir debout que vivre à genoux. »

« L'époque n'est plus à la prospérité apparente des années 50 et 60, où un parti pouvait rester au pouvoir pendant vingt-huit ans parce qu'il avait effectué le passage du féodalisme au capitalisme. Aujourd'hui, nous vivons de dettes et de charité publique. Nous avons le taux le plus élevé de drogues, d'alcooliques, de délinquants et de malades mentaux. Le développement de l'éducation a accru la conscience politique. Les conditions sont réunies pour l'émergence d'un parti de masse socialiste et indépendant. »

Faire de Porto-Rico — ainsi que le propose le parti de l'ex-gouverneur Ferré — le cinquième et unième Etat est le mythe le plus énorme : les industriels américains n'en veulent pas, car leurs privilèges fiscaux disparaîtraient ; les Portoricains non plus, car cela impliquerait l'assimilation. Les différences culturelles sont non seulement belles, mais créatrices — un poète soviétique ne décrit pas une fleur de la même façon qu'un Portoricain. Les gouvernements les plus démocratiques sont les plus décentralisés, les plus proches des nationalités : l'affirmation de notre histoire, de notre culture, de notre langue, nous évitera d'être absorbés par les grands Etats. Notre nationalisme n'est pas celui de Polcaré mais de Martí et de Bolívar. Avant d'être internationaliste, il faut être nationaliste. J'espère que viendra le temps où l'Etat-nation ne sera plus utile. Le jour où les Etats-Unis, l'Union soviétique, la Chine, la France, renonceront à leur souveraineté agressive, alors le déposera le nationalisme portoricain aux pieds de l'humanité. »

## BIBLIOGRAPHIE

- ETUDES
  - M.T. Babin, *The Puerto Rican Spirit*, Macmillan, N.-Y., 1971.
  - M. Maldonado-Denis, *Puerto Rico : A Socio-historic Interpretation*, Vintage, N.-Y., 1972.
  - G. Lewis, *Puerto Rico, Freedom and Power in the Caribbean*, Monthly Review Press, N.-Y., 1968 & 1974. *Notes on the Puerto Rican Revolution*, Monthly Review Press, N.-Y., 1975.
  - O. Lewis, *La Vida*, Vintage, N.-Y., 1965, N.R.F., Paris.
  - J.A. Silen, *W. Puerto Rican People : A Story of Oppression and Resistance*, Monthly Review Press, N.-Y., 1971.
  - S. Steiner, *The Islands*, Harper & Row, N.-Y., 1974.
  - K. Wagenheim, *Puerto Rico : a Profile*, Praeger, N.-Y., 1970.
- ANTHOLOGIES
  - A. Lopez & J. Petras, *Puerto Rico and the Puerto Ricans. Studies in History and Society*, John Wiley, N.-Y., 1975.
  - F. Ribes Tovar, *A Chronological History of Puerto Rico*, Plus Ultra, N.Y., 1972.
  - S. Steiner & M.T. Babin, *Berrios*, Knopf, N.-Y., 1974.
  - K. Wagenheim, *The Puerto Ricans : A Documentary History*, Praeger, N.-Y., 1973.
- TEXTES POLITIQUES
  - P. Albizu Campos, *La Conciencia Nacional Puertorriqueña*, Siglo Veintiuno, Mexico, 1972.
  - L. Muñoz Marín, *Un Hombre socializado por la historia*, ediciones puerto, Porto-Rico, 1971.
  - A. Parrilla, *Puerto Rico, Supervivencia y Liberación*, E. Librería Internacional, Porto-Rico, 1971.
  - P.S.P., *La Alternativa Socialista*, E. E.P.R., Porto-Rico, 1974. Traduit partiellement en anglais sous le titre *Political Thesis of the Puerto Rican Socialist Party*, NACLA, 1975.

(Suite de la page 11.)

Des accords existent également sur des objectifs fondamentaux : les deux partis considèrent comme un chantage la propagande coloniale qui insinue qu'un Porto-Rico libre est condamné à la pauvreté ; une fois « nationalisés » ou « socialisés », les industries américaines continueront à tourner, mais dans le cadre d'une planification socialiste qui se substituerait à la planification anarchique de l'actuel gouvernement colonial. L'effort portera sur l'intégration industrielle — la fabrication sur place, à partir des matières premières naturelles et synthétiques, des produits finis et semi-finis. La nouvelle économie reposera sur une politique d'exportation en direction de l'Amérique latine, de l'Europe, de l'Afrique, de l'Asie, des pays socialistes, aussi bien que des Etats-Unis. L'importation, aujourd'hui exorbitante, sera réduite par le développement local des industries de substitution, de l'agriculture et de la pêche. Le fonctionnement prévoit la nationalisation, l'autogestion, le système coopératif, le maintien de la petite propriété privée. Bref, un socialisme à la portoricaine.

### La lutte sur le terrain...

LES luttes idéologiques sont généralement place aux luttes mobilisatrices : coût de la vie et inflation ; « crise » de l'énergie ; législation anti-ouvrière ; colonialisme écologique ; contrôle des ressources nationales ; répression ; militarisation de l'île. Rien d'abstrait dans ces combats : une information que chacun comprend immédiatement : au moment où le coût de l'électricité augmente démesurément, il est rappelé que les portoricains paient le kilowatt-heure 2,77 dollars,

l'industrie 0,43 dollar, et que le taux proposé à une nouvelle entreprise américaine se soldera par un déficit annuel de 4 millions de dollars ; le boycottage du paiement des notes d'électricité se généralise dans l'île ; aux coupures de courant, les particuliers réagissent en se branchant directement sur les câbles électriques, ou en obtenant le rattrapage légal à la suite d'injonctions que les tribunaux ne peuvent refuser en attendant que soient organisés des « auditions publiques ». L'effort se concentre néanmoins sur la lutte syndicale. L'objectif est double : accroître le nombre des syndiqués, politiser les syndicats. Etant donnée la situation coloniale, le taux de syndicalisation est faible malgré le récent développement : 27 % en 1975 au lieu de 18 % en 1969. Les syndicats américains, qui se sont infiltrés dans les années 20 et 30, avec leur politique exclusivement économiciste (on parle de « colonialisme syndical »), regroupent encore 44 % des syndiqués. Les syndicats « indépendants » gagnent du terrain. Mais les cent soixante-quinze mille syndiqués sont dispersés en quatre-vingt-treize organisations « principales ».

« Une de nos préoccupations majeures, nous précise Pedro Grant, qui crée en 1970 le Mouvement des travailleurs unis (M.O.U.), est de regrouper les mini-syndicats en une fédération nationale... »

« Nous considérons bien sûr qu'un syndicat a un rôle politique. A Porto-Rico, tout est politique. Le mouvement pour l'indépendance influe sur le mouvement syndical et inversement. Le M.O.U. est une fédération qui regroupe des syndicats indépendants, mais aussi certains syndicats américains qui, tout en conservant leur appartenance d'origine, ont choisi de nous rejoindre. Nous regroupons actuellement quarante syndicats, environ quarante mille adhérents, près du quart de l'ensemble des syndiqués. Nous luttons pour l'amélioration des salaires, mais aussi pour de meilleures conditions de travail, contre les monopoles américains, contre le gouvernement colonial, aux côtés des forces indépendantistes. Avec le soutien du P.S.P., nous avons apporté une aide politique et financière aux travailleurs en grève depuis plus de cinq mois dans la cimetière de Ponce qui appartient à l'ex-gouverneur Ferré. Nous avons créé en 1969 un syndicat progressiste, l'U.N.T. (l'Union nationale des travailleurs), qui est déjà l'un des plus influents de l'île. La syndicalisation est difficile dans un pays soumis à la loi Taft-Hartley : pour créer une section syndicale, il faut recueillir la signature par exemple de 30 % du personnel ; le patronat peut alors temporiser : il intente un procès fictif, il fait appel auprès du tribunal de Boston, éventuellement à la Cour suprême ; entre-temps, il licencie les travailleurs indésirables. Les femmes constituent 35 % de l'ensemble des travailleurs, mais ce taux atteint 51 % dans les services, 45 % dans l'administration, 49 % dans l'industrie ; dans certains secteurs industriels, elles sont majoritaires : 88 % dans la confection, 70 % dans les instruments scientifiques, 57 % dans les appareils électriques et électroniques. A travail égal, leur salaire est inférieur de 17,5 %. Créée en février 1975, la Fédération des femmes portoricaines (F.M.P.) lutte pour les droits de la femme — égalité des salaires, sécurité de l'emploi pour les femmes enceintes ; mais aussi pour la libération des prisonniers politiques qui comptent des femmes — Lolita Lebron par exemple.

La Havane en septembre dernier, marque un point culminant de ce mouvement international qui s'inscrit dans un passé commun : « Pendant toute notre histoire, rappelle Oswaldo Dorticos Tarrados, président de la République cubaine, les liens entre les peuples de Cuba et de Porto-Rico se sont forgés dans des conditions exceptionnelles ; nos combats ont fait partie de la même lutte. » La conférence de La Havane s'inscrit également dans une vaste campagne d'action aux Etats-Unis pour l'indépendance de Porto-Rico ; elle rassemble plus de vingt mille personnes au Madison Square Garden en octobre 1974 et elle marque le début d'une alliance concrète de la gauche américaine, enfin consciente que la lutte doit être menée contre l'impérialisme et le capitalisme à l'intérieur même des Etats-Unis, et non seulement en Asie ou en Afrique. Pour la première fois se regroupent — sur le projet précis de l'indépendance du territoire portoricain — d'une part les victimes du « colonialisme intérieur » américain : les Noirs (Forman, Baraka, Sadiq), les Chicanos (Gonzalez, Coronado, Rodriguez), les Indiens (Means, Bellcourt) ; d'autre part les représentants de la gauche américaine — les marxistes-léninistes (Silber), les indépendants (Dellinger, Kinoy), les vétérans de la lutte contre l'engagement en Asie (Chomsky), les nouveaux idéalistes — tels que Jane Fonda qui considère que « Porto-Rico est en train de devenir le Sésame de l'Amérique latine ».

Les prévisions sont toujours imprudentes, surtout lorsqu'il s'agit d'une situation lourde de contradictions : Porto-Rico est un territoire américain et aussi une île des Caraïbes ; une colonie classique et aussi un pays sous-développé. Cette double ambivalence explique en partie le caractère extrême, ultime de la question : Porto-Rico est sans doute le territoire colonial où le développement est le plus avancé et le plus inégal ; l'industrie la plus sophistiquée et la plus artificielle ; la société la plus proche de la classe moyenne des pays capitalistes occidentaux et la plus prolétariée ; l'américanisation la plus virulente et le nationalisme le plus essentiel ; l'idéologie libérale la plus répandue et la « démocratie » la plus absente.

Le mélange est explosif. Mais les ressources du néo-libéralisme américain sont presque illimitées dans leur subtilité combinatoire de clemence, de chantage et de répression. Le seuil de tolérance est difficile à évaluer : la vie quotidienne est chaque jour plus pénible, les syndicats chaque jour mieux organisés, l'opinion chaque jour plus profondément hostile aux industries étrangères qui font de Porto-Rico la poubelle de l'Amérique du Nord. Il reste encore un long chemin avant que le réflexe nationaliste de chaque Portoricain se fonde dans l'acte révolutionnaire. Encore convient-il de rappeler que, selon les historiens, l'opinion américaine se réorganisait ainsi en 1776 : pour l'indépendance, un tiers ; contre, un tiers ; abstentions, un tiers...

(Copyright Pierre Dommergues et le Monde diplomatique.)  
Dessins de PLANTU.

• COLLOQUE A PARIS SUR PORTO-RICO. — Le département d'Anglo-Américain et le département d'Espagnol de l'université de Paris-VIII-Vincennes, ont organisé le colloque de l'Association Franco-Américaine, les 28 et 29 janvier 1976, sur Porto-Rico. Les travaux se dérouleront dans les locaux de l'université et à la salle Médiat de la Sorbonne. Pour tous renseignements, s'adresser au Comité d'organisation, département d'Anglo-Américain de l'université de Paris-VIII, route de la Touraille, 75012 Paris. Tél. : 88-56-74, poste 306.

## L'action sur le plan international



pas à vendre (res in commercio). Porto-Rico est devenu une nation souveraine en vertu de la charte d'autonomie accordée par l'Espagne en 1897. Quant aux Etats-Unis, ils ne pouvaient accepter la cession parce qu'ils étaient tenus de respecter l'indépendance de Porto-Rico.

L'autre source est la charte des Nations unies, dont l'interprétation est le privilège exclusif des Etats-Unis jusqu'à 1960. En 1952, l'Assemblée générale vota la proposition américaine selon laquelle le problème de Porto-Rico relève de ses

affaires intérieures. Henry Cabot Lodge, alors représentant des Etats-Unis aux Nations unies, affirme néanmoins que « si, à un moment quelconque, l'Assemblée législative de Porto-Rico adopte une résolution en faveur d'une indépendance plus complète ou totale, le président des Etats-Unis recommandera immédiatement au Congrès d'accorder cette indépendance ». Mais, en 1959, les amendements proposés par l'Assemblée portoricaine dans le sens de l'autonomie (connus sous le nom de projet Foran-Murray) reçoivent l'avis défavorable de l'administration Eisenhower.

En 1960, sur la proposition de l'U.R.S.S., l'Assemblée générale adopte la résolution 1514 (XV), affirmant le droit à l'indépendance des peuples et pays colonisés ; son application est confiée au comité de décolonisation. Mais les Etats-Unis réussissent à éviter la mise à l'ordre du jour de la question portoricaine ; et ils créent en 1966 un premier comité ad hoc et organisent l'année suivante un référendum à Porto-Rico, largement boycotté par les indépendantistes puisqu'il se déroule en territoire occupé, et sans contrôle international.

1973 marque un tournant décisif : après avoir entériné Mari Bras et Barrios, officiellement invités en tant que représentants du mouvement de libération, le comité de décolonisation vote une motion qui « réaffirme le droit inaliénable du peuple portoricain à l'autodétermination et à

l'indépendance » selon la résolution de 1960 ; en décembre 1973, cette résolution est adoptée par l'Assemblée générale par 104 voix contre 5 — les Etats-Unis, le Royaume-Uni, l'Afrique du Sud... et la France. Les Etats-Unis répliquent en créant un second comité ad hoc, actuellement au point mort, destiné comme le premier à détourner l'attention internationale ; en août 1975, ils marquent un point en bloquant (de justesse) la discussion de la « motion d'indépendance » exigent que les Etats-Unis « s'abstiennent de toute mesure visant à entraver l'indépendance (...) et de toute persécution à l'encontre des personnes ou groupes engagés dans la lutte ». La question sera réexaminée aux Nations unies en août prochain, un mois après le bicentenaire de la déclaration d'indépendance.

En attendant, les manifestations de solidarité internationale se multiplient dans les pays non alignés, au Conseil de la paix, au tribunal Russell ; des comités de soutien sont créés au cours de l'été 1975 en Colombie par le président de la Chambre des députés, en Equateur, au Pérou, en Argentine, au Mexique, au Venezuela — par des représentants élus et par des groupes anti-impérialistes ; en octobre, le prince Sihanouk apporte, de la tribune des Nations unies, le soutien du Cambodge à la lutte de libération du peuple portoricain.

La conférence internationale de solidarité pour l'indépendance de Porto-Rico, qui s'est tenue à

## ARGENTINE

### Rébellion dans l'armée de l'air et lutte insurrectionnelle

## Les militaires devant les désordres et la crise économique

LES proclamations furibondes contre la corruption et le communisme du général Jesus Orlando Capellini et des leaders de la junte « Condor bleu » qui, du 18 au 23 décembre, ont conduit la rébellion d'un secteur de l'armée de l'air contre le gouvernement d'Isabelle Peron, n'étaient pas nouvelles. Ce type de rhétorique a fleuri dans la bouche de nombreux officiers supérieurs au cours des derniers mois. Certaines formulations étaient plus sobres, mais aussi plus précises.

Ainsi le général de brigade José Teófilo Gavetti déclarait le 12 décembre, au cours d'une allocution qui clôturait les cours de l'Ecole de la défense nationale : « Des hommes nés sur cette terre, qui utilisent aujourd'hui le mot de corruption, se servent demain des élections, essaient de nous imposer un régime athée, matérialiste et démotivé. Ces propositions tenues en présence du ministre de la défense, Tomas Vottero, du président du Sénat, Italo Luder, et du commandant en chef des forces armées, Jorge Videla, ils visent à n'en pas douter, un éventuel front d'opposition qui pourrait regrouper, lors des élections générales qui viennent d'être fixées au 17 octobre 1976, les radicaux, divers secteurs du péronisme, le parti communiste, etc. »

Dans ces conditions, on peut se demander pourquoi les putschistes n'ont pas immédiatement rallié à leur cause d'amples secteurs de l'armée de terre et de la marine. La réponse à cette question doit être replacée dans le contexte des luttes qui déchirent l'Argentine depuis la mort du général Peron, le 1<sup>er</sup> juillet 1974.

Depuis vingt ans, l'économie argentine traverse des crises cycliques, suivies de courtes périodes d'expansion ou de stabilité. L'année 1975 a vu se développer des tendances négatives, aggravées cette fois par les répercussions de la crise mondiale qui ont touché, en particulier, l'industrie automobile (la production a baissé de 20 %) et les exportations de viande auxquelles s'est fermé le marché commun européen.

Les quatre ministres de l'économie qui se sont succédés depuis un an se sont révélés incapables de mettre sur pied une politique cohérente, si ce n'est pour procéder à une vingtaine de dévaluations. L'inflation atteint 350 % en 1975. La dette extérieure dépasse 8 milliards de dollars, et le déficit budgétaire 3 milliards de dollars.

La hausse vertigineuse des prix a entraîné, en juillet, une vague de grèves sauvages qui a provoqué la chute du conseiller personnel de la présidente, M. Lopez Rega, ministre du bien-être social.

En décembre, selon des chiffres officiels, le pouvoir d'achat des travailleurs a baissé de 50 % depuis juillet et il est le plus bas des quinze dernières années. De nouvelles augmentations de salaires étaient prévues pour janvier. Les services publics ont déjà amené le gouvernement à céder, et l'agitation se développe, en particulier dans la métallurgie et le chemin de fer. L'appareil bureaucratique de la C.G.T. péroniste paraît de plus en plus impuissant à contrôler ces luttes et le patronat se tourne aujourd'hui vers l'armée, seule capable à ses yeux de briser ce que l'on appelle aujourd'hui la « guérilla industrielle ».

MAIS c'est d'abord pour lutter contre des mouvements de guérilla, bien réels ceux-là, que l'armée, passablement déconsidérée par la faillite d'une dictature de sept années (1966-1973), est revenue sur le devant de la scène.

Depuis le 9 février, elle intervient dans les zones montagneuses et boisées de la province de Tucumán contre la colonne rurale de l'armée révolutionnaire du peuple (A.R.P.). Cette intervention prend de plus en plus l'allure des entreprises de « pacification » que l'on a connues ailleurs : bombardements au napalm, regroupement de milliers de personnes dans des camps, tortures systématiques, etc.

Dans les zones urbaines, ce sont les Montoneros, guérilla de la gauche péroniste, qui sont aujourd'hui les plus actifs. Le 6 octobre, ils ont lancé une opération contre une caserne et un aéroport dans la province de Formosa, qui s'est soldée par une cinquantaine de morts. L'armée a considéré comme une provocation l'assassinat, le 3 décembre, du général en retraite Estaban Caceras Monie.

Dans la nuit du 23 décembre s'est déroulée l'opération la plus ambiguë jamais lancée par la guérilla. Plusieurs centaines de combattants y ont pris part. L'objectif principal était l'arsenal 601, dans la banlieue de Buenos-Aires. Mais des troupes appartenant à l'armée de terre et aux commandos de marine sont intervenues avec rapidité et vigueur, appuyées par l'aviation, et le bilan des affrontements se monte à près de deux cents

morts, dont la plus grande partie sont des guérilleros ou des civils.

Ce type d'opération montre, d'une part, que les groupes de guérilla, dirigés par la petite bourgeoisie radicalisée, pratiquent la politique du « pire dans l'espoir qu'un coup d'Etat militaire rejetera dans leur camp une fraction importante de la population. Il montre également qu'il est désor-

Par ALAIN LABROUSSE \*

mais très difficile de surprendre les forces de l'ordre, et que les pertes de la guérilla sont de plus en plus lourdes à mesure que ses objectifs sont plus importants.

L'armée doit donc s'engager sans cesse plus avant dans la répression. Le 6 octobre, les militaires ont fait approuver la création d'un Conseil de sécurité qui place, en particulier, les forces de police sous son autorité.

Depuis le 17 novembre, sept provinces et la capitale fédérale sont sous son contrôle. Réduisant la stratégie de l'armée uruguayenne contre les Tupamaros à partir du 14 avril 1972, elle passe au pelage fin des opérations : arrestation et torture de centaines de suspects, etc. Cette mise en condition de la population est appuyée par l'armée et les escadrons de la mort, qui exécutent en moyenne une demi-douzaine de personnes par jour.

L'emploi de ces méthodes vient d'ailleurs de provoquer plusieurs conflits entre l'armée et le clergé, en particulier dans les provinces de Formosa et de Corrientes.

Mais les militaires n'en ont cure, et ils ont fait déposer devant le Parlement un nouveau projet de loi de défense. Ce texte prévoit, en particulier, qu'ils pourront appliquer la loi martiale dans les provinces sous leur contrôle, y compris l'application de la peine de mort pour les délits de terreur.

Malgré toutes ces concessions du pouvoir, les militaires considèrent que leur action est entravée par les politiciens. Ainsi, la loi de défense n'a-

toujours pas été approuvée par le Parlement, et les députés ont déposé un amendement refusant aux militaires la possibilité d'appliquer la peine de mort.

La tentation d'assumer « intégralement » les responsabilités de la lutte anti-subversive est d'autant plus forte qu'il existe, en Argentine, depuis huit mois, un incontestable vide du pouvoir. La présidente n'a guère d'autres titres à gouverner — que son nom. D'autre part, la corruption qui continue de régner dans son entourage contribue à déconsidérer un peu plus le gouvernement.

Certes, un premier résultat a été obtenu avec le départ de M. Lopez Rega et l'arrestation de son successeur. Mais, aujourd'hui, c'est la présidente elle-même qui est mise en cause pour avoir endossé un chèque déstiné, en principe, à une croisée de solidarité. Le moins que l'on puisse dire, c'est que la majorité du parti péroniste ne manifeste guère de zèle pour éclaircir l'affaire. Cette situation « choquée » des militaires qui restent « purs et durs » tant qu'ils n'ont pas accès au partage du butin.

Certains péronistes eux-mêmes ont senti venir l'orage. Le gouverneur de la province de Buenos-Aires, M. Victor Calabro, a pris la tête d'une croisade contre la corruption et l'incertitude du pouvoir. Ses partisans ont créé au Parlement un bloc dissident, le « groupe du travail », qui a fait perdre au parti péroniste la majorité dans cette assemblée.

Précisément, un des leaders du secteur dissident, le député de Córdoba, M. Carlos Palacios Deheza, qui passe pour avoir l'oreille de l'armée, a déclaré, le 16 décembre, trois jours avant la tentative de putsch de l'armée de l'air : « Si nous sommes capables de mettre fin à la vague de corruption, il n'y aura pas de coup d'Etat. Si nous tombons dans l'impasse de la démocratie, alors oui, il y aura un putsch. Il n'y a pas d'autres solutions. »

SI les événements du 18 décembre montrent que l'armée, dans son ensemble, est hostile à un putsch à la Pinochet, l'absence d'intervention de l'armée de terre contre les rebelles, la mise en scène du bombardement par les loyalistes, tout autant que la curieuse « reddition » des insurgés, révèlent également quelle n'est pas hostile à leurs objectifs.

Les Etats-Unis sont certainement opposés à une nouvelle « aventure chilienne » dont le coût social a été très élevé, qui provoque la réprobation internationale, et dont les résultats, sur le plan économique, sont désastreux. D'autant plus que le gouvernement argentin jouit, sur le plan international, d'une position exceptionnelle. En bons termes avec l'Europe, malgré l'affaire des exportations de viande soulevée par les Etats-Unis, il bénéficie à la fois de l'appui de l'Union soviétique et des pays de l'Est (le parti communiste argentin définit le gouvernement actuel comme un « gouvernement populaire » influencé par des éléments pro-impérialistes) et de la Chine, qui voit dans le péronisme une idéologie nationaliste et tiers-mondiste.

Le commandement actuel de l'armée de terre, qui paraît avoir choisi d'investir progressivement l'appareil d'Etat, juge donc prudent de ne pas se priver de la caution d'un secteur du péronisme qui réclame l'application du programme du président Campora. L'appui des « dissidents », qui comptent un secteur important de la C.G.T. et auxquels se joignent les radicaux de M. Ricardo Bobbin, permettrait à l'armée de ne pas assumer seule la responsabilité de la gestion du pays, dans une situation difficile et à un moment où la bourgeoisie argentine ne semble pas avoir défini de solution de rechange.

Cependant, d'autres secteurs se montrent plus impatients. Ils ne croient guère nécessaire une alliance avec des civils. Leur action a, cependant, et dès les premières heures, permis l'effacement du commandant de l'armée de l'air, le général Fantarion, un péroniste convaincu et un fidèle de la présidente. Au mois d'août, l'armée de terre avait déjà obtenu la démission du colonel Diéguez, nommé ministre de l'Intérieur par la présidente, et celle du général en chef, Numa Laplane, lui aussi péroniste. L'action des putschistes a donc permis à l'armée de terre d'isoler un peu plus la présidente. Elle a permis également au général Videla et aux chefs des principales régions militaires d'apparaître comme des arbitres auxquels on pourrait faire appel, comme ultime recours, si le bloc civil d'opposition ne parvenait pas à mettre fin à la corruption et à l'incertitude. Mais une telle politique d'« assainissement » n'implique-t-elle pas d'abord le départ d'Isabelle Peron ?

هكسان الشفل



Les contraintes d'un « modèle » imposé de l'étranger

# ÉCONOMIE ET RÉPRESSION AU CHILI

Par JAMES F. PETRAS \*

Dans les premiers jours de janvier, la démission du général Ariel Stark, chef d'état-major de l'armée, a confirmé les rumeurs déjà répandues concernant les discussions au sein de l'armée chilienne. La presse britannique a notamment cité les discussions entre le général Leigh, commandant des forces armées, et le général Pinochet. Certains militaires, qui disposent d'appuis politiques à Washington, soutiendraient une dictature « propre », moins répressive.

Mais, le vrai problème étant ailleurs, celui-ci subsisterait au bout de la chaîne. Comme le montre ici James Petras, une certaine conception de l'ordre économique est inséparable de la plus brutale dictature.

**L**a condamnation de la junte pour son utilisation systématique de la torture, chat d'état-major de l'homme et ses méthodes policières est devenue quasiment universelle. Après le bain de sang des tout premiers mois, la junte s'est engagée dans une purge permanente de tous les secteurs de la vie publique et privée. Cette répression s'agitait à des degrés divers, des frontières de la gauche. Des hommes politiques démocrates-chrétiens de premier plan et d'autres personnalités de droite, partisans de l'origine du coup d'état qui renversa le gouvernement d'Allende, ont subi la rigueur de la police secrète (DINA).

Des personnalités de l'opposition, même à l'étranger, ont été menacées par des fonctionnaires de la DINA. En Italie, M. Bernardo Leighton, ancien vice-président du Chili sous le gouvernement démocrate-chrétien de Frei, et sa femme ont été très gravement blessés à la suite d'un attentat. L'ancien commandant en chef de l'armée chilienne, le général Prats, avait eu moins de chance : il fut tué par l'explosion de sa voiture alors qu'il se rendait à son travail. Les rapports des Nations unies, de l'O.E.A., de l'O.I.T., des appels du Vatican ont tous attiré l'attention sur les violations des droits de l'homme au Chili. Ce qui n'a pas été suffisamment discuté, c'est la situation socio-économique et la stratégie de développement dont s'inspire la dictature politique. Les artisans de la politique économique du régime sont nécessairement redevables aux terroristes politiques de la police secrète. Ces économistes, formés à l'université de Chicago, utilisent un modèle économique dit du « marché libre », préconisé par M.M. Milton Friedman et Arnold Harberger, dont l'inspiration systématique exige une utilisation constante et brutale de la force à l'encontre de tous les secteurs de la population qui ne sont pas les alliés de la junte. Dans les sociétés capitalistes contemporaines, les formules du « marché libre » sont tout simplement des mécanismes visant à affaiblir l'intervention de l'État dans l'économie et à transférer le pouvoir politique et économique aux mains des capitalistes nationaux ou étrangers.

Ce transfert de richesses et de pouvoir au détriment des salariés et des petites et moyennes entreprises ne pouvait s'opérer au Chili sans la mise en place d'un État policier totalitaire. Dans ce contexte, l'économie « libre » est l'envers de la médaille d'un pouvoir politique dictatorial. Alors que la torture, les camps de concentration et la terreur politique frappent des centaines de milliers de gens, la « répression économique » (expression de Michel Chossudovsky) en frappe des millions : plus de 80 % de la population. Une bonne compréhension de la politique sociale et économique du régime devrait aider à démasquer les sources de la terreur et permettre à la discussion de quitter le terrain de la psychopathologie de la terreur pour aller vers la psychopathologie de la terreur. Il ne faut pas se laisser tromper par les problèmes de la terreur, qui sont aussi très importants de la terreur, mais il faut aussi reconnaître que la terreur est une arme de la terreur. Les artisans de la terreur sont les capitalistes nationaux et étrangers.

L'axe économique de la stratégie de développement de la junte est l'encouragement à l'investissement privé et la protection de la propriété privée et l'incitation à la concurrence. Pour favoriser la concurrence, la junte a dû réduire les dépenses publiques et en pratiquant une politique monétaire restrictive. Pour favoriser la concurrence, elle a abaissé les droits douaniers et permis l'entrée de produits étrangers ; pour favoriser les exportations, elle a réduit le coût de la main-d'œuvre et a fréquemment dévalué l'escudo. L'État s'est vu confier dans un rôle économique marginal, ses fonctions policières constituant l'essentiel de ses activités. Contrairement aux affirmations des partisans de Milton Friedman, l'économie chilienne n'a pas réussi à réduire son rôle dans la société, à considérablement développer le bureau-cratie d'État. En guise d'incitation à l'investissement, le régime a créé des conditions optimales de travail, et sur le marché du travail, pour la réalisation de forts bénéfices : contrôle total de la main-d'œuvre, salaires élevés, sécurité, stabilité, discipline et discipline, exploitable à merci ; élimination des partis nationalistes, afin de donner les garanties de sécurité capitalistes. Pour la junte, les économistes, les forces politiques et le marché allaient engendrer l'ordre, l'expansion, la stabilité et un haut niveau de vie.

semble de l'industrie automobile est aussi en crise, comme l'atteste la chute de la vente de l'escudo, qui est passé de 45 000 unités en 1974 à 17 000 en 1975. En conséquence, de nombreux établissements de construction mécanique, étroitement liés à l'industrie automobile, sont au bord de la faillite. Le président des industries métallurgiques, M. Jorge Cheyre, a reconnu que « la crise que traverse l'industrie automobile a créé de gros problèmes pour des centaines

## Appauvrissement des masses et concentration du pouvoir économique

**L**a baisse du niveau de vie de la classe ouvrière dépeint de loin toute expérience antérieure en Amérique latine. Le revenu réel des catégories les plus déshéritées a baissé de 30 % (par rapport au niveau de 1969), suite logique de la politique de la junte de « libération des prix et des salaires ». Dans ce « marché libre », la dictature n'a pas permis aux capitalistes d'augmenter librement les prix, cependant que les efforts des travailleurs pour obtenir des augmentations de salaire. La conséquence, c'est une pauvreté croissante que l'on constate dans toutes les communautés ouvrières : avec le revenu minimum par famille (qui était de 22 à 50 \$ en 1974 (18 000 escudos), une famille moyenne consacrant tout son budget à la nourriture pouvait à peine se procurer un minimum vital alimentaire. Environ 80 % des personnes recevant une rémunération sont victimes de la politique économique de la junte ; toutes celles qui se situent au-dessous du seuil de pauvreté (50 % des familles) vivent dans un dénuement extrême et souffrent gravement de malnutrition. Au début de 1975, la junte a abaissé le taux de chômage de 16,2 %. La majorité des observateurs objectifs le situent entre 20 et 25 %, soit six cent mille personnes. Cette réduction du chômage du taux de l'année précédente et huit fois celui qui existait sous l'Unité populaire. Compte tenu de l'appauvrissement des masses, la baisse du pouvoir d'achat a entraîné une déflation du taux de l'année précédente et huit fois celui qui existait sous l'Unité populaire. Compte tenu de l'appauvrissement des masses, la baisse du pouvoir d'achat a entraîné une déflation du taux de l'année précédente et huit fois celui qui existait sous l'Unité populaire.

de petites entreprises ». La faillite économique d'un grand nombre de membres de la petite-bourgeoisie l'un des principaux résultats de la stratégie économique de la junte. En outre, par le grand capital manquant de crédits et de prêts, et confrontés à une population dont le pouvoir d'achat va en diminuant, les commerçants, les hommes d'affaires, les petits patrons d'ateliers de construction mécanique, les chauffeurs de taxi, les camionneurs, sont réduits à l'inactivité. La petite bourgeoisie a vu ses dépenses pour l'anticommunisme ne paier pas les factures. Mais il n'est plus question pour elle de boycotter ou de lock-out.

**L**a détérioration de l'économie va de pair avec un phénomène de concentration du pouvoir économique qui se fait au moyen de trois mécanismes : la dénationalisation de l'économie, la désattribution et l'annulation de la réforme agraire. En ce qui concerne la dénationalisation, les anciennes compagnies américaines de cuivre se sont vu offrir plusieurs centaines de millions de dollars de « compensation » en échange de leurs concessions. La junte a donné beaucoup de publicité à son offre « généreuse » d'accorder de nouvelles concessions dans le domaine du cuivre, du pétrole, du bois et d'autres ressources naturelles à toutes les sociétés multinationales intéressées, et ce, sous le régime fiscal le plus favorable du tiers-monde. De son côté, la désattribution des banques et des entreprises publiques est allée bon train : de cinq cents entreprises d'État, il ne reste que cent cinquante (faute d'acheteurs) ; cent trente d'entre elles sont passées à des capitalistes monopolistes. Toutes les firmes agro-commerciales ont été rendues au grand capital. La plupart des banques d'État ont été transférées à l'oligarchie financière. Même le grand cimetière de Santiago est passé sous la coupe d'hommes d'affaires. A la campagne, le même processus de reconcentration des terres a été amorcé. La réforme agraire est en train d'être annulée. Plus de 80 % des terres expropriées sous les présidences de Frei et d'Allende ont été réattribuées aux gros propriétaires. Cela concerne trois mille fermes, représentant une superficie de 1,7 million d'hectares. Cette terre, prise aux paysans et donnée aux propriétaires, a constitué une autre indication claire de la nature de classe de ce régime répressif : la terreur est une terreur de classe, elle trouve ses fondements dans le système de propriété.

**D**ans une circulaire interne, le ministre des affaires étrangères chilien s'est efforcé de définir la situation internationale à laquelle le régime doit faire face. Selon cette auto-critique de la dictature en en route à un « isolement politique caractérisé », à un « boycottage international » des fournitures d'armes, à « des organisations internationales hostiles », à « des mesures restrictives ou fermes contre certains pays », à « des boycottages ou des efforts pour empêcher » sa participation à des réunions internationales, etc. La circulaire constatait que les relations avec l'Europe occidentale (à l'exception de l'Espagne et de la Suisse) sont plus ou moins détériorées à cause des accusations de violation des droits de l'homme ; en Afrique,

prêts à Allende parce qu'il n'était pas « solvable », accordant des sommes sans précédent à un régime qui provoque d'énormes tirs d'infanterie, affaiblit l'économie et affame sa population. Ce qui était en cause et le demeure c'est la nature de classe du régime. Pour l'impérialisme américain, le gouvernement d'Allende, appuyé par la classe ouvrière, constituait une menace, alors que la junte actuelle est un atout. Toutes les auditions du Congrès et toutes les déclarations de la C.I.A. par le sénateur Church et d'autres démocrates libéraux n'ont eu absolument aucune conséquence sur la continuation de l'effort financier sans précédent que consentent les États-Unis à la dictature totalitaire. Cette avalanche de fonds en dit long sur les véritables centres du pouvoir aux États-Unis et sur la signification réelle des « procédures démocratiques » dans la formulation de la politique extérieure.

**Au fur et à mesure que la base sociale originelle de la junte se désintègre, les partis politiques de droite ont cherché à se situer dans l'opposition. Quelques démocrates-chrétiens, comme M.M. Esteban Toro, Francisco Leighton et autres ont proposé de former une coalition antifasciste avec l'Unité populaire. Le reste de la droite a formulé des critiques et tenté de s'allier avec certains secteurs militaires contre le plan économique des « anciens de Chicago » et contre l'Unité populaire. M. Orlando Fariñas, ancien dirigeant de la SOFOFA et connu comme le commis voyageur des partisans du coup d'État, s'est élevé contre les économistes fascistes et les « techniques opportunistes de la récession et de la faillite (du pays) qui tentent de démontrer l'existence de signes d'une victoire prochaine contre l'Unité ». Il déclarait : « M. Eduardo Frei, le dirigeant démocrate-chrétien qui, plus que tout autre, a contribué à créer les conditions politiques du coup d'État, a ouvertement critiqué la situation socio-économique provoquée par la politique du régime. Montrant du doigt l'absence de régimes fascistes antérieurs (il n'ose pas encore déclarer son opposition ouverte) et la poussée du communisme, M. Frei tente de convaincre les dictateurs de lui rendre le pouvoir avant qu'il soit trop tard. Les généraux, en guise de réponse, ont publié un livre le traitant de Kerenki chilien. En demandant que les changements économiques viennent d'en haut M. Frei s'oppose sans ambages à toute alliance avec la gauche. Plus à droite, M. Pablo Rodríguez, dirigeant du mouvement ouvertement fasciste Patria y Libertad, plaide auprès de Pinochet pour « une rectification nationale », affirmant que si « l'inflation est néfaste, la faim, le chômage et la déstabilisation sociale le sont encore plus ». Les fascistes, abandonnés par leurs partisans de la petite-bourgeoisie, s'efforcent de déstabiliser le bas-socle, problème difficile compte tenu des structures politiques.**

**Même au sein de la junte, des divergences sont apparues entre le général Leigh, qui est plus proche des fascistes que de Pinochet, et les « anciens de Chicago ». Tentant de se ménager des soutiens, Leigh a publiquement attaqué le « coût social élevé » de la politique économique du gouvernement et a critiqué le décret de Pinochet expulsant des milliers d'habitants des bidonvilles. La politique de la junte est maintenant dans l'impasse : pour satisfaire les banquiers et les militaires étrangers, sans lesquels elle s'effondrerait, la junte doit saper davantage les positions de ses alliés économiques et sociaux de la petite-bourgeoisie et de la bourgeoisie industrielle. Cependant, sans le soutien actif de ces mêmes secteurs, toute assistance financière sera de peu d'importance dans la mesure où elle contribuera de plus en plus à la stabilisation à court terme (balance des paiements), tout en fournissant davantage de capitaux à investir dans des activités spéculatives. C'est là un dilemme bien réel, qui a provoqué un mécontentement croissant parmi les forces favorables au coup d'État de septembre 1973, même chez les militaires, malgré la discipline hiérarchique rigoureuse que généraux et amiraux au pouvoir imposent par un traitement expéditif de tous les opposants. Personne ne peut encore dire où apparaîtront les fissures au sein de la junte, mais, au fur et à mesure que les ressources financières deviennent rares et que la campagne d'austérité prolongée et sélective (sans aucun résultat positif) fait naître des pressions externes, ce sont les milieux intermédiaires du corps des officiers (en même temps que la masse des employés du secteur public) qui vont être touchés. Ce sont eux qui commandent les troupes. Si un certain sentiment de mécontentement chez les colonels et les capitaines était franchi, une opposition ouverte pourrait se déclarer au cas où l'un des principaux chefs militaires tenterait de se concilier les faveurs d'une opinion de plus en plus hostile aux réductions massives d'un niveau de vie déjà précaire.**

## L'échiquier international

**D**ANS une circulaire interne, le ministre des affaires étrangères chilien s'est efforcé de définir la situation internationale à laquelle le régime doit faire face. Selon cette auto-critique de la dictature en en route à un « isolement politique caractérisé », à un « boycottage international » des fournitures d'armes, à « des organisations internationales hostiles », à « des mesures restrictives ou fermes contre certains pays », à « des boycottages ou des efforts pour empêcher » sa participation à des réunions internationales, etc. La circulaire constatait que les relations avec l'Europe occidentale (à l'exception de l'Espagne et de la Suisse) sont plus ou moins détériorées à cause des accusations de violation des droits de l'homme ; en Afrique,

à l'exception de l'Égypte et de l'Afrique du Sud, le Chili n'a aucune présence... En Amérique latine, le Mexique a rompu ses relations ; la Colombie et le Venezuela considèrent le régime militaire « avec réserve », alors que de « bonnes relations » existent avec la dictature brésilienne et l'Argentine. Parmi les « pays socialistes », la circulaire propose « d'écarter les relations avec Pékin pour contrebalancer l'opposition de l'U.R.S.S. ». En Proche-Orient, enfin, la circulaire note que le régime devrait tenir compte du fait qu'Israël « a adopté une attitude positive » envers la junte, mais en même temps elle constate l'influence et la puissance pétrolière des Arabes.

(Lire la suite page 14.)

## Une certaine conception du développement

**L**es économistes de la junte ont bien retenu et consciencieusement appliqué les méthodes de traitement de « choc » proposées par Milton Friedman et Arnold Harberger. La politique sociale a fait en sorte que les projets soient exécutés sans anticorps : les camps de concentration n'ont pas été démantelés, les réductions de dépenses publiques ont été maintenues, aucune opposition digne de ce nom n'a été provoquée, aucune production. Par conséquent, la junte est seule responsable de ses erreurs et de ses échecs.

Pour l'année 1974, la junte a reconnu un taux d'inflation de 400 %, alors que les fonctionnaires de la Banque monétaire l'estimaient à 600 %. Pendant les huit premiers mois de l'année 1975 (de janvier à août), le taux d'inflation a été de 221,5 %, c'est-à-dire supérieur aux prévisions de la junte pour l'année passée (204 %). Les activités spé-

ciatives des établissements financiers, les dévaluations constantes pour favoriser les intérêts des grands exportateurs et l'absence de contrôle sur les bénéfices des grands monopoles (qui augmentent leurs prix pour compenser la baisse de la demande intérieure), tout cela contribue à engendrer une inflation galopante. Ce sont précisément les classes sociales sur lesquelles s'appuie la junte qui sont les principales agents de l'inflation. C'est pourquoi les réductions des dépenses publiques dans le domaine social, la baisse d'activité dans les travaux publics et les licenciements massifs imposés par la dictature n'ont pas réussi à juguler l'inflation. M. Jorge Cauas, grand patron de l'économie, et les « anciens de Chicago », nom donné aux économistes de la junte, qui pour la plupart sont diplômés du département d'économie de l'université de Chicago, continuent à appliquer des mesures qui renforcent les profits des monopoles. C'est là une des causes majeures de l'inflation.

Selon l'Association des Industriels, SOFOFA, la production a baissé de 17 % pendant les six premiers mois de l'année 1975 par rapport à l'année précédente, et beaucoup d'entreprises ont dû fermer leurs portes. C.A.P. la plus importante entreprise sidérurgique a fermé provisoirement un de ses principaux hauts fourneaux à Huachipato ; en effet, la moitié seulement de sa production pouvait être écoulée sur le marché intérieur. Trois grandes entreprises de textile, Tome-Oreja, Fial et Bellavista, ne fonctionnent plus que trois jours par semaine. Le principal fabricant de chaussures, Inchausti, a arrêté sa production en mai en raison de l'importance de ses stocks et de l'impossibilité d'exporter. Lota-Schwager, la plus grande exploitation charbonnière, a 250 000 tonnes de charbon en réserve à cause de la chute de la demande de la sidérurgie. Le plus grand fabricant de chaussures, Calzedo Bata, a dû fermer au mois de juin en raison de l'insuffisance de la demande. INSA, le principal fabricant de produits à interpuiser ses activités pendant trois semaines au mois de juin et la production est tombée de 3 600 à 1 200 unités par jour. Ambrosoli, la plus grande entreprise de confiserie, devant le manque de ventes, a déclaré qu'elle allait cesser de produire pendant six mois. L'en-

**L**e coup d'État qui renversa le gouvernement socialiste et démocratique d'Allende fut soutenu par diverses forces sociales, allant de la petite-bourgeoisie aux banquiers multinationaux et internationaux. Aujourd'hui le gros de ces forces s'est retourné contre la junte à des niveaux divers et de manières différentes. Comme nous l'avons mentionné plus haut, les petits-bourgeois propriétaires ont subi d'énormes pertes économiques qui entrainent dans la plupart des cas de nombreuses faillites. Chez les cols blancs et les cadres des entreprises et des administrations, des généraux et des amiraux, tout en aggravant le problème de l'inflation et en provoquant une baisse de la production industrielle.

## Désintégration de la base sociale du régime

**C**es résultats désastreux, que chacun peut constater, ne découragent pas les partisans du régime. Le général Pinochet, Paul N. Rosenstein-Rodan, directeur du Centre d'études pour le développement de l'Amérique latine de l'université de Boston (dont on a dit à Washington qu'il constitue à lui tout seul un groupe de pression de la junte) affirme que « aujourd'hui la politique économique fait preuve d'une vision claire de la situation ». Les instruments de base d'une politique de croissance sont en train de se former et constituent les fondements de la souveraineté du Chili ». En plaçant la cause de la pauvreté auprès des organismes de prêts, il fit

en arrière ». Réponse de Pinochet : « Le plan a un coût social très élevé. » La junte a deux bases de soutien : l'appareil policier et militaire et la classe capitaliste d'une part ; la métropole impériale américaine et ses ramifications dans la communauté bancaire internationale d'autre part.

Depuis le coup d'État, en deux ans, le Chili a reçu 2 milliards de dollars de prêts et de crédits, dont 1,6 milliard en provenance des États-Unis et des banques internationales qui sont sous le contrôle du Fonds monétaire international a donné 338 millions à la junte, la Banque Interaméricaine de développement, 201,3 millions ; la Banque mondiale, 101,2 millions ; le gouvernement américain, 679,9 millions. Ces mêmes agences de l'impérialisme, qui refusent des crédits et des

Calendrier des fêtes nationales		
16-30 JANVIER		
26 AUSTRALIE	Fête nationale	
26 INDE	Fête nationale	
1er-15 FÉVRIER		
4 SRI-LANKA	Fête de l'indépendance	
1er-15 MARS		
6 NOUVELLE-ZÉLANDE	Fête nationale	

**Le Monde**

DOSSIERS ET DOCUMENTS

LE NUMÉRO DE JANVIER EST PARU N° 27

Il comprend dans la série « Société »

**PARIS QUI BOUGE**

et dans la série « Économie »

**LE BUDGET DE L'ÉTAT**

Prix de vente, le numéro : 2 F. Abonnement (en 12 numéros) : 24 F.

Sur demande, tarif dégressif pour abonnements groupés expédiés à une même adresse.

**● DIALOGUE OU CONFRONTATION NORD-SUD ?** Le tableau n° 9 sur « Les bénéfices impossibles des compagnies pétrolières », publié dans l'article d'Edmond de Clairmont (numéro de décembre 1974, page 1) tire son origine de l'économie du 20-26 septembre 1975, et non de documents publiés par la Banque d'Angleterre.

\* Professeur de sociologie à l'université d'État de New-York à Binghamton.

(Suite de la page 13.)

En ce qui concerne les Etats-Unis, la junte reconnaît que sa survie dépend de l'appui financier américain, et elle définit ses relations avec eux comme « généralement bonnes » au dépit des limites imposées par le Congrès et des attaques du parti démocrate. Comme le suggère le bilan de la junte elle-même, les principaux soutiens du régime au sein du monde capitaliste sont les Etats-Unis, l'Espagne, l'Afrique du Sud, le Brésil et Israël. En Europe, l'hostilité est générale, dans une large mesure en raison de la pression des principaux partis et syndicats ouvriers, surtout sociaux-démocrates et communistes, sauf en Italie, où il existe une forte base d'opposition chez les démocrates-chrétiens. Au cours des négociations de la dette extérieure, des pressions ont été exercées (avec un succès limité) en vue de la libéralisation de prisonniers politiques. La junte n'a obtenu que 6 millions de prêts et de crédits des démocrates capitalistes d'Europe (à l'exception d'un accord pétrolier) sur une période de deux ans ; 26 millions du Japon ; 2 millions du Canada et seulement 30 millions de la Colombie et du Venezuela malgré les énormes revenus pétroliers de ce dernier pays. De toute évidence, sans l'appui financier des Etats-Unis, le boycottage

international qu'elle subit en Europe lui occasionnerait des problèmes extrêmement sérieux. Pour leur part, les pays communistes, à l'exception de la Roumanie, de la Chine et de l'Allemagne de l'Est, n'ont fourni aucune aide à la junte ; ils ont rompu leurs relations avec elle et, dans certains cas, apportent leur aide aux groupes de résistance en exil.

La clé de la survie de la junte, c'est le soutien des Etats-Unis et des banques « internationales » manipulées par MM. Kissinger et Ford. C'est le soutien financier de Washington, bien plus que celui des capitaux privés étrangers, qui maintient la junte en existence. Seule une partie des capitaux espérés est finalement entrée au Chili. Au bout de dix-huit mois, les nouveaux investissements n'atteignent que 30 millions, malgré les prétentions exorbitantes des publicistes de la junte. Il se pourrait que de nouveaux capitaux arrivent en faible quantité dans l'Indonésie (General Motors, Volkswagen) pour profiter de la main-d'œuvre à bon marché et de la possibilité de pénétrer dans le marché indien. Cependant, en général, seules les entreprises américaines, japonaises et européennes pourraient s'investir dans le bois, le cuivre et d'autres matières. Néanmoins, en raison du faible cours mondial du cuivre et de

la récession mondiale, il est hautement improbable que des marchés d'exportation s'ouvrent suffisamment pour encourager une arrivée massive de capitaux étrangers. Les soutiens directs des exportations et donneraient un coup de fouet à la production. La pente glissante sur laquelle s'est engagée l'économie chilienne ne peut être

#### Les chemins de la résistance populaire

Le tragique appauvrissement des ouvriers chiliens a permis, en partie, de surmonter la terreur et la peur engendrées par la police secrète. Des grèves se sont produites dans différents secteurs industriels, notamment la sidérurgie et le cuivre. Le sabotage et la propagande armée sont devenus quotidiens. La police et les militaires patrouillent dans les quartiers ouvriers, comme celui de San-Miguel, en groupes de quatre ou cinq pour éviter les attaques. Dans les usines, pressés de toutes parts, les syndicates démocratiques-chrétiens, nommés par la junte, commencent à remettre en question les salaires de misère et à protester contre le nombre de licenciements. La junte trappent leurs propres membres. Ils sont également moins disposés à dénoncer les militants ouvriers. Ce qui est plus important encore, c'est que, parallèlement aux organisations

redressées ni par des stimulants internes (à cause du traitement de choc) ni par la demande externe. La junte n'a donc d'autre choix que de maintenir la terreur pour s'accrocher au pouvoir et défendre les prérogatives et les privilèges d'un petit nombre de banquiers, de capitalistes et de propriétaires terriens.

« ouvrières » officielles — et impulsantes — dirigées par des laïques de la junte, la gauche a entrepris la réorganisation de syndicats clandestins et de cellules de partis dans les usines. La résistance est surtout le fait des communistes, des socialistes, du MIR et du MAPU. Si certaines activités leur sont communes, particulièrement dans la question des droits de l'homme, les divergences importantes persistent pour ce qui est de la stratégie et de la tactique. Le MIR vise à créer un mouvement de résistance armée dans une classe ouvrière unie qui pourrait attirer des démocrates-chrétiens dissidents ayant complètement rompu avec le régime. La junte et qui seraient acquis à un programme de réformes radicales. Les formes de lutte du MIR sont multiples, elles combinent des actions directes et de masse avec diverses formes de résis-

tance passive (ralentissement des cadences, etc.).

Le parti communiste part d'une conception de la lutte où la tâche principale est l'accumulation des forces, la réorganisation progressive de l'opposition et la concentration de l'action sur des questions immédiates qui favorisent une coalition avec le parti démocrate-chrétien dans son ensemble, le but ultime étant de revenir à une démocratie parlementaire sans les fascistes. Dans le cadre de cette stratégie, le parti communiste considère toute action directe comme aventuriste ; il espère obtenir suffisamment d'appuis pour rallier à sa cause l'alle droit de la démocratie chrétienne et, peut-être, des généraux ou des officiers dissidents. Le parti socialiste et d'autres formations oscillent entre ces deux positions : les socialistes de gauche sont proches de celle du MIR, les socialistes de droite de celle du parti communiste.

La résistance continue dans un pays qui se désintègre, où les disparités sociales s'aggravent, cependant que l'isolement international s'accroît. Les pressions s'accumulent et travaillent en faveur d'une relève de la garde et, peut-être plus tôt que prévu, d'un soulèvement populaire de masse.

JAMES P. PETRAE.

## Le premier congrès du parti communiste cubain

# FERVEUR ET RESTRUCTURATION

« UNE nouvelle étape de notre révolution apparaît... On dira : avant le premier congrès ou après le premier congrès ! On parlera encore de ce congrès dans cinquante ans, dans cent ans ! » Dans son discours de clôture, prononcé le 22 décembre dernier devant plus de trois mille délégués, Fidel Castro a ainsi résumé pour son auditoire et pour la quasi-totalité des Cubains réunis à leur poste de radio ou de télévision la signification historique de cette véritable constitution du parti communiste de Cuba.

Résultat, en 1965, d'un processus de fusion des organisations qui avaient lancé la guérilla et du P.S.P. (c'est-à-dire des « vieux communistes », ceux du premier parti de 1925), le parti a donc attendu dix ans avant de tenir son premier congrès, les suivants devant désormais avoir lieu tous les cinq ans. Point culminant d'intenses discussions, tant dans les cellules que — pour les thèmes les plus importants tels l'avant-projet de Constitution et la plate-forme programmatique — dans l'ensemble du pays, et échec pour les divers plans d'émulation socialiste « en saludo al primer congreso », cet événement a littéralement mobilisé la masse des Cubains pendant la majeure partie de 1975 (1) jusqu'à devenir, pour reprendre la formule de Fidel Castro devant le million de personnes rassemblées sur la place de la Révolution à l'issue des travaux, « le congrès du peuple ».

Si la ferveur populaire était évidente, le déroulement même des travaux du congrès — succession de discours soigneusement programmés et d'interventions des partis frères ou amis — n'a laissé aucune place à la surprise, encore moins à la spontanéité. L'impression produite sur les observateurs étrangers aurait pu être fort négative, s'il n'avait été rappelé que les textes, tous approuvés à l'unanimité, avaient déjà été longuement examinés dans le pays et très souvent amendés, de sorte que, la discussion de fond (2) ayant déjà eu lieu avant l'ouverture, il ne restait plus au congrès qu'à ratifier, et peut-être davantage encore à simplement sceller physiquement, à se découvrir lui-même, pour constituer une nouvelle date dans le calendrier politico-historique dont les Cubains sont fiers.

Le rapport central (qui représente plus de cent quatre-vingts pages dactylographiées) de Fidel Castro constituera pour les analystes un document de base accumulant secteur par secteur chiffres et statistiques, et montrant les progrès, parfois très spectaculaires, accomplis depuis 1959. Surtout il récapitulera le processus entamé le 26 juillet 1953 par l'attaque de la caserne Moncada dans une lutte révolutionnaire cubaine, rappelant les luttes héroïques contre l'Espagne (« Cuba fut le Vietnam de la fin du siècle dernier ») et détaillant la permanence des interventions américaines, de l'occupation militaire de 1898 aux multiples tentatives d'assassinat perpétrées par la C.I.A. (et que le rapport de la commission Church venait opportunément confirmer) en passant par l'invasion de la baie des Cochons en 1961 et la crise d'octobre 1962. Fidel Castro soulignera la convergence des démarches de José Martí et de Lénine, et restitua une fois de plus, dans une magistrale

frase révolutionnaire, les noms — inséparables sur les parois murales et dans tous les discours politiques — des fondateurs du marxisme-léninisme, des combattants du siècle dernier (Martí, Maceo, Gomez), du fondateur du premier P.C. de 1925, Juan Antonio Mella, et des « guerilleros héroïques » : Camillo Cienfuegos et Ernesto Che Guevara.

Il ne s'agissait pas seulement de rendre au peuple cubain sa propre histoire, mais d'intégrer aux tâches humbles et modestes de l'effort quotidien les figures légendaires du passé, de faire de l'émotion que suscite inévitablement le rappel des sacrifices et des heures de gloire un élément constitutif, parfois une raison d'être, de l'activité militante.

Les objectifs fixés pour 1980 sont à la fois ambitieux et réfléchis. Plus de volontarisme, plus de promesses qui ne pourraient être tenues (« la parole du parti doit être sacrée »). La tâche annuelle de croissance économique sera de 6 % pour le prochain quinquennat, mais, comme l'a rappelé le « commandant en chef », ce chiffre ne concerne que la production matérielle et ne comprend pas, selon les normes de la méthodologie socialiste, les prestations sociales (santé, éducation notamment), dont le développement est considérable et place Cuba en tête de tous les pays d'Amérique latine. Un nouveau système de direction économique visant à créer une « conscience économique » chez les citoyens et les cadres sera mis en place.

Sur le plan agricole, la petite propriété des deux cent trente-deux mille paysans regroupés dans l'ANAP (et qui détiennent 30 % des terres) sera protégée. Dans un passage remarqué, Fidel Castro, rappelant l'adulgence de l'île, sa densité (quatre-vingt-cinq habitants au kilomètre carré) et la nécessité absolue d'une croissance du produit agricole, a appelé les paysans à dépasser volontairement la propriété individuelle et à s'incorporer à des « formes supérieures de production », fermes d'Etat ou coopératives. « La Révolution n'emploiera jamais des méthodes coercitives contre ses frères de lutte ni ne se départira jamais des moyens de persuasion, qu'ils soient ou non couronnés de succès ».

Dans les années à venir, la scolarité de neuf ans (c'est-à-dire jusqu'à l'enseignement secondaire moyen) sera rendue obligatoire.

Enfin, un calendrier du processus d'institutionnalisation, amorcé par l'expulsion de pouvoir populaire de la province de Matanzas, a été fixé : 15 février 1976, référendum sur la Constitution, qui sera promulguée le 23 février ; avril-mai 1976, mise en place de la nouvelle division politico-administrative (le nombre de provinces passant de six à quinze) ; octobre-novembre 1976, élection des délégués aux organismes locaux du pouvoir populaire et des députés à l'Assemblée nationale qui sera installée le 2 décembre 1976 (vingtième anniversaire du débarquement du Grenade, le yacht qui transporta Fidel Castro et ses camarades du Mexique à Cuba) ; décembre 1976, transfert de certaines responsabilités centrales aux organes locaux du pouvoir populaire ; janvier 1977, mise en place d'un nouveau système de comptabilité nationale.

#### La réhabilitation des « anciens »

LES tâches, on le constatera, sont nombreuses. Aussi convient-il d'affiner l'instrument qui les impulsera, le parti. On sait que la procédure d'entrée est originale, puisque le candidat (qui ne se propose jamais lui-même) doit être, dans un premier stade, proposé par l'assemblée générale de son centre de travail avant d'être ou non retenu. Au 30 septembre dernier on comptait deux cent deux mille huit cent sept membres du parti qui — assurent — leur composition est réduite du sous-développement culturel dont souffre Cuba : 82 % ont un niveau inférieur ou

égal à celui du certificat d'études, 4 % seulement ayant atteint un niveau universitaire. 82 % seulement des membres appartiennent à des cellules d'entreprises, 10,5 % à l'éducation et à la santé publique, près de 40 % étant des cadres administratifs et politiques. Il est important de noter que 85 % des officiers en sont membres ; le parti n'aura donc aucun mal à « commander au fusil ».

L'élection d'un comité central de cent douze membres et de douze suppléants (avec en tout un renouvellement de vingt-

quatre personnes) et l'établissement du bureau politique ont un double sens : se doter d'organes de direction fonctionnant réellement (ce qui n'avait pas été le cas du comité central) et intégrer au plus haut niveau (d'aucuns parleraient de réhabilitation historique et politique) les vieux militants du P.S.P., dont certains avaient eu une attitude réservée à l'égard des premières phases de la guérilla. C'est ainsi qu'est entré au bureau politique Blas

Roca, ancien secrétaire général du P.S.P., à qui Fidel Castro avait rendu un hommage appuyé lors de la cérémonie du cinquantenaire de la fondation du P.C. de 1925, en août dernier ; Carlos Rafael Rodríguez, brillant et populaire super-ministre des affaires étrangères (qui fut ministre de Batista en 1942, à une époque où le futur dictateur occupait légalement le fauteuil présidentiel) ; et Arnaldo Milian, l'un des fondateurs du parti de 1925.

#### Rêve et révolution

CETTE promotion marque la fusion définitive de tous les courants révolutionnaires des cinquante dernières années et lève l'obstacle dont les anciens du P.S.P. avaient été les victimes en 1965 dans la formation du bureau politique de huit membres, tous issus du Mouvement du 28 juillet, et qui tous ont été confirmés dans leurs fonctions. Les deux autres nouveaux venus sont José Ramon Machado et Pedro Miró, eux aussi anciens guerilleros. On peut être assuré que, dans ce bureau politique de trois membres, où les préoccupations des provinces sont largement représentées (l'Oriente avec Juan Almeida et Armando Hart, La Havane avec José Ramon Machado, Las Villas avec Arnaldo Milian), « on discutera » comme nous l'assurait un haut fonctionnaire du parti.

C'est le vœu exprimé par le premier secrétaire, Fidel Castro, qui est revenu très longuement sur le thème de la nécessité de dépersonnalisation du parti, en rappelant le mot de Martí : « Toute la gloire du monde tient dans un grain de maïs ». Il est évident que « Fidel » est l'objet d'une affection, d'une admiration extraordinaires, qu'il ne recherche pas délibérément. Il n'est pas moins clair que sa capacité d'analyse, la vivacité de son esprit, son insupportable autoritarisme, sa culture, en font un dirigeant tout à fait exceptionnel dont Cuba a sans doute encore longtemps besoin. Son autoritarisme public, longue et circonstanciée, des erreurs dont il n'est d'ailleurs pas le seul responsable, l'insistance avec laquelle il a répété qu'à l'intérieur du parti la liberté d'expression, la critique et l'autocritique

étaient des constituantes fondamentales de l'attitude révolutionnaire, visent à créer un état d'esprit, des règles de conduite tels que le parti ne s'enlève pas dans un formalisme, un dogmatisme dans lequel son faible niveau de culture actuel pourrait le faire tomber.

Fidel Castro a très violemment attaqué le gouvernement américain et réclamé du président Ford qu'il commence par présenter des excuses pour les innombrables tentatives d'assassinat préparées par la C.I.A. Il n'y a donc aucune amélioration des relations entre les Etats-Unis et Cuba à attendre dans l'immédiat. L'impression prévaut que les Cubains n'y attachent pas un prix élevé. Ce détachement s'assortit d'une adhésion sans réserve à la politique extérieure de l'Union soviétique, pourtant nettement plus réservée dans sa formulation. Ce n'est pas en vain que, dans son rapport central, Fidel Castro avait souligné que « sans un peu de rêve et d'utopie, il n'y aurait pas de révolutions ».

B. C.

(1) Voir le Monde diplomatique, septembre 1975.

(2) On aura une bonne idée de la manière dont, à la base, fonctionne la démocratie cubaine dans l'excellent livre de reportage de Maria Harnacker, Cuba dictadura o democracia.

## LE NOUVEAU DÉFI

(Suite de la première page.)

Que cette nécessité interne rencontre, dans le cas de l'Angola, les intérêts politiques et stratégiques de l'Union soviétique (dont Cuba appuie la politique étrangère dans presque chacune des phrases de ses dirigeants) est tout aussi évident. Si les Cubains s'engagent d'ailleurs à ce point, c'est qu'ils voient dans l'Angola un enjeu décisif, la clé de l'évolution africaine des prochaines années. Elaborant une « théorie des dominos » à l'envers, ils expliquent volontiers que si l'Angola « tombe », ce sera bientôt le tour du Mozambique, du Congo, de la Guinée puis, enfin, de toute l'Afrique progressiste. Le passage à l'offensive d'une Afrique du Sud jusqu'à présent sur la défensive les a surpris, puis indignés. Les dirigeants n'ont aucune peine à mobiliser la population contre l'impérialisme où qu'il se trouve. Faute de pouvoir en découdre directement avec les « Yankees », elle est prête à affronter les Africains du Sud dont le racisme est particulièrement haï dans un pays qui, comme l'a rappelé José Castro, est tout entier latino-américain, mais latino-africain.

C'est toutes proportions gardées, une démarche du même type qui prévaut envers Porto-Rico. La première conférence internationale de solidarité avec l'indépendance de Porto-Rico, tenue à La Havane du 6 au 7 septembre dernier, a donné au problème de l'Etat libre associé « une résonance extérieure qui frappe beaucoup MM. Ford et Kissinger. Dans ce cas précis, l'appui des Soviétiques à Cuba, malgré les bonnes paroles de circonstance, est très mesuré, voire incertain. Leur intrusion dans une telle « chasse gardée » américaine ne saurait nullement conforme à « la détente », telle qu'on la voit de Moscou ou de Washington. Les Cubains n'ont donc que très peu de raisons de se réjouir de la solidarité avec l'île à laquelle les rattachent tant de liens historiques datant des luttes contre la colonisation espagnole. Porto-Rico pour les dirigeants révolutionnaires, c'est une question de principe non négociable bilatéralement avec les Etats-Unis : « Nous n'abandonnerons jamais nos frères portoricains, même si nous ne

devions pas avoir de relations avec les Etats-Unis pendant cent ans ».

L'appui à la revendication de Panama sur le canal est tout aussi total. La visite du général Torrijos à La Havane à la mi-janvier en donnera la confirmation. Certains indices laissent toutefois penser que le chef du gouvernement panaméen souhaiterait une solidarité exprimée de manière moins spectaculaire que celle apportée à l'Angola et à Porto-Rico, sans doute pour ne pas rallier davantage le département d'Etat, le Pentagone et le Congrès. C'est uniquement dans le contexte de cette politique internationaliste de principe, facette extérieure du processus révolutionnaire cubain, que l'on peut comprendre la problématique des relations avec Washington qui, pour les Cubains, en est seulement un aspect particulier. A La Havane, à aucun moment il ne saurait être question — malgré les avantages économiques évidents d'un rapprochement — de traiter les rapports avec les Etats-Unis à part, en mettant entre parenthèses le reste de la politique étrangère. Ce type de raisonnement, courant en Europe et aux Etats-Unis, trahit une grande ignorance des ressorts du régime cubain. Il explique aussi les surprises ou les incompréhensions que provoque sa politique.

En restant ferme sur ses positions (dont la modification, concernant l'exportation de la révolution, des années 1960, ne fut pas le résultat de pressions extérieures), mais de l'analyse d'un échec sur le terrain, Cuba a acquis, dans son aile normale d'influence, un poids important dont la levée de la censure par l'O.E.A., la réunion de San-José, en juillet 1975, n'a été que la concrétisation. Des liens étroits se sont noués avec les Caraïbes antillanais et leurs dirigeants, surtout MM. Manley (Jamaïque), Williams (Trinité et Tobago) et Burnham (Guyana). La récente visite du président Ford a permis la reprise de relations diplomatiques, mais également chaleureuses, avec Caracas. Ainsi les deux principaux parrains du Système économique latino-américain

(S.E.L.A.), sans parler du Pérou, entretenant des rapports privilégiés avec le pays autrefois mis à l'écart de l'Amérique latine.

Dans le même temps, Cuba a resserré ses liens commerciaux avec l'Europe et le Japon et amorcé un dialogue idéologique avec les partis socialistes français et suédois lors des visites à La Havane de MM. Mitterrand et Palme.

La présence militante des Cubains à l'extérieur de leur pays (longue qu'elle est sollicitée par des mouvements de libération nationale ou des gouvernements progressistes) montre que, pour eux, les considérations idéologiques, l'exportation sur les intérêts d'Etat immédiats (on l'a vu autrefois lors de leur soutien au F.L.N., alors que tout leur commandant de mener la France pour rompre le blocus, et dans leur appui récent à l'Algérie, alors que le Maroc est leur plus gros importateur africain de sucre). Cette originalité d'une politique extérieure où les actes répondent aux déclarations, tranchant par là même avec les « normes » internationales habituelles, est aussi l'un des aspects du nouveau défi cubain.

BERNARD CASSEN.

● SURINAM, UNE INDÉPENDANCE QUI S'ANNONCE MAL. La question de la frontière entre le Surinam et la Guyane française, évoquée le mois dernier dans l'article de Bernard Cassen (« Surinam, une indépendance qui s'annonce mal »), a trouvé son épilogue le 14 novembre dernier. Réunis à La Haye, des représentants des gouvernements français et surinamien ont signé un protocole d'accord qui reconnaît le fleuve jusqu'alors nommé Lézard comme frontière. De tous les affluents qui convergent pour former le Maroni, frontière traditionnelle reconnue, c'est celui qui a le plus fort débit et c'est donc lui qui sera désormais considéré comme le cours supérieur du Maroni.

Le protocole prévoit un régime économique spécial pour les Surinamiens habitant le triangle constitué par la frontière brésilienne, l'ancienne et la nouvelle frontière. Après la ratification, un accord économique est prévu entre les gouvernements français et surinamien.

هكذا نحن النحل



# LES MILITAIRES ET LE POUVOIR...

## ...en Afrique Noire



(Cliché Eurolab)

### II. — Une même impuissance face aux nouvelles visées étrangères

L'éviction des civils n'ayant jamais fait disparaître la difficulté de gouverner, l'ensemble des dirigeants d'Afrique noire restent, quelles que soient leurs origines, confrontés aux mêmes problèmes de maintien de l'ordre, de développement économique ou de relations avec les puissances étrangères. A cette différence que le pouvoir militaire assume souvent des fonctions particulières dans les sociétés africaines en formation et qu'il s'abrite derrière la force des armes (voir la première partie de ce dossier dans le Monde diplomatique de décembre 1975).

La dépendance, plus ou moins accusée, à l'égard du monde occidental est aussi un lot commun en Afrique noire, à de rares exceptions près. Les mises en garde répétées que M. Kissinger a adressées à Moscou à propos de l'Angola sont venues soudain confirmer que l'Afrique y a pris la relève des puissances occidentales, avec toutes les obligations qui en découlent. C'était la première fois que les Africains avaient l'occasion d'être informés aussi clairement de la détermination de Washington à défendre cette chasse gardée, en une région « aussi éloignée de l'URSS », pour reprendre l'expression du secrétaire d'Etat américain. La rigueur des réactions américaines laisse toutefois supposer qu'il ne s'agit pas seulement de préserver l'exclusivité des intérêts économiques : la nature du régime qui gouvernera l'Angola peut avoir des conséquences importantes pour la réussite en Afrique australe de la stratégie qui est en train de se mettre en place de l'Océan Indien à l'Atlantique sud.

Dans cette perspective, le « dialogue » que Pretoria s'efforce d'établir avec ses voisins trouve sa pleine justification. Si l'Afrique noire est apparue divisée sur ce problème, le test angolais a montré les limites au-delà desquelles la majorité de ses responsables ne peuvent s'enga-

ger, aux côtés d'un pays dont ils n'ont jamais cessé de dénoncer le racisme. Les diatribes lancées contre l'Afrique par M. Moynihan, délégué américain aux Nations unies, n'y ont rien fait : l'Organisation de l'unité africaine a su au moins se garder d'intervenir dans le conflit jusqu'à présent. L'intervention armée de l'Afrique du Sud en Angola apparaît alors comme une maladresse qu'il conviendra de rectifier, sans qu'il soit pour autant question de renoncer à un projet stratégique dépassant de loin le cadre angolais.

Aucune ligne de clivage n'a révélé que les militaires d'Afrique noire réagissent différemment des civils en cette affaire. Mais la diversité des régimes et des intérêts nationaux laisse prévoir de nouvelles divisions au sein de l'O.U.A. de nouveaux déchirements dans une région de l'Afrique désormais intégrée à une stratégie globale qui ne peut laisser l'Union soviétique indifférente. Une « guerre froide » va-t-elle réelle-

ment s'installer en Afrique noire ? Face à ce danger, la distinction de principe entre pouvoir civil et pouvoir militaire, entre armées traditionnelles et armées de libération, paraît bien vaine. Et, pour tant, la liste déjà longue des coups d'Etat et contre-coups d'Etat n'est pas close.

MICHELLE PAUNET.

#### LE MOIS DERNIER

##### UN CERTAIN ORDRE, MAIS POUR QUEL PROGRES ?

- En l'absence d'une bourgeoisie forte, des interlocuteurs plus crédibles pour le capital étranger (Ruth First).
  - Les liens militaires avec la France (Gilbert Comte, Denis Martin) et avec la Grande-Bretagne (Suzanne Cranje).
  - Manifestations tribalistes et affirmation du pouvoir (Christian Coulon).
- L'armée dans l'Afrique précoloniale (Joseph Ki-Zerbo)  
Zaire : le pouvoir absolu d'un militaire d'occasion (Jean Rymenans)  
L'« exception » congolaise (François Parfait)

#### Les activités de la C.I.A. Faide du Pentagone et le relais sud-africain

### Un nouveau champ d'action pour les États-Unis

Par DANIEL SCHECHTER

L'AFRIQUE n'échappe pas aux visées globales de Washington, même si, en général, ce continent n'occupe pas une place spectaculaire dans le calendrier de la politique étrangère américaine. La politique des États-Unis et ses programmes d'assistance militaire n'apparaissent pas toujours au grand jour, comme c'est le cas aujourd'hui à propos de l'Angola, mais ils n'ont pas moins une influence considérable dans ce continent où les élites militaires, formées en Occident, jouent un rôle croissant.

L'action de la C.I.A., les programmes d'assistance militaire et deux documents ultra-confidentiels récemment divulgués montrent que l'intervention — directe ou indirecte — des États-Unis dans les affaires africaines est permanente. Elle va de la participation à certains coups d'Etat à des intrigues secrètes plus subtiles, de l'appui officiel à certains États d'importance stratégique à une complicité silencieuse avec certaines politiques coloniales, ou avec le système d'apartheid.

Le gouvernement Ford a jugé pratique pour sa politique de diviser l'Afrique en trois régions distinctes. Les États d'Afrique du Nord ne sont que le prolongement du monde arabe et du Proche-Orient. Les pays d'Afrique noire au sud du Sahara sont perçus en termes de problèmes de développement, encore que la radiation des matières premières accuse leur importance industrielle collective. Enfin le sud de l'Afrique reste la zone critique, où la présence de considérables intérêts économiques américains et occidentaux a cimenté l'alliance de Washington et de Pretoria, malgré tous les discours officiels affirmant le contraire. D'un bout du continent à l'autre, les diplomates américains préconisent la modération politique et une stratégie de développement économique en prise directe sur les marchés et les investissements occidentaux. Les objectifs fondamentaux restent la stabilité politique et la résistance aux influences communistes et révolutionnaires.

Il s'agit là aussi d'une politique

néo-colonialiste, inspirée par les grandes firmes américaines qui ont remodelé l'économie mondiale depuis la guerre. L'essence même de ce nouveau type de domination, c'est la disparition des anciennes structures coloniales et leur remplacement par de nouveaux modèles politiques et économiques qui donnent aux peuples l'apparence de l'autonomie, voire de l'indépendance. L'arsenal de manipulation, comprenant tous les outils de l'aide étrangère et des pressions économiques multilatérales, vise à forger des régimes stables et idéologiquement acceptables.

Les États-Unis ont des intérêts économiques toujours plus grands en Afrique. Selon M. William Cotter, président de l'Institut afro-américain, financé un certain temps par la C.I.A., les ressources et les marchés africains deviennent de plus en plus importants pour les sociétés américaines. « Mais à part nos besoins futurs en ressources d'origine africaine, écrit-il dans « Africa Report », nos relations commerciales avec ce continent nous rapportent de beaux bénéfices. Au cours des six premiers mois de 1974, les exportations américaines en Afrique ont augmenté de 55 %, par rapport à la première moitié de 1973 (l'élevage à 1 697 millions de dollars) alors que nos importations (principalement le pétrole du Nigeria) ont plus que doublé (atteignant

2 737 600 dollars). Au cours de l'année 1974, grâce à leurs transactions et investissements en Afrique, les sociétés américaines ont probablement gagné des sommes de l'ordre de 1 380 000 dollars. » M. Cotter s'efforce ainsi de plaider en faveur d'une aide américaine accrue à l'Afrique, fondée sur ce qu'il nomme « nos intérêts égoïstes ».

Les grandes sociétés américaines et les institutions gouvernementales évitent en général de tenir ce langage. Le secret est en effet le signe distinctif du style de la politique étrangère de M. Kissinger, bien que l'une de ses études confidentielles sur l'Afrique, maintenant publique, révèle que les options politiques et les moyens d'action sont formulés à l'aide de concepts soigneusement élaborés à partir des intérêts américains. Le Pentagone fournit à nombre d'États africains armes et programmes d'assistance dans le cadre de ce qu'il nomme publiquement « génération de la paix ». Dans les documents et discussions internes, cette aide est présentée de façon cohérente : elle vise à former des élites militaires favorables aux États-Unis, à renforcer leur puissance militaire globale et, grâce aux ventes d'armes, à dégager des bénéfices nécessaires au redressement de la balance des paiements. L'autre organisme gouvernemental profondément mêlé aux affaires africaines est la C.I.A., dont les agissements commencent seulement à être connus.

l'avenir de l'Afrique en Afrique sera assuré.

La C.I.A. n'avait pas attendu cette déclaration pour se lancer dans un programme diversifié, s'appuyant sur plusieurs institutions dont chacune avait reçu une mission spécifique dans le cadre de la division impériale du travail. L'Institut afro-américain (Afro-American Institute) avec son programme de bourses, de publications et de colloques entre élites mutuellement compatibles patronnés par de grandes firmes ; le Centre d'études syndicales afro-américain (Afro-American Labor Center) dirigé par Irving Brown, l'homme qui avait gagné ses galons dans les luttes syndicales anticomunistes en Europe au cours de l'après-guerre et dans la création de syndicats africains, ainsi que la Société américaine pour la culture africaine (American Society of African Culture) qui encourageait les nationalismes culturels pour faire pièce au panafricanisme militant. Ces divers canaux se combinaient pour offrir une infrastructure de pénétration politique et culturelle touchant à tous les aspects de la vie et de l'organisation de la société, afin, pour reprendre la formule bien connue, de « forger des nations » en façonnant une élite et une base idéologique. La C.I.A. n'agissait pas seule : d'autres institutions gouvernementales, de grandes fondations, des universités et des entreprises américaines travaillaient à ses côtés.

(Lire la suite page 16.)

**ARMORIAL**  
GRAVEUR - MAROQUINIER

98, FAUB. S<sup>t</sup>-HONORÉ - 26, AV. VICTOR-HUGO  
27<sup>e</sup> M<sup>e</sup>, BOUL. RASPAIL - PALAIS DES CONGRÈS P<sup>te</sup> MAILLOT  
PARIS

#### Les avant-postes de la pénétration

L'AFRIQUE est un continent dont l'Amérique officielle n'a jamais su grand-chose. C'est la C.I.A. qui fut chargée d'organiser la première opération d'enquête en matière de collecte de renseignements et d'implanter les structures qui devaient servir à la pénétration des États-Unis. Toutefois, la C.I.A. ne consacre qu'une faible partie de ses efforts à l'Afrique. L'ancien fonctionnaire de l'Agence Victor Marchetti et l'ancien agent de renseignement du département d'Etat John Marks rapportent dans leur livre la C.I.A. et le culte du renseignement (1) que seuls 300 employés sur les 4 800 affectés aux opérations clandestines de l'Agence travaillaient sur ce continent, c'est-à-dire 6 % des effectifs totaux. Un spécialiste de l'Afrique, Bruce Oudes, en a déduit dans Africa Report (juillet-août 1974) que « ces 300 ne dépensent guère plus ou moins de 5 %

du budget global des opérations clandestines de la C.I.A. », qu'il situe aux environs de 25 à 30 millions de dollars par an.

La C.I.A. a lancé ses premières opérations africaines dans les années 50 alors que la majeure partie du continent était encore sous domination coloniale. Tandis qu'officiellement le département d'Etat faisait cause commune avec ses alliés européens, la C.I.A. repartait et appuyait de façon sélective les factions pro-occidentales des mouvements nationalistes qui revendiquaient alors l'indépendance.

Après sa tournée en Afrique, en tant que vice-président, M. Richard Nixon fit allusion à cette dimension secrète de la politique américaine devant une commission du Sénat en 1967 : « Les intérêts futurs de l'Afrique sont tels que nous ne devons pas hésiter à contribuer au départ des puissances coloniales établies en Afrique. Si, ce faisant, nous pourrions nous attacher l'opinion indigène,

#### Lire pages 16 à 20

- P. 16-17. — Suite de l'article de Daniel Schechter. — L'essor spectaculaire du commerce des armes, Mary Kaldor. — La puissance militaire de l'Afrique du Sud, Abdel S. Minty.
- P. 18-19. — Armées « orthodoxes », armées de libération, Basil Davidson. — Les limites de l'indépendance économique, Catherine Coquery-Vidrovitch. — Nigéria : Une solution provisoire qui s'éternise, Bridget Bloom. — Ouganda : Les aberrations d'une dictature privée de base sociale, Mahmood Mamani.
- P. 20. — Fin de l'article de Catherine Coquery-Vidrovitch.

(1) Robert Latouche, Paris, 1975.

(Suite de la page 15.)

Les mouvements politiques et les gouvernements africains qui résistent à cette pénétration ou s'y opposent eurent à affronter un puissant système qui n'hésita pas à diriger contre eux toute la force de son appareil. L'Agence pouvait appuyer la guérilla dans un pays et s'y opposer dans un autre. « Les techniques de la C.I.A. étaient variées, remarque un ancien agent de renseignement américain, dans le numéro de l'été 1975 de la revue *Counterspy*; elles allaient de la simple propagande et des subversifs accordés à des dirigeants rebelles jusqu'à l'élimination des rebelles par des moyens paramilitaires discrets — au Congo, par exemple — et de participation à des coups d'Etat et assassinats jusqu'à des programmes hautement élaborés visant à manipuler la société africaine ».

Le plus « remarquable » succès fut le Congo, rebaptisé Zaïre par Joseph Mobutu Sese Seko, qui prit le pouvoir avec l'aide directe de la C.I.A. (2). L'intervention américaine y utilisa la panoplie pratiquement

complète des techniques disponibles. M. Morris, ancien conseiller de M. Kissinger devenu l'un de ses critiques, a désigné Mobutu comme « le client de la C.I.A. qui a le mieux réussi ». Selon lui, aucun détail de la politique du Congo n'échappait aux « barbouzes » de la C.I.A. Il résuma cette contribution à l'histoire du Congo dans une communication prononcée en 1974 lors d'une conférence sur la C.I.A. : « La chute de Patrice Lumumba en 1960 (3), puis le coup d'Etat qui porta le général Joseph Mobutu au pouvoir en 1965 : le paiement par la C.I.A. de fortes sommes d'argent aux hommes politiques ; la manipulation des mouvements culturels, syndicaux ou de jeunesse ; des investissements croissants dans la propagande mensongère, tout cela contribua à mettre en place des régimes pro-occidentaux qui se terminèrent par la dictature militaire qui gouverne le pays depuis neuf ans. »

Si Mobutu se soit retourné au début de cette année contre ses anciens protecteurs en les accusant de comploter pour l'évincer, il n'en demeure pas moins très utile pour la cause occidentale en Afrique.

On sait, par exemple, que l'aide fournie par Mobutu à son beau-frère Holden Roberto et au F.N.L.A. dans sa guerre contre le principal mouvement de libération du pays, le M.P.L.A., a contribué à provoquer le chaos en Angola, suscitant le départ de centaines de milliers de colons blancs et aggravant la tension au Portugal. Le Washington Post du

26 juillet 1975 cite un haut dirigeant militaire portugais qui déclare : « La vérité, c'est que nous sommes en état de guerre non déclarée avec Mobutu. Nous sommes également préoccupés par les activités des sociétés multinationales qui possèdent divers intérêts et des gisements de matières premières au Zaïre et en Angola ».

### Priorité à la formation antiguérilla

De son côté, le Pentagone intervient sous diverses formes dans les affaires africaines : envoi de groupes de conseillers militaires, fournitures gratuites ou vendues d'armes, programmes d'entraînement spécialisés et plans d'urgence pour l'intervention directe. En outre, les institutions militaires financées par leurs propres programmes de recherche, spécialement axés sur la lutte antiguérilla (4).

En 1967, l'africaniste Pierre Van den Bergh rapporta qu'il avait été sollicité par l'un des nombreux « centres de réflexion » dépendant du département de la défense. On lui proposa de donner des conseils sur les projets de recherche en matière de lutte antiguérilla, et il refusa.

« Plus tard, lorsque j'en parlai à mes collègues, écrit-il dans la revue africaine *« Transition »*, je m'aperçus que peut-être un tiers, sinon la moitié, des chercheurs américains spécialisés dans le domaine africain, avaient été sollicités par cette agence ou une autre semblable. » (5)

Juste avant la fin de la guerre du Viêt Nam, les États-Unis dépensèrent un milliard de dollars en programmes d'aide militaire. En 1975, les États africains n'ont reçu que 1,4 % du total. Entre 1946 et 1975, dans le cadre de ce programme, l'ensemble de l'Afrique reçut la valeur d'un mil-

lions de dollars en fournitures et prestations de services. Ces programmes d'assistance militaire contiennent des clauses touchant à la formation du personnel militaire et d'un nombre plus réduit de fonctionnaires de police. Cette formation a souvent une orientation explicite : la lutte contre la guérilla. En 1975, par exemple, dix-sept soldats « trois furent admis à suivre le programme d'entraînement de l'école des Bêrets de Fort Bragg, en Caroline du Nord. Fort Bragg est le centre de la base de départ de la 181<sup>e</sup> division aéroportée, force d'intervention maintenue constamment en état d'alerte. C'est cette unité qui fut envoyée au Congo dans le cadre de la « port aérien humanitaire », qui devait contribuer à écraser la révolte de Stanleyville en 1965.

D'autres programmes de formation ont été subventionnés par le cas de pays tiers complaisants. Dans le cas du Zaïre, le Pentagone indique que 275 de ses officiers ont été formés aux États-Unis et 265 dans des pays tiers. Israël, l'un de ces « pays tiers », dont les programmes d'assistance technique en Afrique étaient pratiquement financés par les États-Unis. Le président Mobutu lui-même reçut une formation de

parachutiste en Israël et y fut décoré. Des chefs de la police et de certains pays africains ont également suivi des cours dans des instituts comme l'Académie internationale de police de Washington, aujourd'hui défunte. De 1961 à 1972, plus de 25 millions de dollars ont été dépensés pour la formation et l'équipement des forces de police africaines par le biais du « programme de sécurité publique ». Le Congrès a récemment coupé les crédits financiers ces programmes après que des enquêtes eurent établi que certaines recrues ainsi formées étaient impliquées dans diverses activités de répression en Amérique latine : tortures, escadrons de la mort, etc.

En 30 juin 1975, le Pentagone entretenait en Éthiopie, au Libéria, au Maroc, en Tunisie et au Zaïre ce qu'il appelle des organisations d'assistance en matière de sécurité. Les effectifs vont de neuf (en Tunisie) à soixante-dix-neuf (en Éthiopie), où le groupe militaire a été amené à se retirer après les élections de 1974.

Le 30 juin 1975, le Pentagone entretenait en Éthiopie, au Libéria, au Maroc, en Tunisie et au Zaïre ce qu'il appelle des organisations d'assistance en matière de sécurité. Les effectifs vont de neuf (en Tunisie) à soixante-dix-neuf (en Éthiopie), où le groupe militaire a été amené à se retirer après les élections de 1974.



LA FOULE ACCLAME LE GENERAL MOBUTU AU STADE DE KINSHASA  
« Le client de la C.I.A. qui a le mieux réussi ».

ont vendu plus de 6,3 millions de dollars d'armements à soixante et onze nations, dont les deux tiers en Afrique-Orient : les États africains ont acheté des armes américaines pour 1,4 milliard de dollars. Sur un total mondial d'environ 300 millions de dollars de crédits accordés par le gouvernement pour la acquisition de ce vaste arsenal, l'Afrique n'a obtenu que 2,8 %.

Les statistiques officielles indiquent que de 1950 à 1974 treize pays africains (dont l'Afrique du Sud) ont acheté des armes américaines. L'ensemble représentait la valeur de 120 570 000 dollars, sous forme d'équipements militaires de toutes sortes. L'Afrique est bonne dernière dans cette comparaison avec d'autres régions du monde. Pendant la même période, en effet, le Pentagone a fourni au total plus de 30 milliards de dollars d'équipements produits par les fabricants américains. Les ventes d'armes des trois années écoulées dépassent de loin celles des deux décennies précédentes.

Actuellement, les plus opérateurs qu'il fournit aux forces armées africaines, le Pentagone garde en réserve ses propres capacités d'intervention au cas où le besoin s'en ferait sentir. En plus de la 181<sup>e</sup> division

aéroportée, les fusiliers marins américains ont récemment participé à des manœuvres suffisamment spectaculaires pour laisser entrevoir une capacité d'intervention militaire contre les producteurs de pétrole. Beaucoup pensent que la Libye était l'objectif « imaginaire » de ces exercices militaires. Le *Pacific News Service* rapporte que : « Après des décennies de préparation à l'action dans le Pacifique, les « marines » sont en train de déplacer leurs objectifs de combat vers la mer Méditerranée, l'Afrique et la Méditerranée... La force d'intervention terrestre, navale et aérienne de quatre-vingt-cinq mille hommes est maintenant rassemblée et réentraînée pour les combats de chars dans le désert ».

« Pourquoi nous sommes à Johannesburg » : sous ce titre, qui reprend le « Pourquoi nous sommes au Vietnam » de Norman Mailer, un périodique américain a révélé l'existence de plans d'urgence ultra-confidentiels en vue de l'expansion de la puissance militaire américaine en Afrique australe. Une partie de ces plans avait été élaborée dans des séances de programmation de l'OTAN : une autre avait été minutieusement étudiée par un groupe de travail de la Maison Blanche dépendant directement de Henry Kissinger, alors conseiller du président Nixon pour la sécurité nationale. Cette étude fait apparaître un virage radical de la politique américaine en faveur du gouvernement minoritaire blanc de l'Afrique du Sud.

L'Afrique et les routes maritimes qui l'entourent font partie du domaine de responsabilité stratégique de la marine américaine. Pour les planificateurs militaires, l'océan Indien et les routes du Cap, d'importance militaire, doivent être protégées au profit du commerce de l'Occident contre des menaces soviétiques, réelles ou imaginaires. Dans *Esquire* d'octobre 1974, le journaliste Tad Szulc explique que l'OTAN étudie les moyens d'entreprendre des opérations en liaison avec le quartier général américain du SACLANT (Commandement suprême allié de l'Atlantique). Le SACLANT reçoit l'autorisation d'entreprendre l'évacuation de plans d'urgence « hors des territoires couverts par l'OTAN ». « L'Afrique du Sud réclame avec une insistance croissante une forme ou une autre d'alliance avec l'Occident », écrit Tad Szulc. La décision à laquelle les États-Unis sont confrontés est de savoir s'ils se laisseront entraîner dans d'éventuelles aventures militaires dans le sud

(2) La plus connue des opérations antiguérilla de grande envergure de la C.I.A. est bien au Congo, où des agents de la base des Coconuts entraînés par l'Agence conduisaient les actions aériennes contre les rebelles pendant que des mercenaires blancs étaient utilisés au sol.

(3) La C.I.A. rejette toujours toute responsabilité dans le meurtre de Patrice Lumumba, bien qu'une enquête du Congrès, en septembre 1975, ait confirmé qu'un stock de poison à base de venin de cobra a été envoyé dans un poste de l'Agence en Afrique en vue d'une utilisation éventuelle pour une tentative d'assassinat.

(4) Par exemple, une étude universitaire de 1964 sur « la sorcellerie, la magie et les autres phénomènes psychologiques, avec leurs implications sur les opérations militaires et paramilitaires au Congo », financée par l'armée de terre. Lorsque l'affaire devint publique, en 1968, le sénateur Fulbright, alors président de la commission des affaires étrangères du Sénat, demanda au directeur des recherches du Pentagone, le Dr John Foster, de s'expliquer. Il n'a été noté aucun rapport qu'il pouvait y avoir eu entre la sorcellerie et les opérations militaires au Congo. Le Pentagone explique néanmoins que la connaissance de la sorcellerie était avérée utile aux Britanniques pour éliminer la rébellion mau-mau au Kenya.

(5) Judith et William Hannah furent de ceux qui se défilèrent pas une mission du Pentagone. Battaches à un centre d'études militaires de l'American University de Washington D.C. Ils reçurent un budget de plusieurs millions de dollars pour étudier « les groupes africains, dont doivent tenir compte les États-Unis dans leurs décisions militaires ». Le rapport mentionne « les groupes et dirigeants qui sont les cibles les plus pertinentes des secteurs urbains, les intellectuels et les militaires ». L'un des objectifs de cette étude sur les militaires africains était « de donner leurs méthodes, leurs actions américaines et de développer des modèles de prévision ».

## LA TECHNIQUE DU PAYS TIERS

### « Israel Connection »

DANS leur offensive politique en Afrique, les États-Unis ont longtemps disposé d'un partenaire silencieux. C'est un petit pays, avant tout préoccupé par son propre développement et ses besoins économiques, mais qui, malgré tout, est arrivé à la fois à envoyer des milliers d'agents en Afrique et à former un nombre comparable d'Africains dans ses propres institutions aux moyens limités. Ce pays, c'est Israël.

Pendant presque vingt ans, Israël a pratiqué une coopération étroite avec l'Afrique et tout le tiers-monde. Soixante-cinq pays au total ont reçu une aide visant à saper la solidarité politique avec les ennemis de l'État juif et à ménager des débouchés à son commerce et à ses investissements. Dès le début, le gouvernement américain a apporté son soutien à cet effort.

Très vite, Washington a compris que les initiatives israéliennes s'inscrivaient dans le cadre de sa politique Arnold Fulton, économiste de la Banque mondiale aujourd'hui décédé, avait dirigé un projet de recherche sur l'Afrique dans un centre d'études internationales financé par la C.I.A. à l'Institut de technologie du Massachusetts. Il expliqua ainsi la logique de cette politique : « La rôle d'Israël en tant que troisième force pourrait être renforcé par une utilisation ingénieuse de la technique du pays tiers. Un État du monde libre désireux d'accroître ses programmes d'assistance en Afrique pourrait en faire exécuter une partie par Israël en raison des qualifications particulières de ce pays et de son aptitude à se faire accepter par de nombreuses nations africaines. » (1)

À tous égards, l'effort d'assistance d'Israël était plus efficace et plus subtil que les tentatives officielles du gouvernement américain. Il était aussi considérablement moins coûteux. Israël envoya un grand nombre d'experts, dont beaucoup avaient été formés aux États-Unis, pour accomplir différentes missions en Afrique. Certains apportèrent leur concours dans le secteur agricole, d'autres intervenant dans l'enseignement ou devenant conseillers dans des postes d'importance stratégique. L'armée israélienne en vint rapidement à jouer le rôle le plus important dans cette entreprise globale. Des officiers contribuaient à créer des formations de jeunesse paramilitaires et des organismes agricoles dans plusieurs États d'Afrique. Des programmes d'assistance militaire furent également proposés, l'accent étant mis sur

l'entraînement d'unités d'élite telles que les parachutistes congolais. Le général Mobutu, président du Zaïre, ainsi que le maréchal Amin, président de l'Ouganda, furent, entre autres, formés en Israël. Tous deux se sont maintenant retournés contre leur ancien protecteur.

L'Agence américaine pour le développement international (AID) finança ouvertement quelques-uns de ces programmes de jeunesse à encadrement israélien. Parfois, les actions militaires israéliennes et américaines se combinaient, comme en Éthiopie, où les deux États fournirent armes et instructeurs. De même, le financement américain de l'Institut afro-asiatique pour les études syndicales et la coopération, de Tel-Aviv, a été mis en évidence. Dirigée par la centrale syndicale israélienne Histadrout, cette institution reçut une aide financière considérable de l'A.F.L.-C.I.O. et se spécialisa dans la formation de milliers de syndicalistes africains. Les Israéliens aidaient aussi leurs amis juifs américains. M. George Meany après que la presse eut révélé le rôle joué par la C.I.A. dans ces programmes internationaux de formation syndicale.

Israël a été moins critiqué pour ses rapports étroits avec les États-Unis que pour ses relations avec l'Afrique du Sud. Il existe des liens économiques entre les deux pays, et l'on fait souvent état d'échanges de renseignements et de coopération militaire entre eux. Le 8 juillet dernier, le quotidien anglais *Guardian* indiquait que des conseillers israéliens formaient des troupes sud-africaines à la lutte antiguérilla. L'ancien chef des services secrets israéliens, M. Meir Amit, aurait déclaré que des officiers de haut grade occupaient des fonctions d'instructeurs et que les deux pays, Israël et l'Afrique du Sud, étaient engagés dans des projets économiques communs. À son avis, l'importance de la coopération militaire dépassait les estimations du *Guardian*.

La crise du Proche-Orient a porté un coup sévère à l'influence israélienne, mais, selon le *Washington Post* du 14 janvier 1975, on considère, à Jérusalem, que le terrain n'est que provisoirement perdu. M. Hannan Yavor, vieux connaisseur de l'Afrique et ancien ambassadeur d'Israël au Ghana, au Nigeria et au Libéria, aurait déclaré : « Nos investissements en Afrique ont rapporté des dividendes bien supérieurs à ce qu'on pouvait escompter. Il n'y a aucune raison d'abandonner aujourd'hui. »

(1) Arnold Fulton, *Africa and the West*, 1959.

## LA PUISSANCE MILITAIRE DE L'AFRIQUE DU SUD

### Un rôle de dissuasion élargi à l'ensemble de l'Afrique australe

Par ABDUL S. MINTY \*

L'ÉVOLUTION des dépenses consacrées par l'Afrique du Sud à sa défense depuis les fusillades de Sharpeville en 1960 reflète de manière spectaculaire l'aggravation du conflit racial dans le coin sud de l'Afrique. Le budget de la défense, qui était de 44 millions de rands en 1960-1961, bondit à 72 millions de rands l'année suivante, et atteint dix ans plus tard, en 1970-1971, 257 millions.

\* L'auteur, originaire d'Afrique du Sud, est chargé de recherche au Richardson Institute for Conflict and Peace Research de Londres. Il est également secrétaire honoraire du Mouvement panafricain contre l'apartheid.

de rands. Depuis lors, l'augmentation a été encore plus sensible : le chiffre est de 948 millions de rands pour 1975-1976.

Avant 1960, l'armée était organisée en vue d'une défense extérieure conventionnelle, mais après Sharpeville, quand les organisations nationalistes africaines furent contraintes à la clandestinité, le régime mit en œuvre un programme de réorganisation militaire de grande envergure, afin de se préparer à la future lutte armée des Africains et des autres peuples opprimés. L'armée devait être transformée en une force contre-insurrectionnelle efficace, tout en conservant sa capacité d'intervention dans un conflit conventionnel. Les forces armées et la police ont coordonné leurs méthodes dans ce but, et pratiquement l'ensemble de la population blanche a été préparée d'une manière ou d'une autre à la guerre contre la population « non blanche ».

L'armée est traditionnellement ouverte aux seuls citoyens de race blanche. Cependant, sa croissance rapide et ses besoins accrus en hommes ont conduit à une révision de ce principe. Un autre facteur a été le coût élevé des premières pertes au combat entraînées par la participation active à la lutte antiguérilla le long des frontières septentrionales, y compris en Namibie, et l'effet dévastateur de ces pertes sur la population blanche.

Dans son Livre blanc sur la défense, en 1973, le gouvernement annonçait qu'il avait décidé de recruter de jeunes noirs pour leur donner une formation militaire, et qu'il avait l'intention de faire de même avec les Indiens. Cette politique a été étendue aux Africains également, de sorte qu'ont été créées des unités composées de Sud-Africains « non blancs », envoyées en service actif le long de

la frontière nord du pays. Parmi les Blancs, certains se sont alarmés du risque qu'entraîne une telle évolution, mais sans engager de controverse majeure.

En avril dernier, le chef Kaizer Motswagole du Transkei — qui doit devenir en octobre 1976 le premier Bantoustane « indépendant » d'Afrique du Sud — annonçait devant son Assemblée législative la création du noyau d'une future armée du Transkei. Ce que commentait *« Eastern Province Herald »* du 14 avril 1975 en ces termes : « La base de l'entraînement de la nouvelle armée sera la lutte contre-insurrectionnelle, et ses armes et son équipement lui seront fournis par les forces de défense sud-africaines. » Mais cet accroissement de la dépendance à l'égard de troupes « non blanches » ne peut que créer de nouveaux problèmes et dangers pour la sécurité du système du pouvoir blanc.

L'affaiblissement du colonialisme portugais a modifié de manière fondamentale la position stratégique de l'Afrique du Sud. Jusqu'à territoire tampon, le Mozambique est devenu, avec l'indépendance, un État africain fermement déterminé à mettre fin au pouvoir colonial et racial ; l'Afrique du Sud se vit, pour la première fois, confrontée à un véritable problème de sécurité frontalière, et elle a fait face par des déploiements de troupes considérables.

L'impact sur la situation en Rhodésie a été encore plus important, et le gouvernement de Pretoria a dû réviser sa politique de soutien au régime illégal de M. Smith : il est arrivé à la conclusion qu'il est dans les intérêts à long terme de l'Afrique du Sud de contribuer à un règlement de la situation rhodésienne afin d'éliminer une source importante de conflit et d'instabilité qui pourrait entraîner une éro-

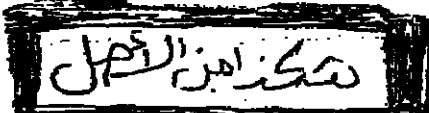
sion encore plus profonde de la sécurité sud-africaine. Sa stratégie s'est donc posée d'aider à résoudre le conflit rhodésien, mais aussi d'utiliser son rôle de médiateur pour renforcer son crédit et établir des liens directs, économiques et autres, avec les États africains indépendants, dans le but d'instaurer ainsi une « détente » durable entre l'Afrique et l'État de l'apartheid.

Enfin, au risque de compromettre cette « détente », Pretoria n'a pas hésité à s'engager directement dans des opérations militaires contre le P.M.L.A. en Angola, dans une zone stratégique essentielle pour la défense de ses propres intérêts en Namibie et dans toute l'Afrique australe.

### Une force de frappe considérable

SELON le dernier numéro de « Military Balance », publié par l'Institut international de recherches stratégiques de Londres, les forces armées sud-africaines comptent au total 50 500 hommes, dont 35 400 conscrits. Il faut y ajouter une force de 151 400 réservistes, connue sous le nom de Citizen Force, ce qui fait au total plus de 200 000 hommes. Il existe en outre une force paramilitaire de 75 000 commandos, qui sont des civils armés organisés en unités du type de bataillon d'infanterie et qui sont affectés à des tâches de protection d'objectifs industriels et agricoles locaux.

L'armée de terre (38 000 hommes et 138 000 réservistes) est équipée d'une grande variété de matériels modernes, y compris des chars Centurion et Comet, des véhicules blindés Eland et de reconnaissance du type Ferret, des blindés Saracen et toute une gamme d'ar-





de l'Afrique après notre expérience au Vietnam.

Les choix politiques liés à une telle décision furent explicités dans une étude entreprise par un groupe de travail interministériel sur l'Afrique pour le compte du Conseil national de sécurité. Approuvée par le président en février 1970, la mémorandum des décisions du Conseil national de sécurité (NSC-16) n° 39 passe en revue les choix possibles pour les Etats-Unis. Il définit également les objectifs de la politique américaine tout en reconnaissant que, dans certains cas, ils sont irrémédiablement contradictoires :

- 1) minimiser l'éventualité d'une implication directe des Etats-Unis dans le conflit ;
- 2) empêcher l'Union soviétique et la Chine d'exploiter la situation raciale en vue d'acquiescer une influence politique sur les gouvernements africains et les mouvements de libération ;
- 3) encourager les régimes coloniaux et ceux reposant sur le pouvoir d'une minorité blanche à modérer leur politique raciale et coloniale ;
- 4) améliorer la position américaine sur les questions raciales en Afrique et ailleurs ;
- 5) protéger les intérêts économiques, scientifiques et stratégiques des

Etats-Unis dans la région, ainsi que leur marge de manœuvre.

Sur les cinq possibilités envisagées pour atteindre ces objectifs, aucune ne prévoyait une intervention américaine unilatérale. Celle qui fut adoptée (en un document que l'on désigne familièrement sous le nom de « Tar Baby » dans les cercles dirigeants) consistait des recommandations qui favorisent davantage les Etats-Unis aux régimes à domination blanche. Visant essentiellement à préserver la stabilité, la sécurité militaire et l'accès aux matières premières, elle était fondée sur des postulats qui furent remis en question à la suite du 25 avril et de la décolonisation rapide des territoires portugais.

Mais la façon dont elle est formulée et son cadre conceptuel révèlent la nature et l'orientation de la vision planétaire de M. Kissinger :

« Les Blancs sont en Afrique et vont y rester et c'est seulement par eux que des changements constructifs peuvent intervenir. Les Noirs n'ont aucun espoir de conquérir les droits politiques qu'ils désirent par la violence. Elle ne peut qu'aggraver le chaos et des possibilités accrues d'intervention des communistes. En assouplissant de manière sélective notre position à l'égard des régimes

blancs, nous pouvons susciter une certaine modification de leur politique coloniale et raciale. Par une aide économique plus substantielle aux Etats noirs (un total annuel de 5 millions de dollars en assistance technique) nous pouvons contribuer à rapprocher Etats noirs et blancs et exercer sur eux une influence vis-à-vis de des changements pacifiques. Ce sont nos intérêts tangibles qui constituent le fondement de nos contacts dans cette région du monde et nous pouvons les préserver en prenant un prix politique acceptable. »

Ainsi, pendant que les Etats-Unis condamnaient officiellement et publiquement le racisme en Afrique australe, ils commençaient discrètement à « assouplir » les restrictions qu'ils étaient censés imposer à ces pays pour des raisons politiques. Le document ne se préoccupe pas de la situation difficile ou des aspirations des peuples noirs blancs. C'est au contraire une formule pour préserver le statu quo, même au prix de la perpétuation de l'oppression de la majorité des peuples de cette région. L'objectif avoué est de ménager un environnement stable aux énormes investissements des Etats-Unis et de l'Occident. Pendant des années, les Etats-Unis avaient

soutenu de la même manière le gouvernement portugais qui disposait à sa guise des armes américaines et des militaires formés aux Etats-Unis dans ses guerres contre les mouvements de libération africains.

M. Henry Kissinger n'a pas encore eu son tour de safari en Afrique (mais on sait qu'il a fait une « visite privée » en Afrique du Sud au milieu des années 60). Cependant son influence semble s'être accrue du terrain puisque l'Afrique du Sud blanche et la Zambie noire appliquent maintenant la stratégie de détente pour conjurer les risques d'une explosion de violence dans le sud du continent. Au milieu du mois de mai 1975, le premier secrétaire de presse du président Ford, M. J.P. Terborgh, qui est depuis passé au journalisme, rapporta que M. Kissinger était « sur le point de découvrir l'Afrique noire » (New York Times, mai 1975). Le secrétaire d'Etat a fait quelques gestes de conciliation envers une Afrique qui, à l'exception de l'apartheid, s'identifie avec le bloc non aligné et anti-américain. L'hostilité des Etats africains à l'égard du sous-secrétaire d'Etat pour l'Afrique, M. Nathaniel Davis, comme par M. Kissinger, a effacé. Les Etats africains lui reprochaient le rôle qu'il avait joué, avec la C.I.A., dans la

chute du gouvernement Allende. La manière dont, l'an dernier, il orchestra le triple veto des Etats-Unis contre la proposition des Etats africains visant à expulser l'Afrique du Sud de l'ONU ne contribua pas non plus à lui gagner les cœurs.

Quelle que soit leur appréciation sur M. Kissinger ou le président américain du moment, les nations africaines ne peuvent pas ignorer la puissance et la richesse des Etats-Unis. En tant que pays pauvres, elles ont besoin de l'aide américaine, encore qu'il soit évident qu'un nouveau sentiment de l'unité du tiers-monde, s'accompagnant d'une politique de contrôle des ressources naturelles, leur donnerait plus de marge de manœuvre dans leurs rapports avec les Etats-Unis.

De leur côté, les Etats-Unis ne peuvent pas non plus ignorer l'Afrique. La logique de leur vocation à l'impérialisme économique et au pouvoir global signifie qu'ils ne renonceraient pas à leur politique d'intervention active. Les événements d'Angola, où seules les réticences du Congrès ont freiné jusqu'à présent l'intervention de Washington, et en particulier de la C.I.A., aux côtés des adversaires du M.P.L.A., en ont donné une nouvelle confirmation.

DANIEL SCHRECHTER.

### Effets de la crise pétrolière et reproduction des conflits au Nord

Le développement considérable du commerce des armes qui s'accompagne de la crise du pétrole ne s'est pas limité aux pays producteurs. Son impact a été ressenti dans toute l'Afrique. Au cours de la seule année 1974, les ventes à l'Afrique noire d'équipements lourds — navires, avions, missiles, véhicules blindés — ont plus que doublé. Il y a cinq ans, les pays africains possédaient seulement, en matière d'armement sophistiqué, quelques vieux chars et un petit nombre d'avions de combat subsoniques. En 1974, le Soudan, la Tanzanie et la Somalie ont acquis le Mig-21, intercepteur à réaction supersonique de conception soviétique, tandis que l'Ouganda, la Zambie et la Zaire recevaient son équivalent français, le Mirage-5. On assiste également à la prolifération des missiles, introduits dans ces pays pour la première fois en 1971. En plus des missiles antiaériens acquis par le Soudan, la Zambie et la Somalie, l'Ouganda a, semble-t-il, reçu un assortiment complet de missiles soviétiques, comprenant, entre autres, le missile antichar Sagger et le missile sol-sol Frog (1).

Tout cela provient en partie des excédents du Proche-Orient. Les Mirage de l'Ouganda étaient un cadeau de la Libye à l'occasion de la visite du colonel Kadhafi dans ce pays. Le régime éthiopien, avant comme après le coup d'Etat militaire, reçoit des modèles déclassés israéliens, au fur et à mesure que des avions américains très avancés remplacent des modèles encore modernes et d'une haute technologie par rapport aux normes africaines. Opposants au régime, les mouvements de libération de l'Érythrée contribuent à reproduire le champ de bataille du Proche-Orient à l'aide d'armes importées des pays arabes ; la fraction progressiste est soutenue par l'Irak, la Syrie, le Yémen du Sud ; l'autre fraction, les Forces de libération populaires (F.L.P.), se procure des armes auprès de l'Arabie Saoudite, du Liban et de la Libye.

Mais la crise du pétrole a eu, et peut-être d'une façon plus considérable, des implications indirectes sur le commerce des armes et sur l'Afrique. Elle est à la fois une cause et une conséquence de l'aggravation des conflits entre nations industrialisées de l'hémisphère nord. Une conséquence dans la mesure où la concurrence industrielle, en particulier la montée de l'Europe et du Japon, a accru la marge d'autonomie des gouvernements du tiers-monde. Une cause dans la mesure où le pétrole doit être payé

avec des produits industriels et des armes.

L'Afrique s'est toujours située à la périphérie de la « guerre froide ». Les superpuissances n'y entrent que pour la moitié seulement du commerce total des armes (le 1/2 pour le tiers-monde pris dans son ensemble). Ceci s'explique partiellement par la domination des anciennes puissances coloniales, mais aussi par le fait que les nouveaux gouvernements africains, en particulier ceux des Etats anglophones, avaient choisi de diversifier largement leurs achats ; ils adressaient à des fournisseurs industriels de moindre importance — Canada, Italie, Allemagne de l'Ouest, Japon, Pays-Bas — et à la Chine afin de réduire leur dépendance vis-à-vis d'une source unique, quelle qu'elle soit. Ces dernières années, les exportations soviétiques vers l'Afrique se sont accrues, mais d'autres fournisseurs, en particulier la Chine, conservent une importance inattendue. En ce qui concerne les puissances industrielles de second ordre, elles sont très désireuses de vendre leurs armes et, par là même, de créer les conditions voulues pour d'autres ventes, investissements et achats de matières premières. Les ventes italiennes à la Zambie, par exemple, allaient de pair avec des accords portant sur le pétrole et l'implantation d'une usine d'automobiles. De même, les ventes d'armes françaises sont liées à des transactions commerciales de tous ordres.

De tels impératifs industriels et commerciaux peuvent expliquer le changement qui s'opère actuellement en Afrique francophone. A quelques exceptions près, les anciennes colonies françaises sont étroitement liées à la France, dont elles ont reçu une assistance militaire (entraîneur compris) assez réduite, mais avec l'assurance d'une intervention française en cas de nécessité. A l'heure actuelle, il apparaît que, pour le gouvernement français, le besoin de vendre des armes est plus grand que le risque d'indépendance des Etats africains. Les avions de combat sont pour la première fois introduits dans l'Afrique occidentale ; la France aide, par exemple, la Togo à mettre en place une force aérienne. Ce genre d'exportation dépasse la simple transaction. Très souvent, l'acquisition d'un système de défense moderne est le signe ou le symptôme d'un début d'industrialisation qui, comme les équipements militaires eux-mêmes, comporte des bénéfices immédiats en

Par MARY KALDOR \*

même temps que des inconvénients à long terme pour la France.

Les exportations d'armes qui résultent de la concurrence entre pays industrialisés ont tendance à reproduire ce conflit dans un contexte africain. La sensibilité de l'Afrique à tout ce qui se passe dans le Nord industrialisé a été spectaculairement mise en évidence par le changement de régime au Portugal et la décolonisation du Mozambique et de la Guinée-Bissau qui en a été la conséquence. La Tanzanie et la Zambie sont encore, cependant, sujettes à des incursions aériennes de part de nations blanches ; elles s'équipent donc en

conséquence. La Tanzanie a acquis des avions de combat chinois, ce qui a entraîné des répercussions d'un autre ordre, car l'Ouganda a acheté des quantités considérables d'équipements soviétiques ; ainsi, le conflit entre ces deux pays réitérera le schéma sino-soviétique. De même, le conflit feutré entre les deux superpuissances s'exprime dans la « course de l'Afrique ». Cette zone a longtemps été considérée comme d'importance stratégique dans la mesure où elle commande le passage de l'océan Indien à la mer Rouge et jouait la Proche-Orient. Le gouvernement militaire progressiste de l'Éthiopie continue à recevoir des armes américaines, dispensées malgré tout avec une certaine hésitation, cependant que l'assistance militaire soviétique à la Somalie s'accroît. (Récemment, l'Éthiopie a reçu des armes techniques, bien que personne ne sache d'où elles proviennent. La Yougoslavie a

été mentionnée. Une autre source possible est la C.I.A.)

Ces faits ne sont pas simplement des détails pittoresques de relations internationales plus vastes. Leur signification est beaucoup plus inquiétante. L'expérience passée montre que les armes et les conflits conçus dans les pays industrialisés du Nord sont financés et mis en pratique dans le Sud. Il se peut que les Arabes soient en mesure de payer leurs armes et bien d'autres choses avec le pétrole. Les Français, les Britanniques et les autres puissances industrielles peuvent payer leur pétrole avec des ventes d'armes. Les Africains, eux, se retrouvent seuls pour payer le privilège de donner à leurs dirigeants d'avantage de moyens efficaces de destruction.

(1) Cet article est fondé sur les travaux de l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm (SIPRI).

### IMPORTATIONS D'ARMES EN 1964-1973

(en millions de dollars)

Pays importateurs	Total	Etats-Unis	U.R.S.S.	France	Royaume-Uni (1)	Tchécoslovaquie	Chine (2)	Canada	Allemagne de l'Ouest	Autres
Algérie	5			5						
Burundi	2									
Cameroun	7	2		4				1		
Égypte	3			2						
Tchad	3			2						
Congo	19		7							
Éthiopie	129	114	2	8	6				18	2
Ghana	28	1	4	2	13	4				4
Guinée	29	1	21				6			1
Soudan	19			15						3
Kenya	31	3		3	18			3	4	
Libéria	8	8								
Malawi	1			14						1
Malaisie	1				1					
Niger	1			2						
Nigeria	121	11	39	2	39	6		1	14	38
Brésil	2			1						
Sénégal	6	1	1	1	4				1	4
Somalie	22	1	19		3				3	12
Soudan	19	1	1		2				1	6
Tanzanie	61	1	2	3			62	8	1	7
Togo	5			3					2	
Ouganda	2			4	3	4				
Haute-Volta	4									
Zaire	86			17						17
Zimbabwe	33			12						2
Afrique noire (pour cent)	317	199	212	88	89	16	81	27	42	127
Pays en développement (pour cent)	180	24	26	11	11	2	10	2	5	13
Total	38 124	26 288	10 895	1 621	1 056	491	1 693	242	617	1 391
Total	200	53	29	4	3	1	4	6	2	4

Source : World Military Expenditures and Arms Trade, 1963-1973, Agence fédérale pour le désarmement et le contrôle des armes, Washington.

(1) Les chiffres du Royaume-Uni sont trop bas. Ils ne comprennent que les ventes gouvernementales, qui couvrent environ un tiers des exportations totales d'armes du Royaume-Uni.  
(2) Les chiffres chinois semblent trop élevés. Il est possible que du matériel d'occasion ait été estimé à sa valeur à l'état neuf.

mement et de munitions, aussi bien que des canons antiaériens et des missiles sol-air comme le Croco (4 000 hommes et 10 400 réserves) possède 3 sous-marins Duphad, 8 destroyers et navires porte-hélicoptères, 10 destroyers de mines, 4 pétroliers. En outre, quelques corvettes et sous-marins sont en construction.

L'Égypte (8 500 hommes et 3 000 réserves) dispose d'une douzaine de vieux sous-marins, de sous-marins modernes et d'un équipement plus moderne comprenant 10 sous-marins, 48 Mirage, 18 Flagger, plus de 50 appareils de transport, dont 9 Transall, 40 hélicoptères Alouette, 20 Puma et 15 Super-Frelon ; enfin, plus de 350 appareils d'entraînement, dont certains équipés pour la lutte contre-insurrectionnelle.

### Nouveau rempart de l'Occident

Du point de vue militaire, l'Afrique du Sud est, sans conteste, la puissance dominante sur le continent africain et dispose d'une force de frappe considérable. Cependant, si elle devait élargir son théâtre d'opérations au-delà de ses frontières, en Angola ou pour soutenir le régime rhodésien, cette puissance pourrait se trouver sérieusement affaiblie du fait d'une trop grande dispersion. De fait, les cadres de l'armée ont mis en garde la population blanche contre la faible « marge de sécurité » de l'Afrique du Sud, en évoquant la nécessité d'une vigilance et d'une préparation accrues face à la menace « terroriste » que représente la résistance africaine.

La Grande-Bretagne, en tant qu'allié traditionnel de l'Afrique du Sud, était jusqu'à

une période récente son principal fournisseur d'armes. Mais, depuis que celle-ci s'est appuyée sur les armes américaines, les ventes aux Nations unies, elle a été remplacée par la France. D'autres pays occidentaux, comme les Etats-Unis et l'Allemagne, disent observer avec inquiétude l'embargo. L'Italie fournit à l'Afrique du Sud plusieurs types d'avions particulièrement adaptés à la lutte contre-insurrectionnelle, comme le AM-3 C et le MB-326 K, ceux en Afrique du Sud sont le nom d'impuls. ST existe de nombreuses brèches dans l'embargo appliqué par la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'Allemagne, la France s'est assurée une quasi-exclusivité des fournitures d'armes à l'Afrique du Sud.

Le 9 août 1975, le président français, alors en visite au Zaire, annonça que son gouvernement allait intensifier le livraisons de certains matériels à l'Afrique du Sud. Néanmoins, on considère que cette décision ne s'applique qu'aux armes offensives « destinées à une utilisation continentale » et non aux armements défensifs ou destinés à la marine. Il est donc fort peu probable que l'Afrique du Sud soit privée de l'une quelconque des armes qu'elle achète en France ces dernières années.

Le développement de l'industrie d'armements à l'intérieur de l'Afrique du Sud a été fortement favorisé par la participation d'un grand nombre de sociétés occidentales sous forme d'investissements, d'accords de brevets militaires et de formation de techniciens et de cadres sud-africains (1). En juin 1975, des documents rendus publics aux Nations unies révélèrent que certaines sociétés ouest-allemandes avaient participé à la construction du système de communications militaires Advo-

cent à Silvermine, près de Simonstown. Il fut également découvert que ces sociétés avaient participé, en finissant avec le ministère de la défense de Bonn, le système de codification du matériel et des pièces de rechange de l'OTAN. L'OTAN proclama par la suite qu'il n'y avait rien d'exceptionnel dans le fait que l'Afrique du Sud dispose du système de codification de l'OTAN, car celui-ci était également mis à la disposition d'autres pays « neutres ».

Le système Advocon est devenu opérationnel en 1972 et permet de surveiller, à partir de la côte sud-africaine, la totalité de l'Atlantique sud jusqu'à l'Amérique du Sud, et l'océan Indien bien au-delà de l'Inde. Il couvre également la région du pôle Sud et encadre pratiquement l'ensemble du continent africain sur trois côtés. Bien que le gouvernement travailliste britannique ait mis fin à l'accord de Simonstown en juin dernier, cédant à des pressions politiques de plus en plus fortes, le gouvernement de Pretoria continue de mettre en œuvre un programme de grande ampleur qui vise à tripler la capacité d'accueil de la base de Simonstown, qui devrait pouvoir accueillir jusqu'à cinquante navires.

Le gouvernement britannique a précisé que la fin de l'accord n'empêchera pas les navires de la Royal Navy de visiter les ports sud-africains. Aucun bâtiment américain n'a fait escale dans un port d'Afrique du Sud depuis 1967, mais un nombre croissant de navires français y sont passés ces dernières années.

Tout indique que les grandes puissances occidentales s'appuient de manière croissante sur la position stratégique de l'Afrique du Sud pour assurer la sécurité de la route du Cap et faire face à une prétendue menace navale soviétique dans l'océan Indien. Si

l'Afrique du Sud parvient à se faire reconnaître un rôle de défense décisif à l'échelle de l'hémisphère, fondé sur son anticomunisme virulent, elle aura alors la possibilité de forger une alliance de première importance avec certaines puissances étrangères ; elle en tirera des avantages inestimables pour la garantie de sa propre sécurité intérieure et sa pénétration économique dans les Etats africains voisins.

La probabilité d'une telle évolution pose de sérieux problèmes à la lutte de libération africaine en Rhodésie, en Namibie et en Afrique du Sud : toute menace sérieuse contre la stabilité et la sécurité de l'Afrique du Sud entraînerait des actions offensives dirigées contre les Etats africains soutenant la lutte de libération aussi bien que contre la population locale, comme l'a déjà prouvé l'intervention militaire sud-africaine en Angola. Le développement de la puissance militaire sud-africaine et de sa capacité à frapper bien au-delà des frontières représente un formidable potentiel d'intimidation et de dissuasion pour tout le continent africain. Mais, avec l'aggravation de la tension en Afrique australe, c'est aussi un danger qui menace la paix et la sécurité du monde entier.

ABDUL S. MINTY.

(1) Les allégations du Congrès national africain (A.N.C.) d'Afrique du Sud, selon lesquelles l'Allemagne de l'Ouest s'approprie à l'insu de l'Afrique du Sud la production d'armes atomiques, ont été démenties par le gouvernement de Bonn, qui a toutefois confirmé, le 6 octobre (cf. International Herald Tribune du 6 octobre dernier), qu'une centaine d'ouvriers allemands était sur les lieux — aux côtés d'autres sociétés occidentales — pour la vente d'une centaine nucléaire de 2 000 mégawatts, ne pouvant à-t-il précisé, être utilisée pour la fabrication d'armes nucléaires. (N.D.L.R.)

### Du nationalisme réformiste aux structures révolutionnaires forgées dans la guérilla

TOUTES ces régimes militaires d'Afrique noire ont un point en commun qui saute aux yeux. De quelque manière qu'ils se soient mis en place, ils sont tous, socialement et politiquement, essentiellement d'origine petite-bourgeoise ; ou, plutôt, ils sont l'émancipation de groupes qui correspondent plus ou moins à ce terme très européen. Ceux qui les ont installés représentent une fraction de cette classe dirigeante nationaliste qui reçoit le pouvoir des mains des colonisateurs. Les militaires ont agi soit pour dé-

fendre les intérêts particuliers de cette « élite » (mot utile, quoiqu'il puisse aussi porter à confusion), soit, ce qui revient en gros au même, pour remédier aux insuffisances et aux échecs de l'élite dans la défense des institutions établies. Ou encore, tout simplement, pour se tailler la part du lion dans les avantages qu'entraîne l'exercice du pouvoir.

Autrement dit, ils ne créent pas plus un nouveau système politique que les civils qu'ils ont renversés. Leur politique n'est qu'une variante de l'exercice d'un pouvoir bureaucra-

## Armées "orthodoxes", armées de libération

Par BASIL DAVIDSON

lique : c'est-à-dire d'un Etat qui est fondamentalement une dictature bureaucratique. Et la variante, pour des « raisons militaires » précisément, peut même être plus acceptable pour la masse de la population que la formule civile qui l'a précédée. Le comportement du régime est mieux prévisible. La corruption peut être moins importante ; on pense ici au Nigeria et au Ghana. Ou, bien entendu, ce peut être pire : et l'on pense à l'Ouganda.

Ce sont là des évidences, sans aucun doute, mais qui débouchent sur une autre réflexion. D'ores et déjà, des faits ont montré que l'accession de militaires au pouvoir

peut aussi mener dans d'autres directions. Cette « petite bourgeoisie en uniforme » n'est, en aucune façon, condamnée et enchaînée à son destin petit-bourgeois. Peut-on prétendre, par exemple, que le pouvoir militaire en Algérie n'a entraîné aucun changement dans la nature de la société algérienne depuis l'ère coloniale ? Peut-on le dire de la Somalie, où le coup d'Etat militaire de 1969 s'est trouvé être le prélude non pas à une défense des structures existantes mais, tout au contraire, le début d'une tentative cohérente qui visait à transformer radicalement ces structures ? Ces deux expériences n'ont rien de commun avec celles qui se contentent de laisser le champ libre à un capitalisme putatif. Elles sont encore plus éloignées du bandi-

tisme des « seigneurs de la guerre », les Amin, les Mobutu et hoc genus omnia.

Ces deux régimes, en Algérie et en Somalie, voulaient appartenir à ce mouvement de « libération nationale » commun à toute l'Afrique et qui, aujourd'hui, commence à dépasser le nationalisme réformiste des années 60. Mais la comparaison entre « armées orthodoxes » et « armées de libération » devient encore beaucoup plus claire quand on considère les forces qui ont balayé le système colonial portugais. C'est là que les solutions de rechange prennent une tournure plus originale.

Composés au début de petits groupes de guérilla dispersés, de combattants irréguliers faiblement

### FORCES ARMÉES EN AFRIQUE NOIRE, 1973

Pays	Popu- lation (milliers)	Forces armées	Dépenses militaires (en mil- lions de dollars)	P.N.B. (en mil- lions de dollars)
Bénin	2 286	3 000	6,4	342,1
Burundi	3 844	3 000	3,3	270,2
Cameroun	8 187	8 000	26,2	1 444,3
Rép. Cen- trafr.	1 715	3 000	6,2	285,9
Tchad	3 982	10 000	17,4	330,0
Congo	1 004	7 000	6,6	411,5
(paramilitaires : 3 900)				
Guinée	205	2 000	4,6	87,2
Ethiopie	27 200	50 000	58,8	2 152,8
(paramilitaires : 3 000)				
Gabon	808	2 000	7,3	548,2
Gambie	385	1 000	2,4	83,4
Ghana	9 951	40 000	44,8	2 743,2
(paramilitaires : 1 800)				
Guinée	4 197	17 000	19,7	552,2
Côte d'Iv.	4 685	6 000	27,0	2 081,1
Kenya	13 102	8 000	31,6	2 592,5
(paramilitaires : 1 800)				
Libéria	1 682	6 000	3,6	415,8
Rép. Mai- gache	7 232	8 000	16,0	1 159,6
Malawi	4 702	5 000	3,2	487,9
Mal	5 458	8 000	9,4	601,2
Maurice	889	1 000	0,6	320,3
Niger	4 211	4 000	6,6	436,8
Nigeria	58 900	305 000	643,5	12 653,4
Rwanda	3 817	4 000	5,7	289,2
Sénégal	4 022	7 000	22,1	1 274,8
Sierra- Leone	2 840	3 000	4,5	529,8
Somalie	2 970	25 000	14,8	241,6
(paramilitaires : 7 000)				
Soudan	17 200	33 000	115,8	2 112,6
Tanzanie	14 400	25 000	41,2	1 715,2
Togo	2 127	2 000	5,7	374,5
Ouganda	10 622	12 000	87,1	1 916,2
Haute- Volta	5 717	5 000	6,3	422,9
Zaire	18 900	65 000	111,7	2 899,6
Zambie	4 821	16 000	68,8	1 980,6

Sources : World Military Expenditures and Arms Trade, 1963-1973, Agence fédérale pour le développement et le contrôle des armées, Washington, D.C. ; The Military Balance, 1974-1975, Institut international d'études stratégiques, Londres.



LE MARSHAL IDI AMIN FERNANT SON BAIN DE FOULE

Quand la seule force tient lieu d'idéologie...

## NIGERIA

### Une solution « provisoire » qui s'éternise

Par BRIDGET BLOOM \*

BIEN qu'ils aient vécu, au long de leurs quinze années d'indépendance, presque deux fois plus longtemps sous un gouvernement militaire que sous un régime civil, la plupart des Nigériens considèrent encore le gouvernement militaire comme un phénomène temporaire, presque une aberration. Tous les gouvernements qui se sont succédé au Nigeria depuis le premier coup d'Etat du 15 janvier 1966 ont promis les uns après les autres un prompt retour à la démocratie, après une courte période de « normalisation ». C'est ce que fit le général Irons, dont le gouvernement ne dura que six mois ; de même le général Gowon, quand il prit les rênes du gouvernement le 1<sup>er</sup> août 1966 comme candidat au compromis dans la crise la plus grave à laquelle le Nigeria ait peut-être jamais eu à faire face. La crise dégénéra en guerre civile, mais lorsque celle-ci fut terminée, et le pays réunifié, le général Gowon réaffirma son intention de restaurer la démocratie dès 1976. A aucun moment les dirigeants militaires nigériens n'ont publiquement évoqué la possibilité pour eux de diriger indéfiniment le pays. A aucun moment ils n'ont laissé entendre — comme le général Mobutu l'a fait au Zaïre — qu'ils pourraient « associer les civils » à un gouvernement essentiellement militaire. Même le nouveau gouvernement du général Mohammed Murtala, qui devait prendre le pouvoir exactement dix ans après le renversement du général Irons, a déclaré (quoique prudemment) qu'il allait mettre en œuvre un « programme politique », puis s'est engagé lui aussi à rendre le pouvoir aux civils.

Il semble y avoir deux raisons à cet état de choses. Si l'on laisse de côté pour l'instant l'attitude du nouveau gouvernement militaire, le régime du général Irons comme celui du général Gowon ont accédé au pouvoir par accident. En janvier 1966, les auteurs du coup d'Etat, qui paraissent avoir eu quelques idées constructives quant à leur propre rôle, ne surent pas aller jusqu'au bout de leur entreprise : Irons n'était pas un completateur, mais il se trouva finalement au pouvoir. Comme il n'était pas particulièrement brillant, il tomba rapidement sous la coupe d'un petit groupe de conseillers, issus pour la majorité de sa propre

tribu (les Ibos), qui, très vite, mirent en ébullition le reste du pays. Il fut tué lors du coup d'Etat suivant, dont les principaux organisateurs ne prirent pas non plus le pouvoir. Leur objectif principal était la sécession du nord du pays. Le général Gowon vint au pouvoir en tant qu'homme de consensus déterminé à préserver l'unité du pays et à rétablir un gouvernement civil (dans la mesure du possible au milieu d'une crise qui s'aggravait). Aucun des deux n'avait visé, ni même peut-être souhaité, le pouvoir. Tous deux promirent de le rendre à ses détenteurs « légitimes ».

### Préserver le consensus national

La seconde raison qui explique que le gouvernement militaire soit considéré comme une aberration au Nigeria est plus profonde. Il existe peu de pays au monde aussi difficiles à diriger que celui-ci. Ce pays n'est pas seulement l'un des plus grands d'Afrique, avec son lot de diversités ethniques et de différences entre nord et sud. Il est en outre peu de peuples plus exubérants, plus individualistes et passionnés de politique que les Nigériens. Chez eux, la dictature n'est guère possible : quiconque gouverne doit avancer prudemment, et être toujours conscient de la nécessité d'équilibrer les intérêts. Dans une telle situation, la politique de consensus (que ce soit sous un régime militaire ou civil) est indispensable. Même si elles en avaient le désir, les forces armées hésiteraient à briser leur intention de rester au pouvoir (le général Gowon a été renversé en partie parce qu'il avait renoncé à sa promesse de rétablir la démocratie avant 1976). Mais une politique de consensus est souvent une politique au jour le jour. Pour quiconque gouverne le Nigeria, une semaine est déjà une durée considérable.

Etant donné le caractère accidentel de l'entrée en scène des militaires, et les complexités du pouvoir au Nigeria, il n'est guère surprenant que les soldats n'aient pas tenté de changer les méthodes de gouvernement, se contentant au contraire des instruments qu'ils avaient sous la main. Malgré les crises très importantes que le pays a connues sous le régime militaire, les rares changements qui ont été introduits le furent généralement en sous-main. A une exception importante près, la Constitution, par exemple, est très semblable aujourd'hui à ce qu'elle était du temps du gouvernement civil de Sir Abubakar Tafawa Balewa. L'exception est la création de douze Etats remplaçant les quatre grandes régions ; à la fin de mai 1967, pour dénouer une crise politique déterminée : la sécession alors imminente de la partie est du pays, sous le nom de Biafra. Changement d'une importance vitale, qui a déjà contribué à déamorcer dans une large mesure les tensions tribales et régionales qui avaient été exacerbées par l'existence de régions vôtées et puissantes. Tout gouvernement futur, qu'il soit civil ou militaire, créera sans doute encore plus d'Etats (réduisant ainsi davantage les tensions) plutôt que de revenir à l'ancien système. Cependant, même si plusieurs des conseillers du général

Gowon ont pris conscience de son importance à long terme, lui-même ne vit probablement que la signification politique immédiate de cette mesure, qui était de saper la loyauté des non-Ibos de l'Est envers le Biafra.

De même, le pouvoir du gouvernement fédéral a eu tendance, au cours de ces dix dernières années, à s'étendre aux dépens de celui des Etats. Du fait, en partie, de la création de nouveaux Etats mais aussi, et surtout, pour l'essentiel, à la suite de l'augmentation soudaine des revenus pétroliers, dont la plus grande part est allée au gouvernement fédéral qui contrôlait dès lors les cordons de la bourse et pouvait mener le jeu. Dans la mesure où les revenus pétroliers n'étaient guère prévisibles (du moins depuis la hausse spectaculaire des prix consécutive à la guerre israélo-arabe), ce renforcement du pouvoir fédéral fut un phénomène accidentel. Pourtant, certains l'avaient réellement envisagé, mais ce n'était pas précisément les militaires.

### Le rôle majeur des fonctionnaires

UNE caractéristique notable du pouvoir militaire au Nigeria est sa dépendance à l'égard de la fonction publique. Il est vrai que, dans le but de rendre crédibles aux yeux de la population, les militaires ont nommé des civils au gouvernement, tant au niveau fédéral qu'à celui des Etats. Mais les « commissaires civils » (ministres) n'avaient aucun lien avec le peuple. Ils n'avaient qu'une connaissance limitée du mode de fonctionnement du système administratif, et, pour la plupart, ils n'étaient guère désireux de le faire marcher. C'est ainsi que non seulement l'administration du pays au jour le jour, mais aussi la planification à long terme ont été entre les mains des fonctionnaires. C'est essentiellement la raison pour laquelle les principaux changements survenus au Nigeria depuis l'arrivée des militaires ont été effectués en sous-main.

Ainsi en économie, domaine dans lequel les fonctionnaires des ministères se sont montrés particulièrement compétents et ont joué d'une assez grande liberté d'action, car l'économie n'était pas de toute manière le point fort des militaires. Les banques, les compagnies d'assurance et, ce qui est plus important, les compagnies pétrolières, ont été nationalisées (mais les Nigériens n'emploient pas ce terme), tandis qu'une seconde partie de l'industrie est passée aux mains des Nigériens, par la voie de prises de participation obligatoires.

L'équilibre entre militaires, fonctionnaires et hommes politiques a toujours été fragile, et le demeure sous le nouveau régime.

Le nouveau gouvernement, tout comme l'ancien, paraît se considérer, et être considéré par la plupart des Nigériens, comme provisoire. Lui aussi dépend, pour la gestion au jour le jour du pays, des fonctionnaires (bien que ce ne soient pas précisément les mêmes) ; et lui aussi a annoncé que son objectif principal était de « corriger » les erreurs du précédent gouvernement.

Il est encore trop tôt pour juger si le gouvernement du général Mohammed Murtala sera fondamentalement différent de celui du général Gowon. Les auteurs du coup d'Etat (ou n'a-t-ils pas toujours pas la certitude que le général Mohammed fut des leurs) n'ont laissé aucun doute sur leur volonté de mettre fin au « laisser-aller et au manque de direction » du régime précédent. Ce qui suggère un gouvernement plus dur que son prédécesseur. Mais ils se sont en même temps déclarés pour une « direction collective », accusant le général Gowon de s'y être refusé. Il y a là, à l'évidence, une contradiction persistante.

Le nouveau gouvernement doit faire face à plusieurs problèmes. Il doit en particulier maîtriser une économie qui menace de s'écrouler sous le poids de sa propre expansion. Mais, d'après ce que l'on sait, pour le moment, la différence avec le précédent gouvernement sera de tout plus que de contenu. Il n'est pas dans la tradition historique du Nigeria, ni dans le tempérament de son peuple, de produire un dictateur. Mais la question de savoir si le nouveau régime décidera de rentrer rapidement dans les casernes ou bien de s'associer aux civils — ou, encore, de rester au pouvoir, comme le précédent, jusqu'à ce qu'il soit peut-être lui aussi renversé, reste posée.

### Un vide idéologique

IL n'existe pas la moindre preuve qu'aucun l'un des trois coups d'Etat ait été inspiré par des puissances étrangères, dont l'influence directe tend à rester marginale. Il est vrai, par exemple, que les Britanniques et les Américains (par l'intermédiaire de leurs représentants diplomatiques) contribuèrent dans une large mesure, en juillet 1966, à persuader les soldats du Nord d'accepter le général Gowon. Il est vrai aussi que la soutien de ces deux puissances, comme celui de l'Union soviétique, a été précieux pour la cause fédérale pendant la guerre civile. Mais à aucun moment n'a-t-on pu dire que le Nigeria ou son armée étaient en quelque manière que ce soit « dans la poche » d'une puissance étrangère ou fortement influencée par elle.

Un dernier point sur lequel il faut insister est que les Nigériens — tant les civils que les militaires — ne sont pas prêts à accepter quelque idéologie que ce soit. Les « -ismes », qu'ils aient un sens ou non, tellement répandus dans d'autres régions d'Afrique, ne sont pas pour eux. Pour autant que l'armée (du moins, ses officiers supérieurs) ait un code de conduite, c'est celui qu'elle a hérité de l'armée britannique, dont les traditions, en dépit d'une plus grande diversité de formation ces dernières années, demeurent remarquablement présentes. Ces traditions, qui sont celles d'une force essentiellement apolitique, peuvent expliquer aussi dans une certaine mesure pourquoi les militaires nigériens valent considérer leur passage au pouvoir comme transitoire, ainsi que la relative naïveté dont ils ont toujours fait preuve dans l'évaluation de leur propre rôle dans l'éventail des forces politiques.



armées et à la discipline incertaine, le PAIGC. Partis africains de l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert, en Guinée-Bissau, et le FRELIMO (Front de libération du Mozambique), au Mozambique, se sont tous deux transformés en armées régulières. Ce sont ces armées qui ont conduit les Portugais dans l'impasse en 1974, tout comme l'armée du MPLA (Mouvement pour la libération de l'Angola) est en train d'affirmer sa supériorité en Angola.

En tant qu'armées, leur évolution a suivi le schéma coutumier. Les unités sont devenues plus importantes, le commandement plus effi-

cace, la discipline plus stricte, et l'armement s'est amélioré avec la livraison d'armes offensives plus ou moins sophistiquées. En un mot, elles sont passées de la guerre de guérilla à la guerre conventionnelle : après 1968 pour le PAIGC ; après 1969 pour le FRELIMO et fin 1974 pour le MPLA. Rien que, dans ce cas, ce ne soit plus pour lutter contre les Portugais.

D'un point de vue politique, on peut dire que la plupart des dirigeants de ces armées étaient d'origine tout à fait « petite-bourgeoise » ou « ceux des armées » orthodoxes. Pourtant, une différence fondamentale existait déjà.

### Contre l'héritage du système colonial

Pour commencer, ces armées furent créées pour être l'instrument de mouvements politiques qui se voulaient au-delà des structures, des institutions et des valeurs de leur ennemi : le système colonial portugais. Ce choix procédait autant d'une conviction que d'une nécessité. Conviction, car la plupart de ceux qui menèrent ces mouvements à la victoire étaient persuadés que le modèle classique de l'Etat national-bourgeois, reposant sur un capitalisme putatif, ne pouvait et ne devait pas être leur objectif. Leur action n'était pas seulement, ni même principalement, dirigée contre le pouvoir colonial, mais contre l'ensemble du système colonial et son héritage

éventuel. Mais ce refus était aussi le fruit de la nécessité, car rien, au sein du système colonial, ne leur permettait d'exister, ni même de se manifester.

Les dirigeants ne pouvaient s'engager sur une voie réformiste, quelle qu'elle soit, s'ils voulaient survivre et vaincre. Aussi, dans les zones peu à peu libérées de la présence portugaise, furent-ils obligés (comme ils le souhaitaient d'ailleurs) d'édifier de nouvelles structures et institutions et de proposer de nouvelles valeurs sociales et politiques. Ces nouveaux phénomènes se pouvaient, en aucune manière, redéfinir l'héritage du modèle orthodoxe, et cela aussi était le fruit

de la nécessité comme de la conviction. Car le « petit-bourgeois » qui avait quitté les villes pour la forêt avait prêté en vain s'il n'était parvenu à se mettre au niveau des paysans qui, seuls, pouvaient assurer la victoire. Il n'était possible de faire passer les paysans de la simple sympathie pour la lutte anticoloniale à une participation active qu'à la condition que le « petit-bourgeois » soit capable de changer d'identité : comme Cabral l'a dit d'une manière imagée, il devait « se suicider » en tout ce qui exprimait sa classe.

Je ne prétends pas que tous les dirigeants furent capables de ce difficile changement de mentalité ; ni que tous les paysans qui les suivirent les autres accédèrent à des postes de commandement, furent capables d'éviter les tentations de l'« élitisme », l'« égoïsme » ; mais ce qui demeure évident, c'est que ces mouvements ont suffisamment réussi à abandonner leur culture « petite-bourgeoise » et à se faire les champions d'un anti-élitisme qui, dans leur cas, s'est prouvé être révolutionnaire. La meilleure preuve en est que ces armées ont pu vaincre des forces portugaises supérieures en nombre et mieux équipées.

De sorte que si les victoires de 1974 ont été acquises par les armées, elles sont dues, encore davantage, aux idées, redéfinies du modèle orthodoxe, et cela aussi était le fruit

ment des armées révolutionnaires. Quand les mouvements de libération accèdent au pouvoir, les institutions et des idées fortement anticolonialistes étaient déjà en place dans les zones libérées, et un programme très élaboré existait déjà pour les étendre aux zones qui étaient restées sous domination portugaise. Leur anti-élitisme était devenu, pour ainsi dire, inhérent à leur existence, et de plus en plus perçu comme la meilleure garantie de réussite.

Et maintenant ? Il semble que l'on peut au moins déceler quelques lignes de force probables. Une déshabilitation importante, dans la mesure où les dangers extérieurs diminuent. Une mise à l'arrière-plan sans équivoque du facteur militaire. Une insistance plus forte que jamais sur la primauté du contrôle politique. Tout cela est bien entendu depuis longtemps dans la logique de la pensée de ces mouvements, en dehors de toute pression extérieure. C'est une logique qui a, depuis longtemps, fait ses preuves.

« Une certaine partie du militarisme a commencé à apparaître », écrit Cabral dans des directives internes au PAIGC en 1963, dix-huit mois à peine après que les premières unités régulières de l'armée du PAIGC aient été constituées avec neuf cents combattants — « qui ont amené plusieurs combattants et même des responsables à oublier que nous sommes des militaires armés, et non des militaires. C'est la consé-

quence du défaut de travail politique au sein des forces armées. Cette tendance doit être combattue et liquidée de toute urgence... (1) » Les résultats montrent que cette rectification avait été faite, du moins avec assez de vigueur pour que l'armée du PAIGC (comme ses semblables ailleurs) ne doutât jamais de la primauté du politique, d'une politique fondée sur la participation des masses à l'édification de structures nationales nouvelles et indépendantes.

C'est l'une des raisons principales pour lesquelles il est légitime de penser que ces nouveaux régimes — et leurs armées — seront autre chose qu'une « variante de l'exercice d'un pouvoir bureaucratique ». Ils représentent et défendent un nouveau système politique, et non une administration renouée. Et parce que ce nouveau système de pouvoir révolutionnaire est greffé sur les réalités locales, puisqu'il en est l'émulation, il porte la promesse, assez exceptionnelle aujourd'hui en Afrique, de la stabilité, du développement en accord avec les réalités nationales. De tels Etats ont toutes les chances d'échapper aux conflits et au chaos hérités du colonialisme.

BASTIL DAVIDSON.

(1) Amílcar Cabral : *Palavras de Oração*, 1963. En traduction française dans : A. Cabral, *Unité et lutte*, Maspéro, Paris, 1973, tome II : *La Pratique révolutionnaire*, p. 190.

### Allégeance au modèle occidental réformiste ou options socialistes

SEPT des quinze Etats d'Afrique de l'Ouest, cinq des neuf Etats d'Afrique centrale et quatre des huit Etats indépendants d'Afrique orientale, plus Madagascar, sont des régimes militaires — c'est-à-dire une bonne moitié des Etats indépendants d'Afrique noire, si l'on excepte le tiers méridional du continent dominé, d'un côté, par les récentes guerres de libération des colonies portugaises et, de l'autre, par le racisme blanc. A première vue, le phénomène est général et significatif.

A supposer que l'on s'accorde sur la spécificité du régime militaire face au gouvernement civil, on peut distinguer trois types principaux dans le système

au pouvoir : le régime à vocation rénovatrice, où l'équipe (et non plus l'homme) au pouvoir, « pure et dure », s'annonce comme seule capable de sauver le pays de la corruption et de l'incapacité des civils ; cas du Nigéria ou du Ghana, du Mali, du Niger ou de la Haute-Volta ;

2) Le régime à vocation rénovatrice, où l'équipe (et non plus l'homme) au pouvoir, « pure et dure », s'annonce comme seule capable de sauver le pays de la corruption et de l'incapacité des civils ; cas du Nigéria ou du Ghana, du Mali, du Niger ou de la Haute-Volta ;

3) Enfin, le régime de type socialiste.

### Dans la mouvance occidentale

DANS le premier cas, le pays est d'autant moins porté à une politique d'indépendance réelle que la mégalomanie somptuaire et la violence du dirigeant entraînent le délabrement de la situation politique et financière intérieure. Le pays ne survit que grâce à l'appui extérieur, financier et militaire : la R.C.A., par exemple, dont le Fonds

européen de développement (FED) finance la moitié de l'aide extérieure, vit pour le reste aux crochets de la caisse de solidarité des Etats d'Afrique équatoriale, sinon des rallonges françaises (1 milliard de francs C.F.A. — soit 20 millions de francs français — de subvention budgétaire en 1973). Ces pays sont maintenus dans la mouvance étran-

## Les limites de l'indépendance économique

Par CATHERINE COQUERY-VIDROVITCH \*

gère moins pour des raisons économiques (richesses minières réelles ou présumées) qu'en raison d'impératifs stratégiques. C'est le cas privilégié de l'Afrique centrale, qui constitue une sorte de glacis entre le système occidental, la zone d'influence chinoise des Etats socialistes d'Afrique orientale et le monde arabe. Au cœur de ces intérêts stratégico-économico-politiques, tout se passe comme si les anciennes métropoles étaient ingéniées à mettre en place une série de pontons maintenus à flot de subsides, dont les destinataires, même, qui les déconduisent aux yeux de l'opinion internationale, laissent le champ libre aux concurrences internationales, même si l'originalité inquiétante de certains d'entre eux (tel Idi Amin Dada en Ouganda) donne l'illusion de leur échapper.

Aussi bien, pour les grandes puissances, la nature du régime importe peu. Tous ces Etats (du Tchad au Burundi), très liés à l'ancienne métropole, navi-

\* Professeur d'histoire (Afrique noire et tiers-monde) à l'université Paris-VII.

quent entre les grâces de la Banque mondiale et les accords conclus avec divers pays à force occidentale (Allemagne fédérale et Italie notamment), mais sans exclure l'U.R.S.S. ni les démocraties populaires et même — à la suite d'une série récente de voyages présidentiels — la Chine populaire. Enfin, les ruptures en chaîne des relations diplomatiques avec Israël traduisent le souci de rapprochement avec le monde arabe. De tous ces pays, le Zaïre est l'un des plus affirmés dans la mouvance occi-

dentale : le « nationalisme révolutionnaire » de l'économie proclamé depuis fin 1973, bien qu'il ait soulevé l'enthousiasme d'une opinion galvanisée par le mot d'ordre d'« authenticité », ne doit pas faire illusion : l'industrialisation sur place et la nationalisation des plantations (sans que les industries de transformation soient affectées) vont dans le sens des options actuelles du monde capitaliste, en quête des moindres coûts assurés par la force de travail soustraite du tiers-monde.

### Sous le couvert d'un front commun

Le second type de régime militaire relève d'un phénomène désormais classique en Afrique noire, lié à l'incapacité des gouvernements antérieurs à résoudre les problèmes économiques et sociaux de la dépendance, en raison de la monopolisation du pouvoir, sous couvert d'institutions démocratiques dénuées de l'Occident, par une bourgeoisie ou une bureaucratie habiles à manipuler les réflexes ethniques ou néo-traditionalistes de leur clientèle électorale. En fait, les mêmes errements ont provoqué les mêmes échecs : l'ar-

mée, comme le parti unique auquel elle prétendait se substituer, s'affirme comme l'émulation du peuple tout entier, c'est-à-dire nie l'émergence, pourtant sensible, au fur et à mesure de l'intégration au système capitaliste occidental, de classes sociales antagonistes, sous couvert du front commun contre le seul ennemi devenu aussi allié universel, — à savoir l'impérialisme et le néo-colonialisme. Et l'usage exclusif du pouvoir provoque les mêmes risques de malversation.

(Lire la suite page 20.)

## UGANDA

### Les aberrations d'une dictature privée de base sociale

Par MAHMOOD MAMDANI \*

L'UGANDA est un pays de petits producteurs agricoles. La culture et le café, principaux produits d'exportation, sont cultivés dans de modestes exploitations familiales. La petite paysannerie était la base sociale sur laquelle reposait le pouvoir absolu de l'Etat colonial et le régime absolutiste d'Idi Amin Dada après son coup d'Etat.

Entre ces petits producteurs et la bourgeoisie impérialiste qui achetait leurs produits, se développait une couche intermédiaire d'hommes d'affaires et de commerçants : les plus riches constituaient la bourgeoisie indienne et les plus nombreux la petite bourgeoisie africaine. Après l'indépendance, la petite bourgeoisie apparut comme la gardienne de la propriété bourgeoise à l'intérieur de la néo-colonie et se trouva en mesure d'utiliser l'appareil d'Etat pour servir ses propres intérêts en l'occurrence, lutter contre la bourgeoisie commerciale pour conquérir la position d'intermédiaire. Au sein de la petite bourgeoisie, cependant, existait une divergence de fond quant à la méthode d'accumulation à adopter : si l'Etat était utilisé pour nationaliser le commerce d'import-export, la bureaucratie d'Etat en serait la première bénéficiaire ; par contre, si la commerce était seulement officialisé, c'était le petit bourgeois propriétaire qui serait gagnant. Le groupe Obo représentait la première tendance, le coup d'Etat d'Idi Amin Dada trancha en faveur de la seconde.

C'est dans les trois mois qui suivirent le coup d'Etat, au moment où le régime d'Amin Dada cherchait à consolider ses positions, que les structures de base de l'armée actuelle furent mises en place. Après une campagne de recrutement, les effectifs de l'armée se trouvèrent plus que doublés, dix mille recrues — toutes les semaines — venant s'ajouter aux sept mille hommes déjà sous l'uniforme. Le noyau était formé de quatre mille Souda-

nais, anciens guerriers anyanya, corps de mercenaires étrangers. Les plus grandes précautions avaient été prises pour faire en sorte que leur survie dépende exclusivement du maintien au pouvoir d'Amin Dada.

Le pouvoir d'Etat une fois consolidé, commença l'expulsion des Asiatiques, ce qui entraîna une confrontation avec le capital bancaire britannique qui finançaient le commerce asiatique. La crise fut résolue en engageant la dépendance matérielle du régime vis-à-vis de la bourgeoisie britannique et en nouant simultanément des liens multilatéraux au sein de l'impérialisme mondial. Les amis les plus éminents du régime sont l'Union soviétique et la France (la première étant le principal fournisseur d'armes en échange d'exportations de café) ; l'Arabie Saoudite et la Libye, dispensatrices d'allocations de devises, faibles par leur montant mais intervenant à des moments critiques, comme par exemple au cours des mois précédant la conférence annuelle de l'O.U.A. à Kampala ; enfin, l'Inde et le Pakistan. Tandis que des professeurs et des techniciens pakistanais et indiens remplaçaient ceux qui, sans parti, le capital indien (et spécifiquement la maison Birla) étend ses opérations industrielles à la fois sans forme d'investissement direct (maison de l'Inde) et contrats de gestion (actuellement négociés par Birla pour assurer la marche de ce qui avait été l'empire industriel Madhvan en Ouganda (1)).

### Terreur sélective

MAIS le succès même de la « guerre économique » a créé les problèmes actuels du régime. Au fur et à mesure que la petite bourgeoisie se transforme rapidement en bourgeoisie commerciale, elle se pose la base même du pouvoir d'Amin Dada : jusqu'ici, la personnalité d'Idi Amin Dada, qui incarne le pouvoir de classe, a traduit en termes politiques la faible capacité d'organisation de la petite bourgeoisie. La méthode de gouvernement du maréchal, la terreur sélective qui s'exerce contre les individus ont précisément pour effet d'empêcher la consolidation politique de la bourgeoisie commerciale naissante. Les victimes de la terreur officielle sont tous des intellectuels ou hommes d'affaires de premier plan qui auraient les moyens de faire accéder la bourgeoisie commerciale au niveau d'une classe gouvernante pour elle-même. Le résultat est que ces hommes d'affaires, ardents partisans d'Amin Dada, à l'époque du coup d'Etat de 1971 et de l'expulsion des Asiatiques en 1972, lors enchanter de ce gouvernement par une bourgeoisie, qui avait transformé en réalité leurs rêves les plus démesurés, s'opposent tout à coup que les choses tournent à l'encontre. Sans base sociale dans aucune des classes du pays, le régime tente d'assurer son autorité en transformant encore davantage son

appareil militaire en force mercenaire étrangère. Aujourd'hui, la dictature d'Amin Dada repose purement et simplement sur les fusils.

Le maréchal est cependant pris dans une contradiction insoluble : si la terreur officielle (2) empêche la consolidation de la bourgeoisie commerciale, elle empêche également la stabilisation de l'économie. La hausse des prix et la pénurie sont maintenant des phénomènes quotidiens qui vont d'ouest en est. D'un côté, les professionnels économiques de la part de la paysannerie productive, qui refuse de vendre ses excédents de récoltes sur le marché, l'inflation galopante rendant le papier monnaie avec lequel elle est payée sans valeur — c'est le version ougandaise du « phénomène des ciseaux » soviétique des années 20 (3). La production de coton de l'année dernière a chuté de 60 % par rapport à celle de l'année précédente. Une telle crise économique, cependant, devrait rapidement tourner à la crise politique à la fois pour le pouvoir d'Etat et pour la bourgeoisie commerciale.

D'autre part, la faiblesse politique de la bourgeoisie commerciale a permis à un certain nombre de militaires de venir grossir ses propres rangs. Au fur et à mesure que ce processus s'accroît et que des officiers entrent dans les affaires, leurs intérêts individuels en viennent à coïncider avec les intérêts de classe de la bourgeoisie commerciale, même si leur origine professionnelle est l'armée, leur origine ethnique l'ouest du Nil et leur religion l'islam. Le maréchal Amin Dada, qui avait rendu possible leur accession à cette nouvelle position, apparaît maintenant comme l'obstacle majeur à la consolidation de leur situation. Compte tenu de leur origine militaire, ils pourraient très bien résoudre cette contradiction par un autre coup d'Etat.

### Une stabilité relative

Les nombreuses tentatives d'assassinat contre la personne d'Amin Dada au cours de l'année dernière sembleraient confirmer cette analyse. Et cependant, ce qui frappe particulièrement, c'est la relative stabilisation du pouvoir. A cet égard, il y a trois raisons. D'abord, la contradiction politique, mais du temps à venir, précisément parce que la crise économique a été lente à se développer. L'expulsion des Asiatiques n'a pas eu pour seule conséquence une baisse constante de la production des cultures d'exportation. Plus important a été le déclin extrêmement rapide des achats de biens de luxe, dont la bourgeoisie commerciale ougandaise était la principale consommatrice. Bien qu'une nouvelle bourgeoisie commerciale soit en voie de formation aujourd'hui, le changement de ses habitudes de consommation est relativement lent. La chute des exportations de produits agricoles est plus que compensée par la chute des importations de biens de consommation. Sans l'accroissement

fantastique des importations d'armes, la crise économique, et avec elle la crise politique du régime Amin Dada, aurait encore pu être différée.

Ensuite, le régime a récemment permis à la bourgeoisie commerciale et aux militaires d'étendre leurs visées au-delà du commerce, en s'appropriant des terres à la campagne. Au début, avec l'accord tacite des autorités gouvernementales et soutenu par un groupe de soldats, un homme d'affaires ou un militaire évincé de petits propriétaires et clôturait leurs terres pour en faire sa propriété privée. Récemment, en faisant voter une loi sur la nationalisation de toutes les terres, le pouvoir d'Etat a manifesté son intention de diriger lui-même l'attribution des terrains ruraux afin de se doter d'une base sociale à la campagne. Tandis que des apaisements partiels sont donnés à la bourgeoisie commerciale qui se voit parfois offrir de nouvelles possibilités de développement, les exploitants ruraux fraîchement pourvus de terres, alliés naturels de la petite classe ouvrière urbaine, ne peuvent pas se ranger aux côtés des opposants au régime Amin Dada ou au sein de cette même bourgeoisie commerciale. Leur méthode d'action, excluant par nécessité toute organisation populaire, ne peut être qu'un coup d'Etat armé.

Enfin, le changement le plus spectaculaire au sein du pouvoir d'Etat, sous le régime d'Amin Dada, s'est produit dans l'appareil de coercition. C'est par l'intermédiaire de son appareil militaire, démesurément grossi, que le pouvoir d'Etat pénètre la société civile par tous les pores. Mais le caractère très partiel de ces forces armées est leur relative indifférence à l'égard de la crise imminente des forces productives de l'économie nationale. Ses éléments les plus disciplinés, les anciens guerriers anyanya, sont d'origine étrangère. De même, leur armement est, en quelque sorte, tombé du ciel, cadeau fait à Amin Dada par ses protecteurs impériaux : il ne doit rien à un quelconque développement des forces productives au sein de l'économie nationale, mais dépend des puissances qui continuent d'exercer leur tutelle sur la néo-colonie.

(1) Bien que le maréchal Amin ait d'abord tenté d'obtenir l'assistance technique de l'Allemagne de l'Ouest puis du Japon, des études exploratoires montrèrent que les machines utilisées dans la plupart des installations industrielles (tel le complexe sucrier de Kakira) étaient si anciennes que les pièces de rechange et les techniciens requis pour les maintenir en fonctionnement n'existaient que dans le sous-continent indien.

(2) La terreur, manifestement, n'est pas dirigée seulement contre les membres avérés de la bourgeoisie commerciale naissante, mais aussi contre toute opposition de classe à l'ordre actuel. D'un côté, l'attitude ambivalente des hommes d'affaires à l'égard de la violence officielle : la même violence qui, périodiquement, terrorise ses propres membres élimine aussi sa propre opposition historique.

(3) Expression utilisée pour exprimer le désaccord entre les revenus agricoles et les prix des produits industriels (voir Ernest Mandel, *Traité d'économie marxiste*, tome IV, Julliard, 1962, p. 8).

\* Professeur à l'université de Dar-es-Salaam.

(Suite de la page 19)

En effet, les militaires devenus « politiques », de moins en moins enclins à assurer efficacement la défense nationale, tombent à leur tour dans tous les pièges de la corruption. Aussi l'instabilité du régime et du personnel politique, révélatrice de la rivalité de clans antagonistes, masque-t-elle, en réalité, une profonde instabilité de la politique elle-même, extérieure et intérieure.

C'est pourquoi l'illusion du gouvernement de « salut public » exceptionnel et transitoire, destiné à repasser la main aux civils une fois l'ordre rétabli, s'est vite dissipée, aussi bien en Haute-Volta à l'issue de quatre années d'une gestion effectivement plus saine mais à nouveau compromise par les années catastrophiques de sécheresse, qu'au Mali, où le retour à la vie constitutionnelle est illusoire, ou au Nigeria, où le renversement du général Gowon par le général Murtala Mohammed traduit le durcissement des militaires qui prétendent une fois de plus résoudre par la force des conflits sociaux de plus en plus aigus.

Dans certains cas, il est vrai, les militaires, que leurs traditions de discipline et de rigueur, en même temps que la force des armes, pouvaient rendre plus efficaces, ont pu amorcer certains de leurs objectifs — lutte contre la corruption ambiante et réorganisation

● **RECTIFICATIF.** — Dans l'article de Gilbert Comte sur les liens militaires entre la France et ses anciennes colonies, publié dans la première partie de ce dossier (décembre 1975), il fallait lire page 10, 4<sup>e</sup> colonne, cinq lignes avant la fin : « Depuis l'Algérie, les officiers français (et non « les policiers ») répugnent à se compromettre politiquement dans des opérations néo-coloniales. »

administrative : « Les militaires sont capables de gouverner... [L'armée] a dans ses rangs des juristes, des planificateurs, des administrateurs capables... », déclarait le colonel Acheampong lors de sa prise de pouvoir au Ghana en 1972. Ils y ont effectivement imposé une politique d'économie (dans l'achat des produits pétroliers), encouragé l'activité des entrepreneurs libano-syriens à l'échelle nationale et lancé des programmes vivriers (riz et ranches de bovins), tout en obtenant du monde occidental un répit pour le remboursement des dettes exigibles depuis 1972. L'originalité de ces pays par rapport aux précédents ne réside guère dans leur politique extérieure, qui navigue de façon analogue

entre des intérêts occidentaux prédominants et un essai de rééquilibrage en direction des pays socialistes. Ils manifestent plutôt un certain souci d'améliorer les conditions de vie de la paysannerie ou de la masse croissante des chômeurs plus ou moins déguisés de villes hypertrophiées mais par le recours privilégié à l'industrialisation de substitution d'importation ou à l'intensification de la production agricole exportable : étroitement inféodée à l'aide extérieure, leur politique s'appuie fondamentalement, à l'intérieur, sur les structures et les forces sociales en place, ce qui condamne ces tentatives prudemment réformistes à des résultats insensibles ou médiocres.

Enfin, ils n'ont guère la possibilité d'envoyer, dès présent, une politique de désengagement, sinon par des nationalisations plus ou moins formelles et généralement peu opératoires. A quelques nuances près, le recours à l'extérieur reste inchangé.

Finalement, en matière d'aide économique, la quasi-totalité des pays africains restent, peu ou prou, condamnés à subir la dépendance de l'Occident. Que le régime soit civil ou militaire n'y change rien ; la césure fondamentale se fait au niveau de l'idéologie politique :

et force est de reconnaître que seuls les pays à vocation socialiste, militaires ou civils (Tanzanie) se sont attaqués, jusqu'à présent, au problème structurel fondamental : celui de la transformation radicale des conditions de vie de la paysannerie, qui constitue entre 80 et 90 % de leur population. Mais l'avenir dira dans quelle mesure le régime militaire, s'il se bloque à ce niveau, peut échapper à son tour à la « récupération ».

CATHERINE COQUERT-VIDROVITZ

## Tentatives socialistes à usage interne

**R**ESTE le cas où les militaires au pouvoir entendent promouvoir la révolution des structures socio-économiques du pays. Sauf au Congo, où le mouvement, populaire au départ (descente des syndicats dans les rues de Brazzaville en 1963), a été progressivement repris en main par l'équipe au pouvoir, il s'agit d'une radicalisation progressive, à partir du coup d'État original. Certes, en Somalie, l'équipe au pouvoir, formée en Union soviétique ou à l'école des communistes italiens envoyés là en disgrâce après 1947, constituait dès l'origine la fraction la plus moderniste et politisée de l'élite ; l'objectif n° 1 est aujourd'hui la réorption du problème social et économique le plus aigu du pays, par la mise en place d'un processus réfléchi de réadaptation des nomades déstructurés par l'effroyable sécheresse des années passées (cf. le Monde diplomatique, août 1975). Mais en Éthiopie le putsch s'est trouvé submergé par le mouvement paysan fondé sur la réforme agraire (ibid.) ; aussi bien, dans ce pays figé dans des structures féodales

archaïques, l'armée constituait le creuset privilégié de la nation, en même temps que des seuls foyers intellectuels possibles. Au Bénin, c'est l'opposition de l'élite bureaucratique et intellectuelle qui a contraint les militaires à faire du recours direct aux masses le seul instrument de survie du régime : il s'agit que les mots d'ordre venus d'en haut deviennent effectifs par la participation à la base. D'où, face au blocage des traitements des cadres, une réorganisation démocratique des structures de décision au niveau des villages, des quartiers de villes et des communes répondant à l'intensification des programmes de coopératives de production agricole (SONADER) et à la hausse des prix des produits vivriers et du salaire de base.

L'originalité de ces régimes est que, même si l'emprise impérialiste demeure pesante, le prisme est donné aux problèmes sociaux de l'intérieur. Entourés de pays défilants ou hostiles, trop petits et trop éloignés pour pouvoir compter sur un soutien efficace du camp socia-

Yves Benot, « Indépendances africaines », tome 1 et 2, Maspéro, Paris, 1973.  
J. Chomaz, « L'Assemblage des Moudras », Maspéro, Paris, 1973.  
S. Dossin, « Military coups and military regimes in Africa », *Journal of Modern African Studies*, 15, 1971, pages 449-76.  
R. H. Bates, « The Moral of a Gun », Penguin, Londres, 1972.  
P. P. Goudeau, « Les Systèmes politiques africains », Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1971 et 1974 (deux volumes).  
W. F. Gutteridge, « The Military in Africa », *Journal of Modern African Studies*, 15, 1971, pages 1-12.  
L. Haxton, « Le rôle extra-militaire de l'armée dans le tiers-monde », *P. I. S.*, Paris, 1969.  
J. M. Lee, « African Armies and Civil Order », Londres, 1969.  
Ernest W. Lefevre, « Spear and Shield : Arms, Politics and Politics in Tropical Africa », The Brookings Institution, Washington, 1970.  
R. Lockham, « The Nigerian Military : A Sociological Analysis of Authority and Revolt, 1960-1967 », Londres, 1971.  
L. Martin, « The Uganda Military », *P. I. S.*, Paris, 1971, pages 81-121.

Roger Murray, « Militarism in Africa », *New Left Review* 38, juillet-août 1966.  
T. Xanopoulos et D. Martin, « Régimes militaires et classes sociales en Afrique », *Revue française de science politique*, 22 (4), août 1972.

## ECONOMIE

Giovanni Arrighi et John S. Beal, « Essays on the Political Economy of Africa », *Monthly Review Press*, 1973.  
G. de Bary et autres, « L'Afrique de l'indépendance politique à l'indépendance économique », Maspéro, Paris, 1973.  
E. Bates, « Colonialism and Underdevelopment in East Africa », Heinemann, 1973.  
Colin Leys, « Underdevelopment in Kenya : the Political Economy of Neo-Colonialism », Heinemann, 1973.

## ANNUAIRES

Stockholm International Peace Research Institute : « The Arms Trade with the Third World », Stockholm, 1971.  
« Africa South of the Sahara », Europa Publications, Londres (dernier volume : 1974).

## LE FILM SUR LE TRAVAIL FORCÉ EN U.R.S.S.

## Une brèche dans le système de l'information

**L**A projection du document sur le travail forcé en U.R.S.S. a suscité des réactions aussi significatives que le document lui-même. Le parti communiste français ne s'est pas associé à la thèse soviétique du « faux grossier » ; il a condamné l'existence de camps de travail, n'a pas mis en cause l'authenticité du témoignage.

Ainsi, une fois de plus, un document filmique ouvre une brèche dans le système bien clos de l'information traditionnelle. Face à l'information et à la culture officielles, contrainte par les classes dirigeantes, le P.C.F. s'est fondé sa propre contre-culture avec son arsenal de théories, de croyances, de certitudes. L'image a brisé ce système.

Mais, chaque jour, elle ouvre d'autres brèches dans chaque système d'information et la télévision n'est pas tellement tête commandée et si elle donnait de la société (française) une représentation moins aseptisée, moins soumise aux intérêts en place — bref, si elle était libre.

Tout camp de travail est un crime contre l'humanité. A voir celui qui rassemble ces prisonniers soviétiques, on aurait jugé pourtant, sans doute, que cette « colonie pénitentiaire » près de Riga est mille fois moins horrible que ce que l'on a vu au Chili, en Allemagne, en Espagne. Si l'on n'a pas commenté ainsi ce document, c'est qu'il force de s'enfermer dans un code conceptuel et verbal, les dirigeants soviétiques ont fini par atteindre l'objectif opposé à celui qu'ils recherchaient : on y a vu seulement la preuve qu'ils mentaient.

Et les communistes français ont justement compris qu'à l'ère du visuel il n'est plus possible aux institutions et aux opposants de mentir. Le fait important est qu'ils ont ainsi reconnu qu'une information n'a pas à émaner de leurs instances pour être une information vraie. Nécessité oblige, dit-on. Peut-être. Le P.C.F. n'en reconnaît pas moins, implicitement, qu'il ne peut y avoir information s'il y a monopole. Là

se trouve, semble-t-il, la signification de l'événement.

**U**N camp protégé par des barbelés, avec un guépard sur une sorte de belvédère. Ni le mirador ni le mur de protection ne sont particulièrement imposants, ni même élevés ; tout cela semble assez ordinaire. Uniformes verts, épaulettes rouges, militaires ou militaires montent

puis jettent, manifeste la preuve supplémentaire qu'il n'a pas été repris et revu après son tirage.

Document brut par conséquent, authentique, réalisé dans des conditions précaires, comme ex attestent les tremblements avant et après les zooms. L'angle de prises de vues variant assez peu, et le fond du décor revenant plusieurs fois, on peut supposer que le film a été pris à

Par MARC FERRO

la garde, des chiens policiers les accompagnent. Soudain, fortement encadrés par des militaires, des prisonniers s'apprêtent à marcher en rang, à un pas normal, sans l'apparence d'une discipline particulièrement stricte. Mais la présence des chiens, fréquemment dans le champ, atteste d'une surveillance étroite et constante.

A nouveau, on reçoit des prisonniers : au retour d'un chantier ? Puis on voit les camions cellulaires qui les transportent. Les chauffeurs se croisent, plaisantent ; un camion s'arrête et, d'un air de convoi ; conducteur et gardiens, bien sûr, l'un s'en va uriner, l'autre en riant quelqu'un dans le champ de la caméra. Un chien policier réapparaît.

Le film dure environ huit minutes ; il est muet et en couleur. Quelques « bloopers », au milieu du document sont le signe d'un arrêt dans la prise de vues. Aucune construction dans ce film, aucun montage ni réduction ou adjonction de documents hors-film tels que cartes ou plans illustrés. Il ne s'agit pas, par conséquent, d'un film élaboré, travaillé, reconstruit ou réduit, mais bien d'un document ininterrompu (sauf les pauses) tel que la caméra l'a saisi. La succession de scènes, tantôt « vides », tantôt représentatives,

partir d'un ou deux points fixes, soit dans un bosquet au virage d'une route, soit de l'intérieur d'une voiture arrêtée puis en mouvement, à une distance variant de dix à quatre-vingt mètres des lieux filmés. Toutes ces données pourraient impliquer que l'opérateur se cachait mais qu'il y avait une relative liberté d'accès aux lieux filmés. Seul indice contraire : le geste familier d'un des gardiens ; mais peut-être, loin de s'adresser à l'opérateur, visait-il un collègue dans le champ.

Document brut mais ni fortuit ni innocent, ce film a été réalisé pour témoigner. Deux preuves : les zooms et gros plans portés uniquement sur les indices de localisation, qui ont pour fonction d'authentifier le document : numéro minéralogique des camions, indications des lieux en caractères latins ou cyrilliques, etc. Autre manifestation des volontés de l'opérateur : les plans les plus longs sont représentatifs du régime carcéral : barbelés, mirador, murs d'enceinte. Les seuls autres plans en longueur représentent les scènes « vivantes », telle la pause des gardiens.

**T**OUTES ces scènes, et non-seulement, se situent à la Hsière d'un faubourg, entre ville et campagne, près de Riga, a-t-on dit. Dans un

pré, près de la bâtisse, deux vaches ; dans la rue qui la longe, une voiture, quelques passants.

Il ne s'agit pas, on le voit, d'un « univers concentrationnaire », d'un camp de type nazi ou même d'une grande prison « moderne » comme il y en a en France ou aux États-Unis. La bâtisse évoquerait plutôt une « sous-interdite », par exemple celle qui avoisinerait un camp militaire situé aux abords d'une grande ville. Pour autant qu'ils s'y aventurent, les habitants de la cité peuvent parfaitement savoir qu'il y a des prisonniers derrière ces murs, mais des panneaux d'interdiction limitent l'accès, la visibilité.

À côté des camps de concentration, il existe aussi des modes d'incarcération plus ordinaires. Ici, selon toute probabilité, il s'agit non d'un camp de prisonniers politiques, mais d'un camp de concentration où sont internés des condamnés à moins de trois ans de travail forcé. Ceux qui sont condamnés à plus de trois ans seraient regroupés dans des camps plus isolés, loin des grandes villes. Notons que les lettres « L » qui figurent sur un des camions ne signifient rien de particulier : sur d'autres véhicules on peut lire Lat, Las, etc.

L'accusation de « faux grossier », soutenue par les officiels soviétiques, vient du fait que, lors de sa présentation, le reportage a été annoncé comme un film sur les « camps » de concentration pour « détenus politiques ». Or il ne s'agit pas exactement d'un « camp » mais d'une « colonie » dont le régime pénitentiaire est plus souple, avec salaires et réductions de peine possibles si on dépose les « comptes ». Quant au fait qu'il s'agit de détenus de droit commun, l'assertion n'est pas démontrable, puisque, légalement, il n'y a pas de prisonniers politiques en U.R.S.S. Qui est pas satisfait du régime est considéré comme un ennemi de la société, par conséquent défini comme un délinquant ; ou bien il est considéré comme ennemi. Et traité comme tel.

## Le carnet des ambassades

● L'ambassadeur de Côte d'Ivoire et Mme Appaguy Tanoé ont donné une réception le 8 décembre à l'occasion du quinzième anniversaire de l'indépendance de leur pays.

● A l'occasion de la fête nationale, le chargé d'affaires de la République

du Kenya et Mme Crispus M. Njuma ont offert une réception le 12 décembre.

● M. Constantin Filan, ambassadeur de la République socialiste de Roumanie, a donné une réception le 17 décembre à l'occasion d'un colloque d'histoire franco-roumain.

● M. René Mahu, ancien directeur général de l'UNESCO, est décédé le 19 décembre 1975.

● Nous avons appris le décès de M. A.P. Frangula, secrétaire perpétuel de l'Académie diplomatique internationale, ancien délégué de la Grèce au Conseil de la Société des Nations.

## ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

FINLANDE

(30 novembre 1975)

Premier ministre : M. Martti Miettunen ; ministre des affaires étrangères : M. Kalevi Sorsa ; justice : M. Erilinen ; intérieur : M. Pääso ; ministre de l'intérieur : M. Olli Hänninen ; finances : M. Pentti Partanen ; second ministre des finances : M. Viljo Lehtinen ; commerce et industrie : M. Eero Ruuska ; affaires sociales et santé publique : M. Eino Järvelin ; ministre des affaires sociales et de la santé publique : M. Eino Järvelin ; transports : M. Eero Ruuska ; éducation nationale : M. Pääso ; ministre de l'éducation nationale : M. Eero Ruuska ; travail : M. Pääso ; agriculture : M. Heimo Lehto ; plan : M. Eero Ruuska ; défense : M. Eero Ruuska ; commerce extérieur : M. Eero Ruuska.

NOUVELLE-ZÉLANDE

(12 décembre 1975)

Premier ministre, ministre des finances, ministre chargé du département législatif et du département de la vérification des comptes publics : M. R.D. Muldoon ; premier ministre adjoint, ministre des affaires étrangères, du commerce extérieur et du développement national : M. E.E. Tabbors ; travail, fonction publique : M. J.E. Gordon ; agriculture et pêcheries, affaires maritimes, pêche et la corporation du financement rural : M. D. Macdonald ; commerce et industrie : M. E.E. Tabbors ; justice : M. D.D. Thomson ; logement, développement régional et ministre adjoint des finances : M. G.P. Caird ; éducation, science et technologie : M. L.W. Gendall ; santé et bien-être : M. T.P. Gill ; ministre de l'Énergie : M. Keith Holyoake ; transports, aviation civile et services météorologiques : M. Keith Holyoake ; O.C.A. ; travaux publics : M. W.L. Thompson ; énergie, électricité et mines : M. E.E. Tabbors ; défense, police et

anciens combattants : M. A. McGready ; affaires sociales, chargé des agences gouvernementales des assurances et de la commission de règlement des dommages de guerre et des sinistres naturels : M. H.J. Weber ; affaires locales, gouvernement local, loisirs et sports, défense pénitentiaire, loi et ordre : M. O.J. Hight ; douanes, ministre associé des finances, du chargé du département des impôts, du département des statistiques et des sociétés antiques : M. F.J. Wilkinson ; terres, forêts, environnement, chargé du département d'immigration des valeurs immobilières : M. V.S. Young ; tourisme, publicité, chargé de l'imprimerie nationale : M. H.R. Leonard ; postes, chargé de la radio-télévision, du bureau exécutif des télécommunications : M. H.C. Templeton.

PEROU

(30 août 1975)

Président de la République : général de division Francisco Morales Bermúdez Cerruto ; premier ministre et ministre de la guerre : général de division Oscar Vargas Prada ; aviation : lieutenant-général Daniel Poggi Morán ; marine : vice-amiral Jorge Fariñas Guillén ; affaires étrangères, chargé de la division Vera Valdez ; plan, développement, mines et mines : général de division Luis La Torre Valdez ; pêcheries : contre-amiral Francisco Mariátegui Angulo ; logement et construction : contre-amiral Juan Carlos Arana ; santé : lieutenant-général Jorge Tanguay de la Flor ; agriculture : général de division Enrique Gallegos Teneiro ; intérieur : général de brigade César Campos Quesada ; travail : lieutenant-général Luis Galindo ; industrie et tourisme : général de brigade Gastón Ibáñez O'Brien ; économie et finances : M. Luis Borda Costamara ; alimentation : général de brigade Rafael Boyos Rubio ; commerce : général Luis Arias Graziani ; transports et communications : général de brigade Armando García Verónica ; éducation nationale : général de brigade Ramon Miranda Ampuero.

Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ-de-Mars, 6/10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris, Filiale de Ventes directes de la S.A. Automobiles Citroën créé, particulièrement, à l'intention de Messieurs les Membres du Corps Diplomatique et des Organismes Internationaux, se tient à leur entière disposition pour tout renseignement qu'il leur plairait d'obtenir.

**CITROËN CHAMP-DE-MARS S.A.**  
Tél.: TY CITRO-24833 - Tél. 567.99.20 - 763.52.76

CITROËN

سكس من النحل



## UNION SOVIÉTIQUE

Les directives du X<sup>e</sup> plan quinquennal

## Vers une coopération économique plus active avec l'Ouest

Le projet de directives du X<sup>e</sup> plan quinquennal, qui a été publié dans la Pravda du 14 décembre, sera proposé à la ratification du XXV<sup>e</sup> congrès du parti en février 1976. C'est un remarquable document, conçu et présenté selon des règles immuables, un catalogue parsemé des formules rituelles sur la suprématie du socialisme, le rôle éminent du parti et les quelques défauts qui freinent la marche en avant.

Où en est l'Union soviétique ? Que veut-elle ? Au chapitre des bilans, il est dit que de 1971 à 1975 la production industrielle s'est accrue de 43 % et la production des biens de consommation de 37 %. Pendant cette période, deux mille grandes entreprises ont été créées. La production agricole, elle, a crû de 13 % et 4,5 millions d'hectares de terres nouvelles ont été cultivées. Les revenus réels par habitant, indique encore le document, ont été améliorés de 24 %. Les salaires des ouvriers et employés ont été augmentés de 25 % et les revenus des kolchoziens de 25 %.

D'ici à 1980, si les calculs des planificateurs sont exacts, la production industrielle augmentera de 35-38 %, mais l'industrie lourde (+ 38-42 %) progressera plus que celle des biens de consommation (30-32 %). Parmi les chiffres cités retenons ceux-ci : à l'expiration du nouveau plan, l'U.R.S.S. devra produire chaque année 620-640 millions de tonnes de pétrole, 400-425 millions de mètres cubes de gaz naturel, 790-810 millions de tonnes de charbon, 180-170 millions de tonnes d'acier, un peu plus de 2 millions de véhicules automobiles, dont 800 000 ou 850 000 camions. La production agricole devrait augmenter de 14 à 17 %. A ce propos, les experts se montrent plutôt ambitieux : ils annoncent une production annuelle de céréales de 215 à 220 millions de tonnes, alors qu'en 1975 134 millions seulement ont été engrangés.

Le programme ainsi proposé trappe donc à la fois par sa modestie relative dans le domaine industriel et par son ampleur pour ce qui est de l'agriculture. Faut-il penser qu'après avoir mis l'accent sur les bases de l'industrialisation, puis sur la chimie, les dirigeants vont maintenant accorder la priorité des priorités à l'agriculture ? Les directives ne permettent pas de tirer une telle conclusion. Il est d'ailleurs de plus en plus difficile d'établir une hiérarchie dans les soucis des dirigeants. Tout se passe comme s'ils voulaient tout faire à la fois. A moins que les

directives ne soient le fruit d'un compromis où chacun trouve son compte.

Révélateur à cet égard est le passage dans lequel sont mentionnées les insuffisances du système. Trop souvent, les cadres ne prennent pas les mesures nécessaires pour tirer parti rapidement des progrès techniques : les investissements sont dispersés, et une grande partie du matériel reste longtemps inutilisée. On se demande alors quelles mesures compte prendre le pouvoir suprême pour venir à bout de l'inertie des bureaucrates et des techniciens, car les bons conseils et les recommandations générales n'y suffisent sans doute pas.

Il est dit à un endroit qu'il faut tabler sur les stimulants matériels. Qu'il faut « améliorer la structure et diminuer les échelons de direction ». Ailleurs, il est demandé de « développer et élever l'efficacité des systèmes automatisés de direction et des unités de calcul ». Cette juxtaposition montre qu'un problème posé depuis plus de dix ans n'est pas définitivement résolu.

A la fin du règne de Nikita Khrouchtchev, tous les économistes et les dirigeants étaient d'accord sur le diagnostic : il n'était plus possible de continuer à juger le rendement selon la quantité de biens produits. Pour satisfaire les obligations du plan, les usines, et à l'intérieur de chaque usine les équipes, travaillaient sans se soucier de l'usage qui serait fait de leur produit. Il leur suffisait d'atteindre les indices quantitatifs. Peu leur importait que des marchandises s'accumulent sans trouver preneur.

Pour remédier au mal, les « novateurs » proposèrent la réforme dite des biens directs entre producteurs et utilisateurs. Désormais, les entreprises seraient jugées non plus selon le volume matériel de leurs marchandises mais selon le bénéfice qu'elles enregistraient. A elles de traiter directement avec les clients, de s'adapter à leurs besoins. D'un bout à l'autre de la chaîne, travailleurs et cadres seraient intéressés au profit. Cette réforme faisait appel à la responsabilité de tous les producteurs, elle s'appuyait sur les stimulants matériels. Elle fut adoptée dans ses grandes lignes à la fin de 1965, mais avec des correctifs qui en atténuaient singulièrement la portée.

Les éléments les plus conservateurs mettaient en garde contre les conséquences politiques de cette réforme. Tel qu'il s'est solidifié, le régime soviétique

repose sur le centralisme démocratique, mais beaucoup plus sur le centralisme que sur la démocratie. Dans un ensemble aussi vaste et aussi hétérogène, les autorités de la capitale redoutent plus que tout les tendances centrifuges. C'est le parti et son appareil qui doivent assurer la cohésion. Or, si on allait jusqu'au bout de la réforme adoptée en 1965, une partie du pouvoir réel passerait des membres de l'appareil ou des représen-

Par BERNARD FERON

tants des administrations centrales aux gestionnaires de l'économie. La planification impérative ferait place à une planification indicative. L'introduction des mécanismes d'économie de marché n'aurait-elle pas modifié le socialisme tel que l'entendent depuis des décennies les dirigeants du Kremlin ?

Les événements de 1968 en Tchécoslovaquie renforçant la position des conservateurs. A partir du moment où il fut décidé d'intervenir à Prague, les réformateurs moscovites se trouvèrent dans une situation inconfortable. Leurs contradictions avaient beau jeu d'affirmer que la réforme économique décidée et appliquée en Tchécoslovaquie avait provoqué l'effondrement du système traditionnel. Dès 1965, les novateurs soviétiques avaient dû accepter des limitations qui réduisaient considérablement leur œuvre. En même temps qu'était accrue la responsabilité des gestionnaires locaux de l'économie, le pouvoir de contrôle de l'appareil du parti était renforcé. A cette époque, on pouvait noter que le législateur s'était arrêté à mi-chemin.

De leur côté, les conservateurs ne nient pas l'existence du problème. Sur le diagnostic, ils étaient d'accord avec leurs adversaires. Mais ils préconisaient un tout autre traitement. La bureaucratie dont souffre le pays est critiqueable surtout par son incompétence, par son incapacité à saisir dans leur totalité les questions qui se posent. Il faut donc, non pas bouleverser de fond en comble les mécanismes de gestion, mais donner aux cadres supérieurs de l'Union les moyens de faire correctement leur travail. C'est possible grâce au progrès de la technique. A la limite, un ordinateur géant pourrait contrôler minute après minute l'évolution de l'économie nationale.

Les tenants de la première école trouveront dans les directives une confirmation de leurs thèses dans l'affirmation qu'il convient de tabler sur les stimulants matériels, mais c'est une piètre consolation. A la différence des Chinois, les dirigeants soviétiques ont toujours affirmé qu'il fallait, dans la phase actuelle, faire appel à l'intérêt matériel des producteurs. N'est-ce pas d'ailleurs la loi de la période socialiste (« de chacun selon ses possibilités à chacun selon son travail ») par opposition à la loi communiste (« de chacun selon ses possibilités à chacun selon ses besoins »). L'U.R.S.S., selon ses doctrines, a achevé la construction du socialisme, mais elle ne fait qu'entrer dans le communisme. Il s'agit alors de savoir dans quelle mesure l'intérêt matériel est aujourd'hui le régulateur de l'économie.

Dans les conclusions des directives, il est affirmé à diverses reprises que le nouveau plan sera celui de « l'efficacité et de la qualité ». Employée il y a une dizaine d'années, une telle formule aurait comblé d'aise les réformateurs puisque c'est précisément pour obtenir efficacité et qualité qu'ils démantelaient leurs projets. Aujourd'hui, le mot d'ordre appartient à tous.

Cependant un autre débat, perceptible depuis plusieurs mois, paraît conclu. On peut ainsi le résumer : l'U.R.S.S. doit-elle, pour se développer, compter sur ses seules forces ou pour aller plus vite, peut-elle coopérer avec les pays non socialistes ? Le chapitre IX des directives indique qu'à l'avenir le développement sera assuré essentiellement par les régions orientales. C'est de là que viendra tout l'accroissement de la production de pétrole, de gaz, d'aluminium, 50 % de l'accroissement de l'extraction du charbon, etc. En revanche, à l'ouest de l'Union il n'est prévu en règle générale que le rééquipement ou la reconstruction des entreprises déjà existantes.

Or l'U.R.S.S. ne peut assurer avec ses seules ressources un développement rapide de la Sibérie et de l'Extrême-Orient. M. Brejnev avait, pour sa part, choisi la coopération avec les pays capitalistes les plus avancés. La politique extérieure, disait-il, est le problème numéro un de la politique intérieure. Cette prise de position n'allait pas de soi. Les dirigeants plus enclins que leur secrétaire général à faire de l'idéologie soutenaient que le premier Etat socialiste du monde devait

se soucier de combattre le capitalisme plus que de collaborer avec lui. La crise économique de l'Ouest leur donnait deux arguments :

1) Les circonstances sont propices pour exacerber et exploiter les difficultés de l'ennemi de classe ;

2) L'U.R.S.S. se place d'elle-même en position de fragilité si son expansion dépend de ses partenaires.

En approuvant les directives du plan quinquennal, le comité central a tranché en faveur des partisans de la coopération avec l'Ouest. Le document indique que dans les cinq prochaines années le commerce extérieur augmentera de 30 à 35 %. Il demande aux producteurs soviétiques d'élever la qualité de leur travail pour qu'il soit concurrentiel à l'exportation, ce qui permettra d'accroître la quantité de marchandises importées. Il est prévu d'augmenter l'achat et le vente de licences et autre documentation technique, d'introduire de nouvelles formes de coopération économique, scientifique et technique mutuellement avantageuses, en particulier avec des projets communs. Bref, l'Union soviétique entend prendre une part plus active « à la division internationale du travail ».

On pourrait alors déceler une contradiction entre l'introduction et la conclusion du texte. Au début, il est noté que, grâce à son système de planification, l'U.R.S.S. est à l'abri de la crise qui frappe le monde capitaliste : elle ne connaît ni chômage, ni inflation. Mais ne subit-elle pas le contrecoup de ces crises dans la mesure précisément où elle étend sa coopération avec l'Ouest ? Il lui faut payer plus cher les biens d'équipement, les services qu'elle achète. Même si elle en limite les effets les plus immédiats sur les consommateurs, elle ressent l'inflation d'autrui. Le nouveau plan quinquennal marque un certain ralentissement de la croissance dont les causes sont diverses. Il est évident qu'une économie nationale ne peut constamment battre des records. Le développement provoque à la longue un essouffement du rythme de progression. D'autre part, les goulets d'arrangement amènent les planificateurs à faire preuve de prudence. Enfin l'Union soviétique est plus sensible qu'elle ne l'était jadis à la conjoncture mondiale. En voulant participer plus activement à la division internationale du travail elle s'expose, par le fait, aux vents qui secouent le marché.

## CINQ ANS D'EFFORTS POUR LA PAIX

(Suite de la première page.)

On ne saurait pourtant tolérer que soit jeté au vent le capital commun de la politique du réalisme et du bon sens. Donc, considérons encore les cinq années écoulées du programme de paix en action, le bilan de l'interaction concordante des initiatives pacifiques des pays socialistes d'Europe et des tendances réalistes qui se manifestent dans la politique de l'Occident.

— ASIE DU SUD-EST : la conclusion, en mai 1972, de l'accord de paix de Paris a ouvert la voie à la liquidation de l'un des plus dangereux foyers de guerre. Les trente années de lutte de tous les peuples d'Indochine se sont achevées avec succès. La fin du conflit en Asie du Sud-Est, que l'Union soviétique et toutes les forces pacifiques ont recherchées avec persévérance, a servi la cause de l'assainissement du climat international, et notamment la détente dans les relations entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis.

— PROCHE-ORIENT : en octobre 1973, la brusque flambée du dangereux conflit qui frappe en longueur entre Israël et les Arabes a été éteinte et ce conflit a été mis sur les rails d'un règlement pacifique, ce en quoi la position constructive de l'U.R.S.S. a joué un rôle non négligeable. L'évolution ultérieure des choses est encore loin de justifier les espoirs d'un règlement d'ensemble du conflit par l'évacuation totale des troupes israéliennes des territoires arabes occupés, la satisfaction des droits du peuple palestinien à un foyer national et la coexistence pacifique garantie de tous les Etats de cette région.

— EUROPE : la conclusion de l'accord quadripartite sur Berlin-Ouest en septembre 1971, l'entrée en vigueur en 1972 des traités entre l'U.R.S.S. et la R.F.A., entre la R.F.A. et la Pologne sur l'inviolabilité des frontières d'après guerre et le non-emploi de la force, et la normalisation qui a suivi des relations entre la R.F.A. et la R.D.A. et les autres Etats socialistes d'Europe, ont débarrassés la voie à l'achèvement heureux, en août 1975 à Helsinki, de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

— DESARMEMENT : conclusion d'un accord sur l'interdiction de l'arme bactériologique, élaboration d'un accord international analogue sur les armes chimiques, mise à l'ordre du jour de la question de l'interdiction de la mise au point de toutes les nouvelles sortes d'armes d'extermination massive, premières ententes soviéto-américaines concernant la limitation des armes stratégiques offensives et défensives, début des négociations sur la réduction des forces armées et des armements en Europe centrale — tout cela constitue un sérieux pas en avant dans la perspective de mesures réelles à prendre dans cette sphère.

— DECOLONISATION : la Guinée-Bissau, le Mozambique, les îles du Cap-Vert, Sao-Tomé et Principe, les îles Comores, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'Angola, ont rejoint les rangs des Etats indépendants. Presque partout sur la Terre, à l'exception de quelques foyers, il a été mis fin à la domination coloniale directe, bien que des foyers de racisme subsistent, en particulier au sud de l'Afrique. La voie de la décolonisation et du renforcement de l'indépendance des jeunes Etats n'est pas encore débarrassée des réticences de l'ancien et du nouveau colonialismes qui peuvent prendre la forme d'une intervention armée directe, comme le montre l'exemple de l'Angola.

— COEXISTENCE PACIFIQUE ET COOPÉRATION : la signature en 1972 du document soviéto-américain sur les bases de leurs relations et d'autres ententes sur la coopération dans divers domaines ont marqué un tournant radical dans les relations entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. La coopération mutuellement avantageuse entre les pays socialistes et capitalistes

dans les domaines politique, économique, scientifique, technique et culturel, qui a été particulièrement marquée dans les relations entre l'U.R.S.S. et un certain nombre de pays modernes d'Occident (France, R.F.A., Angleterre, Japon) s'est encore développée.

La réorganisation des relations internationales se manifeste également dans la permanence du dialogue entre les Etats au niveau le plus élevé et dans un nombre croissant d'accords de caractère bilatéral et multilatéral. Durant la période de l'« offensive de paix », l'Union soviétique et les autres pays de l'Europe socialiste ont conclu plus de soixante accords, traités et autres documents normalisant leurs relations avec les Etats capitalistes, définissant le cadre et le règlement d'une coopération mutuellement avantageuse dans différents domaines, juridiquement consacrée par la signature de documents portant des caractéristiques nouvelles : régularité entre l'U.R.S.S. d'une part, les Etats-Unis, la France, l'Italie, la R.F.A., la Belgique, la Finlande, etc., d'autre part.

## L'exemple de l'Europe

Le 1<sup>er</sup> août 1975, l'U.R.S.S. et la France, ainsi que trente-trois autres pays, sont devenus les parties prenantes de l'accord historique réalisé à l'étape finale d'Helsinki de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Des principes tels que le respect de l'égalité souveraine des Etats, le non-emploi de la force, l'inviolabilité des frontières, l'intégrité territoriale, la non-ingérence dans les affaires intérieures, le règlement pacifique des litiges, le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, l'égalité en droits et le droit des peuples à disposer de leur sort, la coopération entre les Etats et l'exécution consciencieuse des engagements pris en vertu du droit international, constituent en quelque sorte des commandements obligatoires pour tous.

Il est profondément symbolique que cet accord ait été réalisé l'année du trentième anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale, ce qui a remis en mémoire les immenses sacrifices et les dures leçons du passé. « L'Union soviétique ne considère pas les résultats de la conférence comme un simple bilan politique de la seconde guerre mondiale », a souligné à Helsinki Leonide Brejnev. C'est en même temps la prise de conscience de l'avenir, appliquée aux réalités actuelles, et de l'expérience séculaire des peuples européens.

L'un des exemples de cette projection dans l'avenir des accords d'Helsinki est constitué par les résultats des entretiens au plus haut niveau lors de la récente visite du président Valéry Giscard d'Estaing à Moscou. La déclaration soviéto-française a souligné que les deux parties conside-

rent l'accord d'Helsinki comme un programme d'action à long terme.

L'humanité n'a pas encore réussi à arrêter la course aux armements ni à en ralentir notablement le rythme. Dans ces conditions, l'exemple donné par les Etats les plus puissants, dont les initiatives s'appliquent au cœur même du problème, à savoir les armements stratégiques, est particulièrement important. L'accord de Vladivostok et les mesures prévoyant sa réalisation, qui sont à l'ordre du jour du nouveau cycle des négociations soviéto-américaines, sont axées à porter l'œuvre de désarmement à un point tel qu'il sera non seulement possible de fixer pour la première fois des limites au développement des types d'armes les plus dévastatrices se trouvant actuellement dans les arsenaux, mais aussi de commencer le compte à rebours du processus inverse — la réduction de ces arsenaux.

Les négociations de Vienne sur la réduction des forces armées et des armements en Europe centrale soulèvent aussi de grandes espérances. L'Union soviétique est toujours prête à procéder à une telle réduction, en tenant compte des intérêts nationaux et de la sécurité égale de toutes les parties. Il faut espérer que l'année 1976 apportera des progrès pratiques dans ce secteur important de la détente militaire.

Significative est la trentième session de l'Assemblée générale de l'ONU qui s'est transformée en une démonstration de soutien de l'écrasante majorité des pays en faveur des propositions soviétiques d'interdiction générale et totale de tous les essais d'armes nucléaires, d'interdiction

de la mise au point et de la fabrication de tout nouveau type d'arme d'extermination massive, d'interdiction de contribuer de l'environnement à des fins militaires, de réalisation de la déclaration prise antérieurement de convoquer une conférence mondiale du désarmement.

L'exemple de l'Europe a souligné à nouveau la nécessité d'étendre les principes de la coexistence pacifique et du non-

emploi de la force à d'autres régions. Le programme de paix mentionne la volonté de l'Union soviétique de contribuer de toutes les manières possibles à ce processus, de participer à des accords bilatéraux et multilatéraux. L'Union soviétique s'est prononcée pour l'union des efforts des pays d'Asie en vue de créer une nouvelle structure de la sécurité dans cette région sur une base collective.

## Un cours irréversible

La réalisation concrète du programme de paix soviétique a stimulé de nombreux changements positifs dans l'arène internationale. En même temps, on ne peut ignorer les difficultés déterminées en premier lieu par le fait que les pays capitalistes possèdent des systèmes sociaux et des modes de vie différents. Les différences idéologiques ne sauraient être réglées par des actions diplomatiques et des accords internationaux. C'est la compétition entre les deux systèmes opposés qui résout ce débat.

Cependant, l'une des tâches clés de la politique de détente consiste à faire en sorte que ce débat d'idéologie et la compétition des systèmes ne dégénèrent pas en une nouvelle guerre. Il faut mettre en lumière le potentiel de coopération entre les pays à systèmes sociaux différents dont les fruits, malgré ces différences, pourraient revenir à chacun des participants de cette coopération et à la paix mondiale.

Des discussions, des jugements et des tendances contradictoires ont été suscitées par le développement de la détente. On peut comprendre les gens qui préoccupent les difficultés objectives qui se manifestent dans cette voie, mais ils mettent en définitive leurs réflexions et leurs doutes au service de la recherche de moyens plus perfectionnés pour progresser dans cette direction.

Il en va tout autrement quand la critique de la détente nia que toutes les parties trouvent dans la coexistence pacifique et la coopération un intérêt mutuel et égal. J'ai récemment pris connaissance des appréciations du sénateur américain Henry Jackson et du leader syndicaliste de droite George Meany. Leur griet à l'égard de la détente sont, en fait, un mélange de toutes les difficultés, mécomptes et contradictions éprouvés par l'Amérique et l'OTAN, depuis l'augmentation des prix des produits alimentaires jusqu'aux faillites qui se produisent dans la bastion sud-européenne du bloc de l'Atlantique, depuis la perte par l'Amérique de sa suprématie dans le potentiel de fusées nucléaires au cours de la dernière décennie jusqu'aux échecs essuyés dans les tentatives de dicter à l'Union soviétique des changements de sa politique intérieure.

J'ai déjà eu l'occasion de parler de cette tactique « antidétente », où la méthode des « substitutions » et des « sollicitations » est utilisée pour resusciter les priorités de la « guerre froide » et les opposer aux priorités de la coexistence pacifique et de la coopération. La détente n'est pas une arène pour des opérations de marchandage du style : « L'Occident a fait tout ce qui lui était possible, à présent c'est à l'Union soviétique de faire un pas ». L'Est et l'Ouest sont venus à la détente ensemble, en partant de directions opposées. Ce faisant, à la différence, par exemple, de la France, les Etats-Unis se sont obligés à attendre plus longtemps que les autres, tant qu'ils n'avaient pas épuisé les conséquences funestes de l'« arrogance de la force » au Vietnam et tant qu'ils n'avaient pas vu le fond de l'abîme au bord duquel ils étaient arrivés. Aussi est-il logique de demander aux champions de l'antidétente quelle alternative ils proposent. Il n'y a pas d'autre solution de rechange que le retour au « bord de l'abîme ». Mais il faut supposer que le potentiel de réalisme et de bon sens manifesté partout ne permettra pas aux gens investis du capital politique du passé de recruter des compagnons de route d'hier.

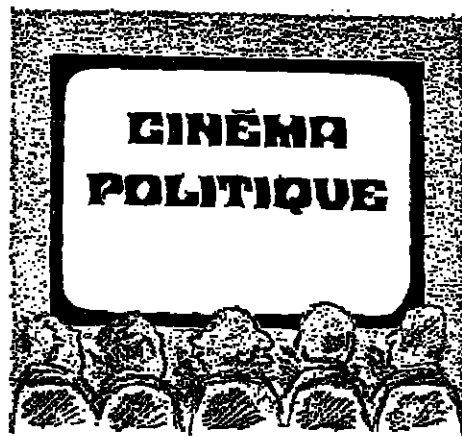
La vitalité de la détente, son approfondissement et son enrichissement, dépendent d'un mouvement progressif continu. Toute une série d'objectifs définis par le programme de paix soviétique sont déjà atteints. Le danger d'une guerre nucléaire mondiale a été repoussé. Un tournant vers une coexistence et une coopération productives a été réalisé en Europe et dans les relations entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis.

Rendre ce processus irréversible, telle est la priorité essentielle de la politique extérieure soviétique, qui déterminera aussi incontestablement les prochaines décisions du XXV<sup>e</sup> congrès du P.C.U.S. Ainsi que le soulignait récemment Leonide Brejnev, la « définition des tâches de la lutte future pour l'affaiblissement du danger de guerre, pour la consolidation de la paix et le développement de la coopération pacifique entre les Etats » occupera une place très importante dans les travaux de ce congrès.

SPARTAK BREGLOV.







lence, cette question de l'antériorité paraît en tout cas centrale, et des statistiques bruyantes autorisent le débat : on calcule, en général, une moyenne de 6,6 crimes ou actes violents par long métrage ; aux États-Unis, la télévision diffuse une séquence violente toutes les dix minutes approximativement, et 20 % des programmes transmis aux heures de plus grande écoute ont la violence pour moteur.

Les sociologues, malgré ces chiffres, restent prudents et se gardent de voir dans le cinéma l'origine exclusive de l'agressivité moderne. Des hommes politiques, par contre, représentent, entre autres, des accusations caduques aussi vieilles que le cinéma

Qui a commencé ? Les films ? La réalité ? Pour l'attribution de la violence, cette question de l'antériorité paraît en tout cas centrale, et des statistiques bruyantes autorisent le débat : on calcule, en général, une moyenne de 6,6 crimes ou actes violents par long métrage ; aux États-Unis, la télévision diffuse une séquence violente toutes les dix minutes approximativement, et 20 % des programmes transmis aux heures de plus grande écoute ont la violence pour moteur.

CES deux prolongements violents, apparemment inspirés par des films, sont contradictoirement sanctionnés par les pouvoirs publics ; alors que les jeunes délinquants à la S04 sont naturellement écroués, M. Sonnier, lui, est qualifié par le ministre de l'intérieur de « maire énergique et plein d'imagination » (5). Y aurait-il donc une violence juste et une autre intolérable ? De fait, oui, puisque notre culture établit comme règle que toute violence qui n'est pas au service de l'ordre, de la loi, est maudite.

Les producteurs de cinéma le savent bien qu'ils transforment de plus en plus les inspecteurs de police en grands préteurs de la violence au service de l'ordre. Ces films sont rarement dénoncés. Il serait pourtant prudent de les craindre ; des affaires récentes le prouvent : le policier meurtrier de Mohamed Diab pourrait lui-même alléguer l'influence néfaste de films comme : l'inspecteur Harry, Justice sauvage, Electro Glide in Blue, Magnum Force, ou Police puissance sept.

En général, lorsque les pouvoirs publics moralisent la violence, lui donnent un sens, ils la renvoient systématiquement d'un seul côté de la société ; ils font d'un groupe le détenteur exclusif et exceptionnel de l'agressivité ; ils se donnent alors la tâche de consacrer ce groupe, de le dompter et de l'exterminer du corps social (cf. l'affaire de la « Bande à Baader »). La plupart des défenseurs de l'ordre musicalisent tout un raisonnement vultueux pour justifier leur intransigence ; ils opposent agressivité et responsabilité, cette dernière ayant pour mission impérative d'apaiser la première. C'est au nom de ce principe que le garde des sceaux, M. Lecanuet, a reproché aux criminologistes leur tolérance :

« Les analyses des criminologues, déclare-t-il, finissent par trouver toutes les excuses aux criminels. À la limite, le criminel est innocent. Il est le produit de la société. Il est le résultat déterminé des mystères de la physiologie et de la psychologie. Bref, à les entendre, il n'y a pas de responsabilité. Je crois en la liberté, je crois en la responsabilité de l'homme. » (6).

De telles déclarations s'appuient sur des conceptions psychologiques pré-freudiennes ; elles ignorent que la dé-

couverte de l'agressivité, comme composante fondamentale et universelle de la personnalité, a été déterminante pour le maître de Vienne, qu'elle l'a poussé à réorganiser sa théorie psychanalytique et l'a convaincu d'établir la pulsion de mort comme principe primordial du fonctionnement psychique. On se rappelle, à ce propos, l'affirmation pessimiste de Freud qui sonnait le glas d'un certain humanisme :

« L'homme n'est point cet être débonnaire, au cœur enflammé d'amour, dont on dit qu'il se défend quand on l'attaque, mais un être, au contraire, qui doit porter au compte de ses données instinctives une bonne somme d'agressivité. L'homme est, en effet, tenu de satisfaire son besoin d'agressivité aux dépens de son prochain, d'exploiter son travail sous dédommagement, de l'utiliser sexuellement sans son consentement, de s'approprier ses biens et de le tuer. » (7).

#### BIBLIOGRAPHIE

- Les Masques de la Violence, dossier in Le Monde diplomatique, janvier 1975.
- Le Cinéma et la protection des jeunes, Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1968.
- André Glucksmann : Les effets des scènes de violence au cinéma et à la télévision, in « Communications », n° 7 (1966).
- Jean Baudrillard : La société de consommation (chapitre « L'homme en société d'abandon », pages 218-239), coll. « Le Point de la Question », S.G.P.P., Paris, 1970, 306 pages.
- Olivier Bergala : La Communication de masse (chapitre « Violence », pages 218-239), coll. « Le Point de la Question », S.G.P.P., Paris, 1971, 306 pages.
- Jacques Helman : Le Cinéma et la Violence, la Renaissance du Livre, Bruxelles, 1972, 228 p.

Les pouvoirs publics ne se contentent pas d'ignorer Freud, mais de plus refusent d'admettre que l'autorité même de l'État repose sur l'usage codifié d'une violence dont l'objectif avoué est de décourager la désobéissance, de dissuader la résistance.

C'est précisément cette violence d'État que les meilleurs films politiques

# Ecrans violents

## FICTION - AGRESSIVITÉ - SOCIÉTÉ

lui-même : « Il y a des films criminogènes, déclare M. J.-J. Servan-Schreiber, ils donnent le goût de tuer » (1). M. Poniatowski, ministre de l'intérieur, est du même avis : « La violence de certaines émissions de télévision ou de certains films constitue une incitation au meurtre. » (2). Un député réformateur, M. Dronne, plus alarmiste encore, demande l'interdiction de quelques films qui, pense-t-il, « mettent en péril notre civilisation » (3).

Toutes ces imputations trahissent chez leurs auteurs une hâte fâcheuse de fixer une culpabilité pour faire l'économie d'une analyse. Ils surestiment largement les effets pervers du cinéma dont ils font, trop simplement, trop radicalement, la matrice originelle des violences d'aujourd'hui.

Il arrive certes qu'une fiction filmique trouve, en apparence, une prolongation dans la réalité ; mais cette extension violente a pour protagonistes aussi bien des délinquants que des défenseurs

récents (Hearts and Minds, Fighting for our Lives, Kashmir Paradise, etc.) s'évertuent à mettre en évidence pour le spectateur, dans une perspective de contre-information, que les « forces de l'ordre » constituent le plus dévastateur appareil de violence que possède notre société. Celle-ci est devenue très pudique pour ce qui concerne sa force ; dans un passé encore récent, le pouvoir aimait faire ostension de sa puissance (les défilés militaires publics, les défilés de 1939, les dernières guerres coloniales de 1962) ; il aimait ses victoires, exhibant les dépouilles de ses victimes, appelant à une plus grande rage. Aujourd'hui, par contre, l'État ne vante plus sa force (les défilés militaires sont devenus anachroniques), il prétend se piler au droit et répète inlassablement (les médias reprennent en chœur) que la violence vient des autres.

Cette pudeur nouvelle traduit un changement important ; elle distingue des autres sociétés notre société d'abondance qui, elle, se déclare pauvre ; nos autorités, en effet, paraissent convaincues d'avoir réalisé une sorte de pacification de la vie quotidienne. Elles sentent, par ailleurs, la fragilité de cette civilisation de l'abondance où la consommation, qui ne comble réellement aucun besoin, engendre une angoisse nouvelle qui favorise l'émergence de l'agressivité sous des formes imprévisibles. Cette violence moderne ne compromet pas l'ordre social ni moral car, à l'instar de la consommation, elle est sans fin et sans objet. Les autorités qui, ici encore, usent avec maîtrise de l'amalgame, veulent nous convaincre que la violence politique de certains groupes extrémistes est du même ordre que celle des « délinquants » tous. La violence moderne a été bien illustrée par Luis Buñuel dans le Fémur de la liberté où un jeune homme, du haut d'un immeuble, tire sans aucune raison sur les passants. L'absurdité de ce geste rejoint celle qui préside, bien entendu, à la consommation de biens strictement inutiles.

- (1) Déclaration à Jean-Pierre Elkabbach, « Transdiffusion », Radio-France, 15 septembre 1975.
- (2) Le Monde, 18 octobre 1975.
- (3) Le Monde, 12 octobre 1975.
- (4) Le Monde, 3 décembre 1974.
- (5) Idem.
- (6) Le Monde, 23 octobre 1975.
- (7) Introduction à Freud, Mélanges de la civilisation, P.U.F., 1971, page 64.

Quelque certains officiels en doutent, il existe bien une relation structurelle entre cette violence-là et la société où elle se manifeste. S'en prendra au cinéma commercial de manière simpliste, c'est encore, du point de vue du pouvoir, faire un mauvais procès et administrer la preuve que certains hommes politiques ne comprennent pas bien la société qu'ils sont censés gérer car le cinéma, comme d'autres médias, en spectaculisant la violence, en imaginant des modèles de violence, en anticipant (cf. Rollerball), draine et canalise d'imprévisibles forces irruptives auxquelles il propose un moule d'expression. Il retarde ainsi la grande frayeur des autorités qui est de voir la violence éclater sous une forme encore nouvelle,

non codifiée, non étudiée, non contrôlée, non prévue.

En élargissant le champ d'application de la violence, en fixant de nouveaux comportements violents, le cinéma, paradoxalement, contribue à permettre de mieux limiter la violence sauvage, et en ce sens il rend service aux autorités désemparées. Celles-ci affolées encore davantage par l'actuelle récession qui révèle la fragilité des assises économiques de l'État, multiplient les accusations contre la violence comme si elle provenait des extravagances des films ou du déséquilibre des hommes et non pas de certaines bases absurdes de notre société.

IGNACIO RAMONET.

### LES RUSES ORDINAIRES

L'IMAGE intolérable, réputée violente, c'est avant tout celle qui figure une atteinte à l'intégrité corporelle : blessures, perforations, échauffements, amputations. L'œil tranché du Chien andalou en témoigne encore, toujours aussi insupportable. D'une certaine façon, on ne saurait aller plus loin dans la représentation de cette agression fondamentale qui réactive chez le spectateur l'angoisse imaginaire de la castration, prototype de toutes ses expériences anxiogènes.

Il peut donc exister, pour le spectateur de cinéma, une expérience forte et spécifique de la violence, liée à cette complaisance de l'écran, du film à figurer l'image du corps, pas : sa représentation directe ou par quelque équivalent symbolique : la maison des Oiseaux et celle des Chiens de paille en sont une métaphore massive.

C'est avec une insistante fascination que le cinéma comme art populaire tourne autour de cette expérience de la violence, de l'agressivité, de la perte, de la séparation, expérience qui se jouerait au moment de toute morale, hors de portée du système de valeurs répressif par le censeur. Mais ce même cinéma, avec une ténacité inlassable, ramène minutieusement les mécanismes de défense qui ont fait leur preuve pour que cette expérience de la violence qu'il fait miroiter, qu'il effleure parfois, ne puisse être vécue par le spectateur comme une secousse susceptible de l'ébranler de sa position confortable, et de laisser ces traces que le censeur, parfois, vient à évoquer.

Dans les normes culturelles narratives où le film déploie sa fiction, cette menace d'une expérience anxiogène, transgressive, trouve son antidote. Mieux, elle est nécessaire : sans ce risque de violence, réelle ou symbolique, le récit ne saurait prendre ; sans cette menace de désordre, de rupture, point de retour à la loi. Le récit ordinaire, digeste, mime inlassablement ce triomphe de la réparation, de l'intégrité retrouvée, sur le danger (et le désir) de rupture que fait planer l'irruption d'une violence plus ou moins symbolique, plus ou moins réelle.

Si la violence, dans les formes narratives dominantes (western, film noir,

film de guerre, aujourd'hui film de karelé), fait partie des ingrédients qui font recette, c'est que, dans ces genres fortement codés, elle est à la fois le signe immédiat du danger qui passe sur la fiction (mort du héros, triomphe du mal) et la promesse tacite de la réparation symbolique finale, du retour à un ordre stable et homogène : elle garantit les conditions mêmes du plaisir du spectateur, et son adhésion ultérieure à toute incarnation de la contre-violence.

L'agression, la mise en danger, l'amputation des corps figurés sur l'écran font que le spectateur n'en éprouve que mieux l'intégrité floue et rassurante du corps du film, qui est le fait de la toute-puissance du code narratif dominant. C'est dans cette toute-puissance, cette domination sans failles que réside la violence violente, massive, permanente, faite au spectateur, dans cette évidence naturelle de la narration classique, dans ce confort rassurant que chaque nouvelle fiction engage avec lui, et qui redouble en profondeur l'idéologie manifeste du scénario.

Dans les films de Godard, et depuis longtemps, on trouve les traces d'une révolte à ce sujet, la recherche d'une alternative à ce rapport traqué du spectateur à la violence. Dans Masculin-Féminin, il y avait déjà l'irruption brutale, dans les interstices de la narration, d'une violence qui n'était pas directement prise en charge et digérée par la fiction centrale et qui échappait ainsi, en grande partie, aux mécanismes de la réparation symbolique. Mais, de film en film, et Numéro deux en témoigne avec force, Godard a manifesté un constant refus de la violence ordinaire qui régit les rapports du spectateur à la représentation filmique dominante. L'écran multiple de ce film, avec ses plages blanches, ses discours erratiques, discontinus, désigne une autre posture du sujet spectateur, où il ne serait plus pié à cette violence ordinaire du plein fictionnel, de l'évidence narrative.

ALAIN BERGALA.

Auteur de : Pour une Pédagogie de l'audio-visuel, coll. « Les Cahiers de l'audio-visuel », Édit. par la Ligue française de l'enseignement et l'éducation permanente, Paris, 1975, 144 pages.

## Un débat piégé

LA violence présente au moins ceci de commun avec la pornographie (autre l'amalgame qu'en font les bonnes âmes et l'amendement. Pour qu'il en soit ainsi, il faut que la violence soit, de suite, de dire des sottises. C'est un fait d'expérience sensible : tous les débats sur la question « violence » ou « pornographie » semblent entachés, de quelque côté qu'on l'aborde, d'une épaisse et irrémédiable érudition ; peut-être est-ce de là qu'il faut partir si l'on veut éviter d'y choir, à supposer que ce soit possible. Le risque, en tout cas, est sûr.

La pornographie ou la violence, la violence et la pornographie, ce sont donc des thèmes piégés, des objets dont le caractère massif dissimule une certaine bricole, une fuite du discours à leur endroit. La pornographie, tout le monde croit savoir ce que c'est, mais quand il s'agit de la départager d'avec l'érotisme, c'est là que les inépties pleuvent. La violence, tout le monde a sa petite idée là-dessus, mais quand il s'agit d'en retracer les causes, les débats chient en bavardages.

Exemple : le cinéma. Une chose étonnante quand on parle de la violence au cinéma : le cinéma et la violence n'ont rien de commun. En général, engendrent-ils de la violence ou se contentent-ils de la rediffuser ?, etc. c'est qu'on n'a jamais cherché à déterminer comment le cinéma investit la violence, la notion de violence, les effets de violence.

La question que l'on pose tout de suite, c'est : quelle violence, ou la violence de qui ? Mais le « comment » ne semble pas faire problème. Différence ici d'avec la pornographie : on pose la question du comment, mais tout le monde semble croire qu'il n'y a qu'une pornographie ; et s'il y en avait plusieurs ? Mais cette différence

n'est que l'autre face d'une même question.

La bêtise est de croire que « la violence » pour autant que quelque chose de tel existe réside au-delà du réel ou dans des images, réel et imaginaire l'un l'autre se renvoyant la balle et les effets. Le cinéma est générateur de violence ou il est cinéma ne fait que refléter la violence du réel, ou encore « le cinéma décharge la violence virtuelle des spectateurs en la faisant exploser sur l'écran », toutes ces options font l'économie d'une question préalable : à quoi satisfait le cinéma quand il inscrit de la violence ?

À quoi ? À beaucoup de choses, sans doute, mais le plus généralement à un certain ordre du regard. Il s'agit là d'un truisme : c'est au nom du regard que le cinéma opère, et la violence y est essentiellement spectaculaire. Mais cela va-t-il pour autant de soi ? Car la violence n'est pas que du regard, mais elle est aussi du regard, autrement dit, à parier du réel ou de son spectacle, de la violence au cinéma ou de la violence hors du cinéma, on oublie tout simplement la violence du cinéma. Je veux dire de l'appareil, au sens le plus large, et avant même toute production d'images, spectaculaires ou non : ce pouvoir exorbitant du cinéma, de la télévision, de faire exister partout le regard et la violence qui lui est essentielle. De tous inférieurs en machoires de la mer, d'extrémistes en justiciers dans la ville, de portiers de nuit en histoires d'Oa, les appareils cinématographique et politique se renvoient la balle de la violence, complacent en la strophe et l'antistrophe d'une même chanson, d'un même discours de pouvoir, car, personne, à la violence, ne veut surtout renoncer : et comment le pourrait-on ? Puisqu'elle est de l'autre. Et puisque c'est du vent, « la violence ».

Or c'est au lieu même où s'éteint le discours qui la condamne qu'il faut toujours d'abord la chercher. La violence est le discours qui extirpe la violence, qui la montre chez l'autre, elle est dans l'appareil qui la fait spectaculaire, comme la pornographie est dans la loi même. À cette violence qui est, indépendamment de toute image, dans le fait de filmer, presque personne n'est sensible. Un théoricien du cinéma au moins le fut : André Bazin, pour cela peut-être le plus profond. Un cinéaste au moins aujourd'hui l'est : Jean-Luc Godard, et pour cela peut-être le plus grand (et le plus laid).

L'insigne mérite du cinéma pornographique (et quelle que soit la nullité, la crapulerie, la bêtise des films qui le représentent) est justement de mettre l'accent là-dessus (j'en excepte les films à alibi sociologique ou culturel, genre Davy, qui ont pour but de dénier ce fait). Le cinéma pornographique est la vérité de la majorité des films : c'est ce que montre Godard dans *Numéro deux* : pornographie de l'information, du spectacle. La pornographie met en évidence ce que dissimule et dénie l'autre cinéma, le cinéma honnête : la violence de l'appareil (sens large, toujours) qui met les corps au travail pour leur faire rendre quelque chose au-delà des spectateurs ; la violence du pouvoir que dissimule l'objectif ou l'écran : ce regard à la production duquel sont assujettis tant les acteurs que les techniciens, les réalisateurs et les spectateurs.

Il est urgent que le cinéma interroge l'espace où il déploie ses prestiges. C'est à cette condition qu'un cinéma politiquement tranchant (bouleversant autre chose qu'un lâche tissu d'images) est possible.

PASCAL BONITZER.

محنام النحل

Le Monde

REALISE CHAQUE SEMAINE

### UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

réservée à ses lecteurs résidents à l'étranger

Au sommaire de chaque numéro :

- ★ Les principaux faits de l'actualité française et étrangère.
- ★ Un choix des articles de synthèse et de commentaires.
- ★ Les grandes enquêtes politiques, économiques, sociales.
- ★ Une chronologie des événements.

Renseignements et tarifs :  
5, rue des Italiens, 75227 PARIS CEDEX 09  
Téléphone : 770-61-29

# LES IMPORTATIONS DE CIMENT ET LA CONGESTION DES PORTS NIGÉRIENS

*Le Commissaire Fédéral exprime la position du gouvernement*

Le commissaire fédéral nigérien aux transports, le colonel Shehu Yar'Adua a évoqué les mesures prises par le gouvernement fédéral pour réduire l'afflux de navires apportant au Nigeria des cargaisons de ciment. Ces mesures, souligne-t-il, se révèlent efficaces et le seraient davantage si tous les intéressés, et notamment les exportateurs de ciment, coopéraient pleinement avec le gouvernement nigérien.

Voici le texte complet de la déclaration du Commissaire :

« Lorsque le nouveau gouvernement militaire a pris en main les rênes de l'administration le 29 juillet 1975, l'une de ses préoccupations essentielles a été de découvrir les causes profondes de la congestion des ports. L'ancien gouvernement n'avait jamais expliqué au public que la plus importante parmi les causes de la congestion résidait dans le volume sans précédent des importations de ciment commandées par le secteur public. Même après le changement de gouvernement, les fonctionnaires responsables de la majeure partie des commandes de ciment ont fourni des renseignements erronés et assez incomplets, selon lesquels il n'y aurait eu que 1,5 million de tonnes de ciment dans les bateaux attendant leur tour de déchargement dans le port de Lagos et 3,5 millions de tonnes supplémentaires en instance de livraison.

Compte tenu de cette sous-évaluation de la situation, le nouveau gouvernement a décidé de prendre les mesures suivantes, considérées alors comme suffisantes pour résoudre le problème dans un délai relativement raisonnable :

- (I) Le gouvernement réquisitionne toutes les cargaisons de ciment (y compris celles appartenant au secteur privé) ;
- (II) Les nouvelles commandes de ciment furent suspendues en attendant le déchargement des cargaisons en souffrance dans les ports ;
- (III) Les droits à l'importation furent suspendus afin de réduire le coût du ciment pour le consommateur et d'éliminer les goulets d'étranglement résultant habituellement des formalités de douane ;
- (IV) Quelques importateurs traditionnels possédant des moyens de déchargement rapides furent désignés pour décharger le ciment ;
- (V) L'arrivée des navires, surtout ceux porteurs de ciment, mais aussi ceux transportant des marchandises diverses, fut rationalisée pour s'assurer que ces bateaux ne viendraient au Nigeria que lorsque l'Autorité Nationale des Ports serait prête pour les décharger ;
- (VI) Quelque cinquante appointements privés du complexe portuaire de Lagos furent réquisitionnés pour améliorer le déchargement du ciment ;
- (VII) Des bouées d'amarrage abandonnées furent remises en service et de nouvelles installées ;
- (VIII) Un contrat fut accordé pour la construction d'un nouveau terminal pour péniches le long du canal de Badagry Creek, afin de créer de nouveaux points de déchargement ;
- (IX) En plus du matériel déjà commandé par le Comité du Cabinet, de nouvelles commandes d'allèges, de remorqueurs, de grues, d'engins de manutention, etc., furent passées pour faciliter les opérations portuaires ;
- (X) Les postes à quai disponibles furent partagés entre le ciment et les marchandises diverses pour éviter une pénurie indésirable de biens de consommation essentiels comme le lait, le sucre, le sel, la farine, etc. ;
- (XI) La construction d'entrepôts supplémentaires et plus grands fut ordonnée afin de fournir des centres convenables de réception et de distribution.

Malheureusement, peu de temps après que ces mesures furent prises, il apparut que le rythme d'arrivée des nouvelles cargaisons de ciment dépassait de loin celui, pourtant élevé, du déchargement du tonnage dans les ports. Il devint donc nécessaire d'étudier davantage les conditions des contrats de commandes de ciment conclus par tous les services publics. Les renseignements recueillis furent si choquants que des mesures plus énergiques devaient absolument être prises si l'on voulait avoir un effet quelconque sur la situation. On découvrit, à ce stade, que contrairement à l'impression donnée précédemment, le volume total commandé

en réalité par les importateurs du secteur public s'élevait à 20 millions de tonnes et que le ministère de la Défense, à lui seul, avait passé 16 millions de tonnes de commandes et non pas 5 millions de tonnes comme il avait été précédemment indiqué. Fait encore plus stupéfiant : les 20 millions de tonnes commandées étaient toutes censées devoir être livrées au cours d'une même période de douze mois.

Dans le cas particulier du ministère de la Défense, le gouvernement découvrit à sa grande surprise que le type de contrat conclu était si indéfendable sur le plan de l'orthodoxie financière qu'il défiait la prudence et les usages internationaux. Ces contrats prévoyaient le paiement des cargaisons de ciment dès l'expédition, mais avant la livraison et bien avant que nous ayons eu la possibilité de vérifier si le ciment répondait aux normes courantes.

En outre, ces contrats n'avaient aucune uniformité. Dans certains cas, par exemple, les fournisseurs étaient censés expédier deux bateaux par mois, chacun avec une cargaison de 10.000 tonnes ; mais dans d'autres cas, les fournisseurs avaient le droit de faire varier les quantités à l'intérieur d'une marge de 10 %. Et beaucoup d'autres, encore, reçurent des options pour la fourniture de quantités illimitées, sans tenir compte de la capacité des installations portuaires disponibles.

En dépit des avertissements adressés par les autorités portuaires quant à l'incapacité des ports à faire face à ces cargaisons, le ministère de la Défense de l'ancien gouvernement est allé de l'avant, acceptant une clause de « surestaries » excessivement généreuse, dans les contrats. Cette clause de surestaries supposait un rythme de déchargement de 1.000 tonnes par jour et par bateau, chiffre optimal que seuls très peu de pays développés peuvent atteindre.

Ces contrats prévoyaient également le paiement des surestaries dans des banques étrangères sans certification des documents en cause par le commandant du bateau et l'agent maritime local du fournisseur, ni sans donner au ministère de la Défense et à ses représentants la possibilité de vérifier la véracité et l'exactitude des demandes.

Dès que ces absurdités furent notées, de nouvelles mesures de contrôle furent prises pour remédier à cette situation. En premier lieu, une note du Gouvernement n° 1.474 en date du 9 août 1975 fut publiée, interdisant l'expédition de ciment au Nigeria et enjoignant aux armateurs de donner deux mois de préavis avant de faire route sur le Nigeria. Cette mesure prenait effet à compter du 18 août, mais elle fut ensuite prorogée jusqu'au 9 septembre, pour permettre aux bateaux d'achever les cargaisons qui étaient en cours de chargement au moment de la publication.

La suspension des expéditions de ciment n'a jamais été considérée comme devant avoir un caractère permanent. Et l'intention n'était pas non plus d'annuler les contrats. En fait, le ministère de la Défense envoya des télégrammes à tous ses fournisseurs pour indiquer que la suspension dépendait d'une renégociation des conditions.

Malgré ces gestes de bonne volonté, quelques fournisseurs particulièrement combattifs n'ont pas tenu compte de cet ordre et ont continué à expédier du ciment dans nos ports congestionnés. Désireux de parvenir à un règlement amiable avec les fournisseurs, le gouvernement créa le Comité Ijewere pour renégocier les contrats de fourniture de ciment ; et aux réunions qui furent tenues, les fournisseurs des gouvernements des Etats de la Société Nationale d'Approvisionnement et un grand nombre de fournisseurs du ministère de la Défense indiquèrent qu'ils sympathisaient avec les difficultés de ce pays et qu'ils étaient disposés à coopérer. Mais quelques fournisseurs peu scrupuleux du ministère de la Défense étaient décidés à étouffer le Nigeria sous une masse de ciment non-désiré. Entre la date limite du 9 septembre, finalement retenue, et le 10 octobre, ces fournisseurs intraitables débarquèrent presque cent nouvelles cargaisons de ciment à Apapa, au mépris des instructions du gouvernement.

Pendant les délibérations du comité Ijewere, il fut découvert que la principale motivation de ces fournisseurs était leur détermination de continuer à percevoir frauduleusement les paiements excessifs de surestaries. Les pratiques malhonnêtes suivantes furent découvertes par le comité :

- I. — Alors que certains des fournisseurs avaient signé des contrats stipulant des surestaries de 3.500 Nairas par jour et par bateau portant 10.000 tonnes, d'autres avaient signé des contrats prévoyant le paiement de 4.100 dollars par bateau et par jour.

II. — Des paiements complets de surestaries de 4.100 dollars par jour ont été réclamés pour des cargaisons allant de 500 à 2.500 tonnes, alors que la cargaison minimale prévue au contrat était de 10.000 tonnes par bateau.

III. — Des fournisseurs ayant plus d'un contrat utilisèrent un seul bateau pour livrer des contrats distincts, tout en réclamant les surestaries pleines pour chaque cargaison, comme si celles-ci étaient chargées sur des bateaux différents.

IV. — Un certain nombre des bateaux utilisés étaient trop vieux et ne répondaient pas aux normes de navigabilité. En fait, certains étaient en route vers les chantiers de démolition lorsqu'ils furent arrêtés, affrétés et chargés pour le Nigeria, uniquement pour tirer profit de la clause de surestaries inscrite au contrat.

Quant au gouvernement, il n'a jamais été question pour lui de renier ses obligations, pas plus que de céder à une forme quelconque de chantage. Non seulement la survie économique et sociale de la nation était en cause, mais c'était également un défi à la souveraineté politique du Nigeria en tant que pays libre et indépendant. Je ne connais pas un gouvernement responsable qui aurait pu fermer les yeux et laisser se poursuivre l'escroquerie des surestaries sans réagir.

Les mesures suivantes furent donc prises pour mettre fin à cette situation :

(a) Le paiement des cargaisons de ciment expédiées au mépris des instructions du gouvernement (qui constituent désormais une série de règlements soumis à la loi sur les ports) a été suspendu.

(b) Le paiement des surestaries fut suspendu d'une façon générale pour permettre au gouvernement de faire la distinction entre les demandes frauduleuses et celles qui sont légitimes.

(c) Une délégation a été envoyée au Baltic Exchange de Londres pour demander son appui, qui a été accordé volontiers.

(d) Des précautions ont été prises pour stopper les fournisseurs qui menaçaient de retirer leurs bateaux non déchargés afin de vendre le ciment et de prélever leurs droits de surestaries sur les sommes ainsi obtenues.

(e) Les agents maritimes locaux reçurent pour instructions de ne plus accepter aucun chargement de ciment sous peine de retrait de leurs licences.

Je peux annoncer avec soulagement que ces nouvelles mesures commencent à avoir quelque effet. Pour donner un exemple, à la suite du programme d'urgence récemment mis en œuvre, nous sommes désormais en mesure d'accélérer le rythme de déchargement du ciment, qui était de 2.000 tonnes par jour à la fin juillet de cette année, jusqu'à un total de 14.000 tonnes par jour à l'heure actuelle, consistant en 8.000 tonnes à Apapa, 3.000 tonnes à Port-Harcourt et 3.000 tonnes à Warri. A partir de la fin novembre, ce chiffre devrait encore augmenter pour atteindre 24.000 tonnes par jour environ. Tant que nous parvenons à freiner l'afflux de nouveaux bateaux chargés de ciment, nous pouvons envisager favorablement la perspective de dégarer dans un délai relativement bref les cargaisons de ciment actuellement dans les ports.

Un cargo transporteur en vrac capable de charger jusqu'à 150.000 tonnes de ciment se trouve actuellement ancré en rade de Lagos. Trois autres bateaux du même type sont attendus et ils vont être utilisés pour décharger, grâce à des bandes transporteuses, la plupart des bateaux de ciment actuellement immobilisés dans le port de Lagos. Cela permettra à ces bateaux de quitter nos eaux et interrompra donc le paiement des surestaries à leur égard. Quant aux transporteurs en vrac, ils seront déchargés de leur ciment grâce à une opération massive d'allègement, complétée par des transports ferroviaires et routiers.

Je voudrais conclure en soulignant à nouveau un point que j'ai déjà précisé, à savoir : il n'est pas question que le gouvernement prenne des mesures unilatérales annulant les contrats restants de livraison de ciment. En fait, le comité Ijewere a indiqué très clairement à tous les fournisseurs que les demandes légitimes d'indemnisation présentées au sujet de la suspension seraient étudiées de près. D'un autre côté, ce gouvernement est décidé à remédier à la congestion actuelle et à faire tout ce qui sera en son pouvoir pour sauvegarder les intérêts des fournisseurs qui ont accepté de coopérer avec l'administration.

مكتبة النسخ



## NIGERIA

## La junte a entrepris une gigantesque remise en ordre



par PHILIPPE DECREAENE

La junte militaire, présidée par le général Mohammed Murtala, qui s'est emparée du pouvoir le 29 juillet dernier, au moment où le général Yakubu Gowon participait, à Kampala, à la conférence des chefs d'Etat membres de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), s'est solennellement engagée à rétablir un régime civil en octobre 1976 au plus tard.

Un vaste programme permettant de préparer le retour à un système plus conforme aux normes de la démocratie de type classique est d'ores et déjà en application. Simultanément, la junte a entrepris, avec rigueur, une gigantesque opération de remise en ordre.

Il est difficile de savoir si les perspectives de retour des civils au pouvoir avant un terme de quatre années sont, ou non, de nature à satisfaire la population de la Fédération. En effet, dans ce pays, comme dans la plupart des Etats sud-sahariens, la majorité des citoyens donnent l'impression de se désintéresser de plus en plus de la politique. Après avoir assisté en simples spectateurs au dernier coup d'Etat, les Nigériens ne paraissent pas susceptibles de s'enflammer pour telle ou telle idéologie, moins encore de combattre pour assurer le succès électoral de telle ou telle personnalité politique.

De leur côté, en tout cas, les anciens leaders, pratiquement évincés du premier plan de la scène depuis le premier putsch de 1966, n'ont pas renoncé à retrouver un rôle soit au niveau régional, soit à l'échelle fédérale. C'est le cas notamment du chef Obafemi Awolowo, figure de proue de l'histoire du nationalisme nigérian, resté très populaire dans l'ouest du Nigeria.

Soucieux de prouver que leurs promesses ne relevaient point de la simple déclaration d'intention, les dirigeants de la junte ont nommé, dès le 4 octobre, une commission de cinquante membres chargée de rédiger un projet de Constitution. Ce texte doit être prêt avant septembre 1976 et sera soumis à l'examen d'une Assemblée constituante en partie élue, en partie élue. La commission constitutionnelle, qui s'est aussitôt mise au travail,

est présidée par le chef Rotimi Williams, avocat réputé de la capitale fédérale et considéré comme particulièrement expert politiquement, bien qu'étant au-dessus des anciens partis politiques traditionnels. Cette instance ne comprend que des civils et compte dans ses rangs des politiciens chevronnés, dont MM. Sam Ikoku et Amalu Kano, anciens ministres fédéraux. En revanche, le chef Obafemi Awolowo, qui avait été président, s'est refusé, officiellement, « pour incompétence », à réintégrer le pouvoir, bien qu'il entendait obtenir plus rapidement la restauration des partis politiques. Chacun des douze Etats composant la Fédération est représenté par deux personnes et les autres membres de la commission ont été choisis selon des critères à la fois ethniques, économiques et politiques.

Les nouveaux maîtres des destins de la Fédération paraissent assez peu préoccupés par les questions d'ordre purement idéologiques. Dans la plupart de leurs discours, ils ont moins fait référence au capitalisme ou au socialisme qu'à « une ligne médiane ». Jusqu'à présent, un rôle croissant a certes été donné à l'Etat, mais le capital privé n'a cessé d'être sérieusement encouragé à prendre des initiatives. Cette situation n'est cependant pas parvenue à dissiper les inquiétudes du secteur privé étranger, qui continue de jouer un rôle capital au Nigeria et dont les chefs de file réduisent que la junte ne prenne des options économiques contraires à ses intérêts.

En matière de politique étrangère, la position du gouvernement fédéral ne paraît guère plus radicale qu'en politique intérieure. Le colonel Garba, ministre des affaires étrangères, a eu, à plusieurs reprises, l'occasion d'indiquer que la politique extérieure nigérienne demeurerait la même que sous le régime du général Gowon. C'est ainsi que la Fédération continue de se retrouver, parmi les Etats membres de l'O.U.A., au sein de la majorité progressiste. C'est pourquoi elle a reconnu le gouvernement de la République populaire angolaise mis en place à Luanda par le Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.) de M. Agostinho Neto. C'est pourquoi elle n'entend pas renouer de relations diplomatiques avec Jérusalem aussi longtemps que l'Etat d'Israël n'aura pas évacué les territoires occupés.

En réalité, les nouveaux dirigeants de Lagos sont plus soucieux d'efficacité que de haute idée. Ils ont multiplié les commissions d'enquêtes — fédérales ou régionales — pour évaluer la mise à pied systématique des hauts fonctionnaires soupçonnés de malversations ou d'incurie. Selon certaines sources, environ 30 % des emplois auraient déjà changé de titulaire depuis juillet par la suite des mutations ou des licenciements.

Nul n'est épargné par cette forme de « chasse aux sorcières », qu'il s'agisse de ministres, de gouverneurs, de généraux ou de hauts dignitaires. Tandis que des épreuves mises en garde ont été adressées publiquement à tous les responsables, on recherche dans quelles conditions les fonctionnaires menant un train de vie apparemment au-dessus de leur condition ont acquis leurs ressources. Il est intéressant de noter que toutes les destitutions prononcées l'ont été pour des raisons de morale et d'intégrité, à l'exclusion de motifs politiques, qu'aucune représaille n'a été exercée sur les dirigeants de l'ancien régime et que le général Yakubu Gowon lui-même a été autorisé à poursuivre des études de science politique à l'université anglaise de Warwick. Enfin, il existe, depuis octobre dernier, une commission publique des réclamations aux membres desquels peuvent s'adresser tous ceux qui estiment avoir été l'objet de sanctions injustifiées.

Les « permanents secretaries » qui,

dans le système nigérian, directement inspiré du système britannique, détiennent un rôle capital dans chaque ministère, ont tous été éliminés, soit mutés, depuis le dernier putsch. La junte est d'ailleurs fermement décidée à ce que ceux que l'on appelle à Lagos les « *permanents* » se conduisent désormais en fonctionnaires et non en véritables « *émirances grises* ». La commission de la fonction publique, qui a la haute main sur le recrutement de tous les fonctionnaires fédéraux, a été totalement renouvelée. Dans la diplomatie, dans la magistrature, dans les services douaniers, dans les entreprises publiques ou semi-publiques, le général Mohammed Murtala et ses collaborateurs ont procédé à d'importantes aménagements. L'armée et la police elles-mêmes n'ont pas été entièrement épargnées.

Le chef justice Taslim Elias a été remplacé par le Dr Alexander. Le Dr Clément Iagari, gouverneur de la Banque centrale du Nigeria, ancien conseiller auprès du Fonds monétaire international, a été mis à la retraite en septembre dernier, ainsi que vingt-six autres personnes appartenant à la Banque centrale. En octobre, ce sont cinquante-deux fonctionnaires de l'hôpital universitaire de Lagos qui ont été licenciés ; simultanément, on apprend, dans la capitale fédérale, la destitution de six juges de la Haute Cour et de la cour d'appel de l'Ouest, ainsi que celle des six cents employés travaillant dans des sociétés para-étatiques.

## Une série d'épurations

Plus de cinq cents cheminots ont été victimes de la réorganisation des chemins de fer nigériens et mis à la retraite anticipée. De nombreux diplomates ont été « *admis à faire valoir leurs droits à la retraite* » immédiatement. Les universités d'Ile, dans l'Etat de l'Ouest, et celle de Zaria, située dans le nord du pays, ont été transférées à la Fédération, qui en assurera la gestion. Le gouvernement a pris le contrôle des deux principaux quotidiens du pays, le *Daily Times*, de Lagos, et le *New Nigerian*, de Kaduna.

De nombreux contrats passés avec des sociétés privées ont été annulés. C'est ainsi que, moins d'un mois après le putsch, le lieutenant-colonel

Mohammed Buhari, nouveau gouverneur de l'Etat du Nord-Est, annonçait, au titre de la réduction des dépenses publiques, l'annulation d'un projet de création d'un réseau de télévision. C'est dans le même esprit que les autorités de Lagos envisagent la démobilitisation de certaines unités de l'armée fédérale.

Toute tentative d'agitation est, par ailleurs, sévèrement réprimée. C'est ainsi que les collègues de techniciens de Yaba, à Lagos, « *ont été fermés* » jusqu'à nouvel ordre à la suite d'un mouvement d'agitation parmi les étudiants. D'autre part, à la suite d'une grave déclamation à Ibadan, dans l'Etat de Kwara, dans la plus grande sucrerie du pays, la police a occupé

les lieux et fermé l'établissement. Enfin, pour la première fois dans l'histoire du monde nigérian du travail, le gouvernement fédéral est parvenu, le 20 décembre, à imposer la constitution d'une centrale unique, le Congrès nigérian du travail, dont le président est M. Wahab Goodluck.

Il apparaît de plus en plus clairement que c'est la junte de Lagos, et elle seule, qui détient la réalité du pouvoir, et que, sans abuser de la situation, les membres du Conseil militaire suprême entendent pourtant faire preuve d'autorité dans tous les domaines. Après avoir accusé leur collègue et prédécesseur, le général Yakubu Gowon, de laxisme excessif, le général Mohammed Murtala et ses amis ont tiré les leçons de l'échec qu'a constitué l'expérience précédente. Les déplacements des membres du Conseil sont privés de toute forme de faste. Les ministres multiplient les visites surprises dans les bureaux ou sur les chantiers afin de vérifier si employés et ouvriers sont effectivement à leur poste. En ville, ce sont les soldats fédéraux qui, relevant la police, régissent une circulation qui était en voie de dégradation totale par suite de l'indisciplinedes automobilistes. Tandis que s'améliore progressivement le trafic urbain, un plan destiné à décongestionner les installations portuaires de Lagos est en voie d'application.

Un autre thème de préoccupation des dirigeants fédéraux est le deuxième Festival international des arts nègres, manifestation déjà ajournée à plusieurs reprises, qui devrait, en principe, se dérouler au Nigeria au début de l'année 1977. Opération de caractère politique, destinée à contribuer au rayonnement international de la Fédération et qui assurera l'essentiel de son financement, le Festival sera très onéreux.

Il est actuellement impossible de dresser un état des dépenses déjà effectuées, car les fonds utilisés proviennent du monde entier et les circuits financiers en question sont très compliqués. Cependant, la junte a constitué une commission d'enquête *ad hoc* et semble bien décidée à savoir qui paye quoi.

A plus long terme, un des objectifs des nouveaux dirigeants nigériens est la création de nouveaux Etats. Un premier pas avait déjà été franchi dans ce sens par le général Yakubu Gowon, qui, en mai 1967, avait divisé la Fédération en douze Etats, contre cinq précédemment (Ouest, Nord, Est, Moyen-Ouest et Lagos).

L'initiative du général Gowon était apparue comme une première tentative de solution des problèmes administratifs posés par un pays deux fois plus étendu que la France et plus peuplé que toute l'ancienne Afrique-Occidentale française (A.O.F.). En effet, l'ancienne région Est, riche en pétrole, qui allait devenir le siège du séparatisme biala, était partagée en trois Etats, et le nombre des Etats méridionaux était porté à six. De même, la partie septentrionale du pays, à majorité musulmane, dont les populations en partie christianisées du Sud avaient toujours redouté la suprématie, « *éclatait* » également en six Etats.

Cependant, dès la fin de la guerre civile, en janvier 1971, une partie de la population demande la création de nouveaux Etats. Cette revendication tient en partie au fait que chacun des grands groupes ethniques que compte la Fédération souhaite disposer d'un cadre qui lui soit propre afin d'échapper à toute forme de discrimination de la part de l'administration. Le général Gowon lui-même avait d'ailleurs prévu, dans son programme de retour progressif au régime civil, la création de nouveaux Etats.

Néanmoins, cette question, qui requiert une solution aussi rapide que l'annulation du dernier recensement ou le projet de transfert de la capitale fédérale, s'annonce, elle aussi, particulièrement épineuse à résoudre. A l'occasion d'une affaire au caractère de caractère purement administratif, réagissant d'inextricables problèmes politiques qui tiennent à la composition ethnique de la Fédération. On sait cependant que la commission spécialement mise sur pied a été affectée d'un état d'esprit qui a été la création de douze Etats dans le Nord et de plusieurs autres dans le Sud.

## UNE FORME INÉDITE DE PILLAGE DU TIERS-MONDE AFRICAIN

## L'embouteillage du port de Lagos

Le gouvernement fédéral nigérian vient de décider qu'il ne paierait plus aucune indemnité de surestaries à une certaine catégorie de navires qui attendent de pouvoir accoster dans le port de Lagos. Cette décision, annoncée dès la fin du mois d'octobre par le colonel Yaradua, ministre fédéral des transports, va sans doute mettre fin au chantage scandaleux dont était l'objet le gouvernement nigérian de la part de certains armateurs dépourvus de tout scrupule, scandale resté jusqu'à ce jour pratiquement inconnu en Europe.

LES détracteurs de la Fédération nigérienne mettent volontiers l'accent sur ce qui ne va pas dans ce pays. Ils insistent sur les embouteillages monstres, qui paralysent la capitale et raccourcissent les horaires de travail. En effet, compte tenu de la longueur des trajets en ville, un rendez-vous quotidien est le lot courant du voyageur de passage. Et, seul l'écoulement

trafic jam, auquel les Nigériens préfèrent d'ailleurs l'expression *go slow*, est apte à rendre compte de la situation désastreuse qui règne à Lagos dans le domaine de la circulation. Peut-être l'employable caméra d'un Fellini pourrait-elle faire comprendre à quel point tout déplacement dans l'enceinte de Lagos et dans sa banlieue pose des problèmes apparemment insolubles.

D'autres censeurs citent également volontiers en exemple la pénurie de carburant dont souffre, occasionnellement, le premier Etat producteur de pétrole d'Afrique noire. En effet, le Nigeria ne dispose, pour l'instant, que d'une seule raffinerie située à Port-Harcourt, dans l'ancienne Région Orientale, par suite de certaines difficultés de transport, des ruptures de stock, d'essence ou de gas-oil, ont été constatées à plusieurs reprises, soit à Lagos, soit dans de grandes agglomérations comme Ibadan. D'autres commentateurs, en tête desquels les journalistes nigériens, citent en exemple les huit mille lignes téléphoniques en dérangements dans la capitale, depuis octobre dernier.

## Plus de 400 navires en attente

MAIS, ce qui ne cesse d'alimenter les conversations, c'est l'embouteillage spectaculaire du port de Lagos. Il est vrai que le spectacle est grandiose, et que l'on reste confondu devant une telle accumulation de navires de toutes tailles, le long de la Marina, au cœur même de la ville, à Apapa, faubourg populaire de la capitale, dans les lagunes, et jusqu'au large de l'Océan Atlantique.

De nuit, au large de Victoria Beach, plage qui sert de cadre aux exécutions publiques des auteurs d'agressions à main armée, et où les pacifiques adeptes de la secte des Sarrphins viennent rendre un culte aux divinités marines, on peut apercevoir actuellement plus de quatre cents bâtiments qui attendent une entrée de plus en plus hypothétique dans l'enceinte du port. Du front de mer, on a l'impression d'assister à une réplique du célèbre jour le plus long,

popularisé par Darryl Zanuck, et le littoral nigérian ne paraît rien devoir envier aux plages normandes de 1944.

Tous les pavillons sont représentés au large de Lagos, mais les plus nombreux sont ceux que l'on dit « *de complaisance* » : grecs, panaméens, libériens. La crise mondiale des frets entraine un sous-emploi des flottes commerciales, beaucoup d'armateurs peu scrupuleux ayant cru pouvoir mettre à profit une situation délicate pour les autorités de Lagos, en contribuant à l'aggraver par leur propre attitude.

Le gouvernement nigérian ayant passé commande à l'étranger de 20 millions de tonnes de ciment, sur l'achat desquelles quelques fonctionnaires indolents ont touché de substantielles commissions (1), des hommes d'affaires au seuil de la faillite ont fait converger sur Lagos des bâtiments parfois déjà promis à

la démolition, avec des chargements de ciment enlevés chez des fournisseurs européens. L'importance des profits que la Fédération tire de l'essor de la production pétrolière laisse en effet espérer que le gouvernement de Lagos paierait sans sourciller des centaines de milliers de dollars en droit de surestaries aux propriétaires des navires momentanément immobilisés.

Dans un premier temps, les autorités fédérales tentèrent de détourner certains bâtiments sur les ports de Colonou, au Bénin (ancien Dahomey), de Lomé au Togo, de Tema et d'Accra au Ghana. Mais les dirigeants du Bénin, ayant à plusieurs reprises, unilatéralement, décidé de fermer leurs frontières, les camions chargés de marchandises destinées à Lagos ont été immobilisés plus ou moins longtemps à l'extérieur du territoire nigérian.

Dans certains cas — limités il est vrai — quelques tracasseries administratives nigériennes, qui étaient le fait de petits fonctionnaires irresponsables, ont inutilement contribué à aggraver la confusion : c'est ainsi qu'au poste frontière d'Idiroko, des policiers trop zélés refusèrent d'admettre au Nigeria des camions en provenance du Ghana, sous prétexte que leurs chauffeurs ne détenaient pas le permis international, exigé en de telles circonstances, mais le seul permis ghanéen...

Dans un second temps, les autorités du port se sont employées à accélérer le déchargement des navires à quai. Elles ont fait appel aux services d'une société américaine de service, à titre de consultant. De nouveaux engins de levage ont été achetés à la hâte. Des premiers textes législatifs ont été publiés permettant d'importer le ciment en franchise, et de le vendre à un prix plafonné. Des missions nigériennes ont été envoyées aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne pour y recueillir l'avis d'experts qualifiés.

Enfin, face à la mauvaise foi à laquelle les se haient, les dirigeants de Lagos ont été contraints d'adopter

les mesures draconiennes qui s'imposaient, suspendant tout paiement de droits de surestaries. Cette décision a jeté la consternation dans les milieux financiers et commerciaux internationaux, et l'*hebdomadaire* américain *Business Week* critiquait, dans l'un de ses numéros d'octobre, ce geste « *pratiquement sans précédent* ». Cette revue affirme que les compagnies américaines qui ont signé des contrats de vente de ciment au Nigeria ne savent plus quel faire devant cette situation, et précise que le gouvernement nigérian effectue une enquête pour savoir pourquoi le régime précédent a commandé 20 millions de tonnes de ciment pour une valeur d'environ 1 milliard de dollars.

Cette indignation « *vertueuse* » fait évidemment table rase du comportement frauduleux de certains milieux d'affaires. « *C'est la faute des Nigériens... Ce sont eux qui ont passé ces commandes fabuleuses...* », affirment les capitales de certains navires dont les équipages passent leurs journées à prendre des bains de soleil sur les plages nigériennes — à moins qu'ils ne soient repartis pour leur patrie d'origine, laissant le navire ancré devant Lagos à la garde d'une équipe réduite à deux ou trois hommes.

« *C'est une véritable armada économique lancée contre nous* », répliquent les autorités fédérales. Et un haut fonctionnaire nigérian nous précisait à ce sujet : « *Ce sont les Grecs qui espèrent être les grands bénéficiaires de cette opération. Ils ont envoyés ici des bâtiments si vétustes que les droits de surestaries précédemment payés en couvraient intégralement le coût. Ils n'assemblent même pas ramener ces navires chez eux et prévoient d'en acheter de modernes, avec les sommes qu'ils auraient continué à percevoir durant une année et plus...* » Le calcul n'était pas seulement sordide. Il ne créditait pas les Nigériens d'aucun bon sens...

Ph. D.

(1) De l'ordre, dit-on, de 4 dollars par tonne, pour certains d'entre eux.

## NIGERIAN

## PRODUCE

## MARKETING Co. Ltd.



La commercialisation des produits agricoles, c'est notre affaire. Nous sommes présents sur le marché pour le cacao, les arachides, les palmistes, l'huile de palme, le soja, le coton en graines, le coton en fibres, etc.

Une seule organisation de vente, N.P.M.C. a accumulé une expérience suffisamment riche tant sur les marchés locaux qu'internationaux. Nous rendons des services efficaces renforcés par une connaissance experte de la commercialisation des produits de base.

Pour les produits agricoles nigériens, s'adresser à :

**NPMC** 72, Campbell Street, Lagos  
Tél. : 25241, 27357 - Adr. Tél. :  
Emadex - Telex : 21250, 21251.

# LE MONDE diplomatique

## Index des articles publiés en 1975

**AGRICULTURE** : Intellectuels et paysans dans la Chine rurale, Jean Danbier (février, JANVIER). Réformes agraires, guérillas et contre-guérillas, Gérard Garreau (février, JANVIER). Réforme agraire et nationalisme, Rithipie, Olga Kapelouk (août, AOÛT). Une arme politique de choc : l'industrialisation (CI « dossiers », SEPTEMBRE).

**ALIMENTATION** : Les limites de la solidarité internationale face au problème de la famine au Sahel, Jacques Chevrier (février, JANVIER). L'« arme alimentaire » contre l'« arme du pétrole » : par exemple, les universitaires dans la contre-insurrection, Michel T. Kéar (CI « dossiers », FÉVRIER). Le sens de la renaissance culturelle du monde arabe, Tahar Ben Jelloun (février, JANVIER).

**ATOME - ARMEMENT - DÉSARMEMENT** : L'atome : Autodéfense et industries d'armement au Japon, Philippe Pons (août, AOÛT). L'industrie d'armement et la démocratie, Gérard Virvade (CI « dossiers », FÉVRIER). Armements et relations internationales, Charles Zorbig (février, JANVIER). L'O.R.S.S. et la guerre mondiale (MARS).

**COLONIALISME - DÉCOLONISATION** : L'œuvre exceptionnelle d'Amilcar Cabral, Gérard Chailand (février, JANVIER). Les Comores : un inséparable exemple de décolonisation, Daniel Juncu (août, AOÛT). Le Sahara occidental : les convulsions de ses voisins, Paul Balta (août, AOÛT). Les sautes de température de l'indépendance, Maxime Doubilet (août, AOÛT). Les troupes de la coopération, Gilbert Comte (août, AOÛT). La France de la « coopération » à la parité, Gilbert Comte (août, AOÛT). L'œuvre de la coopération : une politique de défense sélective, Suzanne Cronje (CI « dossiers », DÉCEMBRE). L'indépendance au Sahel, Bernard Cassen (DÉCEMBRE). Les interventions étrangères en Angola menacent de faire déborder le conflit, René Lefort (DÉCEMBRE).

**COMMONWEALTH** : Le Commonwealth, la Grande-Bretagne et le tiers-monde, Marie-Claude Geste (juillet, JUILLET). Les relations entre la C.E.E. et le COMECON : Nicolas Fackroff (NOVEMBRE). Voir aussi la rubrique « Crise ».

**CONVERGENCE** : Vers une convergence des systèmes de l'Est et de l'Ouest (CI « dossiers », AOÛT).

**CRISE** : La « crise » et les investissements américains à l'étranger, Dominique de Laubert (JANVIER). L'influence de la crise économique dans la diplomatie américaine (FÉVRIER). Les travailleurs immigrés et la « crise » en Europe, Bernard Kayer (FÉVRIER). La « crise » : une maladie des populations riches, Pierre Lambert (JUILLET). Conséquences de la crise : la solidarité économique, Philippe La Breuve (JUILLET). Détérioration des

termes de l'échange dans les pays sous-développés et le désaccablissement du capital, Frédéric-P. Clairmont (SEPTEMBRE). M. Kissinger et l'insécurité économique mondiale, L. Duxer (OCTOBRE). Dialogue ou confrontation Nord-Sud ? Edmond de Clairmont (DÉCEMBRE).

**MATÉRIEL** : La nationalisation de la Méditerranée, Vincent de Burel (JANVIER). Une production éditoriale organisée sous l'égide des États-Unis, Mélanie Delorme : une instabilité et normale ? L. Duxer (août, AOÛT). Les nouvelles stratégies pétrolières des États-Unis, Ahmed Henni (MARS). La crise de l'énergie et l'avenir du monde, Frédéric Langer (février, JANVIER). Les nouvelles stratégies pétrolières des États et des grandes compagnies, Nicolas Sarkis : L'analyse globale des pays de l'O.P.E.P., Manuel Luchet (août, AOÛT). De la conception de Lomé au recyclage des pétrodollars, Michel Pons (août, AOÛT). Les pays socialistes s'intéressent aussi aux pétrodollars, Nicolas Sarkis (août, AOÛT). Promesses et limites du « boom » pétrolier en Europe, Jean-Pierre Fackroff (août, AOÛT). De la crise de l'énergie à la mort du dollar, M. Bg. (février, JANVIER). L'O.P.E.P. face à la crise pétrolière, Georges Corn (SEPTEMBRE). Un projet pour développer le monde arabe, Frédéric Langer (NOVEMBRE).

**ÉGLISE - RELIGION** : L'Église catholique, les cultures et l'anti-catholicisme, Roger-E. Guérard (CI « dossiers », JANVIER). Les forces armées et la C.I.A. s'attaquent aux secteurs progressistes des Églises en France, Nicolas Sarkis (août, AOÛT). La diplomatie du Vatican (CI « dossiers », NOVEMBRE).

**EST-OUEST** (Relations) : Avec la rencontre de Rambouillet, approfondissement de la coopération franco-soviétique, Spasak, Régis (JANVIER). Pour une nouvelle interprétation des relations Moscou-Washington (FÉVRIER). Vers une convergence des systèmes de l'Est et de l'Ouest ? (CI « dossiers », JANVIER). L'Est et l'Ouest : une nouvelle interprétation des relations Moscou-Washington (FÉVRIER). Vers une convergence des systèmes de l'Est et de l'Ouest ? (CI « dossiers », JANVIER). L'Est et l'Ouest : une nouvelle interprétation des relations Moscou-Washington (FÉVRIER).

**INDUSTRIE - INDUSTRIALISATION** : L'industrie industrielle : L'archipel des baies de sang et la politique industrielle, Jean-Pierre Fackroff (MARS). L'industrie industrielle : L'archipel des baies de sang et la politique industrielle, Jean-Pierre Fackroff (MARS). L'industrie industrielle : L'archipel des baies de sang et la politique industrielle, Jean-Pierre Fackroff (MARS).

**GUERRILLAS** : Réformes agraires, guérillas et contre-guérillas, Gérard Garreau (février, JANVIER).

**HISTOIRE** : La destruction de Guernica, Emilio Martín (février, JANVIER). L'Asie, les Indes de Roosevelt et la synthèse de Xata, Tsal Quang Trung (MARS). Souveraineté des minorités et des nations opprimées, ou quand l'histoire agit dans le présent : la mémoire du soufre et les professionnels, « Redécouvrir l'histoire des peuples qui composent la France » : Les femmes et leur passé : Dans le tiers-monde, quel passé pour quel avenir ? (août, AOÛT). L'O.R.S.S. et la guerre mondiale, Rithipie, Olga Kapelouk (août, AOÛT). Armée et société dans l'Asie précoloniale, Joseph C. Zorbig (CI « dossiers », DÉCEMBRE).

**IDEOLOGIE - MOUVEMENTS POLITIQUES** : Vers un Yalta nouvelle manière, Marc Ferro (FÉVRIER). Le monde vu par Noam Chomsky et Ben-Gurion, Elie Kinnah (février, JANVIER). Roman sign de la guerre froide : Les perspectives de la réconciliation nationale, G. Boudard, P. Brochu, D. Henni (CI « dossiers », MARS). Vers une synthèse du marxisme et du christianisme, Yves Florenne (février, JANVIER). Nouveaux regards sur le socialisme, Thierry Pliatier (février, JANVIER). Socialisme et paysannerie en France, Michel et Nicolas Sarkis (JUILLET). Le débat sur la démocratie dans la révolution socialiste, Bernard Kayer (février, JANVIER). Aux États-Unis : une gauche au pluriel, Pierre Domergue (OCTOBRE). Le monde arabe, la situation du pouvoir en Syrie et en Irak, Jean-Pierre Fackroff (février, JANVIER). L'Église catholique, les cultures et l'anti-catholicisme, Roger-E. Guérard (CI « dossiers », JANVIER). Les forces armées et la C.I.A. s'attaquent aux secteurs progressistes des Églises en France, Nicolas Sarkis (août, AOÛT). La diplomatie du Vatican (CI « dossiers », NOVEMBRE).

**IMPERIALISME** : La crise de l'industrialisation, Frédéric-P. Clairmont (février, JANVIER). L'archipel des baies de sang et la politique industrielle, Jean-Pierre Fackroff (MARS). L'industrie industrielle : L'archipel des baies de sang et la politique industrielle, Jean-Pierre Fackroff (MARS).

**SECURITE EUROPEENNE** (conférence sur la) : L'insécurité et l'indépendance sur le vieux continent, Charles Zorbig (CI « dossiers », AOÛT).

**SERVICES SECRETS - POLICE** : Remous autour de la C.I.A., Nina Sutton (FÉVRIER). Les forces armées et la C.I.A. s'attaquent aux secteurs progressistes des Églises en France, Nicolas Sarkis (août, AOÛT). La diplomatie du Vatican (CI « dossiers », NOVEMBRE).

**SOCIÉTÉ** : La démocratie trahie par... l'insécurité fiscale (CI « dossiers », JUILLET). L'Europe des Nations Unies, la libération de la femme ne peut s'obtenir dans un pays colonisé, Nguyen Thi Dinh : La décolonisation n'a pas amené une véritable émancipation de la femme africaine, Nantelin Konate (FÉVRIER).

### Numéros non distribués dans certains pays

Au cours de l'année 1975, la mise en vente du Monde diplomatique a été interdite, pour certains numéros, dans les pays suivants :

**ALGERIE** : numéros d'avril, probablement pour le compte rendu du Hvre de M.-T. Moichino, Le Refus, et de mai pour le compte rendu de l'ouvrage de Kader Ammour, Christian Lencu, Jean-Jacques Moulin, Le Voie africaine.

**MAROC** : numéros de juin (compte rendu de la visite de M. Valéry Giscard d'Estaing) et d'août (article de Paul Balta sur le Sahara occidental).

**TUNISIE** : numéro de décembre, pour le reportage « La Tunisie, vingt ans après ».

**ESPAGNE** : numéros de mai, octobre et novembre comportant des articles de dirigeants des diverses formations de l'opposition.

**IRAN** : numéro de septembre, dans lequel un article comportait la formule « les autorités iraniennes tuant à l'expression ».

**STRATÉGIE** : La nouvelle course aux armements stratégiques dans l'océan Indien, Mohan Sam (SEPTEMBRE). Les alliances militaires en Asie, Michel T. Kéar (SEPTEMBRE). Les incertitudes du nouveau régime au Bangladesh, Mohan Sam (NOVEMBRE).

**SYNDICATS - MONDE DU TRAVAIL** : La politique fiscale de la C.F.D.T., Jacques Simon (CI « dossiers », JANVIER). Les travailleurs immigrés et la « crise » en Europe, Bernard Kayer (FÉVRIER). L'industrialisation mondiale : une nouvelle croissance qui refuse les inégalités sociales et le pillage du tiers-monde, René Bonety : La migration des travailleurs indésirables aux intérêts essentiels des pays d'origine, Yves Baucic (MARS). Les travailleurs immigrés et les mouvements régionalistes en France, Robert Lefort : La difficile cohabitation des travailleurs français et étrangers, François Denantes : La classe ouvrière devant les premiers immigrants, Michelle Perrot (CI « dossiers », OCTOBRE). L'industrialisation mondiale : une nouvelle croissance qui refuse les inégalités sociales et le pillage du tiers-monde, René Bonety : La migration des travailleurs indésirables aux intérêts essentiels des pays d'origine, Yves Baucic (MARS). Les travailleurs immigrés et les mouvements régionalistes en France, Robert Lefort : La difficile cohabitation des travailleurs français et étrangers, François Denantes : La classe ouvrière devant les premiers immigrants, Michelle Perrot (CI « dossiers », OCTOBRE).

## CINÉMA POLITIQUE

**COMBATS DE PALESTINE** : Guy Hannebelle, Serge Le Peron, Ignacio Ramonet (JANVIER).

**En Espagne** : cinéma clandestin et luttas dans les prisons, Ignacio Ramonet (FÉVRIER).

**POURQUOI LES CATATROPHES ?** Alain Bergale, Daniel Percheron, Ignacio Ramonet (FÉVRIER).

**LA VIE QUOTIDIENNE EN FRANCE**, Alain Bergale, Claude Fischer, Jean-Pierre Jancas, Ignacio Ramonet (MARS).

**Au Festival de Royan** : films sur les luttes en Proche-Orient, Ignacio Ramonet (AVRIL).

**FILMS ET HISTOIRE**, Daniel Percheron, Serge Doney, Ignacio Ramonet (MAI).

**REGARDS SUR LE RACISME**, Pierre Boulanger, Marie-

## REPORTAGES

**Panama** : les militaires face aux États-Unis, Claude-Catherine Kijman (JANVIER).

**La « révolution » péruvienne**, Maurice Najman (FÉVRIER).

**Israël et la paix**, Gérard Chailand (AVRIL).

**L'Iran** : renaissance d'un empire, Marcel Barang (MAI).

**La Libye de la fierté et du verbe**, T.-D. Allman (JUILLET).

**La machine à penser** : s'est-elle détraquée ? Maurice T. Machine (JUILLET).

**Somalie** : rendre l'État au peuple, Basil Davidson (AOÛT).

**Cuba** : la consolidation, Bernard Cassen (SEPTEMBRE).

**Brunei** entre deux âges, Michael Morrow (OCTOBRE).

**La Tanzanie**, espoirs et difficultés d'un socialisme africain, Christiane Chembau et Pierre Haski (NOVEMBRE).

**La Tunisie** vingt ans après, Maurice T. Machine et Fadela M'Rabet (DÉCEMBRE).

## ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Dans les assises internationales, le « groupe des 77 » précise sa stratégie à l'égard des États-Unis et de l'Europe, Paul Balta (JUILLET).

**Le rôle discret de la diplomatie vaticane dans les organisations internationales**, Robert Bosc (CI « dossiers », NOVEMBRE).

**UNION DOUANIÈRE ET ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE CENTRALE** : Une réussite de la coopération multilatérale, André Blanchet (JANVIER).

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL** : Mutations de l'industrie mondiale (MARS).

**ORGANISATION DES PAYS EXPORTATEURS DE PÉTROLE** : L'aide globale des pays de l'O.P.E.P., Manuel Luchet (AVRIL). L'O.P.E.P. face à la confiscation de la nouvelle rente pétrolière, Georges Corn (SEPTEMBRE).

**ORGANISATION DES NATIONS UNIES** : L'ONU, les Grands et le tiers-monde : les illusions de la « majorité automatique », J.-W. Samuels : La reconnaissance de situations : une prérogative importante de l'ONU, J.-A. Salmon (AVRIL). L'ONU et l'aide au développement, L.-G. Patel (AVRIL).

**AGENCE DE COOPÉRATION CULTURELLE ET TECHNIQUE** : Débat sur la fonction et les formes de la

francophonie, M. Bg. (MAI).

**COMMISSION ÉCONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AMÉRIQUE LATINE** : Pour atténuer les effets de la crise du monde industrialisé, l'Amérique latine renforce sa solidarité économique, Philippe Labreux (JUILLET).

**CONSEIL D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE** : Intégration et ouverture vers l'extérieur, Marie Lavigne (AOÛT). A quand l'établissement de relations entre la C.E.E. et le COMECON ? Nicolas Fackroff (NOVEMBRE).

**ORGANISATION DU TRAITÉ DE L'ASIE DU SUD-EST** : La dissolution de l'Union du pacte militaire à la sphère de « prospérité » capitaliste en Asie du Sud-Est, Philippe Pons (OCTOBRE).

**COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST** : Fin du clivage entre pays francophones et anglophones avec le traité de Lagos, Marc Fennell (OCTOBRE).

**MARCHE COMMUN** : CI « Europe ».

## Politique et littérature

**La poésie et les océans d'Afrique**, Gerald Moore (FÉVRIER).

**Poésie et chanson d'urgence en Espagne**, Estimio Martín (MARS).

**Terror, fantasie et... Palestiniens**, Marie-Françoise Allain (AVRIL).

**L'itinéraire de la contestation en Afrique noire**, Jacques Chevrier (MAI).

**Le paysan dans le roman soviétique**, Vsevolod Sourgenov (AOÛT).

**La culture de Caliban**, Gerald Moore (OCTOBRE).

### Suppléments

**Les Québécois et le Québec** (20 p. - JANVIER).

**La Yougoslavie socialiste et autogestionnaire** (8 p. - FÉVRIER).

**La Grèce : de la dictature à la démocratie** (10 p. - MARS).

**L'Australie : un nouveau regard sur le monde** (3 p. - AOÛT).

**Qatar** (4 p. - NOVEMBRE).

**Le Venezuela : la conquête de la souveraineté économique** (10 p. - NOVEMBRE).

**Japon : le temps des choix** (6 p. - DÉCEMBRE).

**Nigéria, au XV de l'indépendance** (5 p. - DÉCEMBRE).

## Le Monde de l'éducation

Le numéro de janvier est paru  
AU SOMMAIRE

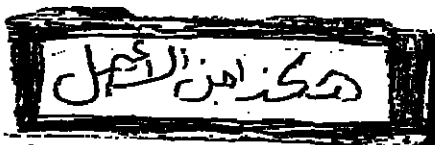
## L'ORTHOGRAPHE

- UN MONUMENT DE LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE, par Jacques Cellard.
- LES ILLUSIONS DE LA DICTÉE, par Hélène Huot.
- MESURES D'URGENCE, par René Haby.
- CORRIGER LES ANOMALIES LES PLUS CRIANTES, par Jean Mistler, de l'Académie française.
- QU'EN PENSENT LES ÉCRIVAINS ET LES ENSEIGNANTS?

### ET LES AUTRES RUBRIQUES :

Nouvelles de l'étranger.  
Vie de la classe.  
Université et grandes écoles.  
Formation continue.  
Informations pratiques.  
Les livres et les revues.

Le numéro : 5 F.  
Abonnements (11 numéros par an) :  
France : 50 F.  
Étranger (voie normale) : 65 F.









# L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

## ONU

*Au Conseil de sécurité : les raids israéliens, Chypre, Timor, affaire de pêcheries*

Reuni le 4 décembre à la demande de l'Égypte et du Liban pour examiner une plainte contre les récents raids israéliens sur le Liban, le Conseil de sécurité a d'abord décidé, par 9 voix contre 3 (Israël, Royaume-Uni et Costa-Rica) et avec 3 abstentions (France, Italie, Japon), d'inviter l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) à participer au débat avec les mêmes droits que ceux qui sont conférés à un Etat membre.

Le projet de résolution soumis au Conseil, condamnant « énergiquement » Israël pour ses attaques préméditées contre le Liban et prévoyant d'envisager les mesures qui s'imposent au cas où les attaques se renouvelleraient, s'est heurté le 8 décembre au veto des Etats-Unis. Treize pays avaient voté en sa faveur, Costa-Rica s'abstenait. Des amendements américains, demandant notamment de condamner « tout acte de violence » faisant des victimes innocentes, n'ont pas recueilli la majorité nécessaire de 9 voix (7 voix pour, 6 abstentions, la Chine et l'Irak ne participant pas au vote).

D'autre part, après avoir pris connaissance d'un rapport du secrétaire général sur la situation à Chypre, le Conseil de sécurité a prolongé pour six mois le 15 décembre le mandat de la force des Nations unies à Chypre. Le secrétaire général est invité à poursuivre sa mission de bons offices.

Le 15 décembre également, le Conseil a entrepris l'examen de la situation à Timor : il a adopté le 23 une résolution condamnant l'intervention indonésienne, demandant le retrait des forces de Djakarta et le libre exercice par la population de son droit à l'autodétermination. Le secrétaire général est prié d'envoyer un représentant sur place.

Enfin le Conseil a, le 16 décembre, l'examen d'une plainte islandaise contre le Royaume-Uni dans l'affaire des pêcheries qui oppose les deux pays.

### Les dernières résolutions adoptées par la trentième session de l'Assemblée générale

La trentième session de l'Assemblée générale des Nations unies a pris fin le 17 décembre avec l'adoption, par 113 voix contre 9 et avec 5 abstentions, d'un budget de 745 813 800 dollars pour 1976-1977.

Voici les principales résolutions adoptées les dernières semaines (voir aussi le *Monde diplomatique* d'octobre, novembre et décembre 1975).

#### PROCHE-ORIENT

Par 84 voix contre 17 et avec 27 abstentions, l'Assemblée a adopté un projet de résolution présenté par dix-huit pays non alignés, dans lequel elle condamne l'occupation israélienne des territoires arabes et demande au Conseil de sécurité d'entamer des négociations pour le retrait israélien, le règlement du problème dans son ensemble et la reconnaissance des droits nationaux palestiniens. Le même texte prévoit la participation de l'O.L.P. à toutes les négociations et prie les Etats d'aider la lutte armée militaire ou économique à Israël. L'Assemblée demande aussi la convocation rapide de la conférence de Genève avec le concours de l'O.L.P. Ont voté contre la résolution : les Etats-Unis, de nombreux pays occidentaux dont six Etats de l'O.C.E. La France, l'Italie, l'Irlande et le Japon se sont abstenus.

Quatre textes ont, en outre, été adoptés sur proposition du comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes dans les territoires occupés. L'Assemblée a ainsi condamné les pratiques qui sont toujours en violation de la charte de l'ONU et prie le comité de poursuivre son enquête.

Par 90 voix contre 3 et avec 11 abstentions, le budget de la force d'urgence des Nations unies en Proche-Orient (44 285 000 dollars) a été voté pour un an. D'autre part, 7 731 818 dollars ont été alloués à la force dans le Golan pour six mois.

#### SAHARA OCCIDENTAL

Deux textes sur le Sahara occidental ont été adoptés le 10 décembre. L'un, voté par 88 voix avec 41 abstentions, demande aux Nations unies de prendre des mesures pour que les Sahraouis exercent leur droit à l'autodétermination. L'autre (86 voix pour, 24 abstentions) prend acte de l'accord de Madrid et demande à l'administration intérimaire prévue par cet accord d'organiser une « consultation libre » avec le concours d'un représentant de l'ONU, consultation devant être tenue à toutes les populations sahraouis d'exercer leur droit à l'autodétermination. Le premier texte était présenté par la Tanzanie et vingt-trois autres pays, le second par la Tunisie et six autres. Plusieurs pays de l'Asie, les Neuf de la C.E.E., le Guatemala, le Rwanda et le Liban se sont prononcés en faveur des deux textes.

#### TIMOR

L'Indonésie a été invitée, par 72 voix contre 10 et avec 43 abstentions, à retirer sans délai ses forces armées de Timor. Le texte concernant ce problème déplore l'intervention de Djakarta et demande au comité de décolonisation d'envoyer sur place une mission d'enquête.

#### DESARMEMENT

Dans une série de résolutions, l'Assemblée générale demande l'arrêt de la course aux armements (nucléaires en particulier), la réduction des budgets militaires, l'interdiction des armes incendiaires du type napalm, et la conclusion d'accords ou traités sur l'interdiction des armes chimiques, des essais nucléaires et des nouveaux types d'armes de destruction massive. On relève aussi, parmi les nombreux autres textes adoptés, une résolution concernant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Proche-Orient.

#### DESCOLONISATION

Par 101 voix contre 3 avec 15 abstentions, l'Assemblée a affirmé la légitimité des luttes de libération nationale et demandé à tous les Etats, en particulier aux puissances administratrices, d'appliquer rapidement la Déclaration sur la décolonisation. Elle s'est prononcée en faveur d'un gouvernement de la majorité à Salisbury, et du droit à l'autodétermination de Belize, invitant les Etats à le respecter. La France a été invitée à accorder immédiatement et sans condition l'indépendance au peuple de la Côte française des Somalis et à y retirer ses forces militaires. Les essais nucléaires dans le Pacifique ont été condamnés. L'Assemblée a aussi désapprouvé les installations militaires dans l'île de Guam, tout en réitérant le droit à l'autodétermination des Samoa américaines, de Guam et des îles Vierges.

Par 102 voix (avec 10 abstentions), l'Assem-

## NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES À VOCATION MONDIALE

blée a aussi condamné l'intensification des activités économiques étrangères dans les territoires colonisés.

#### APARTHEID

Plusieurs textes émanant de la commission politique spéciale ont été approuvés à propos de l'apartheid. L'un d'eux condamne la création de bantoustans, d'autres reprennent les déclarations habituelles de la politique de Pretoria et de la collaboration des autres pays avec le régime sud-africain. A l'occasion d'un vote, des amendements condamnant l'intervention sud-africaine en Angola, ou toutes les interventions étrangères en Angola, ont été retirés.

#### NAMIBIE

L'Assemblée a notamment décidé que des élections nationales libres auront lieu d'urgence dans le territoire de la Namibie, sous la supervision de l'ONU. Le Conseil de sécurité a été invité à reprendre d'urgence l'examen de la question, et le mandat de M. Sean McBride, commissaire des Nations unies pour la Namibie, a été prolongé jusqu'au 31 décembre 1976.

#### PROBLÈMES ÉCONOMIQUES, SOCIAUX, JURIDIQUES

Par 114 voix contre 3 (Etats-Unis, République fédérale d'Allemagne et Royaume-Uni), l'Assemblée générale a demandé aux Etats de prendre des mesures pour assurer la réalisation des objectifs de la charte des droits et devoirs économiques des Etats, réaffirmant sa détermination de mettre en œuvre le nouvel ordre économique international.

Par 113 voix contre 1 (Etats-Unis) avec 14 abstentions, elle a demandé aux pays développés d'atteindre l'objectif d'aide au développement fixé dans la Stratégie internationale de développement.

Sans vote, le Bangladesh, la Gambie, la République centrafricaine et le Yémen démocratique ont été inscrits sur la liste des pays les moins avancés. De la même façon, la secrétaire générale a été invitée à entreprendre une étude globale sur le rôle du secteur public dans le développement.

Un objectif de 1 milliard de dollars est préconisé pour le Fonds spécial en faveur des pays les plus touchés par la crise économique, une conférence pour l'annonce des contributions devant se tenir en 1976.

Les diverses activités de l'ONU dans le domaine économique et social, l'action de ses organismes et institutions spécialisées ont aussi fait l'objet de nombreuses résolutions, en particulier sur les suites à donner à la conférence du Mexique sur la femme (la période 1975-1985 est proclamée Décennie internationale de la femme) ; sur l'application des mesures adoptées par la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les matières premières, sur la création envisagée d'un Fonds international de développement agricole (une conférence est prévue à Rome à cet effet), sur la convocation de la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer (du 15 mars au 7 mai prochain à Venise, La France, l'Italie, l'Irlande et le Japon se sont abstenus).

Quatre textes ont, en outre, été adoptés sur proposition du comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes dans les territoires occupés. L'Assemblée a ainsi condamné les pratiques qui sont toujours en violation de la charte de l'ONU et prie le comité de poursuivre son enquête.

Par 90 voix contre 3 et avec 11 abstentions, le budget de la force d'urgence des Nations unies en Proche-Orient (44 285 000 dollars) a été voté pour un an. D'autre part, 7 731 818 dollars ont été alloués à la force dans le Golan pour six mois.

SAHARA OCCIDENTAL

Deux textes sur le Sahara occidental ont été adoptés le 10 décembre. L'un, voté par 88 voix avec 41 abstentions, demande aux Nations unies de prendre des mesures pour que les Sahraouis exercent leur droit à l'autodétermination. L'autre (86 voix pour, 24 abstentions) prend acte de l'accord de Madrid et demande à l'administration intérimaire prévue par cet accord d'organiser une « consultation libre » avec le concours d'un représentant de l'ONU, consultation devant être tenue à toutes les populations sahraouis d'exercer leur droit à l'autodétermination. Le premier texte était présenté par la Tanzanie et vingt-trois autres pays, le second par la Tunisie et six autres. Plusieurs pays de l'Asie, les Neuf de la C.E.E., le Guatemala, le Rwanda et le Liban se sont prononcés en faveur des deux textes.

TIMOR

L'Indonésie a été invitée, par 72 voix contre 10 et avec 43 abstentions, à retirer sans délai ses forces armées de Timor. Le texte concernant ce problème déplore l'intervention de Djakarta et demande au comité de décolonisation d'envoyer sur place une mission d'enquête.

DESARMEMENT

Dans une série de résolutions, l'Assemblée générale demande l'arrêt de la course aux armements (nucléaires en particulier), la réduction des budgets militaires, l'interdiction des armes incendiaires du type napalm, et la conclusion d'accords ou traités sur l'interdiction des armes chimiques, des essais nucléaires et des nouveaux types d'armes de destruction massive. On relève aussi, parmi les nombreux autres textes adoptés, une résolution concernant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Proche-Orient.

DESCOLONISATION

Par 101 voix contre 3 avec 15 abstentions, l'Assemblée a affirmé la légitimité des luttes de libération nationale et demandé à tous les Etats, en particulier aux puissances administratrices, d'appliquer rapidement la Déclaration sur la décolonisation. Elle s'est prononcée en faveur d'un gouvernement de la majorité à Salisbury, et du droit à l'autodétermination de Belize, invitant les Etats à le respecter. La France a été invitée à accorder immédiatement et sans condition l'indépendance au peuple de la Côte française des Somalis et à y retirer ses forces militaires. Les essais nucléaires dans le Pacifique ont été condamnés. L'Assemblée a aussi désapprouvé les installations militaires dans l'île de Guam, tout en réitérant le droit à l'autodétermination des Samoa américaines, de Guam et des îles Vierges.

Par 102 voix (avec 10 abstentions), l'Assem-

blée a aussi condamné l'intensification des activités économiques étrangères dans les territoires colonisés.

APARTHEID

Plusieurs textes émanant de la commission politique spéciale ont été approuvés à propos de l'apartheid. L'un d'eux condamne la création de bantoustans, d'autres reprennent les déclarations habituelles de la politique de Pretoria et de la collaboration des autres pays avec le régime sud-africain. A l'occasion d'un vote, des amendements condamnant l'intervention sud-africaine en Angola, ou toutes les interventions étrangères en Angola, ont été retirés.

NAMIBIE

L'Assemblée a notamment décidé que des élections nationales libres auront lieu d'urgence dans le territoire de la Namibie, sous la supervision de l'ONU. Le Conseil de sécurité a été invité à reprendre d'urgence l'examen de la question, et le mandat de M. Sean McBride, commissaire des Nations unies pour la Namibie, a été prolongé jusqu'au 31 décembre 1976.

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES, SOCIAUX, JURIDIQUES

Par 114 voix contre 3 (Etats-Unis, République fédérale d'Allemagne et Royaume-Uni), l'Assemblée générale a demandé aux Etats de prendre des mesures pour assurer la réalisation des objectifs de la charte des droits et devoirs économiques des Etats, réaffirmant sa détermination de mettre en œuvre le nouvel ordre économique international.

Par 113 voix contre 1 (Etats-Unis) avec 14 abstentions, elle a demandé aux pays développés d'atteindre l'objectif d'aide au développement fixé dans la Stratégie internationale de développement.

Sans vote, le Bangladesh, la Gambie, la République centrafricaine et le Yémen démocratique ont été inscrits sur la liste des pays les moins avancés. De la même façon, la secrétaire générale a été invitée à entreprendre une étude globale sur le rôle du secteur public dans le développement.

Un objectif de 1 milliard de dollars est préconisé pour le Fonds spécial en faveur des pays les plus touchés par la crise économique, une conférence pour l'annonce des contributions devant se tenir en 1976.

Les diverses activités de l'ONU dans le domaine économique et social, l'action de ses organismes et institutions spécialisées ont aussi fait l'objet de nombreuses résolutions, en particulier sur les suites à donner à la conférence du Mexique sur la femme (la période 1975-1985 est proclamée Décennie internationale de la femme) ; sur l'application des mesures adoptées par la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les matières premières, sur la création envisagée d'un Fonds international de développement agricole (une conférence est prévue à Rome à cet effet), sur la convocation de la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer (du 15 mars au 7 mai prochain à Venise, La France, l'Italie, l'Irlande et le Japon se sont abstenus).

Quatre textes ont, en outre, été adoptés sur proposition du comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes dans les territoires occupés. L'Assemblée a ainsi condamné les pratiques qui sont toujours en violation de la charte de l'ONU et prie le comité de poursuivre son enquête.

Par 90 voix contre 3 et avec 11 abstentions, le budget de la force d'urgence des Nations unies en Proche-Orient (44 285 000 dollars) a été voté pour un an. D'autre part, 7 731 818 dollars ont été alloués à la force dans le Golan pour six mois.

SAHARA OCCIDENTAL

Deux textes sur le Sahara occidental ont été adoptés le 10 décembre. L'un, voté par 88 voix avec 41 abstentions, demande aux Nations unies de prendre des mesures pour que les Sahraouis exercent leur droit à l'autodétermination. L'autre (86 voix pour, 24 abstentions) prend acte de l'accord de Madrid et demande à l'administration intérimaire prévue par cet accord d'organiser une « consultation libre » avec le concours d'un représentant de l'ONU, consultation devant être tenue à toutes les populations sahraouis d'exercer leur droit à l'autodétermination. Le premier texte était présenté par la Tanzanie et vingt-trois autres pays, le second par la Tunisie et six autres. Plusieurs pays de l'Asie, les Neuf de la C.E.E., le Guatemala, le Rwanda et le Liban se sont prononcés en faveur des deux textes.

TIMOR

L'Indonésie a été invitée, par 72 voix contre 10 et avec 43 abstentions, à retirer sans délai ses forces armées de Timor. Le texte concernant ce problème déplore l'intervention de Djakarta et demande au comité de décolonisation d'envoyer sur place une mission d'enquête.

DESARMEMENT

Dans une série de résolutions, l'Assemblée générale demande l'arrêt de la course aux armements (nucléaires en particulier), la réduction des budgets militaires, l'interdiction des armes incendiaires du type napalm, et la conclusion d'accords ou traités sur l'interdiction des armes chimiques, des essais nucléaires et des nouveaux types d'armes de destruction massive. On relève aussi, parmi les nombreux autres textes adoptés, une résolution concernant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Proche-Orient.

DESCOLONISATION

Par 101 voix contre 3 avec 15 abstentions, l'Assemblée a affirmé la légitimité des luttes de libération nationale et demandé à tous les Etats, en particulier aux puissances administratrices, d'appliquer rapidement la Déclaration sur la décolonisation. Elle s'est prononcée en faveur d'un gouvernement de la majorité à Salisbury, et du droit à l'autodétermination de Belize, invitant les Etats à le respecter. La France a été invitée à accorder immédiatement et sans condition l'indépendance au peuple de la Côte française des Somalis et à y retirer ses forces militaires. Les essais nucléaires dans le Pacifique ont été condamnés. L'Assemblée a aussi désapprouvé les installations militaires dans l'île de Guam, tout en réitérant le droit à l'autodétermination des Samoa américaines, de Guam et des îles Vierges.

Par 102 voix (avec 10 abstentions), l'Assem-

blée a aussi condamné l'intensification des activités économiques étrangères dans les territoires colonisés.

APARTHEID

Plusieurs textes émanant de la commission politique spéciale ont été approuvés à propos de l'apartheid. L'un d'eux condamne la création de bantoustans, d'autres reprennent les déclarations habituelles de la politique de Pretoria et de la collaboration des autres pays avec le régime sud-africain. A l'occasion d'un vote, des amendements condamnant l'intervention sud-africaine en Angola, ou toutes les interventions étrangères en Angola, ont été retirés.

NAMIBIE

L'Assemblée a notamment décidé que des élections nationales libres auront lieu d'urgence dans le territoire de la Namibie, sous la supervision de l'ONU. Le Conseil de sécurité a été invité à reprendre d'urgence l'examen de la question, et le mandat de M. Sean McBride, commissaire des Nations unies pour la Namibie, a été prolongé jusqu'au 31 décembre 1976.

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES, SOCIAUX, JURIDIQUES

Par 114 voix contre 3 (Etats-Unis, République fédérale d'Allemagne et Royaume-Uni), l'Assemblée générale a demandé aux Etats de prendre des mesures pour assurer la réalisation des objectifs de la charte des droits et devoirs économiques des Etats, réaffirmant sa détermination de mettre en œuvre le nouvel ordre économique international.

Par 113 voix contre 1 (Etats-Unis) avec 14 abstentions, elle a demandé aux pays développés d'atteindre l'objectif d'aide au développement fixé dans la Stratégie internationale de développement.

Sans vote, le Bangladesh, la Gambie, la République centrafricaine et le Yémen démocratique ont été inscrits sur la liste des pays les moins avancés. De la même façon, la secrétaire générale a été invitée à entreprendre une étude globale sur le rôle du secteur public dans le développement.

Un objectif de 1 milliard de dollars est préconisé pour le Fonds spécial en faveur des pays les plus touchés par la crise économique, une conférence pour l'annonce des contributions devant se tenir en 1976.

Les diverses activités de l'ONU dans le domaine économique et social, l'action de ses organismes et institutions spécialisées ont aussi fait l'objet de nombreuses résolutions, en particulier sur les suites à donner à la conférence du Mexique sur la femme (la période 1975-1985 est proclamée Décennie internationale de la femme) ; sur l'application des mesures adoptées par la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les matières premières, sur la création envisagée d'un Fonds international de développement agricole (une conférence est prévue à Rome à cet effet), sur la convocation de la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer (du 15 mars au 7 mai prochain à Venise, La France, l'Italie, l'Irlande et le Japon se sont abstenus).

Quatre textes ont, en outre, été adoptés sur proposition du comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes dans les territoires occupés. L'Assemblée a ainsi condamné les pratiques qui sont toujours en violation de la charte de l'ONU et prie le comité de poursuivre son enquête.

Par 90 voix contre 3 et avec 11 abstentions, le budget de la force d'urgence des Nations unies en Proche-Orient (44 285 000 dollars) a été voté pour un an. D'autre part, 7 731 818 dollars ont été alloués à la force dans le Golan pour six mois.

SAHARA OCCIDENTAL

Deux textes sur le Sahara occidental ont été adoptés le 10 décembre. L'un, voté par 88 voix avec 41 abstentions, demande aux Nations unies de prendre des mesures pour que les Sahraouis exercent leur droit à l'autodétermination. L'autre (86 voix pour, 24 abstentions) prend acte de l'accord de Madrid et demande à l'administration intérimaire prévue par cet accord d'organiser une « consultation libre » avec le concours d'un représentant de l'ONU, consultation devant être tenue à toutes les populations sahraouis d'exercer leur droit à l'autodétermination. Le premier texte était présenté par la Tanzanie et vingt-trois autres pays, le second par la Tunisie et six autres. Plusieurs pays de l'Asie, les Neuf de la C.E.E., le Guatemala, le Rwanda et le Liban se sont prononcés en faveur des deux textes.

TIMOR

L'Indonésie a été invitée, par 72 voix contre 10 et avec 43 abstentions, à retirer sans délai ses forces armées de Timor. Le texte concernant ce problème déplore l'intervention de Djakarta et demande au comité de décolonisation d'envoyer sur place une mission d'enquête.

DESARMEMENT

Dans une série de résolutions, l'Assemblée générale demande l'arrêt de la course aux armements (nucléaires en particulier), la réduction des budgets militaires, l'interdiction des armes incendiaires du type napalm, et la conclusion d'accords ou traités sur l'interdiction des armes chimiques, des essais nucléaires et des nouveaux types d'armes de destruction massive. On relève aussi, parmi les nombreux autres textes adoptés, une résolution concernant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Proche-Orient.

DESCOLONISATION

Par 101 voix contre 3 avec 15 abstentions, l'Assemblée a affirmé la légitimité des luttes de libération nationale et demandé à tous les Etats, en particulier aux puissances administratrices, d'appliquer rapidement la Déclaration sur la décolonisation. Elle s'est prononcée en faveur d'un gouvernement de la majorité à Salisbury, et du droit à l'autodétermination de Belize, invitant les Etats à le respecter. La France a été invitée à accorder immédiatement et sans condition l'indépendance au peuple de la Côte française des Somalis et à y retirer ses forces militaires. Les essais nucléaires dans le Pacifique ont été condamnés. L'Assemblée a aussi désapprouvé les installations militaires dans l'île de Guam, tout en réitérant le droit à l'autodétermination des Samoa américaines, de Guam et des îles Vierges.

Par 102 voix (avec 10 abstentions), l'Assem-

blée a aussi condamné l'intensification des activités économiques étrangères dans les territoires colonisés.

APARTHEID

Plusieurs textes émanant de la commission politique spéciale ont été approuvés à propos de l'apartheid. L'un d'eux condamne la création de bantoustans, d'autres reprennent les déclarations habituelles de la politique de Pretoria et de la collaboration des autres pays avec le régime sud-africain. A l'occasion d'un vote, des amendements condamnant l'intervention sud-africaine en Angola, ou toutes les interventions étrangères en Angola, ont été retirés.

NAMIBIE

L'Assemblée a notamment décidé que des élections nationales libres auront lieu d'urgence dans le territoire de la Namibie, sous la supervision de l'ONU. Le Conseil de sécurité a été invité à reprendre d'urgence l'examen de la question, et le mandat de M. Sean McBride, commissaire des Nations unies pour la Namibie, a été prolongé jusqu'au 31 décembre 1976.

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES, SOCIAUX, JURIDIQUES

Par 114 voix contre 3 (Etats-Unis, République fédérale d'Allemagne et Royaume-Uni), l'Assemblée générale a demandé aux Etats de prendre des mesures pour assurer la réalisation des objectifs de la charte des droits et devoirs économiques des Etats, réaffirmant sa détermination de mettre en œuvre le nouvel ordre économique international.

Par 113 voix contre 1 (Etats-Unis) avec 14 abstentions, elle a demandé aux pays développés d'atteindre l'objectif d'aide au développement fixé dans la Stratégie internationale de développement.

Sans vote, le Bangladesh, la Gambie, la République centrafricaine et le Yémen démocratique ont été inscrits sur la liste des pays les moins avancés. De la même façon, la secrétaire générale a été invitée à entreprendre une étude globale sur le rôle du secteur public dans le développement.

Un objectif de 1 milliard de dollars est préconisé pour le Fonds spécial en faveur des pays les plus touchés par la crise économique, une conférence pour l'annonce des contributions devant se tenir en 1976.

Les diverses activités de l'ONU dans le domaine économique et social, l'action de ses organismes et institutions spécialisées ont aussi fait l'objet de nombreuses résolutions, en particulier sur les suites à donner à la conférence du Mexique sur la femme (la période 1975-1985 est proclamée Décennie internationale de la femme) ; sur l'application des mesures adoptées par la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les matières premières, sur la création envisagée d'un Fonds international de développement agricole (une conférence est prévue à Rome à cet effet), sur la convocation de la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer (du 15 mars au 7 mai prochain à Venise, La France, l'Italie, l'Irlande et le Japon se sont abstenus).

Quatre textes ont, en outre, été adoptés sur proposition du comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes dans les territoires occupés. L'Assemblée a ainsi condamné les pratiques qui sont toujours en violation de la charte de l'ONU et prie le comité de poursuivre son enquête.

Par 90 voix contre 3 et avec 11 abstentions, le budget de la force d'urgence des Nations unies en Proche-Orient (44 285 000 dollars) a été voté pour un an. D'autre part, 7 731 818 dollars ont été alloués à la force dans le Golan pour six mois.

SAHARA OCCIDENTAL

Deux textes sur le Sahara occidental ont été adoptés le 10 décembre. L'un, voté par 88 voix avec 41 abstentions, demande aux Nations unies de prendre des mesures pour que les Sahraouis exercent leur droit à l'autodétermination. L'autre (86 voix pour, 24 abstentions) prend acte de l'accord de Madrid et demande à l'administration intérimaire prévue par cet accord d'organiser une « consultation libre » avec le concours d'un représentant de l'ONU, consultation devant être tenue à toutes les populations sahraouis d'exercer leur droit à l'autodétermination. Le premier texte était présenté par la Tanzanie et vingt-trois autres pays, le second par la Tunisie et six autres. Plusieurs pays de l'Asie, les Neuf de la C.E.E., le Guatemala, le Rwanda et le Liban se sont prononcés en faveur des deux textes.

TIMOR

L'Indonésie a été invitée, par 72 voix contre 10 et avec 43 abstentions, à retirer sans délai ses forces armées de Timor. Le texte concernant ce problème déplore l'intervention de Djakarta et demande au comité de décolonisation d'envoyer sur place une mission d'enquête.

DESARMEMENT

Dans une série de résolutions, l'Assemblée générale demande l'arrêt de la course aux armements (nucléaires en particulier), la réduction des budgets militaires, l'interdiction des armes incendiaires du type napalm, et la conclusion d'accords ou traités sur l'interdiction des armes chimiques, des essais nucléaires et des nouveaux types d'armes de destruction massive. On relève aussi, parmi les nombreux autres textes adoptés, une résolution concernant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Proche-Orient.

DESCOLONISATION

Par 101 voix contre 3 avec 15 abstentions, l'Assemblée a affirmé la légitimité des luttes de libération nationale et demandé à tous les Etats, en particulier aux puissances administratrices, d'appliquer rapidement la Déclaration sur la décolonisation. Elle s'est prononcée en faveur d'un gouvernement de la majorité à Salisbury, et du droit à l'autodétermination de Belize, invitant les Etats à le respecter. La France a été invitée à accorder immédiatement et sans condition l'indépendance au peuple de la Côte française des Somalis et à y retirer ses forces militaires. Les essais nucléaires dans le Pacifique ont été condamnés. L'Assemblée a aussi désapprouvé les installations militaires dans l'île de Guam, tout en réitérant le droit à l'autodétermination des Samoa américaines, de Guam et des îles Vierges.

Par 102 voix (avec 10 abstentions), l'Assem-

blée a aussi condamné l'intensification des activités économiques étrangères dans les territoires colonisés.

APARTHEID

Plusieurs textes émanant de la commission politique spéciale ont été approuvés à propos de l'apartheid. L'un d'eux condamne la création de bantoustans, d'autres reprennent les déclarations habituelles de la politique de Pretoria et de la collaboration des autres pays avec le régime sud-africain. A l'occasion d'un vote, des amendements condamnant l'intervention sud-africaine en Angola, ou toutes les interventions étrangères en Angola, ont été retirés.

NAMIBIE

L'Assemblée a notamment décidé que des élections nationales libres auront lieu d'urgence dans le territoire de la Namibie, sous la supervision de l'ONU. Le Conseil de sécurité a été invité à reprendre d'urgence l'examen de la question, et le mandat de M. Sean McBride, commissaire des Nations unies pour la Namibie, a été prolongé jusqu'au 31 décembre 1976.

PROBLÈMES ÉCONOMIQUES, SOCIAUX, JURIDIQUES

Par 114 voix contre 3 (Etats-Unis, République fédérale d'Allemagne et Royaume-Uni), l'Assemblée générale a demandé aux Etats de prendre des mesures pour assurer la réalisation des objectifs de la charte des droits et devoirs économiques des Etats, réaffirmant sa détermination de mettre en œuvre le nouvel ordre économique international.

Par 113 voix contre 1 (Etats-Unis) avec 14 abstentions, elle a demandé aux pays développés d'atteindre l'objectif d'aide au développement fixé dans la Stratégie internationale de développement.

Sans vote, le Bangladesh, la Gambie, la République centrafricaine et le Yémen démocratique ont été inscrits sur la liste des pays les moins avancés. De la même façon, la secrétaire générale a été invitée à entreprendre une étude globale sur le rôle du secteur public dans le développement.

Un objectif de 1 milliard de dollars est préconisé pour le Fonds spécial en faveur des pays les plus touchés par la crise économique, une conférence pour l'annonce des contributions devant se tenir en 1976.

Les diverses activités de l'ONU dans le domaine économique et social, l'action de ses organismes et institutions spécial



## Fonds monétaire international

Au groupe des Dix : accord sur les ventes d'or

UN accord sur les ventes d'or du Fonds monétaire international (F.M.I.) a été conclu le 19 décembre à Paris par le groupe des Dix (Etats-Unis, France, République fédérale d'Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Suède, Canada, Japon), réuni pour préparer la session ministérielle du comité des Vingt les 7 et 8 janvier à la Jamaïque.

Selon la solution de compromis qui a été retenue, le F.M.I. octroiera le sixième du stock métallique au fonds fiduciaire qu'on a décidé de créer auprès de lui pour aider les pays les plus pauvres. Les quantités d'or ainsi acquises par le fonds fiduciaire représenteront 25 millions d'onces (sur un total de 150 millions). Sur ces 25 millions, 7 millions seront restitués aux pays en voie de développement, le reste devant être vendu, et la recette correspondante servant à accorder des prêts uniquement aux pays les plus pauvres. Le fonds fiduciaire vendra l'or aux enchères. Aussi longtemps que les amendements aux statuts ne seront pas ratifiés, les banques centrales ne pourront pas se porter acheteurs. Cependant, et c'est là le point le plus important, la Banque des règlements internationaux pourra acquérir l'or ainsi vendu.

EXPORTS AU TITRE DU MÉCANISME PATRO-LIN. — Cinq pays membres du Fonds monétaire ont effectué les 26 novembre et 11 décembre, au titre du mécanisme pétrolier, des achats de devises d'un montant total de 61 610 D.T.S., ainsi répartis : Arabie saoudienne (20 000 D.T.S.), Mexique (12 000 D.T.S.), Sri-Lanka (21 750 000 D.T.S.), Soudan (18 300 000 D.T.S.), Zambie (18 300 000 D.T.S.).

ACHAT DE LA ZAMBIE. — Dans le cadre du mécanisme de financement compensatoire du F.M.I., la Zambie a effectué, le 26 novembre, en achat d'un montant de 19 millions de dollars en monnaies étrangères (l'équivalent de 18 millions de D.T.S. en francs français) et de 3 millions de D.T.S. en dinars de Bahreïn. Le F.M.I. a, d'autre part, donné son accord le 18 décembre pour l'achat par le gouvernement de la République démocratique populaire du Laos de 325 millions de D.T.S. (l'équivalent de 310 250 000 D.T.S. en yens japonais et 645 706 D.T.S.).

FINANCES DU SRI-LANKA ET DE LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE DU LAOS. — En accord avec le F.M.I., le Sri-Lanka a acheté, le 26 novembre, l'équivalent de 10,8 millions de dollars en monnaies étrangères (l'équivalent de 10 millions de D.T.S. en francs français) et de 3 millions de D.T.S. en dinars de Bahreïn. Le F.M.I. a, d'autre part, donné son accord le 18 décembre pour l'achat par le gouvernement de la République démocratique populaire du Laos de 325 millions de D.T.S. (l'équivalent de 310 250 000 D.T.S. en yens japonais et 645 706 D.T.S.).

## Groupe de la Banque mondiale

Prêts à la Malaisie, à l'Uruguay, au Brésil et au Ghana

LA Banque internationale pour la reconstruction et le développement (B.I.R.D.) a approuvé, le 4 décembre, l'octroi d'un prêt d'un montant de 35 millions de dollars à la Malaisie pour financer un programme d'extension de l'Office national de l'électricité. Le même jour, l'Uruguay a reçu un prêt d'une contre-valeur de 35 millions de dollars destiné à financer un projet d'expansion industrielle et de développement des exportations.

Deux autres prêts ont été accordés le 15 décembre en faveur des pays et organismes suivants :

— Brésil : 12 millions de dollars pour le financement d'un projet de développement rural dans l'Etat du Rio-Grande-do-Norte ;

— Banque nationale d'investissement du Ghana : 10 millions de dollars qui aideront à financer des projets dans les secteurs de l'industrie, des agro-industries et du tourisme.

CRÉDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT. — L'Association internationale de développement (I.D.A.), filiale de la Banque, a consenti, le 26 novembre, un crédit de 5 millions de dollars à la Finlande pour financer un projet d'un projet d'assistance technique. Elle a, d'autre part, accordé trois nouveaux crédits le 25 décembre : 10 millions de dollars au Mali pour la réalisation d'un projet d'assistance technique ; 10 700 000 dollars au Niger pour le développement rural de la région du sahel ; 10 millions de dollars au Sri-Lanka pour un projet de développement agricole.

ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS DE LA B.I.R.D. — La Banque mondiale a émis, le 3 décembre, sous le syndicat de banques allemandes, placé sous la direction de la Deutsche Bank et la Dresdner Bank, un accord portant sur une souscription de 250 millions de deutschemarks, ces obligations ont été offertes au public à 99,5 % du pair. Elles porteront intérêt à 8 % payable annuellement le 1<sup>er</sup> décembre, et seront amorties au pair le 1<sup>er</sup> décembre 1982 ; elles ne pourront être remboursées par anticipation. D'autre part, le 15 décembre, une émission d'obligations d'un montant de 750 millions de dollars a été effectuée sur le marché américain par l'intermédiaire d'un syndicat national de banques d'investissement et de courtiers dirigé par la Morgan Stanley and Co. Le First Boston Corporation et la Salomon Brothers. Cette émission comprend 250 millions de dollars de bons à cinq ans (à 8,35 %) venant à échéance le 15 décembre 1980 ; 250 millions de bons à dix ans (à 8,35 %) venant à échéance le 15 décembre 1985 ; 250 millions de dollars d'obligations à vingt-cinq ans (à 9,35 %) venant à échéance le 15 décembre 2000. Les bons à cinq ans sont émis au pair, ainsi que les bons à dix ans et les obligations. Les bons à vingt-cinq ans sont émis à un prix de 99,5 % du pair. Les obligations sont remboursées au pair le 15 décembre 1982. Les obligations ne seront pas remboursées avant le 15 juin 1983. A partir de cette date, les obligations seront remboursées à 102,75 % jusqu'au 15 décembre 1991 comprise, puis à des taux décroissants ensuite, pour atteindre 100 % à partir du 15 décembre 1995, en y

## ORGANISMES FINANCIERS D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

ajoutant les intérêts courus. Un fonds d'amortissement obligatoire, combiné avec le paiement de 20 millions de dollars à l'échec du 15 décembre 2000, est octroyé de façon à permettre le remboursement des obligations à 100 %.

PROGRAMME DE LETTRE CONTRE L'ONCHOCOSIS. — Le comité ad hoc de coordination du programme de lutte contre l'onchocercose dans la région du bassin de la Volta a tenu sa deuxième session au bureau européen de la Banque mondiale les 2 et 3 décembre. Avant de se séparer, les délégués des pays donateurs se sont engagés à poursuivre leur aide et ce programme sur la base du budget présenté par l'O.M.S. pour 1976.

GROUPE CONSULTATIF POUR LA THAÏLANDE. — Le système réunion du groupe consultatif concernant l'aide au développement de la Thaïlande a eu lieu à Paris les 16 et 17 décembre sous la présidence de la Banque mondiale. Elle a pris connaissance de la situation économique, sociale et financière de la Thaïlande en 1975-1976 et a formulé des recommandations. La prochaine session du groupe a été fixée au dernier trimestre de 1976.

## Banque asiatique de développement

Prêts à la Birmanie, à la Corée, à l'Indonésie et au Bangladesh

LA Banque asiatique de développement a accordé, le 25 novembre, à la Birmanie un prêt de 25,5 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans et à 1 %) destiné à financer la construction d'une usine de jute.

Trois autres prêts ont été annoncés au cours des dernières semaines :

— 9,43 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans et à 1 %) le 25 novembre au Bangladesh pour réaliser un programme de crédit à l'agriculture dont bénéficieront environ quatre mille familles de paysans. Ce prêt est assorti d'un don d'assistance technique ;

— 40 millions de dollars, le 25 novembre, accordés à la Banque de développement de la République de Corée, pour faciliter ses opérations de prêts à court et à moyen terme aux industries privées. D'une durée de quinze ans avec un taux d'intérêt de 8,75 %, ce prêt provient des ressources ordinaires de la Banque ;

— 14,5 millions de dollars à l'aide des ressources ordinaires de la Banque pour trente ans et à 8,75 % consentis le 2 décembre au Surabaya Institute of Technology en Indonésie en vue du développement de ses activités.

EMPRUNT AUX PAYS-BAS. — Le 26 novembre, la Banque asiatique de développement Rotterdam Bank ont conclu un accord portant sur un emprunt de 50 millions de guilders (l'équivalent de 18 millions de dollars) d'une durée de six ans et au taux d'intérêt de 8,75 % payable deux fois l'an. Il s'agit là de la première opération de la Banque aux Pays-Bas.

## Banque européenne d'investissement

Prêts à la Grande-Bretagne, au Danemark et à la France

LA Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a annoncé l'octroi d'une série de prêts accordés dans le courant du mois de décembre en faveur des pays et organismes suivants :

— 17,5 millions de livres sterling (31 millions d'u.c.) le 1<sup>er</sup> décembre à la British Steel Corporation en Grande-Bretagne pour l'installation de trois nouvelles lignes dans le complexe de revêtement de tôles de cette société (prêt pour dix ans au taux de 9,50 %) ;

— Un contrat de prêt à conditions spéciales d'une contre-valeur de 4 380 000 n.c. (environ 9 480 000 florins antillais) conclu le 1<sup>er</sup> décembre entre les Antilles néerlandaises et la Commission des Communautés européennes, la Banque européenne d'investissement agissant en qualité de mandataire de la C.E.E. chargée de la gestion du prêt. Cette opération financera l'amélioration des infrastructures de l'aéroport de Curaçao. Le prêt a été consenti pour trente ans et à 8 % ;

— 6,3 millions de livres sterling (11,2 millions d'u.c.) le 10 décembre à la British Railways Board pour l'amélioration des transports de charbon par fer du Royaume-Uni (pour huit ans et à 9,50 %) ;

— Deux prêts de 10 millions de livres (17,7 millions d'u.c.) le 10 décembre pour le financement de lignes à haute tension en Ecosse (pour huit ans et à 8,50 %) ;

— 16,9 millions de livres (29,9 millions d'u.c.) le 11 décembre au Shetland Islands Council en Grande-Bretagne pour la construction d'un port pétrolier à Sullins-Voe dans l'île de Mainland, la plus grande des Shetland (pour dix ans et à 9,50 %) ;

— 15,7 millions de francs français (29,7 millions d'u.c.) le 15 décembre à la F.F.P. pour l'amélioration des télécommunications en Bretagne (pour huit ans et à 9,50 %) ;

— 9,85 millions de couronnes danoises (1,4 million d'u.c.) le 15 décembre pour contribuer au financement des entreprises industrielles de

petite ou moyenne dimension des régions les moins développées du Danemark (pour huit ans et à 9,50 %) ;

— 1 million de livres (1,8 million d'u.c.) le 19 décembre pour la conservation et l'expansion en Grande-Bretagne de l'usine de machines à écrire de British Olivetti à Glasgow (pour cinq ans et à 9,50 %).

## Banque interaméricaine de développement

Treize prêts

LA Banque interaméricaine de développement a annoncé l'octroi de treize prêts les 20 et 26 novembre :

— 12,6 millions de dollars à l'Equateur (à l'aide du Fonds mis à la disposition de la Banque par le Venezuela, pour vingt ans et à 8 %) pour la construction d'une usine de ciment ; ce prêt sera rétrogradé à la Compañía Salagre, une société gouvernementale créée en 1974 ;

— 41 millions de dollars à la Nacional Financiera du Mexique pour financer deux programmes de crédits à l'agriculture ; 30 millions de dollars proviennent des ressources ordinaires de la Banque (pour vingt-cinq ans et à 8 %) ; 11 millions ont été accordés à l'aide du fonds d'opérations spéciales (pour vingt-cinq ans et à 8 %) ;

— 35 millions de dollars à la Companhia Hidro Elétrica do São-Francisco du Brésil (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour quinze ans et à 8 %) pour la construction d'une ligne électrique qui alimentera la région de Salvador ;

Neuf autres prêts ont été accordés dans le courant du mois de décembre :

— Deux prêts d'un montant total de 30 millions de dollars, le 4 décembre, à l'Argentine pour financer des programmes de crédit à l'agriculture. Ces prêts (25 millions de dollars à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour vingt-cinq ans et à 4 %, et 5 millions de dollars consentis à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans et à 8 %) ont été rétrogradés

à la Banque de la Nación Argentina, banque placée sous le contrôle de l'Etat.

Deux prêts d'un montant de 12 millions de dollars, le 5 décembre, à Panama (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour trente ans et à 2 %) pour l'amélioration de l'enseignement technique et professionnel ;

— Deux prêts d'un montant de 8 millions de dollars, le 11 décembre, au Costa-Rica, pour financer un programme de développement des petites et moyennes entreprises industrielles. 3 millions de dollars ont été consentis à l'aide du fonds d'opérations spéciales (pour vingt ans et à 2 %) ; 5 millions proviennent des ressources ordinaires de la Banque (pour vingt ans et à 8 %) ;

— 25,2 millions de dollars, le 11 décembre, au Chili (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour trente ans et à 2 %), en faveur d'un programme de développement de l'infrastructure urbaine et des services sociaux des villes de Santiago et de Concepción ;

— 74 millions de dollars, le 11 décembre, à la Companhia Paranaense de Energia Elétrica du Brésil (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans et à 8 %) pour contribuer à la construction d'une centrale hydro-électrique à Foz-de-Arela sur le fleuve Iguaçu.

DONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE. — Trois dons d'assistance technique ont été annoncés le 21 novembre 1975 :

— 85 300 000 dollars financeront divers projets dans les secteurs de l'agriculture et de l'industrie des pays membres. Ces programmes seront réalisés conjointement par la Banque interaméricaine et la Banque mondiale ;

— 210 000 dollars à El Salvador pour le développement des petites industries ;

— 48 000 dollars pour l'étude des pertes que provoque la foudre épileptique dans le bétail des pays membres de la région.

REUNION SPECIALE DU CONSEIL DES GOUVERNEURS. — Au cours de la réunion spéciale du conseil des gouverneurs qui s'est tenue à Washington le 21 décembre dernier, M. Antonio Ortiz Mesa a été élu président de la Banque interaméricaine pour une période de cinq ans à dater du 1<sup>er</sup> mars 1976.

BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX. — Les gouverneurs des banques centrales se sont réunis à Bâle les 8 et 9 décembre pour étudier la mise en application des accords de Rambouillet.

Le président de la session, l'ambassadeur Peter Lee (Malaisie), a souligné dans son discours d'ouverture que « jamais session des parties contractantes ne s'était déroulée sur un tel arrière-plan de contraction des échanges et de fortes pressions tendant à empêcher le gouvernement américain de nombreux pays à gruger de nouveaux obstacles à l'importation ».

M. Lee a reconnu toutefois que « dans la tourmente économique actuelle, la plupart des gouvernements réagissent avec beaucoup de modération ».

Les principaux sujets qui ont été abordés reflètent bien les difficultés nouvelles qui s'opposent à la libéralisation du commerce international.

Ainsi, à propos des pratiques anti-dumping, les délégués de la C.E.E. du Japon ont vivement mis en cause l'enquête ouverte par les Etats-Unis sur les importations d'automobiles. Le représentant du Japon a déclaré qu'il s'agissait d'un « test important » sur l'attitude du gouvernement américain à l'égard des tendances protectionnistes.

De même, les délégués de la C.E.E. et du Japon ont exprimé le « cf. bouci » que leur causent les restrictions aux importations décidées par l'Australie. Le délégué australien a défendu vigoureusement les principes de ces restrictions, « absolument nécessaires vu la conjoncture », avant de figurer à son tour parmi les accusateurs de la C.E.E.

## Groupe andin

La création d'un fonds commun de réserves

LA cinquième réunion du conseil monétaire et des changes du Groupe andin a eu lieu les 20 et 21 novembre à Lima. Elle a été entièrement consacrée à la mise au point définitive, avant de le soumettre à l'approbation de la Commission, du projet de création d'un fonds commun de réserves. Cet instrument aura pour mission de recevoir des dépôts, de souscrire des crédits, d'émettre des bons et des obligations. Il pourra investir ses propres ressources dans des valeurs de la Corporation andine de développement (CAF), dans l'achat d'acceptations bancaires nées de transactions commerciales de ses membres avec l'étranger, dans des placements de première classe jouissant de toutes les garanties de liquidité et de sécurité. Ses ressources s'élèveront à concurrence de 400 millions de dollars, dont 300 millions constitueront des apports ordinaires, et sa fonction essentielle sera d'aider les pays membres confrontés à des déficits temporaires de balances des paiements.

Le fonds disposera de trois organes administratifs : l'Assemblée, la direction, et la présidence.

POLITIQUE FISCALE. — Le conseil de la politique fiscale du Groupe andin s'est réuni pour la première fois dans la capitale péruvienne les 24 et 25 novembre. Appelé à jouer un rôle essentiel dans le processus d'intégration sous-régionale, il a commencé ses travaux par un examen des systèmes fiscaux des six pays.

ADJOINTEMENT DE LA SESSION DE LA COMMISSION. — Commencée le 8 décembre, la session de la dix-huitième période de sessions ordinaires de la commission de l'accord de Cartagena ont été adjointes le 12 pour permettre à ses membres de consulter les gouvernements et obtenir les instructions nécessaires à l'application des obligations souscrites par les six pays au sujet du protocole additionnel relatif à l'adhésion du Venezuela.

## Communauté des Caraïbes

Contre les projets français en Guyane

LA seconde réunion de la conférence des chefs de gouvernement des pays membres de la Communauté des Caraïbes a eu lieu à Basseterre (St-Kitts) du 8 au 10 décembre. Les chefs de gouvernement ont procédé à une nouvelle approche du problème du développement régional, notamment dans l'agriculture. Ils ont porté une attention particulière aux relations extérieures de la Communauté et du Marché commun des Caraïbes.

La fin des travaux, et à l'initiative de la Guyane, les chefs de gouvernement ont adopté une résolution dénonçant le projet français d'implantation massive de ressortissants français en Guyane. Ce texte a été signé par tous les chefs de gouvernement des pays membres du traité de Chaguaras.

MARCHÉ COMMUN CENTRAMÉRICAIN. — Les travaux du haut comité pour la restructuration

Le haut comité pour la perfectionnement et la restructuration du Marché commun centraméricain (M.C.C.A.), réuni à Guatemala du 6 au 9 octobre, puis à San-José du 27 octobre au 1<sup>er</sup> novembre, a abordé la dernière étape de ses activités, ses travaux devant prendre fin dans les premiers mois de 1976. Le haut comité doit encore étudier les dossiers de la politique agricole, de la politique sociale, de l'intégration monétaire, du commerce extérieur, des investissements étrangers, etc. A la même date, il devra terminer l'examen du texte de l'avant-projet de traité-cadre de la Communauté économique et sociale centraméricaine.

AGRICULTURE. — Les ministres de l'Agriculture, en cours de leur quatrième session à San-Salvador, le 20 et 21 octobre, ont adopté une série de décisions concernant la production de céréales, l'approvisionnement intérieur, la constitution des

Un Palais des congrès pouvant recevoir 30 000 personnes ;

Vingt salles de capacité diverses ;

Traduction simultanée ;

Trois cents hôtels totalisant plus de dix mille chambres ;

D'innombrables possibilités d'excursions et de distractions.

Au centre de la Côte d'Azur, desservie par un aéroport international, des liaisons ferroviaires, routières et maritimes la reliant à toutes les capitales.

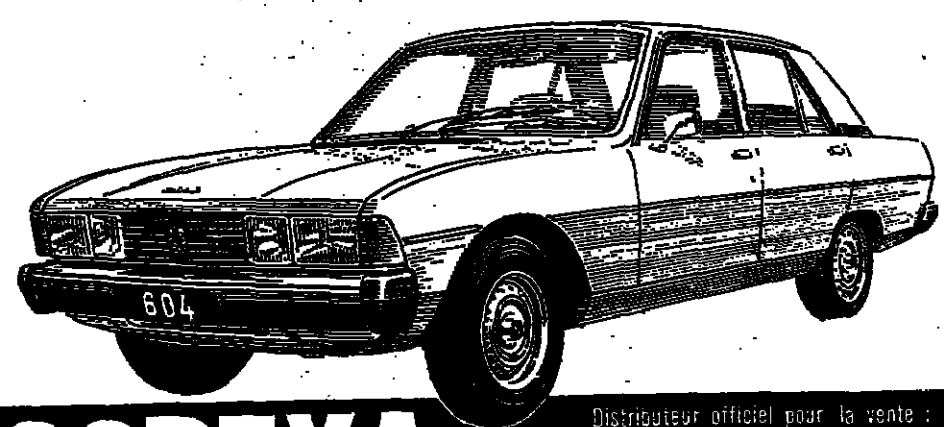
EN TOUTES SAISONS

NICE EST LA VILLE IDEALE DES CONGRES

OFFICE DE TOURISME SYNDICAT D'INITIATIVE

22, rue Hôpital-des-Postes - Tél. : 85-25-25/26. Télés. : Accueil Nice : 480-42.

## automobiles PEUGEOT



## SODEXA

26, RUE CAMBACERES • 75362 PARIS CEDEX 08 • Tél. 742.77.39 • Telex Peujoxa 280.426

Distributeur officiel pour la vente : aux Membres du Corps Diplomatique et des Organisations Internationales ; aux Clients se rendant en France. Exclusivement immatriculations spéciales CD et TI.

## NICE capitale de la Côte d'Azur

centre mondial des congrès

met à votre disposition :

Un Palais des congrès pouvant recevoir 30 000 personnes ;

Vingt salles de capacité diverses ;

Traduction simultanée ;

Trois cents hôtels totalisant plus de dix mille chambres ;

D'innombrables possibilités d'excursions et de distractions.

Au centre de la Côte d'Azur, desservie par un aéroport international, des liaisons ferroviaires, routières et maritimes la reliant à toutes les capitales.

EN TOUTES SAISONS

NICE EST LA VILLE IDEALE DES CONGRES

OFFICE DE TOURISME SYNDICAT D'INITIATIVE

22, rue Hôpital-des-Postes - Tél. : 85-25-25/26. Télés. : Accueil Nice : 480-42.



stocks dans le cadre de la politique du fonds de stabilisation des prix agricoles, l'élévation des obstacles à la commercialisation des produits de l'agriculture, l'unité des marchés, etc.

**PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE.** La neuvième réunion des vice-ministres de l'économie des cinq pays, qui s'est tenue à Guatemala, les 18 et 19 novembre, a été consacrée au plan d'action des transports régionaux et à l'application de l'accord sur les mouvements fluviaux au développement industriel. Mais le résultat le plus important a été l'adoption de la classification internationale des produits et des services auxquels s'appliquent des droits de production et des droits commerciaux, selon l'accord souscrit à Nice le 15 juin 1975. Cette décision constitue un pas en avant vers le renforcement de l'accord centralisé pour la protection de la propriété industrielle.

**LES NEGOCIATIONS MULTINATIONALES AU GATT.** — Le premier séminaire multinationaux sur les négociations commerciales multinationales du GATT a eu lieu à Guatemala du 15 au 19 novembre au niveau des représentants des vice-ministres de l'économie et des ministres des affaires étrangères. Il a adopté un document en cinq points concernant la position du M.C.C.A. dans ces négociations.

## O.C.D.E.

**Energie : nouvel ajournement de la décision sur le prix-plancher pour le pétrole**

Le comité directeur de l'Agence internationale de l'énergie (A.I.E.) réuni à Paris le 19 décembre n'a pu se mettre d'accord sur le niveau du « prix minimum de sauvegarde » pour le pétrole qui devrait garantir la rentabilité des investissements des pays membres de l'Agence dans le domaine de l'énergie et sur les modalités d'application. Certains pays (dont le Danemark) ont déclaré qu'ils ne pourraient accepter la fixation d'un prix-plancher qu'à condition d'avoir l'assurance que les pays producteurs de pétrole de l'A.I.E. auraient accès, en cas de nouvel embargo pétrolier, au pétrole des pays producteurs membres de l'Agence.

Par contre, le comité directeur aurait décidé de renouveler pour 1976 les objectifs de conservation de l'énergie définis en 1975.

**PERSPECTIVES ECONOMIQUES POUR 1976.** — Selon leur rapport sur les « perspectives économiques », les experts de l'O.C.D.E. prévoient pour 1976 une aggravation du nombre de chômeurs dans l'ensemble des vingt-quatre pays membres de l'O.C.D.E. En ce qui concerne l'activité économique des différents pays, les États-Unis devraient leur P.N.B. augmenter de 5,7 % ; au Japon, cette hausse serait de l'ordre de 4,25 %. En revanche, en Europe, la hausse moyenne du P.N.B. ne dépasserait pas 2 % (3,25 % en Allemagne, 3 % en France, 1,5 % en Italie) au cours de l'année 1976. Les experts considèrent que le taux moyen de 4 % envisagé par l'O.C.D.E. pour l'ensemble de la zone O.C.D.E. peut être bien, compte tenu des difficultés de prévisions, atteindre 3,5 à 5 % en décembre et 3 ou 2,5 %.

**PLAN D'ACTION EN FAVEUR DES REFUGIES DU PORTUGAL.** — A la demande du gouvernement portugais, une « expertise » de l'O.C.D.E. a été chargée d'élaborer un plan d'action en faveur de la réinstallation de 350 000 réfugiés portugais venus par la plupart d'Angola.

**AGENCE POUR L'ENERGIE NUCLEAIRE.** — La Finlande est devenue le 15 janvier membre de plein exercice de l'Agence de l'O.C.D.E. pour l'énergie nucléaire (A.E.N.), portant le nombre des pays membres à vingt-deux.

### RECENTES PUBLICATIONS

- Coopération pour le développement — Examen 1975, 282 pages ; rapport du président du Comité d'experts de l'O.C.D.E. sur les perspectives des cinq prochaines années.
- Irlande et Portugal, dans la série « Etudes économiques ».
- Profil des ressources consacrées à la recherche et au développement expérimental dans la zone O.C.D.E., 1963-1971, 121 pages.
- L'école et la construction industrialisée, 82 pages.

# COMMUNAUTES EUROPEENNES

## Marché commun

**Le mandat de la C.E.E. sur l'énergie au dialogue Nord-Sud**

Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont arrêté le 9 décembre le mandat de la délégation de la C.E.E. sur l'énergie au dialogue Nord-Sud qui devait ouvrir le 16 décembre à Paris. Ce texte ne comporte pas de référence à un prix-plancher du pétrole demandé par le Royaume-Uni, et combatte par la France.

Le texte du mandat est le suivant : « En ce qui concerne la position sur les ressources énergétiques multinationales, la C.E.E. devrait exposer, dans un esprit constructif, son soutien à certains principes destinés à encourager les investissements nécessaires pour assurer son alimentation en énergie en prévision des incertitudes du marché de l'énergie. »

La délégation britannique souhaitait que la C.E.E. fasse clairement allusion à l'instauration d'un prix-plancher destiné à garantir la rentabilité de son pétrole de la mer du Nord. Elle a accepté cette formulation après avoir fait inscrire au procès-verbal de la session des Neuf que les prochaines délibérations ministérielles devront tenir compte des indications données par le premier ministre britannique au conseil européen de Rome (lors de la réunion des chefs de gouvernement des Neuf à Rome, M. Harold Wilson avait insisté pour que la C.E.E. défende l'instauration d'un prix-plancher).

**Les résultats du conseil européen de Rome**

Le feu vert pour la conférence Nord-Sud ou « conférence sur la coopération économique internationale », qui s'est réunie le 16 décembre à Paris, et l'amorce d'une politique énergétique européenne : tels ont été, avec l'élection d'un Parlement européen au suffrage universel des 1976, les résultats essentiels du « sommet » des Neuf, particulièrement mouvementé, qui s'est réuni à Rome au début du mois de décembre.

Les Britanniques auront fait peser jusqu'au dernier moment une lourde hypothèque sur la conférence des « vingt-sept », en demandant d'y être représentés séparément. Le compromis de Rome maintient le porte-parole unique de la Communauté, tout en admettant des interventions occasionnelles d'un ministre anglais pour défendre ses propres intérêts. Le compromis de l'énergie, puisque la Grande-Bretagne doit devenir exportatrice de pétrole dans cinq ans, grâce aux gisements de la mer du Nord.

## Conseil international de l'étain

**Resserrement des quotas d'exportation des pays membres**

REUNI à Londres du 8 au 11 décembre, le Conseil international de l'étain a décidé que, compte tenu de la situation du marché de l'étain, la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars 1976 serait une période de contrôle des exportations. Le montant total des exportations autorisées a été fixé à 33 000 tonnes pour les trois mois considérés et réparti comme suit entre les pays producteurs membres du Conseil : Malaisie, 13 800 tonnes ; Bolivie, 5 700 tonnes ; Indonésie, 4 500 tonnes ; Thaïlande, 4 016 tonnes ; Australie, 1 300 tonnes ; Nigéria, 1 334 tonnes ; Zaire, 1 128 tonnes.

D'autre part, devant l'augmentation des exportations d'étain de la Chine (vraisemblablement 15 000 tonnes en 1975) et de la Birmanie, le Conseil a décidé d'effectuer des démarches auprès de ces pays non signataires du quatrième accord international de l'étain pour leur demander de freiner leurs exportations.

**CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT.** — La septième session de la commission des transports maritimes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) s'est terminée le 21 novembre par l'adoption de trois résolutions portant respectivement sur le rôle de l'assistance technique dans le domaine des transports maritimes et des ports, et le financement de l'échange de navires par les pays en voie de développement.

Les soixante-neuf membres de la commission du transfert des techniques de la CNUCED ont tenu leur première session le 19 novembre au mois de décembre. A l'ordre du jour : le rôle du système des brevets, un code international de conduite en matière de transfert des techniques et la préparation de la quatrième session de la Conférence prévue pour le mois de mai.

**CONSEIL INTERNATIONAL DU BLE.** — La sous-commission des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (C.I.B.) a tenu sa 11<sup>ème</sup> session du 17 au 19 novembre, à Madrid. Elle a adopté une résolution demandant à la Communauté économique européenne de revoir en baisse les prix fixés pour l'étain de décembre, à été marquée par la préparation de la négociation d'un nouveau contrat international de blé. Un groupe de travail doit se tenir sur ce sujet au mois de janvier pour établir un rapport à l'attention du prochain conseil.

D'autre part, le Conseil prévoit que le commerce mondial du blé pour la période allant de juillet 1975 à juin 1976 atteindra environ 15 millions de tonnes (contre 63,4 millions en 1974-1975) ; cette hausse peut être attribuée à l'augmentation de la demande prévisible d'importations de l'Union soviétique.

**CONSEIL OLEICOLE INTERNATIONAL.** — Le Conseil oléicole international (C.O.I.), réuni à Madrid du 17 au 19 novembre, a adopté une résolution demandant à la Communauté économique européenne de revoir en baisse les prix fixés pour l'étain de décembre, à été marquée par la préparation de la négociation d'un nouveau contrat international de blé. Un groupe de travail doit se tenir sur ce sujet au mois de janvier pour établir un rapport à l'attention du prochain conseil.

**ASSOCIATION LATINO-AMERICAINE LIBRE-COMMERCE.** — Par suite de l'élaboration de trois accords de coopération avec les industries pétrochimiques et chimiques dérivées du pétrole et des matières plastiques, l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC) ont procédé à un abaissement des droits de douane de 10 % sur les produits de ces trois secteurs d'activité. Ces accords resteront en vigueur jusqu'au 31 décembre 1976.

Au cours d'une réunion hebdomadaire, le 27 novembre, à Montevideo, le comité exécutif permanent de l'ALALC a adopté une série de recommandations qui tendent à simplifier les formalités douanières relatives à l'entrée et à la sortie des marchandises de la zone.

La quatrième réunion de la commission d'experts des problèmes monétaires de l'ALALC, à Montevideo du 8 au 10 décembre, a procédé à la mise en place d'un système de coopération technique relative à l'introduction à la Bourse de New-York des acceptations bancaires latino-américaines. Un accord a été signé entre les deux parties pour que les acceptations bancaires latino-américaines à la Bourse de New-York soient prévues pour le début de 1976.

Avec d'autres pays européens, la France, qui importe beaucoup de pétrole, a été à la fixation d'un prix-plancher. Son président parait avoir fait des concessions à Rome, en permettant la création de « mécanismes » financiers pour garantir le développement des ressources substitutives et de celles qui existent dans la Communauté, par conséquent du pétrole britannique.

C'est incontestablement l'amorce d'une politique européenne de l'énergie, qui mettra fin à des années de plétisme ou même de recul, comme à la fin de 1973 lorsque la crise pétrolière éclata : certains pays, dont la France, avaient alors adopté la politique du « chacun pour soi ».

Enfin, les Neuf ont discuté de l'élection du Parlement européen au suffrage direct. Sept des Etats membres de la Communauté (les six fondateurs, plus l'Irlande) sont d'accord pour que les premières élections européennes aient lieu en mai ou juin 1978, selon les lois électorales en vigueur dans chaque pays. Le gouvernement britannique a levé la réserve qu'il avait émise à ce sujet au « sommet » de Paris de décembre 1974.

« Nous ne serons pas moins européens que les autres », a dit à ce sujet M. Wilson. Il a cependant demandé « un délai de réflexion » sur les modalités d'application, date de l'élection, etc. Quant au Danemark, il souhaite un régime particulier qui lui permette de confondre le scrutin « européen » avec son scrutin national.

**Les propositions des Neuf pour la réforme du F.M.I.**

Les ministres des finances de la Communauté européenne ont réaffirmé le 15 décembre à Bruxelles leur volonté de voir figurer la liberté des transactions en or entre banques centrales dans la réforme du système monétaire international, conformément à l'accord de Zaire en avril 1974. Dans la question compliquée de la restitution et de la vente au prix du marché d'une partie de l'or du F.M.I., les Neuf se sont prononcés pour un démarrage presque immédiat de ces mesures sans attendre la ratification des modifications de la charte du F.M.I. Leur mise en œuvre sera cependant échelonnée sur cinq ans. Ce qui est très important, c'est de perturber le moins possible le marché libre du métal jaune.

Les Neuf demandent que la restitution aux banques centrales d'un système de l'or du F.M.I. et la vente d'un autre système sur le marché libre se fassent simultanément et qu'en même temps soit mis en place le fonds fiduciaire (Trust Fund) destiné à venir en aide aux pays du tiers-monde les plus affectés par la crise du pétrole.

Les ministres des finances ont également

amélioré leur système de consultations pour contrebalancer les mouvements exorbitants sur les marchés des changes. Mais les huit partenaires de la Grande-Bretagne au sein du Marché commun ont manifesté leur inquiétude devant les mesures protectionnistes envisagées par le cabinet britannique.

Les ministres des finances du « serpent » ont également décidé de renouer pour l'instant à poursuivre les négociations avec la Suisse sur l'association de la monnaie helvétique au système de flottement concerté à l'égard du dollar.

### Premières appréciations sur les prix agricoles

Les ministres de l'agriculture ont réservé le 16 décembre un accueil dans l'ensemble assez positif aux propositions de prix formulées la semaine précédente par la commission du Marché commun pour les produits agricoles récoltés pendant la campagne 1976-1977. Ils ont été, par contre, plus critiques en ce qui concerne les nombreuses mesures que la Commission envisage de faire adopter par le conseil des ministres en même temps que les nouveaux prix, et la France a estimé tout à fait insuffisant l'augmentation prévue pour le lait.

Les ministres de l'agriculture donnaient ainsi leurs premières appréciations sur les propositions de la Commission qu'ils discuteront longuement dans les prochains semaines, comme chaque année, avant de fixer les prix de campagne dont les premiers entrèrent en application le 1<sup>er</sup> mars 1976. Ils n'ont guère commenté l'augmentation moyenne théorique de 7,5 % proposée par la Commission (alors que les agriculteurs réclamaient 10,5 %). En revanche, trois sujets ont dominé essentiellement leurs préoccupations.

1) **Les mesures monétaires.** Pour restaurer progressivement l'unité des prix dans le Marché commun, bouleversé par les fluctuations monétaires qui ont entraîné des écarts de 20 à 30 % d'un pays à l'autre, la Commission européenne propose d'augmenter moins les prix en Allemagne, en France, et dans le Benelux que dans les autres Etats membres. Cette proposition a été très critiquée par le ministre allemand, M. Joseph Ertl. Pour lui, l'unité du marché n'est pas possible tant que l'Europe ne vit pas en régime d'union monétaire.

2) **Les problèmes du lait.** Le Marché commun connaît actuellement une forte surproduction de lait, puisque les stocks dépassent le million de tonnes de poudre. La Commission a proposé de relever le prix du lait en deux temps : 2 % en mars et 4,5 % en septembre. M. Christian Ertl, ministre allemand de l'Agriculture, n'adhésait pas affectivement aux 6,5 % annoncés par la Commission.

3) **La viande bovine.** Tandis que la délégation française soulignait qu'une augmentation du prix d'orientation de la viande importée ne pouvait être le maintien de la fermeture du marché européen aux importations originaires des pays tiers, M. Fred Peart (Royaume-Uni) a énergiquement combattu l'idée, avancée par la Commission, d'une suppression progressive des aides directes versées aux éleveurs de bovins. La Commission a néanmoins maintenu son point de vue.

**PAS DE SINGE POUR L'ENERGIE DE L'AN 2000.** — Les ministres de l'énergie des Neuf se sont réunis le 15 décembre pour discuter d'un programme d'action de la C.E.E. s'étendant de 1976 à l'an 2000. Le Conseil des ministres de la recherche scientifique de la C.E.E. s'est séparé le 16 décembre sans avoir trouvé d'accord sur l'endroit où implanter une installation capable de réaliser la fusion thermonucléaire contrôlée.

**UN PROGRAMME D'ACTION CULTURELLE.** — Les ministres de l'éducation des Neuf se sont réunis le 15 décembre pour discuter d'un programme d'action visant à organiser la coopération européenne, actuellement inexistante, dans le domaine culturel et la formation.

**POLITIQUE REGIONALE.** — Le Conseil économique et social a examiné, le 25 novembre, les objectifs de la politique régionale européenne. Le Conseil a adopté une série de recommandations d'orientation d'une action européenne de coopération dans le domaine de la coopération des régions, portant notamment sur la coopération entre les Etats et l'harmonisation des structures administratives, la mise en œuvre de nouveaux critères pour la répartition de laide du Fonds européen de développement régional ; le développement des infrastructures de transport ; une réelle coopération entre les divers instruments financiers de la Communauté.

**BUDGET COMMUNAUTAIRE.** — Le Conseil des ministres, réuni au budget communautaire, a adopté le 4 décembre pour soumettre aux recommandations du Parlement européen, une « rajoute » de 907 millions d'unités de compte (une unité de compte = 1/100<sup>ème</sup> du franc français) à la Communauté d'élaborer, après l'adoption de ce supplément, à 7 milliards 662 millions d'unités.

**ENVIRONNEMENT.** — Les ministres de l'environnement des Neuf se sont réunis le 15 décembre, le 3 décembre, sur une méthode pour limiter la pollution des eaux par les substances hautement toxiques. La quaranteième session du Comité d'experts de l'environnement, qui s'est tenue à Luxembourg, est ainsi surmontée.

**TRANSPORTS.** — Les ministres des transports se sont séparés le 11 décembre sans avoir pu faire progresser les principales questions qui leur étaient soumises : ils ne sont parvenus à aucun accord sur le poids maximum des camions ni sur le temps de conduite des chauffeurs de véhicules commerciaux.

**AIDES A L'AGRICULTURE.** — Le Conseil des ministres de la C.E.E. a adopté formellement, le 16 décembre à Bruxelles, le projet de règlement tendant à débloquer les aides d'orientation pour les aides d'orientation du Fonds européen agricole.

**LA COMMISSION A CONDAMNE L'UNITED BRANDS (ex-United Fruit), l'une des plus vieilles et plus puissantes multinationales américaines, et classée dans la commercialisation des bananes — à une amende de 1 million 200 000 dollars pour avoir abusé de sa position dominante en Allemagne, au Benelux et au Danemark. De plus, la Commission européenne a décidé d'accepter la réduction de 15 % le prix de vente de la banane Chiquita en Allemagne et de 30 % au Benelux. Faute de quoi cette société se serait vu retirer le droit de vendre 1 000 unités de compte (1 200 dollars) ou 550 P.F. par jour.**

**BREVET COMMUNAUTAIRE.** — Les représentants des Neuf membres de la Communauté européenne ont signé, le 15 décembre à Luxembourg, une « convention sur le brevet communautaire ». Cette convention, un document de 160 pages, a pour objet l'institution d'un droit commun aux Etats contractants en matière de brevets d'invention.

**CECA**  
**Bruxelles accepte le principe de prix minimaux pour l'acier**  
UN tournant a été pris le 16 décembre par la Commission européenne, dans la longue discussion ouverte depuis le printemps au sein de la CEEA sur l'opportunité de recourir à l'arbitrage de la Cour internationale de Justice pour la résolution de la question de l'instauration d'un principe de la fixation de prix minimaux pour l'acier, principe qu'elle refusait depuis mai.

Pour passer du principe à l'exécution, il faut encore, conformément au traité régissant la CEEA, consulter les professionnels groupés au sein du comité consultatif, puis les gouvernements des Neuf ; cela va se faire ce mois-ci. Il conviendra ensuite de soumettre à la Commission de Bruxelles le texte d'un accord sur la fixation de prix minimaux pour l'acier, principe qu'elle refusait depuis mai.

Pour passer du principe à l'exécution, il faut encore, conformément au traité régissant la CEEA, consulter les professionnels groupés au sein du comité consultatif, puis les gouvernements des Neuf ; cela va se faire ce mois-ci. Il conviendra ensuite de soumettre à la Commission de Bruxelles le texte d'un accord sur la fixation de prix minimaux pour l'acier, principe qu'elle refusait depuis mai.

Ces données nouvelles conduisent à formuler deux questions : Pourquoi la Commission Ortol a-t-elle changé de doctrine ? Les pays tiers dont les sidérurgies concurrentielles de plus en plus faciles européennes respectent-elles les nouveaux minima ? Il semble que ce soit l'examen du marché de l'acier qui ait conduit au tournant du 10 décembre : la production des Neuf a, en novembre encore, été plus mauvaise que durant le reste de l'année : 22,4 % de moins que l'année précédente, contre - 14 % seulement pour l'ensemble des onze premiers mois de 1975 ; le recul a été spécialement important au Luxembourg (- 33 %), en Belgique (- 32 %) et en Allemagne (- 28 %). La sidérurgie britannique, qui a produit 11 % de moins qu'en 1974, envisage de son côté des licenciements massifs des salariés, à économiser 170 millions de livres sterling, mais les syndicats, qui redoutent 40 000 suppressions d'emploi, ont l'intention de faire obstacle à ce plan. Les commandes restent faibles, les horaires de travail demeurent inférieurs à la norme pour plus de 200 000 salariés de la sidérurgie, et l'on prévoit qu'en janvier un bon nombre d'entreprises fermeront complètement pendant plusieurs jours. Face à cette situation, la Commission Ortol a se prolonger le comité consultatif de la CEEA a approuvé les prévisions des experts bruxellois sur une baisse de la production de 17 % au premier trimestre 1976, ramenant à 59 % le taux d'utilisation des capacités des foyers des Neuf. La Commission Ortol a fini par accepter le principe d'un renforcement de la réglementation des prix, qu'elle refusait depuis huit mois.

Encore faut-il, pour que le prix minimal ait un effet, que les concurrents japonais et espagnols acceptent de se conformer quand ils vendent dans la CEEA, faute de quoi il serait difficile d'empêcher les sidérurgistes de la Communauté d'aligner leurs tarifs sur ceux des marchés des rivales étrangères tout en profitant de la Commission de Bruxelles pense que les consultations de novembre-décembre avec les pays tiers ont eu des résultats positifs et qu'il est probable que les sidérurgies de ces pays respecteront la nouvelle discipline.

Le compte rendu attendu ce mois-ci de la Commission européenne aura probablement un effet décisif de ce point de vue : les sidérurgistes allemands et les gouvernements de Bonn et de Londres, jusqu'ici réticents aux prix minimaux, pourraient lever leur opposition s'ils avaient le sentiment que la formule réussisse aussi bien que les limitations aux frontières des Neuf qui avaient leur préférence.

**AIDES A LA READAPTATION.** — La Commission européenne a accordé les aides suivantes pour la réadaptation professionnelle des mineurs : France : 67 millions de F. en faveur des 423 travailleurs touchés par la réduction d'activité des houillères des Cévennes et des houillères de la Loire ; Allemagne : 220 000 D.M. pour les travailleurs touchés par la fermeture de la mine de fer Bismarck-Adenstedt ; Belgique : 9,8 millions de francs pour 124 travailleurs victimes de la réduction d'activité des mines Gueudebois à La Louvière ; Royaume-Uni : 478 millions de livres en faveur d'environ 1 700 travailleurs touchés par la fermeture de houillères à Burnley, Heyburn, Jowley, Longley, Gurn/Falgar, Lady Windsor Aberdaron, et Windsor/Nantgar, ainsi que 188 800 livres supplémentaires pour les travailleurs affectés par la réduction des activités des Edna Vale Works de la British Steel Corporation.

**AIDES A LA CONSTRUCTION SOCIALE.** — Les prêts nationaux accordés du titre de l'aide à la construction de logements sociaux : France : trois prêts (7,3 millions de francs) pour des programmes de construction des habitations de Nord et du Pas-de-Calais (500 logements), de Lozère (250 logements en accession à la propriété et 100 logements en location) et du Centre et du Nord (250 logements en accession à la propriété, 100 logements location) ; Allemagne : deux prêts d'un montant total de 14 millions de D.M. au titre du financement de 2 000 logements dans les bassins miniers de la Ruhr, d'Aachen, de Köln et de Sarre.

**NOUVEL EMPLOI EN ALLEMAGNE.** — La CEEA a placé en Allemagne, en décembre, un nouvel emprunt de 150 millions de D.M. au taux de 8 % et d'une durée de 7 ans. Cela porte, avec l'émission faite aux Etats-Unis de 125 millions de dollars, le montant des emprunts contractés par la CEEA à 2 654 millions d'unités de compte.

**CONCENTRATION AUTORISEE EN GRANDE-BRETAGNE.** — Bruxelles a autorisé l'acquisition par la British Steel de la branche d'activités négoce et stockage d'acier inoxydable d'Alfred Binns (Sheffield), filiale à 100 % de Head Wightman & Co. qui avait auparavant son activité dans le domaine de l'ingénierie lourde. La B.S. porte ainsi à 9 % sa part du marché britannique approvisionné par les négociants en acier inoxydable.

**LA SECURITE DANS LES MINES** vient de faire l'objet d'un nouveau programme d'aide à la recherche. Quatre instituts spécialisés sont concernés pour un montant global de 550 000 unités de compte.

**LA PART DES ACIERS SPECIAUX** dans le total de l'acier produit par les Neuf continue à progresser. Elle est passée de 6 à 8 % et pourrait atteindre 10 % en 1985.

## AVIGNON

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allée au prestige de ses monuments anciens l'énergie sournoise d'une jeune cité qui, dans un élan sans relâche, construit son avenir.

ELLE VOUS OFFRE

- LE PALAIS DES PAPES, LE PONT SAINT BENEZET, popularisés à travers le monde par la légende et la chanson, ses nombreux édifices civils et religieux.
- LES TRÉSORS DE SES MUSÉES.
- DE MAGNIFIQUES EXCURSIONS A TRAVERS LA PROVENCE.
- SON POËME (cadres et vieilles traditions).
- UN FESTIVAL DRAMATIQUE (15 juillet 1976) Théâtre chorégraphique, cinéma, musiques de chambre.
- DES SALLES DE REUNION.
- DES SERVICES REGULIERS DE TRAINS (liaisons avec Paris, Marseille, Lyon, Bordeaux, Toulouse, Clermont-Ferrand, etc.).
- LE PALAIS DES CONGRES, son équipement pour toutes les manifestations de congrès, ses grandes et lumineuses salles de conférences, de restaurant, son bar, son parking.

AVIGNON « La Soucoupe de l'été ». Renseignements : Maison du Tourisme, 04 77 11 11 11, tous les jours.

مکان التعلیم





## LE MONDE DIPLOMATIQUE

## CHYPRE

## La négociation imposée

Par ATA GIL

P OUR Washington, l'objectif primordial a toujours été le maintien de Chypre dans la zone d'influence occidentale. Il a toujours suivi avec inquiétude les relations qui cultivaient Mgr Makarios parmi les pays non alignés et socialistes. L'existence d'une tension continue entre Ankara et Athènes, maintenue à un seuil tolérable, permettait à Washington de mieux contrôler ces deux États clients. A Chypre, tandis qu'Ankara tenait la communauté turque sous sa coupe et soutenait la dictature d'une clique, Athènes faisait contrepoids à la politique non alignée de Mgr Makarios et aux forces progressistes de la communauté grecque, dont le puissant parti communiste, AKEL. Cette tactique devint évidente après l'établissement de la dictature militaire à Athènes en avril 1967. Ayant pris le pouvoir avec le soutien des Américains, les colonels grecs permirent à Grivas (exilé depuis 1967) de retourner une fois de plus à Chypre pour créer l'organisation fasciste EOKA-B et tentèrent de faire assassiner Mgr Makarios. Les colonels d'Athènes, qui rêvaient de réaliser l'Enosis, servaient avant tout les intérêts des États-Unis, en voulant éliminer le président et les forces progressistes de l'île.

UNE interprétation largement répandue du coup d'État du 15 juillet 1974 contre Mgr Makarios prête aux Américains l'intention de provoquer un « règlement à chaud », méthode chère à M. Kissinger. Cela aurait consisté à laisser les généraux d'Athènes répondre au défi de l'archevêque par un coup de force, ce qui aurait présenté l'avantage à la fois de l'éliminer et de trouver une solution à la poursuite par trop évidente du régime d'Athènes. Les Turcs, satisfaits de l'élimination de Mgr Makarios, ne bougeraient pas, et, de toute façon, la diplomatie américaine était sûre de pouvoir les tenir sous son contrôle.

C'est probablement l'interprétation la plus plausible. Mais trop de bavures sont commises pour que tout se déroule comme prévu. Mgr Makarios échappa à l'assassinat. Il n'est point remplacé par un modéré acceptable pour les Turcs, mais par le minable Sampson. L'opinion internationale est scandalisée, tandis que Washington se garde de condamner le coup d'État.

Dans les jours qui suivent, l'initiative diplomatique appartient au premier ministre turc, M. Bülent Ecevit, qui agit avec rapidité et détermination. Il condamne le coup d'État contre le président chypriote élu, invoque le droit d'intervention de la Turquie pour défendre la Constitution de 1960 et se précipite à Londres pour convaincre M. Harold Wilson d'intervenir ensemble à Chypre, en tant qu'États garants du statut de l'île. Devant le refus de celui-ci lui opposé, après avoir consulté M. Kissinger,

M. Ecevit décide d'agir seul et les forces turques débarquent sur les plages de Kyrenia, à l'aube du 20 juillet 1974.

Pour la première fois depuis 1947 la diplomatie turque échappe presque totalement au contrôle de Washington, à la stupeur des officiels américains (et notamment de l'envoyé spécial de M. Kissinger, M. Joseph Sisco), habitués à plus de « docilité » de la part des Turcs. Après un moment d'hésitation, M. Kissinger prend les choses en main. Le cessez-le-feu intervient le 22 juillet. M. Sampson s'efface au profit du respectable Clérides, dans la journée du 23, et dans la nuit du 23 au 24 M. Caramanlis fait une rentrée triomphale à Athènes. Les généraux, abandonnés par les Américains, sont balayés, après que M. Kissinger ait annoncé à Washington, dès le 22, le changement qui allait survenir à Athènes.

Les choses rentrent dans l'ordre... américain à Ankara aussi. Le danger le plus grand se situait à bas. Au lendemain de son intervention « contre le coup d'État fasciste », la Turquie bénéficiait de la sympathie active des pays socialistes et du tiers-monde, ainsi que de la compréhension de l'Europe des Neuf. Et elle avait passé outre aux « recommandations » américaines.

Ankara a disposé, à ce moment précis, d'un certain nombre d'atouts diplomatiques. Employés avec discernement, ils lui eussent permis de prendre ses distances à l'égard de Washington, d'améliorer durablement ses relations avec le tiers-monde, de renforcer ses relations avec les pays socialistes et de se faire respecter par la C.E.E. Mieux encore, en tendant la main à la Grèce, qui venait de se débarrasser de sept années de fascisme, et à la communauté grecque de Chypre, elle aurait pu jeter d'emblée les bases d'une paix durable dans la région. Mais tout cela présentait trop de dangers pour Washington. Il n'est pas interdit de supposer que tout gouvernement turc qui eût tenté de se lancer dans une telle politique ne serait pas resté longtemps en place à Ankara. De plus, partageant le pouvoir avec une formation de droite, M. Ecevit ne pouvait passer outre aux objections des milieux réactionnaires.

LA Turquie s'engage donc dans une politique d'intensification, visant à élargir les zones contrôlées par son armée à Chypre. Washington, qui l'encourage dans cette voie, y trouve plusieurs avantages. D'abord, une solide présence militaire turque dans l'île, entraînant à son tour celle de la Grèce, était le meilleur moyen de prévenir toute velléité chypriote de non-alignement, même en cas de retour de Mgr Makarios. Ensuite, il fallait que la Turquie cessât de bénéficier de la sympathie du tiers-monde et du soutien des pays socialistes pour retomber tout entière dans le camp américain. Après avoir baptisé le débarquement à Chypre « opération de paix », Ankara oublia ses intentions pacifiques pour amener dans l'île environ quarante mille soldats, et pour étendre sa zone d'occupation en violation des accords de cessez-le-feu. Il ne modifia guère son attitude à l'endroit de Mgr Makarios, considéré comme le responsable de tous les maux de l'île pour avoir violé la Constitution de 1960 et à qui Ankara reconnaît à peine le droit d'être le chef de la communauté chypriote grecque. Le comportement passé de l'archevêque à l'égard de la communauté turque de l'île, encore présent dans les esprits, n'était certes pas fait pour inciter les vainqueurs à se montrer magnanimes à son égard.

Aussi bien les deux conférences tripartites de Genève, réunissant la Grèce, la Turquie et le Royaume-Uni fin juillet et mi-août 1974, donnèrent-elles lieu à de vifs affrontements entre Turcs et Grecs, M. Callaghan jouant les arbitres de manière plutôt maladroite. Finalement, le 13 août, Ankara refusait aux Grecs un délai de réflexion supplémentaire de trente-six heures et reprenait les hostilités à Chypre, pour conquérir 40 % du territoire en l'espace de trois jours. A l'humiliation de la communauté turque de Chypre succédait celle de la communauté grecque et de la Grèce.

Cependant M. Kissinger n'était pas au bout de ses peines. Les retombées de la guerre de Chypre allaient affecter toutes les parties en présence.

L'humiliation et le choc de la défaite inciteront la Grèce à se retirer du dispositif militaire intégré de l'OTAN, tout en maintenant ses représentants déjà en place à différents niveaux. Bien que le gouvernement Caramanlis cherche les moyens de se rapprocher de l'OTAN, l'hostilité que nourrit l'opinion grecque à l'égard de l'Organisation et des États-Unis ne lui

permet pas pour l'instant de s'engager rapidement dans cette voie.

La Turquie subit quant à elle un isolement pénible sur le plan international. A l'ONU, dont les « casques bleus » (UNFICYP) sont toujours à Chypre, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ont adopté plusieurs résolutions demandant à la Turquie de retirer ses troupes de l'île sans plus attendre. Ankara a mesuré le degré de son isolement à l'occasion de la résolution adoptée par l'Assemblée générale le 20 novembre dernier : cent dix-sept pays, dont les neuf membres de la C.E.E., l'ont votée, la Turquie émettant le seul vote négatif tandis que les États-Unis et des supporters inconditionnels de la Turquie, comme l'Iran ou le Pakistan, s'abstenaient. La C.E.E., à laquelle la Turquie est associée, a pris très nettement ses distances à son égard.

MAIS le choc le plus formidable, Ankara l'a subi de la main des Américains. Tandis que l'exécutif encourageait la Turquie à l'intensification et à la conquête, le Congrès la punissait pour les mêmes actions. La conjonction du désir du Congrès de ne pas relâcher son contrôle sur la politique étrangère poursuivie par l'exécutif et des activités du puissant lobby grec a réussi à imposer, début février 1975, malgré l'opposition du président Ford et de M. Kissinger, l'embargo complet sur les livraisons d'armements. Réconduit en juillet, l'embargo ne fut finalement levé, mais très partiellement, qu'en octobre : la Grèce permit la livraison d'armes à la Turquie jusqu'à concurrence de 195 millions de dollars et d'une vingtaine de Phantom. Cela revenait finalement à autoriser simplement l'expédition du matériel que la Turquie avait déjà payé. Et encore, cette levée partielle de l'embargo pouvait-elle être annulée si des progrès substantiels n'étaient pas accomplis dans la voie d'un règlement pacifique à Chypre.

Les États-Unis infligeaient ainsi au plus fidèle de leurs alliés un traitement digne de leur pire ennemi. L'armée turque, exclusivement équipée de matériels américains, devenait inopérante. L'anti-américanisme de l'opinion atteignit des proportions inconnues, et même la droite américanophile au pouvoir ne pouvait plus nier la nécessité d'une profonde révision des relations avec les États-Unis. Une autre conséquence de l'embargo fut de révéler à l'opinion turque un certain nombre de réalités qu'on lui avait soigneusement dissimulées : l'extraordinaire importance stratégique que les États-Unis confèrent à l'attaché au territoire turc donne en principe au gouvernement d'Ankara un grand pouvoir de négociation, dont celui-ci s'était bien gardé d'user dans le passé. Parmi les quelque vingt-cinq bases américaines en Anatolie, outre celle où des armes atomiques étaient stockées, il y en avait cinq qui étaient des bases d'écoute irremplaçables dirigées contre l'U.R.S.S. et qui auraient fait l'objet d'une attaque nucléaire de première heure en cas de conflagration mondiale. Après six mois de tergiversations, le gouvernement Demirel — qui désirait, autant que M. Kissinger, la levée de l'embargo — se voyait obligé, devant la pression de l'opinion, d'exiger l'arrêt du fonctionnement des bases américaines. Toutefois ces bases n'étaient pas supprimées et le personnel américain restait sur place.

Des négociations engagées entre Washington et Ankara afin de définir le nouveau statut des bases sont rapidement tombées dans l'impasse. La Turquie réclame la conclusion d'un traité à long terme, ratifié par le Congrès, qui lui garantirait la livraison régulière d'armements sans risque d'embargo, et demande le paiement d'un loyer pour les cinq bases d'écoute qui exposent son territoire à une attaque nucléaire soviétique. Les Américains refusent cette démarche qui consiste à monnayer le droit d'exposer les citoyens turcs à une attaque nucléaire, mais n'en sont pas moins embarrassés, car ce sont eux qui ont violé les arrangements sur lesquels les relations turco-américaines étaient bâties depuis 1947. En fait, Washington peut trouver le moyen de sortir de l'impasse dans ses relations avec Ankara en procédant à des manipulations sur le plan de la politique interne en Turquie. Depuis de nombreux mois, les assassinats politiques et les provocations se succèdent, dans un climat qui rappelle le début de 1974, à la veille de l'intervention de l'armée et de l'instauration d'un régime de répression qui devait durer deux ans et demi.

La situation est aujourd'hui plus sérieuse pour les Américains et la classe capitaliste turque. Les élections générales de 1973 et partielles de 1975 ont clairement indiqué que l'électorat

turc vote désormais en majorité à gauche. Les masses populaires, et particulièrement la classe ouvrière et la jeunesse universitaire, possèdent une conscience politique accrue. Les appâts à l'armée se multiplient dans la droite, qui rêve d'un fascisme musclé et durable. Le gouvernement de coalition qui dirige M. Demirel depuis avril 1975, représentant les milieux les plus réactionnaires qui soutiennent la politique de conquête à Chypre, est paralysé à l'extérieur par ses difficultés avec les États-Unis. La question chypriote souffre de cet immobilisme.

Le retour de Mgr Makarios à Chypre, début décembre 1974, n'avait guère eu d'autre effet que de conforter les cent quatre-vingt mille Chypriotes grecs réfugiés dans le Sud. Les négociations intercommunautaires entre MM. Clérides et Demirel, sous l'égide des Nations unies, s'étaient progressivement aux questions politiques. M. Clérides accepta l'envoi dans le secteur nord des neuf mille Turcs chypriotes qui restaient dans la zone grecque, achevant ainsi de partager l'île en deux zones ethniques bien séparées. Autre geste de bonne volonté, M. Clérides a implicitement admis le principe d'une fédération bizonale, que Mgr Makarios a toujours refusé jusqu'à ce jour. Mais les négociations ont été interrompues en septembre dernier. M. Demirel n'ayant pas précisé ses propositions concernant l'étendue de la zone turque à Chypre et l'avenir des réfugiés grecs. Les Grecs insistent pour que la superficie de cette zone soit limitée à 18 % du territoire, tandis qu'Ankara circule autour de plans la fixant aux alentours de 28 % ou de 33 %. M. Clérides a alors le sentiment d'avoir fait un marché de dupe, en donnant des gages de bonne volonté à M. Demirel, qui avait, en février 1975, proclamé unilatéralement l'État fédéré chypriote turc, en prélude à l'instauration d'un pouvoir central disposant de pouvoirs excessivement limités, et qui, en outre, brandit régulièrement la menace de proclamer l'indépendance de son État fédéré, encore qu'Ankara y soit formellement opposé.

SANS vouloir atténuer la responsabilité des Turcs dans cette interruption des négociations, on peut estimer que Washington ne souhaitait guère le succès de pourparlers qui échappaient à son contrôle direct. Il fallait que les termes de référence d'une éventuelle solution à Chypre soient dictés par Washington. C'est exactement ce qui s'est passé à Bruxelles, en marge de la session de fin d'année du Conseil atlantique, où les ministres des affaires étrangères grec et turc se sont entendus, le 12 décembre, sous l'égide de M. Kissinger, pour demander la reprise des négociations entre les communautés. La Turquie a accepté que les négociations se déroulent sous les auspices des Nations unies, avec une éventuelle participation ultérieure des représentants d'Ankara et d'Athènes. La Grèce a fait une concession en acceptant de négocier sans que les résolutions des Nations unies demandant le retrait immédiat des troupes turques soient prises en considération. La pression qu'Athènes a dû exercer sur Mgr Makarios pour qu'il accepte une reprise des négociations ce mois-ci, probablement à Nicosie, a créé une tension entre l'archevêque et M. Caramanlis. Certes, la position de Mgr Makarios est maintenant très affaiblie. Ayant tiré les leçons de ce qui s'est passé en 1974, il tient à ne pas contraindre outre mesure les Américains, qu'il a autorisés à utiliser les bases anglaises à Chypre, leur accordant en outre des facilités dans le secteur grec de Nicosie pour établir une station d'écoute du Proche-Orient.

Simultanément, la Turquie et la Grèce ont déclaré à Bruxelles leur intention de reprendre les négociations pour liquider leur contentieux dans la mer Égée sur les eaux territoriales, le plateau continental qui recèle des réserves de pétrole, les côtes aériennes et le statut de certaines îles militarisées par la Grèce en contravention du traité de Lausanne de 1923.

Il serait en effet urgent que les deux pays normalisent leurs relations. Ils se sont lancés dans une course aux armements frénétique qui absorbe 8,9 % du P.N.B. de la Grèce, et 5 % de celui de la Turquie en 1975, et peut conduire à une guerre. Mais, aussi longtemps qu'Ankara et Athènes resteront de simples pions dans le jeu des intérêts américains en Méditerranée orientale, une paix solide et durable est difficilement concevable. L'exemple tragique du Liban ne laisse pas de place à un optimisme exagéré au sujet d'un quelconque règlement qui pourrait intervenir à Chypre sous l'égide des États-Unis.

## Dans ce numéro :

- P. 2 à 4 : L'EGYPTE D'ANOUAR EL SADATE : Ouverture à l'Ouest, isolement dans le monde arabe, par Marie-Christine Anlas. Turquie : Une réforme agraire adaptée à l'économie de dépendance, par Patrick Veillerot.
- P. 5 : L'Espagne et la stratégie américaine en Méditerranée, par William Brasch Watson.
- P. 6 et 7 : LA REVOLUTION DOMESTIQUE : Le jeu des États-Unis au Portugal, par Daniel Schechter. Vers la normalisation économique ? par Yves Bazan.
- P. 8 à 12 : PORTO-RICO. LA LUTTE POUR L'INDEPENDANCE. reportage de Pierre Dommergues.
- Les militaires argentins devant les désordres et la crise économique, par Alain Labrousse.
- P. 13 et 14 : ECONOMIE ET REPRESSION AU CHILI, par James F. Petras.

## P. 15 à 20 :

Le premier congrès du parti communiste cubain, B. C. — Suite de l'article de Bernard Cassen sur le nouveau défi cubain.

LES MILITAIRES ET LE POUVOIR EN AFRIQUE NOIRE. II — La même impuissance face aux nouvelles visées étrangères : Un nouveau champ d'action pour les États-Unis, par Daniel Schechter. L'essor spectaculaire du commerce des armes, par Mary Kaldor. Armées « orthodoxes » et armées de libération, par Basil Davidson. Les limites de l'indépendance économique, par Catherine Coquery-Vidrovitch. La puissance militaire de l'Afrique du Sud, par Abdel S. Minty. Nigéria : Une solution provisoire qui s'éternise, par Bridget Bloom. Ouganda : Les aberrations d'une dictature privée de base sociale, par Mahmood Mamdani.

Le film sur le travail forcé en U.R.S.S. : Une brèche dans le système de l'information, par Marc Ferro.

## P. 21 :

Union soviétique : Les directives du X<sup>e</sup> plan quinquennal, par Bernard Fétou. — Suite de l'article de Spartak Béglou : Cinq ans d'efforts pour la paix.

## P. 22 :

Les livres du mois.

## P. 23 :

CINEMA POLITIQUE : ECRANS VIOLENTS, par Ignacio Ramonet, Alain Bergala et Pascal Bonitzer.

## P. 24 et 25 :

Supplément sur le Nigéria.

## P. 26 et 27 :

Index des articles publiés en 1975.

## P. 28 à 31 :

L'activité des organisations internationales. Le dernier quart de siècle en Chine : Témoignage d'un Chinois d'outre-mer, Han Suyin hagiographe, par Jean Dauter.

مکان العمل

Janvier 1976